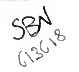
COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

Bruxelles.—Typ. de A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, rue Royale 3, impasse du Parc.



ŒUVRES DE W. H. PRESCOTT

HISTOIRE

DU RÈGNE DE

FERDINAND ET D'ISABELLE

TRADUITE DE L'ANGLAIS

PAR G. RENSON



. . . . Quæ surgere regna
Conjugio tali!
Virg., *Énéide*, IV, 47.

Crevere vires famaque et imperi?
Porrecta majestas ab Euro
Solis ad occiduum cubile.
Horace, *Odes*, IV, 15.

TOME III

PARIS
FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
RUE JACOB, 56

BRUXELLES ET LEIPZIG
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
RUE ROYALE, 3, IMPASSE DU PARC

1862

SECONDE PARTIE.

1493-1517.

CHAPITRE PREMIER.

EXPÉDITION DE CHARLES VIII EN ITALIE.

(1493-1495.)

L'Europe à la fin du xv[e] siècle. — Relations plus intimes entre les États. — La politique italienne. — Prétentions de Charles VIII sur le royaume de Naples. — Traité de Barcelone. — Invasion française à Naples. — Mécontentement de Ferdinand. — Tactique et troupes des différentes nations. — Préparatifs de l'Espagne. — Envoi d'une ambassade à Charles VIII. — Hardiesse des envoyés. — Entrée des Français à Naples.

Nous voici arrivés à cette époque mémorable, où les différentes nations européennes, franchissant les barrières qui les avaient jusque-là séparées, portèrent, comme par un élan simultané, leurs forces hostiles sur un théâtre commun d'action. Dans la première partie de cette histoire, nous avons vu comment l'Espagne se prépara à la lutte par la réunion de ses différents États en un seul et par les réformes intérieures qui permirent au gouvernement d'agir avec vigueur. Le génie de Ferdinand se montrera aussi prééminent dans les relations extérieures du pays, que celui d'Isabelle dans l'administration même du royaume; c'est ainsi que l'histo-

rien exact et bien informé, qui a jeté le plus de jour sur cette partie des annales nationales, ne cite même pas le nom de la reine dans son introduction et attribue exclusivement la conduite de ces affaires à l'ambitieux Ferdinand. Cette opinion est suffisamment justifiée à la fois par le caractère prédominant de la politique suivie, bien différente de celle que révélèrent les actes d'Isabelle, et par ce fait que les conquêtes étrangères, quoique dues aux efforts réunis des deux couronnes, furent entreprises au nom de l'Aragon, qui finit par se les approprier.

La fin du xve siècle présente, dans son ensemble, le point de vue le plus saisissant qui soit dans l'histoire moderne; nous pouvons de là contempler l'achèvement d'une importante révolution dans l'organisation de la société politique et la première application de plusieurs inventions, destinées à exercer la plus grande influence sur les progrès de la civilisation. Les institutions féodales ou plutôt le principe féodal, qui agissait même dans les endroits où ces institutions, à proprement parler, n'existaient pas, après avoir rempli sa destination, s'était peu à peu affaibli, car il ne pouvait satisfaire aux exigences nouvelles d'une société en voie de transformation. Ce partage de la puissance entre les membres d'une aristocratie indépendante, s'il avait convenu à des temps barbares, excluait ce degré de sécurité personnelle et de tranquillité, sans lequel la civilisation ne peut guère progresser; il répugnait également à ces sentiments patriotiques, qui, essentiels à l'indépendance nationale, devaient languir chez un peuple dont les sympathies, au lieu de se concentrer sur l'État, se portaient sur cent maîtres différents, comme il arrivait dans tout pays féodal. Cette conviction fit désirer au peuple le transfert de l'autorité dans d'autres

mains, non dans les siennes, — il était trop ignorant et habitué depuis trop longtemps à une position subordonnée, dépendante, — mais dans celles du souverain. Ce n'est que trois siècles plus tard que la condition de la masse de la nation devait être assez améliorée pour qu'il lui fût possible de réclamer et de maintenir la considération politique à laquelle elle a droit.

A quelque degré que l'opinion publique et la marche des événements fussent favorables à ce changement, le monarque lui-même devait évidemment y contribuer beaucoup par son caractère personnel, car les avantages de sa position ne suffisaient pas pour le mettre en état de lutter contre les forces combinées de ses redoutables vassaux. Fait remarquable et, dirait-on, providentiel, les principaux souverains de l'Europe, dans la dernière moitié du xve siècle, furent tels que les réclamaient les circonstances : Henri VII d'Angleterre, Louis XI de France, Ferdinand de Naples, Jean II d'Aragon et son fils Ferdinand, enfin Jean II de Portugal, si différents sous d'autres rapports, se distinguèrent tous par une sagacité qui leur fit imaginer les plans politiques les plus vastes, les plus subtils, et leur fournit mille expédients pour tromper des ennemis puissants qu'il eût été dangereux d'attaquer ouvertement.

Les efforts de ces princes, dirigés vers le même but, furent couronnés d'un égal succès; ils élevèrent la prérogative royale aux dépens de la noblesse, avec plus ou moins d'égard aux droits du peuple, selon les pays; en France, par exemple, ceux-ci furent l'objet d'une indifférence presque absolue, tandis qu'en Espagne ils furent respectés et protégés sous l'administration paternelle de la reine, qui tempérait la politique moins scrupuleuse de son époux. Partout cepen-

dant la nation, en général, gagna beaucoup à cette révolution qui s'opéra insensiblement, du moins sans imprimer une violente secousse à l'édifice social, et qui, en assurant la tranquillité intérieure et le triomphe de la loi sur la force, donna un libre essor à ces études intellectuelles, qui détachent l'homme de la sensualité et d'une complaisance exclusive pour les besoins de sa nature animale.

Aussitôt que l'organisation intérieure des différentes nations européennes reposa sur une base solide, elles eurent le loisir de porter leur attention, jusque-là renfermée dans les limites de leur territoire, sur une sphère d'action plus importante et plus éloignée. Les relations internationales furent considérablement facilitées par plusieurs inventions utiles, qui datent de cette époque ou furent alors, pour la première fois, appliquées d'une manière étendue. Citons l'imprimerie qui répandit les connaissances avec la rapidité et l'universalité de la lumière, la poste qui, établie par Louis XI, devint d'un fréquent usage au commencement du XVIe siècle, et enfin le compas qui, guidant sûrement le marin à travers un océan inconnu, rapprocha les régions les plus lointaines du globe. Grâce à ces nouveaux moyens de communication, on peut dire que les différents États de l'Europe s'unirent aussi intimement que les provinces d'un même royaume; ils commencèrent alors, pour la première fois, à se considérer comme les membres d'un seul corps dont l'action les intéressait tous. Il s'attachèrent avec plus d'attention à scruter la cause des mouvements politiques qui se produisaient chez leurs voisins. Les missions devinrent fréquentes et des agents accrédités, espèce d'espions honorés, furent placés auprès des principales cours. On étudia la science de la diplomatie, conçue d'une manière plus étroite qu'aujour-

d'hui[1], on forma peu à peu des plans d'agression et de résistance, conduisant aux combinaisons les plus vastes et les plus compliquées. Que l'on ne s'imagine pas toutefois qu'on eût déjà à cette époque, une idée bien nette de la balance des puissances; on ne s'alliait que dans un but de conquête et de défense, non pour le maintien d'une théorie abstraite d'équilibre politique; celle-ci fut le résultat de réflexions bien plus profondes et d'une longue expérience.

La direction des relations internationales, à la fin du xv[e] siècle, était entièrement abandonnée aux souverains; les peuples n'y prenaient part ou intérêt que pour autant que la propriété privée fût atteinte. Aussi ne voyait-on que trop souvent le monarque agir avec une témérité et une précipitation qui n'auraient pas été possibles, s'il avait été contenu par une intervention populaire. Les princes témoignaient d'ailleurs un étrange mépris pour les droits et les intérêts de la nation; ils considéraient la guerre comme un jeu auquel ils s'engageaient, non pas au nom de leurs sujets mais exclusivement au leur; comme des joueurs acharnés, ils se disputaient les dépouilles ou les honneurs de la victoire, avec d'autant plus d'insouciance que leur position élevée les mettait à l'abri de tout dommage matériel. Ils luttaient avec toute l'animosité de sentiments personnels, employant tous les moyens, quels qu'ils fussent, et n'en jugeant aucun condamnable, s'il pouvait assurer leur succès. Les maximes

[1] Le « *Legazione* » ou correspondance officielle de Machiavel, dans les différentes cours européennes où il résida, peut être considéré comme le manuel le plus complet de diplomatie, au commencement du xvi[e] siècle; il donne plus de détails curieux qu'aucune histoire régulière sur les rouages intérieurs des gouvernements et montre la variété, l'étendue des devoirs que le ministre résident eut à remplir, dès le jour où furent créées ces fonctions.

d'État les plus honteuses étaient ouvertement professées par des hommes jouissant d'une réputation d'honneur et d'intégrité. En un mot, la diplomatie de cette époque recourait presque partout à des ruses, des fourberies, des subterfuges, que l'on eût justement flétris chez un particulier.

L'Italie était, sans doute, la grande école où s'enseignait cette moralité politique. Ce pays était divisé en un certain nombre de petits États, dont aucun n'était assez supérieur aux autres pour pouvoir prétendre à une suprématie absolue; cependant tous avaient besoin de la plus grande vigilance pour se défendre contre les princes voisins. De là une complication d'intrigues et de combinaisons, comme jamais le monde n'en avait vue. Une politique subtile, raffinée convenait au génie des Italiens; elle fut aussi, en partie, le résultat de leur haute culture intellectuelle, qui les porta naturellement à se confier, pour vider leurs contestations, à leur adresse supérieure plutôt qu'à la force brutale, comme les *barbares* d'au delà des Alpes. Pour ces causes et d'autres, on vit peu à peu s'établir des maximes si monstrueuses, qu'elles donnèrent à l'ouvrage où elles furent, pour la première fois, réunies en un système régulier, l'air d'une satire et non d'un écrit sérieux, et que le nom de l'auteur devint synonyme de perfidie politique [1].

A l'époque où nous sommes arrivés, les principaux États de l'Italie étaient les républiques de Venise et de Florence,

[1] Les traités politiques de Machiavel, son *Prince* et ses *Discours sur Tite-Live*, publiés après sa mort, ne causèrent aucun scandale à l'époque où ils parurent; ils sortirent même des presses pontificales, avec privilége du pape régnant, Clément VII. Ce n'est qu'une trentaine d'années plus tard qu'ils furent mis à l'index, et cela non à cause de l'immoralité des maximes qu'ils renferment, mais, comme Ginguené l'a bien prouvé, des accusations qui y sont portées contre la cour de Rome.

le duché de Milan, le saint-siége et le royaume de Naples; les autres n'étaient, pour ainsi dire, que de simples satellites gravitant autour de l'une ou de l'autre de ces puissances, qui réglaient et dirigeaient leurs mouvements. Eu égard à ses richesses, à sa redoutable marine, à son territoire dans le nord et à ses magnifiques possessions coloniales, Venise pouvait être considérée comme la plus formidable de ces puissances. Il n'y avait pas de gouvernement, dans ce temps, qui fût l'objet d'une admiration aussi générale, dans la péninsule et au dehors, où l'on paraissait le regarder comme le plus beau modèle de sagesse politique; cependant il n'y avait pas de pays où le citoyen jouît de moins de liberté positive, et où les relations étrangères portassent l'empreinte d'un égoïsme plus absolu, d'un esprit plus étroit, plus mesquin, plus digne d'une compagnie de marchands que d'un grand et puissant État. Mais Venise rachetait tous ces défauts aux yeux des contemporains par la stabilité de ses institutions, restées debout au milieu des révolutions qui avaient ébranlé ou renversé toutes les autres en Italie.

Le Milanais était gouverné par Ludovic Sforza ou Ludovic le More, comme ce prince est ordinairement appelé, nom qu'il devait à son teint basané, mais qu'il conserva volontiers comme indiquant l'adresse supérieure qu'il se flattait de posséder; il exerçait l'autorité au nom de son neveu, alors mineur, en attendant qu'il s'offrît une occasion favorable pour l'usurper; cet homme, d'un caractère froid et perfide, était souillé de tous les vices reprochés aux hommes d'État les plus corrompus de l'Italie, dans ce temps.

Au centre de la péninsule s'élevait la république de Florence, autrefois point de ralliement des amis de la liberté, et

trop souvent des factieux, mais alors cette cité était soumise à la domination des Médicis, et les goûts éclairés, la noble munificence de ces usurpateurs ont jeté sur leur administration un éclat qui a trompé les yeux des contemporains et même de la postérité.

Le trône pontifical était occupé par cet Alexandre VI, dont les écrivains, catholiques ou protestants, ont également flétri la dissolution, la cupidité et la cynique impudence. Ce pape avait dû sa fortune à la corruption, à son habileté consommée et à son énergie de caractère; bien qu'il fût Espagnol de naissance, son élection avait été vue avec beaucoup de déplaisir par Ferdinand et Isabelle, qui craignaient le scandale qu'elle devait occasionner dans l'Église; d'ailleurs ils avaient peu à attendre, au point de vue politique, de l'élévation d'un de leurs propres sujets, que son âme vénale asservissait au plus haut enchérisseur.

A Naples régnait Ferdinand Ier. Le père de ce roi, Alphonse V, oncle de Ferdinand d'Aragon, avait dû sa couronne à Jeanne de Naples, qui l'avait adopté, ou plutôt à sa bonne épée; il légua sa conquête à son fils illégitime, Ferdinand, au préjudice des droits de l'Aragon qui l'avait payée de son sang et de son or. Ce prince, bien différent de son noble père, avait le caractère sombre, astucieux et féroce; il passa sa vie à lutter contre ses hauts barons, dont un grand nombre soutenaient les prétentions de la famille d'Anjou. Grâce à son habileté supérieure, il put déjouer toutes les tentatives de ses ennemis; il ne recula devant aucun acte de perfidie ou de violence, si atroce qu'il fût, et eut enfin la satisfaction d'affermir son autorité, désormais incontestée, sur ses sujets tremblants. Il avait près de soixante-dix ans à l'époque dont nous nous occupons, en 1493; l'héritier pré-

somptif du trône, Alphonse, aussi sanguinaire, ne possédait pas au même degré que lui le talent de la dissimulation.

Telle était la physionomie des principales cours de la péninsule, à la fin du XVe siècle. La politique italienne était nécessairement dominée par les tendances et les vues, essentiellement égoïstes et personnelles, des grandes puissances. Les anciennes formes républicaines s'étaient peu à peu effacées pendant ce siècle, et d'autres, plus arbitraires, les avaient remplacées; le mot de liberté était, il est vrai, inscrit encore sur les bannières, mais l'esprit de liberté avait disparu. Dans presque tous les États, grands ou petits, quelque aventurier militaire ou quelque rusé politique avait réussi à s'élever sur les ruines des libres institutions de son pays, et semblait n'avoir d'autre pensée que d'étendre encore son autorité et de la garantir contre les conspirations et les révolutions, provoquées naturellement par le souvenir de l'ancienne indépendance. Il en était ainsi en Toscane, à Milan, à Naples et dans les nombreux États inférieurs. A Rome, le pape ne se proposait rien de plus que d'entasser sur sa famille les richesses et les honneurs. En un mot, tout gouvernement paraissait agir dans l'intérêt exclusif de son chef; Venise était la seule puissance, qui fût assez forte, assez stable pour former des projets plus vastes, et ceux-ci même, comme nous l'avons dit, étaient conçus dans l'esprit étroit et calculateur d'une corporation de marchands.

Mais, tandis que le feu du patriotisme était éteint dans le cœur des Italiens et que ni l'amour du bien public, ni même la menace de l'invasion étrangère ne pouvaient les décider à s'entendre [1], la situation intérieure du pays était des plus

[1] On en eut un exemple remarquable au milieu du XVe siècle, lorsque

florissantes. L'Italie avait bien devancé les autres nations européennes dans la voie de la civilisation ; elle offrait partout le spectacle des progrès dus à une incessante activité intellectuelle. La péninsule ressemblait à un jardin : « toutes les plaines y étaient cultivées jusqu'au sommet même des montagnes; fière de sa nombreuse population, enrichie par un commerce immense, illustrée par la magnificence de maint prince, par la noblesse et la beauté de mainte cité et par la majesté de la religion, elle était ornée de tous les dons, rares et précieux, qui rendent le nom d'un peuple glorieux entre tous. » C'est sur ce ton d'enthousiasme qu'un historien toscan célèbre la prospérité de sa patrie, au moment même où le fléau de la guerre allait en dévaster les belles vallées.

Cette heureuse tranquillité devait être détruite par la terrible invasion que l'ambition de Ludovic Sforza attira sur la péninsule. Ce prince avait déjà organisé une coalition des puissances du nord de l'Italie, pour s'opposer à l'intervention du roi de Naples en faveur de son petit-fils, le duc légitime de Milan, que son oncle tenait dans la sujétion, pendant une longue minorité, tandis qu'il exerçait en son nom les fonctions réelles de la souveraineté. Ne se sentant pas suffisamment défendu par ses alliés, Sforza invita le roi de France à ressusciter les anciennes prétentions de la maison d'Anjou sur la couronne de Naples, lui promettant de l'aider de tout son pouvoir; le rusé politique voulait ainsi détourner l'orage de sa tête, en donnant à Ferdinand assez d'occupation pour lui ôter le loisir de l'inquiéter.

l'invasion imminente des Turcs dans la péninsule, peu après la destruction du royaume arabe et du bas empire, ne put ni calmer les factions ni fixer, même pour un instant, l'attention des États italiens.

Le trône de France, à cette époque, était occupé par Charles VIII; ce monarque, à peine âgé de vingt-deux ans, était le fils de Louis XI, qui lui avait fait donner une éducation peu convenable, non seulement pour un roi, mais même pour un simple gentilhomme; il ne voulut pas, dit Brantôme, que son héritier apprît d'autre latin que sa maxime favorite : « *Qui nescit dissimulare, nescit regnare.* » Charles, devenu son propre maître, chercha, mais avec peu de jugement, à compléter son instruction; ses études favorites étaient les exploits des conquérants célèbres, particulièrement de César et de Charlemagne; ces récits remplissaient sa jeune imagination de vagues et chimériques idées de gloire. Les tournois et les autres exercices chevaleresques où il se plaisait contribuèrent à l'entretenir dans ses illusions, et il finit par se prendre pour un valeureux paladin de roman, destiné à accomplir une grande et périlleuse entreprise. Un certain indice de cette exaltation de sentiments fut le nom de Roland qu'il donna à son fils unique, d'après le fameux héros de Roncevaux.

Séduit par ses rêves ambitieux, Charles VIII accueillit complaisamment les artificieuses propositions de Sforza; dans son extravagante vanité, caressée par des courtisans adulateurs, il affecta de considérer une entreprise contre Naples comme un premier pas dans une carrière de conquêtes plus brillantes, qui devaient aboutir à la prise de Constantinople et à la délivrance du saint-sépulcre; il alla même jusqu'à acheter à André Paléologue, neveu et héritier de Constantin, le dernier des Césars, ses droits sur l'empire grec.

Rien ne justifiait, d'après les principes établis aujourd'hui, la revendication du trône de Naples par Charles VIII.

Sans discuter les anciennes prétentions des maisons rivales d'Aragon et d'Anjou, nous nous bornerons à rappeler qu'à l'époque de l'invasion française ce trône avait été occupé sans intervalle, pendant plus d'un demi-siècle, par trois princes aragonais, solennellement reconnus par le peuple, investis à plusieurs reprises par le pape et admis par tous les États de l'Europe; si tout cela ne suffisait pas pour donner de la validité à ces titres, quelle nation pouvait espérer la tranquillité? Le roi de France, de son côté, alléguait le testament de René, comte de Provence, excluant le fils de sa propre fille, l'héritier présomptif de la famille d'Anjou, Naples étant trop notoirement un fief femelle pour qu'il fût permis d'invoquer la loi salique. Les droits de Ferdinand d'Espagne, comme représentant de la branche légitime d'Aragon, étaient bien plus fondés.

Indépendamment de ces considérations, la position dans laquelle se trouvait Charles VIII rendait impolitique de toute manière l'expédition qu'il projetait. Il avait été, pendant quelque temps, en mésintelligence avec les souverains espagnols, et il était en guerre ouverte avec l'Allemagne et l'Angleterre; ce n'était qu'au prix des plus larges concessions qu'il pouvait espérer le consentement de ces puissances à une entreprise des plus chanceuses et dont le succès complet même ne pouvait procurer des avantages durables à la France : « il ne comprit pas, » dit Voltaire, « qu'une douzaine de villages sur ses frontières valaient mieux qu'un royaume à quatre cents lieues de distance. » Par les traités d'Étaples et de Senlis, il acheta sa réconciliation avec Henri VII d'Angleterre et avec l'empereur Maximilien; enfin, par celui de Barcelone, il régla à l'amiable ses différends avec l'Espagne.

Ce traité, qui stipulait la restitution du Roussillon et de la Cerdagne, était d'une grande importance pour la couronne d'Aragon. Ces provinces, on s'en souvient, avaient été engagées par le père de Ferdinand, Jean II, à Louis XI, pour la somme de trois cent mille couronnes, en récompense de l'aide promise par celui-ci dans la guerre contre les Catalans insurgés. Bien que cette somme n'eût jamais été payée, cependant il y avait des motifs plausibles pour réclamer ce pays, car Louis XI n'avait qu'incomplétement tenu ses engagements, et le gouvernement français était déjà remboursé, en grande partie, par les revenus de ces provinces [1]. Depuis longtemps, l'époux d'Isabelle s'occupait de ce traité; il ne s'était même pas borné à employer des moyens diplomatiques, mais plus d'une fois il s'était montré disposé à reprendre de force le territoire contesté. Cependant les négociations convenaient mieux à sa politique habituelle, et, la guerre contre les Mores finie, il les poussa avec la plus grande vigueur; il se rendit avec la reine à Barcelone, afin de surveiller les délibérations des envoyés des deux nations, réunis à Figueras.

Les historiens français accusent Ferdinand d'avoir acheté deux ecclésiastiques, jouissant d'une grande influence à leur cour. Ces prêtres devaient tenir au jeune roi un langage propre à alarmer sa conscience; ils réclamèrent la restitution du Roussillon comme un acte de justice, se fondant sur ce que la somme pour laquelle celui-ci avait été engagé, si elle

[1] Voyez à ce sujet les chapitres V et VI de notre 1re partie. La plupart des historiens paraissent admettre que Louis XI avança une somme d'argent au roi d'Aragon, et quelques-uns rapportent que celui-ci offrit plus tard de rembourser au monarque français la somme pour laquelle il lui avait engagé ces provinces.

n'avait pas été payée, avait été dépensée pour la cause commune de la chrétienté, dans la guerre contre Grenade. Nul, disaient-ils, ne pouvait jamais espérer de sortir du purgatoire, si les biens qu'il avait retenus injustement pendant sa vie n'étaient tous rendus. Cette menace s'adressait évidemment à Louis XI défunt et à Charles lui-même, s'il ne restituait pas les provinces, comme il y était d'ailleurs obligé par la prière de son père mourant. Ces paroles firent de l'impression sur le roi et plus encore sur sa sœur, la duchesse de Beaujeu, qui avait beaucoup d'ascendant sur lui et se croyait elle-même en péril de damnation éternelle, par de plus grands retards. L'impatience de Charles, qui voulait à tout prix poursuivre son entreprise, ajouta, sans doute, à l'effet de ces puissantes considérations; un traité fut enfin conclu et signé, le même jour, 19 janvier 1493, à Tours par le roi de France et à Barcelone par Ferdinand et Isabelle.

Aux termes de ce traité, les parties contractantes se devaient mutuellement aide et assistance contre tous leurs ennemis; elles devaient préférer cette alliance à toutes celles qu'elles pourraient conclure avec un autre prince, *le vicaire du Christ excepté*. Les souverains espagnols s'engageaient à ne s'entendre avec aucun prince, *le vicaire du Christ excepté*, au préjudice des intérêts de la France, et à ne donner leurs filles en mariage ni au roi d'Angleterre, ni à celui des Romains, ni à tout autre ennemi de la France, sans le consentement du roi de ce pays. Il était enfin stipulé que la Cerdagne et le Roussillon seraient rendus à l'Aragon, mais, comme des doutes pouvaient s'élever au sujet du légitime possesseur de ces territoires, si Charles VIII le demandait, des arbitres seraient *nommés par Ferdinand et Isabelle*, avec pleins pouvoirs de décider la question, et les deux parties

promettaient de se soumettre à leur décision. Cette dernière disposition, évidemment peu inquiétante pour l'Espagne, avait été introduite dans cet acte pour calmer jusqu'à un certain point le mécontentement des Français, qui reprochaient hautement à leur cabinet d'avoir sacrifié les intérêts de la nation; ils accusèrent même le cardinal d'Albi, le principal agent dans ces négociations, de s'être laissé acheter par Ferdinand.

Ce traité causa autant de surprise que de satisfaction dans la péninsule, où le Roussillon était considéré comme une province des plus importantes, non seulement à cause de l'étendue de ses ressources, mais à cause de sa position locale, qui en faisait la clef de la Catalogne. Les Espagnols, dit Zurita, attachèrent à peine moins de prix à cette restitution qu'à la conquête de Grenade, et ils appréhendèrent qu'elle ne couvrit un dessein plus dangereux, une politique plus profonde qu'il ne paraissait; elle n'était pourtant due qu'aux inspiratious d'une ambition puérile.

Sur ces entrefaites, les préparatifs de Charles VIII avaient répandu l'alarme dans toute l'Italie. Le vieux roi de Naples, Ferdinand, qui essaya en vain de les arrêter par des négociations, était mort au commencement de 1494; il fut remplacé par son fils, Alphonse, prince plus hardi que lui, mais moins politique, et aussi odieux à cause de sa cruauté. Alphonse ne perdit pas de temps pour mettre son royaume en état de défense, mais il manquait de la meilleure de toutes les défenses, l'attachement de ses sujets. La république de Florence et le pape, dont la famille s'était alliée à la sienne, embrassèrent sa cause; Venise resta à l'écart, ne voulant pas compromettre sa sécurité en se déclarant trop tôt en faveur de l'un ou de l'autre parti.

Les puissances européennes ne jugeaient pas tout à fait de la même manière l'expédition projetée; la plupart voyaient sans déplaisir un prince aussi formidable épuiser ses forces dans une entreprise lointaine et chimérique, mais Ferdinand se montrait plus inquiet : sa famille pouvait être renversée du trône de Naples, et, dans ce cas, un voisin actif et puissant serait menaçant pour lui-même en Sicile. Il s'empressa de ranimer le courage chancelant du pape, en lui promettant du secours. Garcilasso de la Vega, son ambassadeur à la cour de Rome, connu par ses exploits dans la guerre de Grenade et père de l'illustre poète de ce nom, joignait à une rare sagacité politique une énergie de résolution qui ne pouvait manquer d'inspirer de la confiance; il pria le pape d'avoir foi dans son maître, le roi d'Aragon, qui, lui jura-t-il, sacrifierait toutes ses ressources, s'il le fallait, pour protéger la personne, l'honneur et les domaines d'Alexandre VI; celui-ci eût voulu avoir cette promesse par écrit, mais Ferdinand, vu ses relations avec la France, ne jugea pas à propos de se mettre jusqu'à ce point au pouvoir du rusé pontife.

Pendant ce temps, les préparatifs de Charles se faisaient avec une lenteur et une indécision qui provenaient d'embarras multipliés et d'une grande divergence d'opinions : « rien d'essentiel pour la conduite d'une guerre n'était prêt, » dit Comines. Le roi était très jeune, d'une constitution faible, d'une volonté inflexible; il avait peu de sages conseillers auprès de lui et manquait d'argent. Son ardeur était excitée par celle des jeunes chevaliers de sa cour, qui brûlaient de se distinguer, et par les sollicitations des exilés napolitains, qui espéraient rentrer à sa suite dans leur pays. Plusieurs de ces derniers, mécontents des retards déjà

éprouvés, engagèrent Ferdinand à tenter l'entreprise pour son propre compte et à revendiquer ses droits sur la couronne de Naples; il trouverait dans ce royaume, lui assuraient-ils, un parti nombreux, prêt à le soutenir. Le prudent monarque savait le peu de foi qu'il faut ajouter aux rapports de bannis, prompts à se faire illusion sur les sentiments de leurs compatriotes; mais, si le temps n'était pas venu de déclarer ses prétentions, il était résolu de ne pas tolérer celles d'un autre prince.

Charles soupçonnait si peu ces dispositions, qu'au mois de juin il dépêcha un envoyé à la cour d'Espagne, pour inviter son allié à exécuter le traité de Barcelone, en lui fournissant des hommes et de l'argent, et en ouvrant les ports de la Sicile à la flotte française. Il accompagna cette gracieuse invitation, dit l'historien aragonais, « de la nouvelle « de l'expédition projetée contre les Turcs, et annonça « incidemment, comme une chose sans importance, son « intention de prendre Naples en route. »

Ferdinand vit qu'il était temps de faire une déclaration explicite à ce sujet; il voulut qu'un envoyé spécial remplit cette mission de la manière la moins blessante, et confia cette tâche délicate à Alonso de Silva, frère du comte de Cifuentes et *clavero* de Calatrava, seigneur doué du sang-froid et de l'adresse nécessaires pour réussir dans la diplomatie.

L'ambassadeur trouva la cour de France à Vienne, occupée des derniers préparatifs de l'expédition; après avoir demandé en vain une audience particulière à Charles, il lui exposa le but de son voyage en présence de ses courtisans. Il lui dit que le roi d'Aragon avait appris avec une vive satisfaction ses projets contre les Turcs; rien ne pouvait être plus

agréable à son maître que de voir les rois, ses cousins, tourner leurs armes contre les ennemis de la croix et employer leurs revenus dans ces guerres où un échec même était plus glorieux qu'une victoire dans d'autres. Il lui offrit l'aide de Ferdinand pour poursuivre ces entreprises, fussent-elles même dirigées contre les musulmans d'Afrique, sur lesquels le pape avait donné exclusivement à l'Espagne le droit de conquête. Il pria le jeune monarque de ne pas employer les forces réclamées par ce noble dessein contre un prince européen, mais de réfléchir quel grand scandale causerait dans la chrétienté une pareille faute; surtout il le pressa de ne rien tenter contre Naples, parce que ce royaume était un fief de l'Église, en faveur de laquelle des réserves avaient été expressément faites dans le traité de Barcelone, qui proclamait l'alliance avec le vicaire du Christ et la protection du saint-siége des obligations supérieures à toute autre. Au discours de Silva le président du parlement de Paris répondit par un harangue latine, dans laquelle il maintint les droits de son maître sur Naples et le déclara résolu de les faire reconnaître, avant de marcher contre les infidèles. Aussitôt qu'il eut cessé de parler, le roi se leva et sortit brusquement de la salle.

Quelques jours après, Charles demanda à l'ambassadeur si, en cas d'une guerre avec le Portugal, Ferdinand ne se croirait pas autorisé aux termes du dernier traité à réclamer le secours de la France et sous quel prétexte ce secours pourrait être refusé. A la première de ces demandes, l'ambassadeur répondit que son maître pourrait réclamer de l'aide, si c'était une guerre défensive, mais non, s'il était lui-même et de son plein gré l'agresseur; explication qui ne satisfit nullement le monarque. Il ne s'attendait pas du tout,

paraît-il, à cette interprétation du traité; il avait compté que celui-ci lui garantirait, sans doute, la non-intervention, sinon l'appui de Ferdinand dans ses projets sur Naples. La clause relative aux droits de l'Église était trop ordinaire dans les traités publics pour être l'objet d'une attention particulière, il fut surpris de voir quel vaste champ elle ouvrait à son allié; il n'avait pas atteint au but qu'il s'était proposé en cédant le Roussillon. Il ne put cacher le chagrin et l'indignation que lui faisait éprouver ce qu'il considérait comme une perfidie de la cour d'Espagne; il refusa d'avoir encore des rapports avec Silva et fit même placer une sentinelle à sa porte, pour l'empêcher de communiquer avec le dehors, le traitant comme l'envoyé non d'un allié, mais d'un ennemi.

Cependant l'attitude imprévue, menaçante, prise par Ferdinand, ne put arrêter le roi de France, qui, ayant terminé ses préparatifs, quitta Vienne, au mois d'août 1494, et passa les Alpes, à la tête de la plus formidable armée qui, depuis l'irruption des barbares du nord, eût franchi ces hautes montagnes [1].

Nous ne suivrons pas Charles dans sa marche; il suffit de dire que partout il se montra également inintelligent et impolitique; il s'aliéna ses alliés par les traits de perfidie les plus signalés, s'emparant de leurs forteresses et entrant dans leurs capitales, avec toute la morgue insolente d'un vainqueur.

[1] L'armée française comprenait 3,600 gens d'armes, 20,000 fantassins français et 8,000 Suisses, y compris la suite ordinaire des armées. L'éclat de ce spectacle nouveau excita une admiration qui calma jusqu'à un certain point la terreur des Italiens. Pierre Martyr, qui, éloigné du théâtre de la guerre, pouvait suivre d'un œil plus calme la marche des événements, prédit en prophète les calamités sans nombre qui allaient fondre sur sa patrie.

Comme il approchait de Rome, le pape et les cardinaux se réfugièrent dans le château Saint-Ange, et, le 31 décembre 1494, le roi fit son entrée dans cette ville, à la tête de sa chevalerie victorieuse, si l'on peut appeler victorieux des gens qui, ainsi que le remarque un historien italien, avaient à peine rompu une lance ou dormi une seule fois sous la tente, pendant toute leur marche.

Les Italiens avaient été saisis d'une panique à la vue de troupes si différentes des leurs et si supérieures à celles-ci, sous le rapport de la science, de l'organisation et de l'équipement; ce qui les avait frappés encore davantage, c'était l'impitoyable férocité de ces guerriers, férocité dont ils avaient été rarement témoins dans leurs luttes intérieures. Les guerres se faisaient en Italie d'une manière toute particulière, appropriée au caractère et à la condition du peuple. La profession des armes, dans ces riches cités, au lieu d'être suivie par la noblesse, comme dans d'autres pays, à cette époque, était abandonnée à un petit nombre de soldats de fortune, appelés condottieri, qui se vendaient, avec les forces sous leurs ordres, consistant exclusivement en grosse cavalerie, à l'État qui les payait le plus cher. Ces forces constituaient, pour ainsi dire, le capital du chef, évidemment intéressé à ne pas prodiguer inutilement celui-ci. Aussi la science de la défense était-elle presque seule étudiée; il semblait qu'on se proposât moins de maltraiter l'ennemi que de se préserver soi-même. Les condottieri, dont l'intérêt commun dominait toute obligation contractée envers les États, s'entendaient facilement pour épargner leurs troupes le plus possible; de sorte qu'à la fin on courut moins de dangers dans ces batailles que dans des tournois. L'homme d'armes était couvert d'une armure assez épaisse pour arrêter une

balle de mousquet; on consultait si bien les aises du soldat que, dans un siége, l'artillerie, de part et d'autre, convint de ne pas tirer la nuit, pour laisser reposer et assiégeants et assiégés. On faisait des prisonniers pour les rançonner et l'on versait peu de sang. Machiavel parle de deux combats, livrés à Anghiari et à Castracaro, et célèbres dans ce temps à cause de leurs suites importantes; l'un dura quatre heures, l'autre, un demi-jour. Le lecteur assiste à une lutte animée, pendant laquelle le champ de bataille est perdu et repris plusieurs fois; lorsqu'il arrive au dénouement et cherche la liste des morts et des blessés, il trouve, à sa grande surprise, qu'il n'y a pas eu un seul homme tué dans la première de ces actions, et que la seconde a coûté la vie à un cavalier, qui, étant tombé de cheval et ne pouvant se relever, à cause du poids de son armure, fut suffoqué dans la vase! Ainsi l'image de la guerre fut désarmée de toutes ses terreurs; le courage ne fut plus la vertu essentielle du soldat, et l'Italien, efféminé, sinon lâche, fut incapable de résister à l'audace aventureuse et à la sévère discipline des guerriers du nord.

Les Français durent encore plus leurs étonnants succès à l'admirable organisation de leur infanterie dont ils faisaient un grand usage et dont la force résidait dans les mercenaires suisses. Machiavel attribue les malheurs de sa nation à une confiance exclusive dans la cavalerie, arme qui, pendant toute la durée du moyen âge, fut considérée en Europe comme la plus importante; le cheval était nommé par excellence « la bataille. » Cependant la mémorable lutte de Charles le Téméraire avec les montagnards suisses, qui taillèrent en pièces les fameuses bandes d'ordonnance bourguignonne, la plus belle chevalerie du temps, démontra la puissance de l'infanterie, dont l'ancienne supériorité fut enfin pleinement

rétablie dans les guerres italiennes, dont nous allons nous occuper.

Les Suisses formaient des bataillons de trois à huit mille hommes chacun; ils portaient peu d'armes défensives et combattaient surtout avec une pique longue de dix-huit pieds. Ces masses solides, partout hérissées de lances, ce qui leur fit donner le nom de hérisson, présentaient de tous côtés un front invulnérable à l'ennemi; dans les plaines où elles pouvaient librement se déployer, elles brisaient toute résistance et recevaient sans plier les charges furieuses de la grosse cavalerie, qui se jetait sur ces terribles rangées de piques. Mais ces lourds bataillons étaient impropres à des manœuvres rapides ou compliquées; un obstacle imprévu, l'irrégularité du terrain y mettaient facilement le désordre, et, comme l'événement le prouva, le fantassin espagnol, armé d'une courte épée et d'un bouclier, pouvait, en se glissant sous les lances, engager avec les Suisses un combat corps à corps, dans lequel les armes de ceux-ci ne leur servaient plus à rien. C'était répéter l'ancienne leçon de la légion romaine et de la phalange macédonienne.

Dans l'artillerie, les Français surpassaient, à cette époque, les Italiens et peut-être toutes les autres nations européennes. Les Italiens même étaient restés fort en arrière, sous ce rapport; leurs meilleures pièces de campagne consistaient en de petits tubes de cuivre, recouverts de bois et de cuir; elles étaient montées sur des affûts grossiers traînés par des bœufs, et suivies de chariots chargés de boulets de pierre. Ces canons étaient si mal servis que les assiégés, au rapport de Guichardin, avaient entre deux décharges le temps de réparer les brèches faites à leurs murs. Aussi faisait-on si peu de cas de l'artillerie que quelques-uns des écrivains ita-

liens les plus compétents conseillaient de s'en passer tout à fait dans les batailles.

Les Français, au contraire, avaient une magnifique artillerie, des canons de bronze longs d'environ huit pieds et un grand nombre d'autres plus petits [1]. Ces pièces, montées sur des affûts légers et traînées par des chevaux, suivaient l'armée dans toutes ses évolutions, lançaient des boulets de fer, et, servies avec une habileté merveilleuse, épouvantaient l'ennemi par la rapidité, par la précision de leur tir, tandis qu'elles détruisaient facilement des fortifications qui, avant cette invasion, étaient peu solides et construites avec peu de science.

Les rapides succès des envahisseurs répandirent la consternation dans les États italiens, qui parurent alors, pour la première fois, comprendre leur intérêt commun et la nécessité de s'entendre. Ferdinand s'empressa d'aider à ce mouvement des esprits par l'intermédiaire de ses ambassadeurs, Garcilasso de la Vega et Alonso de Silva. Ce dernier avait quitté la cour de France, à son entrée dans la péninsule, et s'était retiré à Gênes, d'où il entra en correspondance avec Ludovic Sforza, qui commençait à s'apercevoir qu'il avait fait jouer une terrible machine, dont il était impuissant à diriger les mouvements, funestes à lui-même. Silva s'efforça d'exciter sa jalousie contre les Français, qui lui avaient déjà donné bien des causes sérieuses de mécontentement, et, pour mieux le détacher du parti de Charles VIII, il lui fit espérer le mariage de son fils avec une des infantes d'Espagne. L'ambassadeur travaillait, en même temps, à former une alliance entre le

[1] Guichardin parle du mot « canon, » donné à ces pièces par les Français, comme d'un terme alors nouveau en Italie.

duc et la république de Venise, et préparait ainsi la fameuse ligue qui fut conclue l'année suivante [1].

Le pape, aussitôt après l'entrée des Français en Italie, avait pressé les souverains espagnols de tenir leurs engagements; il avait cherché à se concilier leur amitié au moyen de plusieurs concessions importantes. Il leur accorda, à eux et à leurs successeurs, les *tercias* ou deux neuvièmes des dîmes dans toute la Castille, impôt qui fait aujourd'hui encore partie des revenus de la couronne [2]. Il fit publier dans toute l'Espagne des bulles de croisade, autorisant à prélever un dixième des revenus ecclésiastiques; cette somme devait être consacrée, était-il sous-entendu, à protéger le saint-siége. Vers la fin de cette année, 1494, ou au commencement de la suivante, le pontife conféra aux royaux époux le titre de catholiques, en considération, ainsi qu'il le déclarait, de leurs vertus éminentes, de leur zèle pour la défense de la vraie foi et du siége apostolique, de la réforme apportée dans la discipline des couvents, de la soumission des Mores et de l'extirpation de l'hérésie juive dans leurs États. Ce titre orthodoxe, qui est resté le plus précieux fleuron de la couronne d'Espagne, a été donné d'une manière particulière à Ferdinand et à Isabelle, qui sont généralement connus dans l'histoire sous le nom de *Los Reyes Catolicos* [3].

Ferdinand voyait trop clairement ses intérêts menacés, si

[1] Alonso de Silva s'acquitta de sa difficile mission, à l'entière satisfaction des souverains; il fut plus tard chargé de plusieurs autres dans les différentes cours italiennes et soutint toujours sa réputation d'habileté et de prudence; il ne vécut pas vieux.

[2] Cette branche de revenu rapporte aujourd'hui, d'après Laborde, environ six millions de réaux ou 1,500,000 francs.

[3] Le pape, d'après Comines, avait voulu, en reconnaissance de la conquête de Grenade, transférer à Ferdinand et à Isabelle le titre de *très*

les Français occupaient Naples, pour avoir besoin d'être stimulé par le pape. Des préparatifs maritimes avaient été faits, pendant l'été, dans les ports de la Galice et du Guipuscoa; une flotte considérable, placée sous le commandement de Galceran de Requesens, comte de Trevento, avait été réunie à Alicante et se trouvait prête à prendre la mer, vers la fin de décembre; l'armée de terre avait été confiée à Gonsalve de Cordoue, fameux sous le nom de Grand Capitaine. Le vice-roi de Sicile recevait, en même temps, l'ordre de veiller à la sûreté de cette île et de prendre des mesures pour agir de concert avec la flotte.

Le roi voulut toutefois envoyer une nouvelle ambassade à Charles VIII, avant d'en venir à une rupture ouverte avec lui; il choisit, pour remplir cette mission, Juan de Albion et Antonio de Fonseca, frère de l'évêque de ce nom, déjà cité comme surintendant du conseil des Indes. Les deux envoyés atteignirent Rome, le 28 janvier 1495, le même jour où Charles se mettait en marche pour Naples; ils suivirent l'armée et, arrivés à Velletri, à vingt milles environ de la capitale, ils obtinrent une audience du monarque, qui les reçut en présence de sa cour. Les ambassadeurs énumérèrent franchement les différents sujets de plainte que le roi de France avait donnés à leur maître : l'insulte faite à celui-ci dans la personne de son représentant, Alonso de Silva;

chrétien, porté jusque-là par les rois de France; il avait même été jusqu'à leur donner celui-ci dans plus d'un bref. Quelques cardinaux lui firent à ce sujet des représentations qui l'engagèrent à substituer à ce titre celui de *très catholique*. Le nom de catholique n'était pas nouveau dans la famille royale de Castille, ni dans celle d'Aragon, ayant été donné au prince des Asturies, Alphonse Ier, vers le milieu du VIIIe siècle, et à Pierre II d'Aragon, au commencement du XIIIe.

le traitement ignominieux subi par le pape; l'occupation à main armée des forteresses et des domaines de l'Église; enfin, l'entreprise contre Naples, fief du saint-siége, lequel était seul juge des prétentions élevées sur ce royaume. Si Charles consentait à se soumettre à l'arbitrage du pontife, ils lui offraient les bons services de leur maître comme médiateur entre les parties; s'il s'y refusait, le roi d'Espagne était délié de toutes ses obligations envers lui, aux termes du traité de Barcelone, qui reconnaissait expressément à Ferdinand le droit d'intervenir pour la défense de l'Église.

Charles, qui ne put dissimuler son indignation en écoutant ce discours, s'éleva avec une grande amertume, lorsqu'il fut fini, contre la conduite de Ferdinand, qu'il accusa de perfidie et auquel il reprocha, en même temps, de l'avoir trompé, de propos délibéré, en introduisant dans le traité la clause relative au pape. Quant à l'expédition contre Naples, il s'était trop avancé pour pouvoir reculer, et il serait encore temps de débattre la question de droit, lorsqu'il aurait pris le royaume. Les courtisans, avec l'impétuosité de leur nation, jointe à l'insolence des vainqueurs, dirent aussi aux ambassadeurs qu'ils sauraient défendre leurs droits avec les armes et que le roi Ferdinand trouverait dans les chevaliers français des ennemis tout différents des guerriers de parade qu'il avait vaincus à Grenade.

Ces paroles amenèrent de part et d'autre des récriminations, et à la fin Fonseca, homme naturellement calme, fut si transporté de colère qu'il s'écria : « Que Dieu donc et les armes en décident! » et, produisant le traité original, revêtu des signatures des deux monarques, il le déchira sous les yeux de Charles et de la cour; en même temps, il ordonna à deux chevaliers espagnols, qui servaient dans l'armée

française, de se retirer, sous peine de haute trahison. Les courtisans, irrités de cette audace, auraient arrêté les ambassadeurs, et, selon toute probabilité, se seraient livrés à des actes de violence, si Charles, gardant plus de sang-froid, ne les avait fait emmener et reconduire sous bonne escorte à Rome. Tels sont les détails donnés sur cette mémorable entrevue par les historiens français et italiens, lesquels ne se doutaient pas que les ambassadeurs avaient, avant de quitter l'Espagne, étudié leurs rôles pour les jouer en cette circonstance.

Le roi de France continua sa marche sans rencontrer d'obstacle. Alphonse II, perdant, au moment critique où elles étaient le plus nécessaires, les seules qualités dont il fût doué, l'assurance et le courage, avait précipitamment quitté son royaume, pendant que les Français étaient à Rome, et s'était réfugié en Sicile, où il abdiqua la couronne en faveur de son fils, Ferdinand II. Ce prince, âgé de vingt-cinq ans, se distinguait par des manières aimables, rendues plus séduisantes encore par leur constraste avec la férocité de son père, et par des talents, par une énergie qui auraient été à la hauteur des circonstances, s'il avait été secondé par ses sujets; mais ceux-ci, saisis de la panique qui avait paralysé toute l'Italie, étaient trop peu attachés au gouvernement pour vouloir courir de grands dangers en le défendant. Un changement de dynastie n'était qu'un changement de maîtres; ils avaient peu à y gagner ou à y perdre, et quoique favorables à Ferdinand, ils refusèrent de le soutenir dans cette extrémité. Ils reculèrent partout à l'approche des envahisseurs, rendant inutile toute tentative de leur jeune roi pour les rallier, jusqu'à ce que celui-ci découragé fût forcé d'abandonner son royaume à l'ennemi, sans coup férir;

il se retira dans l'île voisine d'Ischia et passa bientôt après en Sicile, où il s'occupa de réunir les débris de son parti, en attendant le moment d'agir vigoureusement.

Charles VIII fit son entrée à Naples, à la tête de ses légions, le 22 février 1495, ayant traversé un territoire ennemi en moins de temps qu'il n'en faudrait aujourd'hui à un touriste. Il avait atteint au but de son expédition, il paraissait avoir réalisé tous ses vœux, et, bien qu'il prît le titre de roi de Sicile et de Jérusalem, bien qu'il déployât la pompe et l'autorité d'un empereur, il ne prit pas de mesures pour poursuivre son entreprise chimérique; sans se soucier un instant du gouvernement de ses nouveaux domaines, il s'adonna à ces plaisirs efféminés et licencieux, qui s'accordaient si bien avec la voluptueuse douceur du climat et avec son propre caractère.

Tandis que le roi de France perdait son temps et consumait ses forces dans de frivoles amusements, de sombres nuages s'amoncelaient au nord. Il n'y avait pas un État où il avait passé, même favorable à sa cause, qui n'eût à se plaindre de son insolence, de ses exactions exorbitantes, d'un manque de parole, d'une atteinte à des droits qu'il eût dû respecter. Sa conduite impolitique envers Sforza lui avait depuis longtemps aliéné ce turbulent et rusé politique, qui le soupçonnait de convoiter son propre duché de Milan. L'empereur Maximilien, que Charles croyait s'être attaché par le traité de Senlis, prit ombrage en le voyant s'arroger le titre et la dignité d'empereur. Les ambassadeurs espagnols, Garcilasso de la Vega et Lorenzo Suarez, frère de celui-ci, résidant à Venise, s'employèrent avec une ardeur infatigable à fomenter cet esprit de mécontentement; Suarez, en particulier, n'épargna rien pour s'assurer l'appui de Venise; il

représenta au gouvernement de cette république, dans les termes les plus pressants, la nécessité pour les grandes puissances italiennes de s'entendre et d'agir sans délai, si elles voulaient rester libres.

Venise, située à l'écart, paraissait offrir le meilleur point de vue pour contempler froidement les intérêts généraux de l'Italie; des envoyés des différents États européens se réunirent, comme d'un commun accord, dans cette ville, dans le but de concerter un plan d'opérations pour leur bien mutuel. Les conférences avaient lieu la nuit, si secrètement qu'elles échappèrent pendant quelque temps à l'œil vigilant de l'habile ambassadeur français, Comines, qui résidait dans cette capitale; elles eurent pour résultat la fameuse ligue de Venise, conclue, le dernier jour de mars, 1495, entre l'Espagne, l'Autriche, Rome, Milan et la république vénitienne. Cette ligue, qui devait durer vingt-cinq ans, était destinée ouvertement à protéger le territoire et les droits des confédérés, et particulièrement du saint-siége; une forte armée, composée en tout de trente-quatre mille hommes de cavalerie et de vingt mille d'infanterie, devait être fournie, dans des proportions fixées, par les parties contractantes. Mais les articles secrets du traité, plus explicites, renfermaient un formidable plan d'attaque; ils portaient que le roi Ferdinand emploierait la flotte espagnole, qui venait d'arriver en Sicile, à rétablir son parent sur le trône de Naples; qu'une flotte vénitienne, de quarante galères, attaquerait les positions des Français sur les côtes napolitaines; que le duc de Milan expulserait les Français d'Asti et garderait le passage des Alpes, de manière à empêcher ceux-ci de recevoir des renforts; enfin, que l'empereur et le roi d'Espagne envahiraient la France, et que les frais de cette expédition seraient

couverts par les alliés. Telles étaient les stipulations de ce traité, qui, peut-on dire, forme époque dans l'histoire politique moderne, car c'est le premier exemple de ces vastes combinaisons, plus tard si fréquentes, imaginées par les princes européens pour leur défense mutuelle. Il en fut de cette coalition comme de bien d'autres, dans lesquelles le nom et l'autorité de tous ne servirent qu'aux intérêts de l'une des parties, plus puissante ou plus rusée que les autres.

La nouvelle de la conclusion de ce traité fut reçue avec une joie générale dans toute la péninsule. A Venise, en particulier, elle fut célébrée par des fêtes, des illuminations, des réjouissances publiques de toute nature, aux yeux mêmes de l'ambassadeur français, qui ne put se faire illusion sur la haine vouée à ses compatriotes. La nouvelle frappa douloureusement les Français à Naples; elle dissipa les rêves dont ils se berçaient, au milieu de leurs plaisirs efféminés. Ils s'inquiétaient peu des Italiens, que leurs faciles victoires leur avaient appris à mépriser insolemment, comme les paladins de roman méprisaient les manants qu'un seul coup de leur lance faisait fuir; mais ils s'alarmaient en voyant l'orage qui les menaçait du côté de l'Espagne et de l'Allemagne, en dépit des concessions faites à ces puissances pour s'assurer leur appui. Charles comprit la nécessité d'agir immédiatement; deux partis se présentaient à lui, ou se fortifier dans le pays qu'il venait de conquérir et y résister jusqu'à l'arrivée de renforts, ou l'abandonner et repasser les Alpes, avant que les alliés eussent des forces suffisantes pour lui barrer le chemin. Avec cette imprévoyance qui signala toute son entreprise, il adopta un moyen terme et perdit les avantages que lui aurait donnés l'une ou l'autre de ces résolutions.

CHAPITRE II.

EXPULSION DES FRANÇAIS DE NAPLES.

(1495-1496)

Conduite impolitique de Charles VIII. — Pillage des objets d'art. — Gonsalve de Cordoue. — Ses brillantes qualités. — Son élévation au commandement en Italie. — Bataille de Seminara. — Succès de Gonsalve. — Affaiblissement des Français. — Gonsalve surnommé le Grand Capitaine. — Expulsion des Français de l'Italie.

Charles VIII n'avait pas trop de temps, pendant son court séjour à Naples, pour mettre le royaume dans un bon état de défense et se concilier l'affection des habitants, sans laquelle il ne pouvait guère espérer de conserver ses conquêtes; mais il manifesta la plus grande aversion pour le travail, et, ainsi que nous l'avons déjà dit, consuma ses jours dans les plus frivoles amusements. Il négligea de s'attacher la grande aristocratie féodale du pays, se laissa difficilement approcher et distribua à ses propres sujets les dignités et les charges lucratives, avec autant de partialité que de prodigalité. Ses soldats mécontentèrent encore davantage la nation par leur insolence et leur libertinage

effréné. Le peuple se rappela naturellement les vertus de son roi exilé, dont il comparait la modération avec la brutalité et la rapacité de ses nouveaux maîtres. L'esprit de mécontentement se répandit d'autant plus que les Français étaient trop disséminés pour pouvoir l'étouffer; on entra en correspondance avec Ferdinand, retiré en Sicile, et bientôt plusieurs des villes les plus considérables du royaume se déclarèrent ouvertement en faveur de la maison d'Aragon.

Sur ces entrefaites, Charles et ses nobles, fatigués d'une vie d'inaction et de plaisirs, pensèrent qu'ils avaient atteint au but de leur expédition et commencèrent à désirer de rentrer dans leur pays. Leur impatience fit place à l'anxiété, lorsqu'ils furent informés de la coalition qui s'était formée contre eux dans le nord. Le roi prit cependant soin de garder les fruits de la victoire, d'après le même procédé que nous avons vu, de nos jours, appliqué sur une plus grande échelle par ses compatriotes; il réunit les nombreux objets d'art dont Naples était orné, antiquités précieuses, marbre et albâtre sculptés, portes de bronze curieusement travaillées, enfin tout ce qu'il était possible de transporter, et fit mettre ces objets à bord de sa flotte qui devait gagner le midi de la France; « il voulait, » dit le curé de Los Palacios, « bâtir sa renommée sur les ruines des rois de Naples, de glorieuse mémoire. » Mais ces vaisseaux n'arrivèrent pas à leur destination; ils furent capturés à la hauteur de Pise par une flotte biscaïenne et génoise.

Charles n'avait nullement réussi à obtenir du pape Alexandre VI la reconnaissance de ses droits sur Naples par un acte formel d'investiture; il décida toutefois que la cérémonie du couronnement aurait lieu, et, le 12 mai, il fit son entrée publique dans la ville, revêtu d'un magnifique manteau

d'écarlate et d'hermine, le diadème impérial sur la tête, le sceptre dans une main et le globe, symbole de la souveraineté universelle, dans l'autre, tandis que la populace adulatrice le saluait du nom auguste d'empereur. Cette comédie jouée, il se prépara à quitter immédiatement Naples et, le 20 mai, il partit avec la moitié de son armée, qui ne comprenait pas en tout plus de neuf mille combattants ; il laissa l'autre moitié pour défendre sa nouvelle conquête. C'était là un arrangement très impolitique, car il ne prenait pas assez d'hommes avec lui pour couvrir sa retraite et n'en laissait pas assez pour protéger le royaume conquis.

Nous ne suivrons pas les Français dans leur marche à travers l'Italie; il suffit de dire que cette retraite ne se fit pas avec assez de célérité pour prévenir la jonction des forces alliées, qui se réunirent, pour barrer le passage aux envahisseurs, sur les bords du Taro, près de Fornovo; là se livra une bataille, dans laquelle Charles, à la tête de sa chevalerie, accomplit d'héroïques faits d'armes qui jetèrent de l'éclat sur son entreprise mal conçue, et qui, s'ils ne lui assurèrent pas une victoire bien décisive, lui en firent au moins recueillir les fruits, puisqu'il put continuer sa marche, sans être inquiété. A Turin il entra en négociations avec le politique duc de Milan, et, par le traité de Verceil, le 10 octobre 1495, il détacha ce rusé prince de la coalition, sans obtenir aucun autre avantage. Les Vénitiens, tout en refusant d'entrer dans ce traité, ne s'opposèrent pas à un arrangement qui devait hâter le retour de leur formidable ennemi en France; leurs vœux furent bientôt accomplis. Charles, cédant à son impatience et à celle de ses courtisans, repassa ces montagnes que la nature a élevées, comme une barrière d'ailleurs inutile, aux portes de l'Italie, et attei-

gnit Grenoble avec ses troupes, le 27 du même mois. Rentré dans ses États, le jeune roi se livra sans réserve aux plaisirs licencieux qu'il aimait passionnément, oubliant en même temps ses rêves ambitieux et les braves compagnons d'armes qu'il avait abandonnés en Italie. Ainsi finit cette mémorable expédition qui, couronnée d'un succès complet, n'eut cependant, pour ceux qui l'avaient entreprise, d'autre résultat durable que d'enfanter ces guerres désastreuses qui consumèrent les forces de leur pays, pendant une grande partie du XVI[e] siècle.

Charles VIII avait laissé comme vice-roi à Naples Gilbert de Bourbon, duc de Montpensier, prince du sang, guerrier brave et fidèle, mais possédant peu de capacités militaires et aimant son lit au point, dit Comines, d'en sortir rarement avant midi. Le commandement des forces dans la Calabre avait été confié à d'Aubigny, cavalier écossais de la famille des Stuart, élevé par Charles à la dignité de connétable de France; ce seigneur était si estimé à cause de ses nobles et chevaleresques qualités, qu'il fut appelé par les annalistes de ce temps, au rapport de Brantôme, « grand chevalier sans reproche. » Il avait une grande expérience de la guerre et passait pour un des meilleurs capitaines de la France. Outre ces deux commandants principaux, il y en avait d'autres d'un rang inférieur, établis, à la tête de petits détachements, sur différents points et particulièrement dans les villes fortes, le long des côtes.

Le roi avait à peine quitté Naples, lorsque son rival, Ferdinand, qui avait déjà terminé ses préparatifs en Sicile, fit une descente à l'extrémité méridionale de la Calabre, avec l'aide des Espagnols commandés par l'amiral Requesens, et de Gonsalve de Cordoue, qui avait atteint la Sicile au mois

de mai. Comme ce dernier général est destiné à jouer un rôle glorieux dans les guerres italiennes, il convient de dire quelques mots de sa vie antérieure.

Gonzalo Fernandez de Cordova ou d'Aguilar, comme on l'appelait quelquefois du nom d'une terre appartenant à cette branche de la famille, naquit à Montilla, en 1453. Son père mourut prématurément, laissant deux fils, Alonso de Aguilar, cité dans quelques-unes des pages les plus brillantes de l'histoire de la guerre de Grenade, et Gonsalve, qui avait trois ans de moins que son frère. Sous les règnes, féconds en troubles, de Jean II et de Henri IV, la cité de Cordoue fut désolée par les querelles des familles rivales de Cabra et d'Aguilar; on rapporte que les partisans de cette dernière famille, après la mort du père de Gonsalve, leur chef, témoignèrent leur attachement à cette maison en portant son fils, enfant, dans toutes leurs rencontres; de sorte que celui-ci grandit, peut-on dire, au milieu du bruit des armes.

La guerre civile finie, les deux frères suivirent la fortune d'Alphonse et d'Isabelle. Le jeune Gonsalve se fit bientôt remarquer à la cour par sa beauté extraordinaire, la grâce de ses manières et son habileté dans tous les exercices chevaleresques; il étalait dans son costume, dans son équipage et dans son train de vie une magnificence, qui, avec ses brillantes qualités, le fit appeler *el principe de los cavalleros*, le prince des cavaliers. Ses prodigalités lui attirèrent plus d'une fois d'affectueuses remontrances de la part d'Alonso, qui, étant son aîné, avait hérité du *mayorazgo* ou des domaines patrimoniaux et pourvoyait généreusement à l'entretien de son frère. Gonsalve servit, pendant la guerre contre le Portugal, sous les ordres d'Alonso de Cardenas, grand-maître de Saint-Jacques, et fut publiquement compli-

menté par celui-ci sur la bravoure qu'il avait déployée à la bataille d'Albuera, où le jeune héros, comme on en fit l'observation, s'exposa sans nécessité aux plus grands dangers par la pompeuse richesse de son armure. Gonsalve parla toujours avec une extrême déférence de ce commandant, ainsi que du comte de Tendilla, déclarant qu'il avait appris à leur école l'art de la guerre.

Mais ce fut pendant la longue lutte contre les Mores de Grenade qu'il compléta ses études militaires; il ne joua pas, il est vrai, un rôle aussi éminent dans ces campagnes que certains autres chefs plus âgés et plus expérimentés; mais, en différentes occasions, il montra une habileté, une valeur rares. Il se distingua particulièrement à la prise de Tajara, d'Illora et de Monte Frio; il conduisit l'assaut donné à cette dernière ville et monta le premier sur les murs de la place, en face de l'ennemi. Il faillit perdre la vie dans une escarmouche de nuit devant Grenade, peu de temps avant la chute de cette capitale. Au fort de l'action, son cheval fut tué sous lui, et Gonsalve, tombé dans la vase et ne pouvant se dégager, eût été infailliblement tué, si un fidèle serviteur ne l'eût mis sur son propre cheval, en lui recommandant, en peu de mots, sa femme et ses enfants. Gonsalve échappa, mais le brave soldat paya son dévouement de la vie. A la fin de la guerre, son adresse et sa connaissance de la langue arabe le firent choisir, avec Zafra, secrétaire de Ferdinand, pour conduire les négociations avec le roi more; il fut reçu secrètement de nuit dans la ville et réussit à régler avec l'infortuné Abdallah les conditions de la capitulation, telles que nous les avons fait connaître. Les souverains espagnols, pour reconnaître ces différents services, lui accordèrent une pension et de vastes domaines sur le territoire conquis.

Après la reddition de la capitale, Gonsalve continua de rester à la cour, dont il était l'un des plus précieux ornements par sa brillante réputation et par les grâces de sa personne. Il montrait dans ses manières toute la galanterie romanesque qui était un des signes caractéristiques de ce temps; entre autres exemples, nous rappellerons celui-ci. La reine avait accompagné sa fille Jeanne à bord de la flotte qui devait porter celle-ci en Flandre, pays de son époux; après avoir fait ses adieux à l'infante, la reine revint en barque, mais les eaux avaient tellement grossi que l'on trouva difficile d'aborder. Au moment où les matelots se préparaient à pousser la barque plus près du bord, Gonsalve, qui était présent et richement vêtu de brocart et de velours cramoisi, comme les historiens castillans prennent soin de nous l'apprendre, ne voulant pas que la personne de son auguste maîtresse fût souillée au contact de ces mains grossières, entra dans l'eau et porta la reine dans ses bras jusqu'au rivage, au milieu des cris et des applaudissements des spectateurs. C'est là un pendant à l'histoire bien connue de sir Walter Raleigh [1].

Isabelle, connaissant intimement et depuis longtemps Gonsalve, avait pu se faire une appréciation exacte de ses grands talents. Lorsque l'expédition italienne fut résolue, elle jeta aussitôt les yeux sur lui comme sur l'homme le plus

[1] Gonsalve donna une autre preuve de sa galanterie pendant la guerre de Grenade, lors de l'incendie qui consuma à Santa-Fé la tente royale, avec la plupart des vêtements de la reine et d'autres objets de prix. Ayant appris ce désastre à son château d'Illora, le noble seigneur le répara si bien à l'aide de la magnifique garde-robe de sa femme, dona Maria Manrique, qu'Isabelle s'écria en plaisantant : « Le feu a fait plus de ravages dans les quartiers de Gonsalve que dans les miens. »

capable de la diriger; elle le savait doué des qualités essentielles au succès dans une entreprise nouvelle et difficile, le courage, la constance, une prudence singulière, l'adresse dans les négociations et une inépuisable fécondité d'imagination. Elle le recommanda donc sans hésitation à son époux, comme le commandant de l'armée d'Italie, et celui-ci approuva son choix, au grand étonnement de la cour qui, malgré la grande faveur témoignée au héros par les souverains, ne s'attendait pas à le voir élevé au dessus de capitaines, plus vieux et plus renommés que lui. L'événement prouva la sagacité d'Isabelle.

La partie de l'escadre qui devait porter le nouveau général en Sicile, était prête à prendre la mer, au printemps de 1495; après une traversée orageuse, elle arriva à Messine, le 24 mai. Ferdinand de Naples avait déjà commencé les opérations dans la Calabre, où il avait occupé Reggio, avec l'aide de l'amiral Requesens, qui avait atteint la Sicile avec une partie de la flotte, peu de temps avant l'arrivée du général. L'armée espagnole ne comprenait pas en tout plus de six cents lances et de quinze cents fantassins, sans compter les hommes employés à bord des vaisseaux; il y en avait près de trois mille cinq cents. La dernière guerre contre les Mores avait épuisé les finances de l'Espagne: on n'avait pu faire des dépenses extraordinaires, et Ferdinand se proposait d'assister son parent, plutôt en lui donnant l'appui de son nom qu'en lui fournissant des forces nombreuses. On se prépara cependant à faire de nouvelles levées, surtout parmi les hardis paysans des Asturies et de la Galice, qui avaient eu moins de charges à supporter que les habitants des provinces méridionales, dans les derniers temps.

Le 20 mai, Gonsalve de Cordoue se rendit à Reggio, en

Calabre, où il convint d'un plan d'opérations avec le jeune monarque. Avant l'ouverture de la campagne, plusieurs places fortes de la province, fidèles à la maison d'Aragon, furent remises entre ses mains, comme garantie du remboursement des frais de la guerre au gouvernement espagnol; le général ayant peu de confiance dans ses soldats calabrais et siciliens, dut détacher de son armée une grande partie de ses troupes espagnoles, pour garder ces villes [1].

La présence de leur souverain ranima la fidélité des Calabrais; ils accoururent en foule sous ses étendards, et il finit par se trouver à la tête de six mille hommes, mauvaise milice du pays pour la plupart. Il marcha aussitôt avec Gonsalve sur Sainte-Agathe, qui lui ouvrit ses portes sans résistance; de là il se dirigea sur Seminara, place assez forte, à huit lieues environ de Reggio. En route il tailla en pièces un détachement envoyé par les Français pour renforcer la garnison de cette ville. Seminara, imitant l'exemple de Sainte-Agathe, ne fit aucune opposition aux Napolitains. Pendant ce temps, l'amiral vénitien, Antonio Grimani, croisait avec vingt-quatre galères sur les côtes orientales du royaume, et, attaquant la forte ville de Monopoli, occupée par les Français, passait la plus grande partie de ceux-ci au fil de l'épée.

D'Aubigny, qui se trouvait avec un faible corps d'armée au

[1] L'occupation de ces places par Gonsalve excita la défiance du pape au sujet des intentions des souverains espagnols; à la suite de ses représentations, l'envoyé castillan, Garcilasso de la Vega, fut chargé d'avertir Gonsalve « de rendre les places qui lui avaient été remises, si elles étaient sans importance, mais, dans le cas contraire, d'en référer d'abord au gouvernement. » Ferdinand, comme nous l'assure Abarca, « ne voulait donner à personne aucun sujet de plaintes, *à moins qu'il n'eût beaucoup à y gagner*. »

sud de la Calabre, comprit la nécessité d'agir vigoureusement pour arrêter les progrès de l'ennemi; il résolut de réunir ses forces, éparses dans la province, et de marcher contre Ferdinand, avec l'espoir d'amener celui-ci à lui livrer bataille. Outre les garnisons de la Calabre, il appela à son aide les troupes, consistant principalement en infanterie suisse, qui étaient cantonnées dans la Basilicate, sous les ordres de Précy, jeune et brave cavalier, réputé un des meilleurs officiers français. Après l'arrivée de ce renfort et des soldats levés par les barons angevins, d'Aubigny, dont l'armée alors surpassait de beaucoup celle de son adversaire, se dirigea vers Seminara.

Le roi de Naples, ignorant la jonction de d'Aubigny avec Précy et croyant avoir la supériorité du nombre sur son ennemi, résolut, en apprenant qu'il approchait, de l'atteindre avant qu'il fût arrivé à Seminara et de lui offrir le combat. Gonsalve était d'un avis opposé; il ne voulait pas, avec des soldats peu habitués à lutter contre les vétérans suisses et français, abandonner tout au hasard d'une seule bataille. La grosse cavalerie espagnole, il est vrai, n'avait pas d'égale en Europe et surpassait même, dit-on, toute autre, par la beauté et la perfection de ses armes, à une époque où celles-ci étaient remarquables par leur luxe; mais il n'avait qu'une poignée de ces guerriers, la majeure partie de sa cavalerie étant composée de *ginetes* armés à la légère, précieux dans la sauvage guerre de guerillas qu'ils faisaient devant Grenade, mais évidemment incapables de tenir tête aux gens d'armes français, bardés de fer. Gonsalve craignait aussi d'envoyer contre la formidable phalange des piquiers suisses, sans une plus longue préparation, des fantassins qui n'avaient que des épées courtes et des boucliers, et qui, peu

nombreux, avaient encore vu diminuer leur nombre. Quant aux Calabrais, ils ne lui inspiraient pas la moindre confiance. Dans tous les cas, il jugeait prudent, avant d'en venir aux mains avec l'ennemi, de se procurer des renseignements plus complets sur la force de celui-ci.

Mais l'impatience de Ferdinand et de ses compagnons d'armes l'emporta sur la prudence; les principaux officiers, espagnols et italiens, parmi lesquels plusieurs se firent par la suite une brillante réputation dans ces guerres, pressèrent vivement le général de sortir de son hésitation; ils lui représentèrent qu'il serait impolitique de montrer de la défiance au sujet de ses forces, dans ce moment critique, et de refroidir l'ardeur des soldats, dont le sang était échauffé. Gonsalve, sans être convaincu, céda à ces instances, et le roi de Naples s'avança sans retard, avec sa petite armée, à la rencontre de l'ennemi.

Après avoir traversé une chaîne de montagnes qui s'étend à l'est de Seminara, à trois milles environ de cette place, Ferdinand arriva devant une petite rivière, au delà de laquelle il aperçut les Français marchant rapidement. Il prit la résolution de les attendre et s'établit sur le penchant des collines, ayant sa cavalerie à droite et son infanterie à gauche.

D'Aubigny et Précy, se mettant à la tête de leur cavalerie formant leur aile gauche, composée d'environ quatre cents hommes armés pesamment et de huit cents armés à la légère, se jetèrent sans hésitation dans l'eau. Leur droite était formée par les piquiers suisses, réunis en phalange compacte; derrière étaient les milices du pays. Les ginètes réussirent à mettre quelque désordre parmi les gens d'armes français, avant que ceux-ci eussent pu reformer leurs rangs,

après avoir franchi la rivière; ce premier moment passé, incapables de soutenir le choc de ces adversaires, ils tournèrent bride et battirent brusquement en retraite, avec l'intention de revenir presque aussitôt à la charge, d'après la tactique des Mores. Les Calabrais, ne comprenant pas cette manœuvre, l'interprétèrent comme une fuite; ils crurent la bataille perdue; saisis d'une panique soudaine, ils se dispersèrent et s'enfuirent jusqu'au dernier, avant que les Suisses eussent même baissé leurs lances pour les attaquer.

Ferdinand tenta vainement de rallier les fuyards, bientôt atteints par la cavalerie française qui en fit un terrible carnage. Le jeune roi, signalé à l'ennemi par sa magnifique armure et les plumes qui ornaient son casque, courut de grands dangers; au moment où il venait de briser sa lance dans le corps d'un des cavaliers qui le serraient de plus près, son cheval s'abattit sous lui, et, les pieds engagés dans les étriers, Ferdinand eût infailliblement péri dans la mêlée, sans l'aide d'un jeune noble, nommé Juan de Altavilla, qui lui donna son propre cheval et attendit avec calme l'approche des ennemis, qui l'eurent bientôt tué. Il n'est pas rare de voir dans ces guerres de pareils exemples de fidélité et de dévouement, qui adoucissent la sombre et rude physionomie de cette époque.

On vit longtemps après la fuite du roi, Gonsalve, au fort du combat, chargeant avec fureur les Français, à la tête d'une poignée d'Espagnols, non dans l'espoir de changer la fortune de la journée, mais de protéger les Napolitains en déroute; à la fin, entraîné par le flot des fuyards, il réussit à ramener la plus grande partie de sa cavalerie saine et sauve, à Seminara. Si les vainqueurs avaient poursuivi leur succès,

presque toute l'armée royale, avec Ferdinand et Gonsalve probablement, serait tombée dans leurs mains, et ainsi le sort, non seulement de cette campagne, mais de Naples même, eût été fixé par cette bataille, mais les Français savaient mieux vaincre que profiter de leurs avantages, et ils ne tentèrent pas de poursuivre les vaincus. On attribue cette inaction à la maladie de leur général d'Aubigny, due à l'excessive insalubrité du climat; il était trop faible pour pouvoir rester longtemps à cheval, et se fit porter dans une litière, aussitôt que le résultat put être prévu. Quoi qu'il en soit, les fruits de la victoire échappèrent aux vainqueurs. Ferdinand s'embarqua, le même jour, sur un vaisseau qui le ramena en Sicile, et, le lendemain matin, avant le lever du jour, Gonsalve, avec quatre cents lances espagnoles, se retira à travers les montagnes jusqu'à Reggio. Telle fut la première bataille importante dans laquelle ce général exerça un commandement supérieur; nul ne lui reprocha de l'avoir perdue, parce qu'elle avait été livrée malgré lui; au contraire, sa conduite dans cette journée contribua beaucoup à établir sa réputation, en le montrant aussi sage dans le conseil qu'intrépide dans l'action.

Le jeune roi, loin de se laisser décourager par ce revers, devint plus confiant parce qu'il connaissait les bonnes dispositions des Calabrais envers lui. Espérant que la capitale ne se montrerait pas moins fidèle, il résolut de frapper un coup hardi pour la reprendre avant même qu'à la suite de sa défaite ses partisans fussent tombés dans l'abattement. Il s'embarqua donc à Messine, avec une poignée de soldats, à bord de l'escadre commandée par l'amiral Requesens; celle-ci se composait en tout de quatre-vingts vaisseaux, la plupart de petite dimension. Avant la fin du mois de juin,

Ferdinand parut devant le port de Naples avec cette flotte qui, malgré un extérieur formidable, portait peu de troupes de terre.

Le duc de Montpensier occupait Naples, avec six mille hommes; à l'apparition de la flotte espagnole, il sortit ponr empêcher nn débarquement, ne laissant dans la capitale qu'un petit nombre de soldats pour tenir la population en respect; mais il s'était à peine éloigné que celle-ci, qui attendait avec impatience nne occasion de secouer le joug, sonna le tocsin et, se levant partout en armes, massacra sa faible garnison et ferma les portes au vice-roi; pendant ce temps, le jeune prince, ayant rénssi à attirer son adversaire dans une fausse direction, arriva et fut reçu avec des transports de joie par nn peuple enthousiaste.

Cependant les Français, chassés de la ville, avaient fait un détour et étaient entrés dans les forts qui la dominaient. De là Montpensier fit, nuit et jour, à la tête de sa gendarmerie, des sorties dans lesqnelles les habitants souffraient beaucoup, jusqu'à ce qu'ils se fussent enfin mis à couvert derrière des barricades, construites en tonte hâte avec des chariots, des sacs de pierre, de sable, et tout ce qui leur tomba sous la main. En même temps, les fenêtres, les balcons, les toits des maisons regorgeaient de combattants, qui firent pleuvoir sur la tête des ennemis une grêle meurtrière de traits et les forcèrent de se retirer. Le vice-roi se vit alors étroitement assiégé; à la fin, réduit par la famine, il dut capituler; avant le terme fixé pour sa reddition, il s'enfuit nnitamment par mer à Salerne, avec deux mille cinq cents hommes. Le reste de la garnison, occupant les forts, se rendit, au commencement de l'année suivante. C'est ainsi que, par un de ces brusques revirements auxquels se plaît la

fortune de la guerre, le roi proscrit, dont le sort, quelques semaines auparavant, paraissait tout à fait désespéré, était remonté sur le trône de ses ancêtres.

Montpensier ne resta pas longtemps dans ses nouveaux quartiers; il vit la nécessité d'agir immédiatement pour arrêter les progrès alarmants de l'ennemi. Il quitta Salerne, avant la fin de l'hiver, ayant renforcé son armée de toutes les troupes qu'il put rappeler des provinces, et se dirigea vers la Pouille, où Ferdinand s'était déjà établi; il voulait provoquer celui-ci à un combat décisif, mais le jeune prince, dont les forces étaient bien inférieures à celles du duc, resta sur la défensive, attendant un renfort considérable promis par Venise. Celui-ci arrivé, les deux armées se trouvèrent égales, et aucun des deux adversaires ne voulut jouer la partie en un seul coup; la saison s'écoula au milieu d'opérations languissantes, qui n'eurent aucun résultat important.

Pendant ce temps, Gonsalve de Cordoue s'avançait lentement à travers la Calabre méridionale. Dans ce pays de montagnes abruptes, comme les Alpujarras, garni partout de places fortes, il put recourir aux manœuvres qu'il avait apprises dans la guerre de Grenade; il n'employait guère les soldats pesamment armés; il avait plus de confiance dans ses ginètes et plus encore dans son infanterie, mais évitait prudemment toute rencontre avec les redoutables bataillons suisses. Il suppléait à sa faiblesse numérique et au manque de force réelle par la rapidité de ses mouvements et par la tactique rusée des Mores; il fondait sur l'ennemi au moment où on l'attendait le moins, le surprenait dans ses positions au milieu de la nuit, l'attirait dans des embuscades et désolait les campagnes par ces terribles incursions dont il avait

été si souvent témoin dans les belles *vegas* de Grenade. Il adopta la politique suivie par Ferdinand le Catholique, dans la guerre contre les musulmans; doux pour celui qui se soumettait, il tirait une terrible vengeance de ceux qui lui résistaient.

Les Français étaient déconcertés par ces opérations irrégulières, si différentes de celles auxquelles ils étaient habitués; la maladie de d'Aubigny et le mécontentement croissant des Calabrais, partisans de l'Espagne, surtout dans les parties du pays voisines de la Sicile, augmentèrent leur découragement.

Gonsalve, profitant de ces heureuses circonstances, poursuivit ses succès et, emportant coup sur coup les forteresses, se trouva, à la fin de l'année, maître de toute la basse Calabre. Ses progrès auraient été plus rapides encore sans les graves difficultés que lui fit subir le manque de vivres. Il avait reçu quelques renforts de Sicile, mais très peu d'Espagne; les Galiciens, qu'on lui avait promis et vantés, s'étaient réduits de quinze cents hommes à trois cents à peine, qui arrivèrent dans l'état le plus misérable, sans vêtements et sans aucune espèce de munitions. Il dut affaiblir encore davantage son armée, en jetant des garnisons dans les villes conquises, dont il dut laisser la plupart sans défense. En outre, il manquait d'argent pour payer ses troupes et fut retenu près de deux mois à Nicastro, jusqu'à ce que la somme nécessaire lui eût été envoyée d'Espagne, en février 1496; il reprit alors les opérations avec une telle vigueur qu'à la fin du printemps il avait réduit toute la haute Calabre, à l'exception d'un petit coin du pays où d'Aubigny se maintenait encore. Dans ce moment il fut rappelé du théâtre de ses exploits au secours du roi de Naples,

qui campait devant Atella, place forte au milieu des Apennins, sur les confins occidentaux de la Basilicate.

La campagne de l'hiver précédent s'était passée sans résultats décisifs, Montpensier et Ferdinand étant restés en présence sans en venir aux mains. Cette longue inaction avait été fatale aux Français : les paysans des environs avaient intercepté les vivres; les mercenaires suisses et allemands, n'étant pas payés, s'étaient mutinés et avaient déserté; les Napolitains, servant sous leurs drapeaux, étaient partis par bandes, fatigués des manières insolentes et hautaines de leurs alliés. Et, pendant ce temps, Charles VIII consumait ses jours et sa santé dans des débauches; depuis qu'il avait repassé les Alpes, il paraissait avoir oublié entièrement l'Italie. Il se montrait également insensible aux supplications du petit nombre d'Italiens qui se trouvaient à sa cour et aux représentations de ses nobles, dont plusieurs, quoique opposés à la première expédition, en auraient volontiers entrepris une seconde, pour secourir leurs braves compagnons d'armes, que le jeune roi abandonnait maintenant avec insouciance à leur sort.

A la fin, Montpensier, n'espérant plus recevoir de renfort et manquant de provisions, résolut de se retirer des environs de Bénévent, où campaient les deux armées, et de gagner la fertile province de la Pouille, dont les principales villes étaient encore occupées par ses compatriotes. Il leva secrètement le camp, à lafaveur de la nuit, et il avait l'avance d'un jour de marche sur l'ennemi, lorsque celui-ci commença de le poursuivre avec une telle vigueur qu'il rejoignit les Français à Atella et leur barra le passage. Cette petite ville située, comme nous l'avons déjà dit, sur les confins occidentaux de la Basilicate, repose au fond d'une large vallée, enfermée

entre de hautes montagnes en amphithéâtre et traversée par une petite rivière, affluent de l'Ofanto, qui baigne la ville et sur laquelle se trouvaient plusieurs moulins qui fournissaient celle-ci de farine. A quelques milles de distance s'élevait la forte place de Ripa Candida, où les Français tenaient garnison et dont leur général comptait se servir pour conserver des communications avec les régions fertiles de l'intérieur.

Ferdinand, désireux d'amener la guerre à une fin en faisant toute l'armée ennemie prisonnière, résolut de la bloquer étroitement; il fit occuper toutes les avenues de la ville de manière à couper les vivres aux assiégés. Mais il reconnut bientôt que ses troupes, quoique beaucoup plus nombreuses que celles de son adversaire, ne pourraient sans aide suffire à cette tâche; il appela donc auprès de lui Gonsalve de Cordoue, dont la renommée se répandait en ce moment dans tout le royaume.

Le général espagnol campait à Castrovallari, au nord de la haute Calabre, lorsqu'il reçut cette invitation. Il se vit, s'il s'y rendait, en danger de perdre tous les fruits d'une longue suite de victoires, car son actif ennemi ne manquerait pas de profiter de son absence, pour réparer ses pertes; mais, en refusant d'y obéir, il laissait peut-être échapper la meilleure occasion qui se fût offerte de finir la guerre d'un seul coup. Il se décida donc immédiatement à quitter le théâtre de ses triomphes et à marcher au secours de Ferdinand; mais il résolut d'infliger à son adversaire, avant son départ, une défaite qui le rendit incapable de rien entreprendre en son absence.

Gonsalve avait appris qu'un nombre considérable de seigneurs angevins, la plupart de la puissante famille de San

Severino, s'étaient réunis, avec leurs vassaux et un corps de troupes françaises, dans la petite ville de Laino, sur les confins et au nord-ouest de la haute Calabre, où ils attendaient d'Aubigny qui devait les rejoindre. Il projeta de surprendre cette ville et de s'emparer du riche butin qu'elle renfermait. Il devait traverser un pays sauvage et montagneux, dont les défilés étaient occupés par des paysans, partisans de la maison d'Anjou. Le général espagnol n'eut toutefois pas de peine à s'ouvrir un passage à travers ces ennemis indisciplinés; il entoura et tailla en pièces un fort détachement qui s'était mis en embuscade dans la vallée de Murano. Laino, que baigne le Lao, était défendu par une forte citadelle, bâtie sur le bord opposé de la rivière et reliée à la ville par un pont. Cette forteresse commandait les approches de la place, du côté de la grande route; aussi Gonsalve fit-il un détour par les montagnes. Il marcha toute la nuit, et, passant à gué le Lao, à deux milles environ en amont de la ville, il entra dans celle-ci, avec sa petite armée, avant le lever du jour, après avoir envoyé un petit détachement pour prendre possession du pont. Les habitants, réveillés en sursaut par l'apparition inattendue des Espagnols au milieu d'eux, coururent aux armes et volèrent vers la citadelle, sur le bord opposé de la rivière, mais le pont était déjà occupé, et les Napolitains, les Français, assaillis de toutes parts, firent une résistance désespérée, qui finit par la mort de leur chef, Americo San Severino, et la prise de tous ceux de ses compagnons qui ne périrent pas dans la mêlée. Un riche butin tomba dans les mains des vainqueurs, avec vingt barons angevins, qui furent envoyés comme prisonniers à Naples. Ce rude coup, dont la nouvelle fut portée avec la rapidité de l'éclair dans tout le royaume,

décida du sort de la Calabre; il répandit la terreur parmi les Français et les accabla au point que Gonsalve cessa de craindre qu'ils fissent un mouvement hostile, pendant son absence.

Le général espagnol, sans perdre de temps, se mit en marche vers Atella; avant de sortir de la Calabre, il avait reçu d'Espagne un renfort de cinq cents soldats; son armée entière, d'après Paul Jove, s'élevait à cent hommes d'armes, cinq cents chevau-légers, et deux mille hommes d'infanterie, soldats d'élite, familiarisés avec les dangers et les fatigues de la guerre. Il traversa un pays ennemi en grande partie, sans rencontrer beaucoup d'opposition, car, dit l'historien que nous venons de citer, la terreur de son nom l'avait précédé. Il arriva devant Atella, au commencement de juin; à son approche, le roi de Naples sortit du camp pour le recevoir, avec le marquis de Mantoue, commandant des Vénitiens, et le légat du pape, César Borgia; tous s'empressaient de rendre hommage au général qui avait accompli de si brillants exploits et, en moins d'une année, s'était rendu maitre de la plus grande partie du royaume de Naples, malgré les plus faibles ressources, malgré les soldats les plus braves et les plus disciplinés de l'Europe. C'est alors, d'après les écrivains espagnols, que Gonsalve fut, d'un commun accord, salué du nom de Grand Capitaine, nom sous lequel il est bien plus connu que sous le sien, en Espagne et, peut-on ajouter, dans la plupart des histoires du temps.

Gonsalve vit les assiégés souffrant beaucoup du blocus, qui ne laissait entrer que peu de provisions dans la ville; cependant, avec son œil perçant, il reconnut aussitôt que, pour rendre celui-ci complet, il fallait détruire les moulins

des environs, qui fournissaient Atella de farine. Il tenta lui-même l'entreprise, avec son armée, dès le jour de son arrivée. Montpensier, comprenant l'importance de ces moulins, avait confié leur défense à une forte garde, composée d'archers gascons et de piquiers suisses. Bien que les Espagnols n'eussent jamais été aux prises avec de grandes masses de cette formidable infanterie, cependant elle ne leur inspirait plus guère de terreur, car ils en avaient battu quelquefois de petits détachements et ses manœuvres leur étaient devenues familières. Leur général avait même profité de l'exemple des Suisses, pour mêler de longues piques aux épées courtes et aux boucliers de ses fantassins.

Gonsalve divisa sa cavalerie en deux corps; l'un, composé des soldats pesamment armés, avec quelques chevau-légers, devait s'opposer aux sorties des assiégés; l'autre devait aider l'infanterie dans l'attaque. Ces dispositions prises, il s'avança, plein de confiance, vers l'ennemi. A son approche, les archers, saisis d'une panique soudaine, s'enfuirent honteusement, après avoir lancé une seule volée de flèches. Restaient les Suisses; exténués par les souffrances du siége et tout découragés par une longue suite de revers, voyant aussi devant eux un ennemi nouveau et victorieux, ils ne montrèrent pas leur intrépidité habituelle, mais, après une faible résistance, abandonnèrent leur position et se retirèrent vers la ville. Gonsalve, ayant obtenu ce qu'il voulait, ne se soucia pas de les poursuivre et s'occupa immédiatement de détruire les moulins, dont, au bout de peu d'heures, il ne resta plus de vestige. Trois jours après, il aida les Napolitains dans un assaut donné à Ripa Candida, et emporta ce poste important, au moyen duquel Atella conservait des communications avec l'intérieur du pays.

Sans ressources désormais et sans espoir de recevoir des secours de leur pays, les Français, après avoir souffert les plus cruelles privations et avoir été réduits à se nourrir des aliments les plus répugnants, demandèrent à capituler. Les conditions furent bientôt réglées avec le roi de Naples, qui ne désirait rien tant que de voir son pays débarrassé des envahisseurs. Il fut convenu que, si Montpensier n'était pas secouru dans les trente jours, il évacuerait Atella et ordonnerait la remise à Ferdinand de toutes les villes soumises à son autorité dans le royaume, avec leur artillerie; à ces conditions, on lui fournirait des vaisseaux pour ramener ses soldats en France; les mercenaires étrangers pourraient rentrer dans leur pays, et une amnistie générale serait proclamée en faveur des Napolitains qui feraient leur soumission dans les quinze jours.

Tels étaient les articles de cette capitulation, qui fut signée le 21 juillet 1496, et que Comines, qui en reçut la nouvelle à la cour de France, n'hésite pas à dénoncer comme « un traité des plus honteux et sans exemple, sauf celui qui fut conclu par les consuls romains aux fourches caudines; » ce traité, disait-il, était trop déshonorant pour que ses compatriotes pussent le ratifier. C'était là certainement un reproche immérité et fait avec mauvaise grâce par une cour qui consumait dans des débauches les ressources indispensables aux vaillants et fidèles sujets, qui s'efforçaient de défendre l'honneur de leur pays sur une terre étrangère.

Malheureusement Montpensier ne put exécuter pleinement la convention; un grand nombre d'officiers refusèrent de remettre les places qui leur avaient été confiées, sous prétexte que leur autorité leur venait, non du vice-roi, mais du roi lui-même. Pendant que l'on discutait ce point, les Fran-

çais furent conduits à Baïa, à Pouzzoles et dans les villes voisines sur la côte. L'insalubrité de ces lieux, jointe à celle de l'automne et à des excès de vin et de fruits, amenèrent bientôt parmi les soldats une épidémie qui les emporta en foule. Le brave Montpensier fut l'une des premières victimes; il résista aux affectueuses sollicitations de son beau-frère, le marquis de Mantoue, qui le pressait d'abandonner ses malheureux compagnons et de se retirer en quelque lieu sûr, à l'intérieur du pays. Le rivage était littéralement encombré de morts et de mourants. Des cinq mille Français qui étaient sortis d'Atella, cinq cents seulement revirent la France. Les Suisses et les autres mercenaires ne furent guère plus heureux; « ils traversèrent comme ils purent la péninsule, » dit un écrivain contemporain, « dans le plus déplorable état de dénuement et de souffrances, regardés avec intérêt de tous, comme un triste exemple des caprices de la fortune. » Telle fut la misérable destinée de cette brillante et formidable armée, qui, deux ans auparavant à peine, débordait dans les belles plaines de l'Italie, avec toute l'insolence de futurs vainqueurs. Il serait heureux que les noms de tous ces conquérants, dont les succès, achetés par les malheurs de l'humanité, éblouissent l'imagination, rappelassent une leçon aussi utile pour l'instruction de leurs semblables que celui de Charles VIII.

Le jeune roi de Naples ne vécut pas assez pour jouir pleinement de son triomphe; à son retour d'Atella, il contracta une union malheureuse avec sa tante, princesse qui avait presque le même âge que lui et qu'il aimait depuis longtemps. Une vie de plaisirs assez immodérés, succédant à la vie de fatigues qu'il avait menée dans ces derniers temps, amena un crachement de sang, qui l'emporta dans la vingt-huitième

année de son âge et la seconde de son règne, le 7 septembre 1496. C'était le cinquième roi qui, dans le court espace de trois ans, s'était assis sur le trône de Naples.

Ferdinand possédait beaucoup de qualités appropriées au temps de troubles où il vécut. Il était énergique, prompt, et avait un esprit élevé et généreux; cependant il laissa percer, même à sa dernière heure, une rigidité, pour ne pas dire une férocité, qui avait été remarquée chez plusieurs de ses prédécesseurs, et qui fit naître de sinistres appréhensions sur sa politique future [1]. Il eut pour successeur son oncle Frédéric, prince doux et populaire à Naples à cause de sa bonté bien connue et de son respect pour la justice, respect dont il avait donné plus d'un exemple au milieu des singulières vicissitudes de sa vie. Ses vertus cependant auraient mieux convenu à un autre temps, car, ainsi que l'événement le prouva, elles le rendirent la dupe des politiques subtils et sans scrupules de cette époque.

Frédéric commença par proclamer une amnistie générale en faveur des Napolitains mécontents, et ceux-ci, tant était grande la confiance qu'il leur inspirait, rentrèrent presque tous dans le devoir. Il pria ensuite Gonsalve de l'aider à repousser les Français qui, en l'absence de ce général, avaient repris une attitude hostile dans la Calabre. Au nom du Grand Capitaine, les Italiens accoururent en foule de tous côtés, pour servir sans paie sous une bannière qui devait les conduire à la victoire. A mesure que le général avançait, il vit se soumettre l'une après l'autre toutes les

[1] Couché sur son lit de mort, Ferdinand, d'après Bembo, se fit apporter la tête de l'évêque de Teano, sa victime, pour s'assurer par ses propres eux de l'exécution de ses ordres relativement à celui-ci.

villes; d'Aubigny fut bientôt réduit à la nécessité de chercher à obtenir du vainqueur les meilleures conditions et d'évacuer la province. La soumission de la Calabre fut, en peu de temps, suivie de celle du petit nombre de villes où les Français tenaient encore garnison, dans le reste du pays; il n'y avait plus, dans tout le royaume de Naples, un seul pouce de terrain qui appartînt encore à Charles VIII.

CHAPITRE III.

PAIX AVEC LA FRANCE.

(1496-1498.)

Entrée de Gonsalve dans les États-Romains. — Prise d'Ostie. — Réception du Grand Capitaine à Rome. — Paix avec la France. — Réputation acquise à Ferdinand par sa conduite dans la guerre. — Organisation d'une milice nationale en Espagne.

Il avait été convenu par le traité de Venise que, tandis que les alliés feraient la guerre dans le royaume de Naples, l'empereur d'Allemagne et le roi d'Espagne feraient une diversion en leur faveur, par une invasion en France. Ferdinand avait été fidèle pour sa part à cet engagement; dès le commencement des hostilités, il avait maintenu des forces considérables sur les frontières de son royaume, depuis Fontarabie jusqu'à Perpignan. En 1496, l'armée régulière, tenue à sa solde, s'élevait à dix mille hommes de cavalerie et quinze mille d'infanterie; cette armée et la flotte de Sicile étaient nécessairement de lourdes charges au milieu des embarras financiers occasionnés par la guerre des Mores. Le commandement des troupes dans le Roussillon avait été donné à don Enrique Enriquez de Guzman, qui, loin de se

borner à rester sur la défensive, fit de fréquentes incursions en France, enlevant quinze et vingt mille têtes de bétail en une fois et ravageant le pays jusqu'à Carcassonne et Narbonne. Les Français, qui avaient concentré de grandes forces dans le midi, usèrent de représailles et, dans une de leurs incursions, réussirent à surprendre la ville forte de Salses; toutefois, les ouvrages de défense de cette place étaient dans un si mauvais état que, ne la jugeant pas tenable, ils l'abandonnèrent à l'approche de l'ennemi. Bientôt après, une trêve mit fin aux opérations de ce côté.

La soumission de la Calabre semblait ne plus rien laisser à faire au Grand Capitaine en Italie. Cependant, avant de quitter la péninsule, il s'engagea dans une entreprise qui, d'après le récit de ses biographes, forme un brillant épisode dans l'histoire de ses campagnes régulières. Charles VIII avait pris sur le territoire romain Ostie, le port de mer de Rome, et, à son départ, y avait laissé une garnison aux ordres d'un aventurier biscaïen, nommé Menaldo Guerri. Cette ville, par sa situation, commandait l'embouchure du Tibre, de manière que la horde de pirates qui l'occupait pouvait détruire presque entièrement le commerce de Rome et même plonger la populatiou de cette capitale dans une grande détresse, en lui coupant les vivres. Le pape, incapable de se défendre lui-même, pria Gonsalve de l'aider à détruire ce nid de pillards; le général, inoccupé en ce moment, accéda à ses prières et parut bientôt après devant Ostie, avec sa petite armée s'élevant en tout à trois cents hommes de cavalerie et quinze cents d'infanterie.

Guerri, confiant dans la solidité des fortifications de la place, refusa de se rendre. Gonsalve, après avoir établi ses batteries, fit ouvrir un feu violent contre les murs qui, au

bout de cinq jours, présentèrent une large brèche. Sur ces entrefaites, l'ambassadeur d'Espagne près du saint-siége, Garcilasso de la Vega, ne pouvant rester inactif près d'un champ où il y avait des lauriers à cueillir, arriva au secours des assiégeants, avec une poignée de ses compatriotes résidant à Rome; cette petite troupe de braves montant à l'escalade du côté opposé à celui où se trouvait Gonsalve, entra dans la ville pendant que la garnison était aux prises sur la brèche avec le gros de l'armée espagnole. Surpris, assaillis dans tous les sens, Guerri et ses soldats cessèrent de résister et se rendirent prisonniers de guerre. Le vainqueur, avec une clémence rare dans de pareilles occasions, arrêta le carnage et conserva ses prisonniers pour les offrir en spectacle à son entrée dans la capitale du monde chrétien.

Celle-ci eut lieu quelques jours après, avec toute la pompe de l'ancien triomphe romain. Le général entra par la porte d'Ostie, à la tête de sa vaillante armée rangée en ordre de bataille, drapeaux flottants, au son de la musique; derrière marchaient les vaincus, si longtemps la terreur de la population qui maintenant les raillait. Les fenêtres et les balcons regorgeaient de spectateurs; les rues étaient encombrées d'une foule enthousiaste qui acclamait Gonsalve de Cordoue, « le libérateur de Rome. » Le cortége s'avança à travers les principales rues de la ville vers le Vatican, où Alexandre VI l'attendait, assis sous un dais somptueux dans le grand salon du palais et entouré des prélats et des nobles du plus haut rang. A l'approche de Gonsalve, les cardinaux se levèrent pour aller à sa rencontre. Le général s'agenouilla pour recevoir la bénédiction du pape, mais celui-ci, le relevant, l'embrassa sur le front et lui offrit la rose d'or, que les pontifes

avaient l'habitude de donner, comme récompense, aux champions les plus dévoués de l'Église.

Dans cette entrevue, Gonsalve obtint du pape le pardon de Guerri et de ses compagnons, ainsi qu'une exemption d'impôts en faveur des malheureux habitants d'Ostie. Dans la suite de la conversation, Alexandre ayant fort mal à propos reproché aux souverains espagnols leurs mauvaises dispositions à son égard, le général répondit avec chaleur, en énumérant les nombreux services rendus par ceux-ci au saint-siége, et, taxant franchement le pape d'ingratitude, il l'engagea assez brusquement à réformer sa vie et ses discours, qui scandalisaient toute la chrétienté. Le saint-père reçut sans se fâcher cette semonce peu respectueuse, quoique, comme le rapportent assez naïvement les historiens, il fût fort étonné de voir que le Grand Capitaine parlait avec tant de facilité et était si bien instruit de choses étrangères à sa profession.

Gonsalve fut reçu de la manière la plus flatteuse par le roi Frédéric, à son retour à Naples. Tout le temps qu'il passa dans cette ville, il fut logé et magnifiquement traité dans un des châteaux royaux; le monarque reconnaissant le créa duc de Saint-Ange et lui donna dans les Abruzzes une terre avec trois mille vassaux; il avait déjà conféré ces honneurs au brave Castillan, qui refusa de les accepter avant d'avoir obtenu le consentement de ses souverains. Peu de temps après, le général, quittant Naples, repassa en Sicile, où il régla certains différends qui s'étaient élevés entre le vice-roi et les habitants, au sujet des revenus de cette ile; puis, s'embarquant avec toute son armée, il arriva en Espagne, au mois d'août 1498. Son retour dans son pays natal fut accueilli par la nation entière avec un enthousiasme, qui toucha plus

son cœur patriotique que les faveurs dont il avait été l'objet de la part de princes étrangers. Isabelle se montra surtout heureuse et fière, parce qu'il avait pleinement justifié la préférence qu'elle lui avait donnée sur des rivaux plus expérimentés, pour une mission difficile, et Ferdinand n'hésita pas à déclarer que les campagnes de Calabre projetaient plus d'éclat sur sa couronne que la conquête de Grenade.

L'expulsion totale des Français du royaume de Naples mit fin aux hostilités entre cette nation et l'Espagne; les uns avaient obtenu ce qu'ils voulaient, les autres étaient peu désireux de recommencer une entreprise funeste. Déjà avant ce temps, Charles VIII avait proposé aux souverains espagnols de traiter séparément avec eux, mais ceux-ci avaient refusé d'entrer dans aucun arrangement sans la participation de leurs alliés. Lorsque les Français eurent renoncé entièrement à leurs projets ambitieux, il ne parut plus y avoir de prétexte pour continuer la guerre. Le gouvernement espagnol n'avait d'ailleurs guère lieu d'être satisfait de ses alliés; l'empereur d'Allemagne n'avait pas envahi les frontières de la France, comme il s'y était obligé; d'un autre côté, on n'avait pas remboursé à l'Espagne les frais énormes qu'elle s'était imposés pour tenir ses engagements. Les Vénitiens s'étaient contentés de s'établir sur une aussi grande partie du royaume de Naples qu'il leur avait été possible, pour s'indemniser de leurs propres dépenses. Le duc de Milan s'était déjà entendu séparément avec Charles VIII. En un mot, chacun des membres de la ligue, le premier moment d'alarme passé, s'était montré prêt à sacrifier le bien général à ses intérêts particuliers. Ayant tant de motifs de mécontentement, les Espagnols consentirent à une trêve avec la France; elle devait commencer pour eux, le 5 mars, et pour leurs alliés,

s'ils désiraient être compris dans la convention, sept semaines plus tard; elle devait durer jusqu'à la fin d'octobre 1497. Cette trève fut prolongée par la suite, et, après la mort de Charles VIII, finit par un traité de paix définitif, signé à Marcoussi, le 5 août 1498.

C'est dans les discussions auxquelles ces arrangements donnèrent lieu qu'il fut pour la première fois question du partage du royaume de Naples entre les deux puissances, projet qui fut effectué quelques années plus tard. D'après Comines, la proposition vint de la cour d'Espagne, bien que celle-ci jugeât convenable de désavouer le fait; les écrivains castillans, au contraire, prétendent qu'elle fut faite par les Français, qui entrèrent même dans les détails du partage adopté par la suite, d'après lequel les deux Calabres furent assignées à l'Espagne. Quoi qu'il en soit, on ne peut guère douter que Ferdinand ne nourrît depuis longtemps le dessein de faire valoir, un jour ou l'autre, ses prétentions sur le trône de Naples; ainsi que son père et toute la nation même, il avait vu avec mécontentement passer à une branche illégitime de sa famille une couronne, qu'il considérait comme sa propriété légitime, achetée avec l'or et le sang de ses sujets; il avait surtout pris ombrage en voyant Frédéric arriver au pouvoir avec l'aide des Angevins, les anciens ennemis de la maison d'Aragon.

L'envoyé castillan, Garcilasso de la Vega, conformément à ses instructions, pria le pape de refuser l'investiture à Frédéric, mais en vain, car Alexandre VI, dont la famille s'était alliée à celle de Naples, avait les mêmes intérêts que celle-ci. Dans cet état de choses, on se demandait quel parti prendrait Gonsalve; le prudent général jugea le nouveau roi trop bien soutenu par l'affection de son peuple, pour qu'il fût sage de

l'inquiéter ; il ne restait donc à Ferdinand qu'à se contenter de garder les places fortes, qui lui avaient été remises comme garantie du remboursement de ses frais de guerre, et à entretenir les relations qu'il avait nouées dans la Calabre, pendant les dernières campagnes, de manière à pouvoir agir vigoureusement, quand l'heure serait venue.

La conduite de Ferdinand, pendant toute la durée de la guerre d'Italie, avait considérablement ajouté en Europe à sa réputation de sagesse et de prudence; elle contrastait avec celle de son rival, Charles VIII, dont le premier acte avait été la cession d'un territoire aussi important que le Roussillon. La rédaction du traité relatif à cette cession avait, il est vrai, exposé le roi d'Aragon au reproche de duplicité; mais il ne s'était pas mis en opposition avec les maximes immorales du temps; aussi passait-il simplement pour un politique subtil et rusé, tandis que, d'un autre côté, il se présentait au monde dans une attitude imposante, comme le champion de l'Église et le défenseur des droits d'un parent opprimé. Son influence avait été sensible dans tout acte important, de l'ordre civil ou militaire ; il avait travaillé activement, au moyen de ses ambassadeurs à Gênes, à Venise et à Rome, à former la grande confédération italienne, qui contribua à briser la puissance de Charles VIII ; ses représentations avaient, plus que toute autre chose, réussi à éveiller la jalousie de Sforza, à fixer la politique vacillante d'Alexandre VI et à vaincre les hésitations et les lenteurs de Venise. Il avait montré une énergie soutenue dans l'action ; le succès de la campagne fut, en grande partie, dû à la diversion qu'il fit dans le Roussillon et plus encore dans la Calabre; il n'avait pas fait des dépenses extraordinaires pour ce dernier pays ; la raison en était, en partie, le mau-

vais état de ses finances, par suite de la guerre de Grenade et de ses opérations dans le Roussillon, mais, en partie aussi, son esprit d'économie habituel, qui lui faisait, différemment de son illustre épouse, restreindre ses subsides au strict nécessaire. Heureusement le génie du Grand Capitaine fut assez fécond en ressources pour suppléer à l'insuffisance des secours qu'il recevait, et les brillants succès de Gonsalve dissimulèrent la mesquinerie des préparatifs faits par son maître.

Les guerres italiennes furent d'une extrême importance pour les Espagnols; jusqu'à cette époque, ils avaient été renfermés dans les étroites limites de leur péninsule, ignorant ce qui se passait dans le reste de l'Europe et n'y prenant aucun intérêt. Un monde nouveau leur fut alors ouvert; ils apprirent à connaître leur force en luttant avec d'autres peuples sur un théâtre commun, et, le succès leur inspirant une plus grande confiance, ils se crurent appelés sur une scène où les attendaient de plus glorieux triomphes encore.

Ces guerres furent également une précieuse école de tactique. La croisade contre Grenade avait peu à peu formé et façonné à l'obéissance une milice courageuse, patiente, capable de supporter les fatigues et les privations. C'était là un grand progrès sur les habitudes indépendantes et déréglées de la soldatesque féodale. On entretint d'excellentes troupes légères, familiarisées avec les manœuvres irrégulières et sauvages des guérillas; mais on manquait encore de cette infanterie solide et bien disciplinée, qui, avec les progrès de l'art militaire, parut devoir désormais décider du sort des batailles en Europe.

Les campagnes de Calabre, qui leur fournirent jusqu'à un certain point l'occasion de déployer leur tactique, don-

nèrent heureusement aussi aux Espagnols celle d'étudier à loisir la tactique de leurs adversaires. La leçon ne fut pas perdue; avant la fin des hostilités, des innovations importantes furent introduites dans la discipline et dans les armes du soldat castillan. La pique ou lance suisse, que Gonsalve de Cordoue avait, comme on l'a vu, mêlée avec l'épée courte des fantassins, devint l'arme régulière du tiers de l'infanterie. La division des différents corps de cavalerie et d'infanterie fut opérée d'après des principes plus scientifiques; tout, en un mot, fut complétement réorganisé.

Avant l'expiration de la guerre, des préparatifs furent faits pour la formation d'une milice nationale, à la place de l'ancienne hermandad. Des lois réglèrent l'équipement de tout individu, d'après l'état de sa fortune. Une loi défendit de saisir pour dettes, même envers la couronne, les armes d'un homme, et interdit aux forgerons et aux autres artisans, sous des peines sévères, de convertir celles-ci en d'autres objets. En 1496, on fit un recensement de tous les hommes valides, et, dans la même année, par une ordonnance datée de Valladolid, 22 février, il fut décrété que sur douze habitants, de vingt à quarante-ciuq ans, un servirait l'État, soit au dehors, soit à l'intérieur du pays. Les onze autres ne devaient être appelés qu'en cas de nécessité urgente. Ces soldats étaient payés pendant toute la durée de leur service et jouissaient de l'exemption d'impôts, accordée seulement au clergé, aux hidalgos et aux indigents. Une revue générale de cette milice et une inspection d'armes devaient avoir lieu, tous les ans, aux mois de mars et de septembre; des prix étaient décernés à ceux qui étaient le mieux équipés ou le mieux exercés. Grâce à ces mesures judicieuses, le citoyen, sans négliger ses occupations, devint peu à peu capable de

contribuer à la défense nationale, et, sans faire supporter au pays la lourde charge d'une nombreuse armée permanente, le gouvernement eut constamment à sa disposition, pour les employer comme l'exigeait le bien général, toutes les forces vives de la nation.

CHAPITRE IV.

LA FAMILLE ROYALE DE CASTILLE.

La famille royale de Castille. — Alliances avec la famille de Portugal et la maison d'Autriche. — Mariage du prince Jean avec Marguerite d'Autriche. — Mort du prince. — Résignation de la reine. — Indépendance des cortès d'Aragon. — Mort de l'infante Isabelle. — Reconnaissance de son fils, nouveau-né, don Miguel, comme héritier de la couronne.

Le crédit, l'autorité que les souverains espagnols durent au succès de leurs armes, furent considérablement augmentés par les alliances qu'ils recherchèrent pour leurs enfants; ces alliances eurent trop d'importance dans leur politique pour pouvoir être passées sous silence. La famille royale se composait d'un prince et de quatre princesses, qui furent élevés avec soin, d'une manière digne de leur rang, et qui reconnurent la sollicitude de leurs parents par une obéissance filiale exemplaire et par la manifestation précoce de vertus, rares même dans la vie privée [1]. Tous paraissaient avoir

[1] La princesse Isabelle, l'aînée, naquit à Duenas, le 1er octobre 1470; le second enfant et le fils unique des souverains, Jean, prince des Asturies, ne vint au monde que huit ans plus tard, le 30 juin 1478, à Séville. Jeanne, que la reine Isabelle appelait en plaisantant sa « belle-mère, »

hérité, en grande partie, des qualités qui distinguaient leur illustre mère : une extrême modestie et une grande dignité de manières, jointes à une vive sensibilité et à une piété sincère, malheureusement avec une forte teinte de bigoterie, au moins chez l'aînée et la préférée, Isabelle; ils n'avaient pas la vaste intelligence et le talent des affaires qui appartenaient à leur mère, quoiqu'à cet égard ils fussent bien doués, mais ce que la nature avait pu leur refuser, une excellente éducation le leur avait donné[1].

Nous avons déjà parlé du mariage de la princesse Isabelle avec Alonso, héritier présomptif du trône de Portugal. Cet événement avait été vivement désiré par les parents de l'infante, non seulement parce qu'il leur laissait entrevoir la possibilité de la réunion des différents États de la péninsule sous un seul sceptre, objet qu'ils n'avaient jamais perdu entièrement de vue, mais parce qu'ils cherchaient à se concilier un voisin redoutable, qui, ayant bien des moyens de les inquiéter, s'était toujours montré prêt à en faire usage. Le roi régnant, Jean II, prince hardi et rusé, n'avait pas oublié ses anciens différends avec les souverains espagnols, lorsqu'il soutenait leur rivale, Jeanne Beltraneja ou la Nonne, comme on l'appela généralement en Espagne, après qu'elle eut pris le voile. En flagrant mépris du traité d'Al-

suegra, à cause de sa ressemblance avec la mère de Ferdinand, vit le jour à Tolède, le 6 novembre 1479. Marie naquit à Cordoue en 1482, et Catherine, le cinquième et dernier enfant, à Alcala de Henarès, le 5 décembre 1485. Les princesses vécurent toutes pour devenir reines, mais leurs brillantes destinées furent ternies par des infortunes domestiques, auxquelles la couronne ne pouvait les soustraire.

[1] La seule exception est celle de l'infante Jeanne, dont les tristes extravagances, qui augmentèrent avec l'âge, doivent être attribuées à une infirmité physique.

cantara et même de toutes les règles monastiques, il n'avait pas seulement retiré Jeanne du couvent de Santa Clara, mais il lui avait permis d'étaler une pompe royale et de signer « Nous, la reine. » Ne se bornant pas à cette vaine insulte, il s'était efforcé de gagner des puissances étrangères à la cause de sa parente, afin qu'assurée de l'appui d'un bras plus fort que le sien, elle pût recommencer avec plus de chances de succès la lutte contre Ferdinand et Isabelle [1]. Ces démarches hostiles lui avaient attiré des remontrances de la part du saint-siége, et, comme on peut le penser, de la cour de Castille, qui fit souvent, mais inutilement, des plaintes à ce sujet [2].

Selon toute probabilité, l'union de la princesse des Asturies avec le jeune prince de Portugal, stipulée par le traité d'Alcantara, devait unir les intérêts des deux pays, de manière à écarter toute cause d'inquiétude. L'infante reçut en Portugal un accueil qui faisait prévoir les relations les plus amicales entre les deux nations, et ce mariage, plein de promesses, fut célébré à Lisbonne, le 22 novembre 1490, avec la fastueuse magnificence qui distinguait cette cour au dessus de toutes celles de la chrétienté, à cette époque où les Portugais poursuivaient avec le plus de succès la carrière des entreprises maritimes.

La mort d'Alonso, survenue peu de mois après, dissipa l'espoir que l'on s'était formé de voir l'ancienne inimitié des

[1] Neuf partis différents furent proposés à Jeanne durant sa vie; mais tous s'évanouirent en l'air, et « l'excellente dame, » comme l'appelaient d'ordinaire les Portugais, mourut comme elle avait vécu, sans avoir été mariée, à l'âge avancé de soixante-huit ans.

[2] Des instructions relatives à ce sujet, et écrites de la main même de la reine, existent encore dans les archives de Simancas.

deux peuples faire place à des sentiments de bienveillance. L'infortunée veuve, ne pouvant supporter la vue des lieux témoins d'un bonheur sitôt détruit, se retira bientôt en Castille pour y chercher des consolations au sein de sa famille. Là, s'abandonnant à la mélancolie, à laquelle la disposait naturellement son caractère sérieux et méditatif, elle s'occupa d'œuvres de piété et de charité, résolue de ne plus s'engager dans des liens, dont la brusque rupture avait couvert d'un sombre nuage l'aurore de sa vie.

A la mort du roi Jean II, en 1495, la couronne de Portugal passa à Emmanuel, monarque éclairé, qui eut, au commencement même de son règne, la gloire de résoudre le problème, si longtemps agité, de l'existence d'un passage à l'est. La jeune et belle princesse, pendant son court séjour à Lisbonne, avait inspiré une vive passion à Emmanuel, qui, peu après son avénement au trône, envoya une ambassade à la cour de Castille, pour inviter Isabelle à partager avec lui l'autorité suprême. L'infante, attachée au souvenir de ses premières amours, refusa ces offres, contrairement aux désirs de ses parents, qui ne voulurent toutefois pas faire violence aux inclinations de leur fille sur un point aussi délicat, espérant peut-être que le temps et la persévérance de son royal amant la feraient revenir sur cette détermination.

Pendant ce temps, les souverains catholiques négociaient le mariage de leurs autres enfants. Les projets ambitieux de Charles VIII avaient créé entre les grandes puissances européennes une communauté d'intérêts qui n'avait pas encore existé ou, du moins, n'avait pas été comprise jusque-là ; des rapports nouveaux et intimes conduisirent naturellement à un rapprochement entre des États qui auparavant sem-

blaient aussi étrangers l'un à l'autre que s'ils eussent été séparés par toute l'étendue de l'Océan. Les rois espagnols, en particulier, étaient rarement sortis des limites de la péninsule pour leurs alliances de famille. La confédération dans laquelle l'Espagne entra, à cette époque, leur permit de porter leurs vues plus loin et de nouer des relations, destinées à exercer une influence durable sur la politique future de l'Europe. C'est pendant que Charles VIII perdait son temps à Naples, que les maisons royales d'Espagne et d'Autriche convinrent de ces alliances, qui jetèrent dans un seul plateau le poids de ces deux grands empires et troublèrent l'équilibre de l'Europe, pendant la plus grande partie du siècle suivant.

Le traité réglait le mariage du prince Jean, héritier présomptif des deux couronnes d'Aragon et de Castille, alors âgé de dix-huit ans, avec Marguerite, fille de l'empereur Maximilien, et de l'archiduc Philippe, fils et futur successeur de celui-ci, en même temps que souverain des Pays-Bas qu'il avait hérités de sa mère, avec Jeanne, la deuxième fille de Ferdinand et d'Isabelle. Aucune des deux princesses n'apportait de dot.

Dans le cours de l'année suivante, des arrangements furent également pris pour l'union de la dernière fille des souverains catholiques avec un prince de la famille royale d'Angleterre, fait qui ne s'était plus vu depuis plus d'un siècle [1]. Ferdinand avait recherché l'amitié de Henri VII,

[1] Nous ne croyons pas qu'il y ait d'autre exemple d'une pareille alliance que l'union de Jean de Gaunt, duc de Lancastre, avec dona Constanza, fille de Pierre le Cruel, en 1371, union d'où la reine Isabelle descendait du côté paternel. Le titre de *prince des Asturies*, réservé à l'héritier présomptif du trône de Castille, fut d'abord créé pour l'infant don Henri,

dans l'espoir de s'en faire un allié contre le roi de France, et il y avait réussi jusqu'à un certain point, bien que le prudent monarque fût entré dans la confédération plutôt comme un spectateur de la lutte, pour ainsi dire, qu'avec l'intention de prendre à celle-ci une part publique ou active [1]. Les relations amicales entre les deux pays furent resserrées par le traité de mariage, définitivement arrêté le 1er octobre 1496, et ratifié l'année suivante, traité en vertu duquel Arthur, prince de Galles, devait épouser l'infante dona Catalina, célèbre dans l'histoire d'Angleterre, sous le nom de Catherine d'Aragon, par ses malheurs et ses vertus [2]. Les Français voyaient avec jalousie le progrès de ces différentes négociations, qu'ils s'efforcèrent d'entraver par toute espèce d'artifices diplomatiques; mais Ferdinand fut assez adroit pour se créer, à la cour de Maximilien et de Henri, des partisans qui, l'instruisant des intrigues de la cour de France, l'aidèrent efficacement à les déjouer.

Le mariage anglais fut différé de quelques années, à cause

plus tard Henri III, à l'occasion de son mariage avec la fille de Jean de Gaunt, en 1388. C'était manifestement une imitation du titre anglais de prince de Galles, et l'on avait choisi les Asturies, comme la partie de l'ancienne monarchie gothique qui ne plia jamais sous le joug des Sarrasins.

[1] Ferdinand s'entremit pour rétablir la paix entre Henri VII et le roi d'Écosse, et telle était l'estime dans laquelle ces deux monarques le tenaient, qu'ils consentirent à le prendre pour arbitre de leurs différends.

[2] Ce projet de mariage avait déjà été arrangé entre les cours d'Espagne et d'Angleterre, au mois de mars 1489, lorsque le plus âgé des deux fiancés n'avait pas encore atteint sa cinquième année; il fut confirmé par un autre traité, plus explicite, l'année suivante, 1490. Il était stipulé dans celui-ci que la dot de Catherine serait de 200,000 couronnes d'or, payables la moitié à son mariage et le reste en deux fois, les deux années suivantes. Le prince de Galles devait céder à sa femme le tiers des revenus de la principauté de Galles, du duché de Cornouailles et du comté de Chester.

de l'extrême jeunesse des futurs époux, dont aucun n'avait onze ans. Il n'y avait pas un obstacle pareil aux mariages allemands, et des mesures furent immédiatement prises pour transporter l'infante Jeanne dans les Flandres, à bord d'une escadre qui prendrait dans ce pays la princesse Marguerite. A la fin de l'été de 1496, cent trente vaisseaux, grands et petits, portant un nombreux équipage et munis de tous les moyens de défense contre les croiseurs français, se trouvaient réunis dans les ports du Guipuscoa et de la Biscaïe, prêts à partir. Le commandement général avait été donné à don Fadrique Enriquez, amiral de Castille, qui amena avec lui une brillante troupe de chevaliers, principalement levés dans les provinces septentrionales du royaume; jamais encore flotte aussi belle et aussi forte n'avait quitté l'Espagne. Jeanne, accompagnée d'une suite nombreuse, s'embarqua, vers la fin d'août, à Laredo, sur les côtes orientales des Asturies; elle fit, dans cette ville, ses adieux à sa mère, qui avait retardé autant que possible l'heure de la séparation, en conduisant sa fille jusque-là.

Le temps, peu après le départ de l'infante, devint orageux, et l'on resta si longtemps sans recevoir des nouvelles de la flotte, que la reine fut obsédée par les plus sinistres appréhensions; elle fit appeler auprès d'elle les plus vieux marins, ceux qui connaissaient le mieux par expérience ces rudes mers du nord, les interrogeant jour et nuit, dit Martyr, sur les causes probables de ce retard, sur le cours ordinaire des vents dans cette saison, sur les difficultés et les dangers du voyage; elle regrettait amèrement que le démêlé avec la France ne laissât d'autre voie de communication avec les Pays-Bas, que l'élément perfide auquel Jeanne avait dû se confier. Ses chagrins furent encore augmentés, dans ce

moment, par la mort de sa mère, la reine-douairière Isabelle, qui, affligée, depuis quelques années, d'une maladie mentale, avait toujours été soignée avec la plus grande tendresse par sa fille; celle-ci lui administrait de sa propre main les remèdes et avait veillé sur sa vieillesse avec la plus touchante sollicitude.

A la fin, on reçut l'heureuse nouvelle, si longtemps attendue, de l'arrivée de la flotte à sa destination. Elle avait toutefois été si endommagée par la tempête qu'elle avait dû se réfugier en Angleterre; plusieurs vaisseaux s'étaient perdus et un grand nombre d'hommes avaient péri par suite de l'inclémence du temps ou de fatigues excessives. L'infante arriva, saine et sauve, dans les Flandres, et, bientôt après, son mariage avec l'archiduc Philippe fut solennellement et pompeusement célébré à Lille.

L'escadre attendit jusqu'à l'hiver suivant pour transporter en Espagne l'épouse destinée au jeune prince des Asturies. Cette princesse, qui avait été fiancée dès le berceau à Charles VIII, avait été élevée à la cour de France; lorsque son fiancé projeta de s'unir avec l'héritière des ducs de Bretagne, elle avait été ignominieusement renvoyée dans son pays natal, affront que la maison d'Autriche ne put jamais oublier. Elle était alors dans sa dix-septième année et avait déjà donné des preuves de ces talents extraordinaires, qui la firent remarquer plus tard et se manifestèrent amplement dans différents écrits.

Pendant la traversée, au cœur de l'hiver, la flotte fut assaillie par des tempêtes furieuses; une partie des vaisseaux firent naufrage et celui qui portait Marguerite faillit sombrer. La princesse, au milieu des dangers de sa situation, conserva assez de présence d'esprit pour composer son

épitaphe, sous forme d'un plaisant distique, qui a inspiré à Fontenelle un dialogue piquant, où il affecte de considérer le courage déployé par cette jeune femme, dans ce moment critique, comme surpassant celui du philosophe Adrien, à sa mort, et l'héroïsme vanté de Caton d'Utique. Heureusement l'épitaphe fut inutile, et Marguerite atteignit, saine et sauve, le port de Santander dans les Asturies, au commencement de mars 1497.

Le jeune prince des Asturies, accompagné du roi, son père, s'avança en hâte vers le nord pour recevoir sa fiancée, que tous deux escortèrent jusqu'à Burgos, où elle fut accueillie, avec toute espèce de marques de joie, par la reine et la cour. On commença immédiatement des préparatifs pour célébrer ce mariage, à l'expiration du carême, avec une magnificence dont on n'avait pas encore été témoin sous ce règne. La cérémonie eut lieu, le 3 avril, et la bénédiction nuptiale fut donnée par l'archevêque de Tolède, en présence des grands et de la haute noblesse de Castille, des ambassadeurs étrangers et des délégués de l'Aragon ; parmi ces derniers se trouvaient les magistrats des principales villes, reconnaissables à leurs insignes municipaux et à leurs robes rouges; ces représentants de communes démocratiques jouaient, paraît-il, dans de pareilles occasions, un rôle aussi important que les membres de l'aristocratie du royaume. On vit ensuite se succéder rapidement des fêtes, des tournois, des joutes de roseaux et d'autres spectacles guerriers; les fiers chevaliers espagnols descendirent dans la lice, luttant de magnificence et de bravoure sous les yeux de leur future souveraine [1]. Les chroniques du temps font

[1] La preuve que ce n'étaient point là des jeux inoffensifs, c'est la triste

ressortir le contraste que les manières enjouées et familières de Marguerite et des seigneurs flamands présentaient avec le faste et le pompeux cérémonial que les Castillans recherchaient et auxquels la princesse autrichienne, élevée à Paris dans une autre atmosphère, ne put jamais s'habituer entièrement.

Le mariage de l'héritier présomptif du trône ne pouvait être célébré sous de plus heureux auspices. On négociait en ce moment une paix générale, et la nation se berçait de l'espoir de goûter enfin les douceurs du repos, après tant d'années de guerre; chacun sentait son cœur déborder de joie en contemplant les heureuses destinées, promises au pays sous le sceptre bienfaisant d'un prince, qui devait opérer pour la première fois la réunion des différents États de la péninsule. Hélas! au moment où Ferdinand et Isabelle, entourés de l'affection de leur peuple et des trophées d'un règne glorieux, semblaient avoir atteint au faîte de la félicité humaine, ils étaient condamnés à recevoir un de ces tristes avertissements qui nous apprennent que toutes les prospérités de ce monde ne sont que néant.

Peu de temps après le mariage du prince Jean, les souverains eurent la satisfaction d'assister à celui de leur fille Isabelle, qui, malgré sa répugnance à contracter de nouveaux liens, avait fini par céder aux supplications de ses parents et par accepter la main d'Emmanuel. Elle y avait toutefois mis pour condition qu'il bannirait les juifs de son royaume, où ils avaient obtenu, à prix d'argent, un asile après leur expulsion d'Espagne, cause à laquelle cette prin-

mort d'Alonso de Cardenas, fils du commandeur de Léon, qui périt dans un tournoi.

cesse superstitieuse attribuait les malheurs qui avaient récemment fondu sur la famille royale de Portugal. Emmanuel, dont l'esprit généreux se révoltait contre cette mesure injuste et impolitique, eut la faiblesse de sacrifier ses principes à sa passion, et proscrivit en masse tous les Israélites habitant ses États. C'est peut-être la seule fois où l'amour a été l'un des mille motifs qui ont fait persécuter sans trêve cette race infortunée.

Cette union, formée dans des circonstances néfastes, fut célébrée sans pompe, dans la ville-frontière de Valencia de Alcantara, en présence de Ferdinand et d'Isabelle. Ceux-ci reçurent en ce lieu, par un courrier envoyé de Salamanque, la nouvelle que leur fils, le prince des Asturies, était tombé dangereusement malade; il avait été pris de la fièvre, au milieu des réjouissances publiques auxquelles avait donné lieu son arrivée en cette ville, avec sa jeune épouse. Des symptômes alarmants s'étaient bientôt déclarés. La constitution du prince, naturellement faible, bien qu'il l'eût fortifiée par ses habitudes de tempérance, ne résista pas à une attaque violente, et lorsque son père, qui avait usé de toute la diligence possible, arriva à Salamanque, il n'y avait plus d'espoir de guérison.

Ferdinand chercha toutefois à bercer son fils d'illusions que lui-même ne pouvait partager, mais celui-ci lui dit qu'il était trop tard pour l'aveugler sur son sort, qu'il était prêt à quitter un monde qu'il avait trouvé, dans ses meilleurs jours, plein de vanités et de soucis; il ne formait qu'un seul désir, c'est que ses parents se montrassent aussi résignés que lui à la volonté divine. Le roi puisa du courage dans l'exemple que lui donnait ce jeune et héroïque prince, dont les prédictions ne se vérifièrent malheureusement que trop

tôt. Jean mourut le 4 octobre 1497, dans sa vingtième année, gardant jusqu'au dernier moment la force d'âme chrétienne qu'il avait déployée dans tout le cours de sa maladie.

Le roi, craignant l'effet que la nouvelle de ce malheur, brusquement annoncée, pouvait produire sur Isabelle, lui fit envoyer coup sur coup des lettres qui l'instruisaient des progrès faits constamment par le mal, de manière à lui laisser prévoir une catastrophe inévitable. Cependant la reine, qui, dans une longue et heureuse carrière, se préparait toujours, on peut le dire, à l'heure de l'adversité, reçut le coup fatal avec une douce et humble résignation, en répétant les belles paroles des Écritures : « Le Seigneur me l'avait donné, il me l'a repris; que sa volonté soit bénie ! »

« C'est ainsi, » s'écrie Martyr, qui eut la triste satisfaction de donner les derniers soins à son royal élève, « c'est ainsi que furent anéanties toutes les espérances de l'Espagne. » « Jamais mort, » dit un autre chroniqueur, « ne provoqua partout des lamentations aussi bruyantes et aussi générales. » Tous les inutiles honneurs que l'affection peut imaginer furent rendus à la mémoire du jeune prince; ses obsèques furent célébrées avec une pompe lugubre, et ses restes inanimés, déposés dans le magnifique couvent des dominicains de Saint-Thomas à Avila, qui avait été érigé par ses parents. La cour revêtit des vêtements de deuil, inusités jusque-là, comme pour témoigner d'une douleur inaccoutumée[1]. Tout travail fut suspendu durant quarante jours; on hissa des drapeaux noirs sur les murs et aux portes des

[1] Le drap noir remplaça la serge blanche, avec laquelle on avait fait jusque-là les vêtements de deuil.

villes. Ces démonstrations extraordinaires d'affliction prouvent que l'héritier présomptif du trône avait des qualités qui le faisaient aimer indépendamment de son rang élevé; c'est ce que prouve aussi, et peut-être d'une manière moins douteuse, ce qu'ont dit de lui ses contemporains, non seulement dans des ouvrages destinés à la publicité, mais dans leur correspondance privée. Le savant Martyr, en particulier, qui, en sa qualité de précepteur du prince Jean, pouvait mieux le juger que tout autre, ne tarit pas en éloges sur son royal élève, dont les vertus et les talents précoces promettaient au pays de glorieuses destinées [1].

Le prince étant mort sans héritier, la couronne revenait à la reine de Portugal, sa sœur aînée [2]; mais on apprit bientôt que l'archiduc Philippe, avec l'inquiète ambition qui le distingua plus tard, avait revendiqué pour lui-même et pour Jeanne, sa femme, le titre de « princes de Castille. » Ferdinand et Isabelle, mécontents de cette conduite, invitèrent le roi et la reine de Portugal à se rendre en Castille,

[1] Une bonne preuve, il faut l'avouer, de la sagesse précoce du prince Jean, c'est qu'il ne se laissa pas enivrer par l'encens flatteur que son digne précepteur lui prodiguait de temps en temps.

[2] On avait espéré la naissance d'un jeune prince, au temps de la mort de Jean, qui avait laissé sa femme enceinte; mais celle-ci accoucha, quelques mois après, d'un enfant mort-né. Marguerite ne resta pas longtemps en Espagne. Elle fut affectueusement traitée par le roi et la reine, qui lui assignèrent un revenu considérable; mais les Flamands de sa suite ne purent s'habituer à la réserve et à l'ennuyeux cérémonial de la cour castillane, si différents de la vie libre et joyeuse qu'ils menaient dans leur patrie, et ils la décidèrent à retourner dans leur pays, en 1499. Elle épousa plus tard le duc de Savoie, qui mourut sans postérité, moins de trois ans après. Marguerite passa le reste de sa vie dans le veuvage, ayant été nommée par son père, l'empereur, au gouvernement des Pays-Bas, tâche dont elle s'acquitta avec habileté. Elle mourut en 1530.

afin d'y faire reconnaitre leurs droits par la législature nationale. Les jeunes époux quittèrent donc Lisbonne, au commencement du printemps de 1498; ils furent reçus avec une somptueuse hospitalité dans les châteaux des grands seigneurs castillans, et, vers la fin d'avril, ils firent leur entrée dans l'antique cité de Tolède, où les cortès se trouvaient réunies pour les recevoir.

Après que les différents ordres de la législature eurent prêté aux princes portugais le serment ordinaire de fidélité, la cour se transporta à Saragosse, où les cortès aragonaises avaient été convoquées dans le même but.

On n'était pas sans inquiétude au sujet des dispositions de cette assemblée, car la succession des femmes au trône n'était pas légitimée par les anciens usages du pays, et les Aragonais, comme Martyr le fait remarquer dans une de ses lettres, « étaient bien connus pour l'opiniâtreté avec laquelle ils tenaient à leurs prérogatives constitutionnelles. »

Ces appréhensions étaient bien fondées; à peine l'objet de cette convocation eut-il été exposé aux cortès dans le discours de la couronne, par lequel s'ouvrait toute session, qu'on vit une opposition décidée se manifester contre un acte, déclaré sans précédent. Le droit de succéder au trône avait, soutenait-on, été restreint à plusieurs reprises par les rois d'Aragon, dans leurs testaments, à leurs héritiers mâles; l'usage, le sentiment public étaient si bien d'accord sur ce point, que la tentative faite par Pierre IV pour enfreindre cette règle en faveur de ses filles, avait provoqué une guerre civile. On alléguait encore que le précédent roi, Jean II, avait ordonné dans son testament que la couronne passerait aux enfants mâles de Ferdinand, et, à leur défaut, aux fils des filles de celui-ci, à l'exclusion des femmes. Dans

tous les cas, il valait mieux ajourner la question jusqu'après la délivrance de la reine de Portugal, alors dans un état de grossesse fort avancée; car, si celle-ci donnait le jour à un enfant mâle, il n'y aurait plus lieu à aucune discussion.

On répondait qu'il n'existait pas en Aragon de loi expresse, excluant les femmes de la succession; qu'on avait vu, au XII[e] siècle, une reine hériter légitimement du sceptre; que si les femmes pouvaient, comme nul ne le contestait, transmettre un droit à leurs enfants, cela prouvait clairement qu'elles possédaient elles-mêmes ce droit. Le prince régnant, ajoutait-on, avait, sans doute, autant d'autorité que ses prédécesseurs pour régler l'ordre de succession au trône, et pouvait, avec l'appui des cortès, changer ce qui avait été établi par ceux-ci; cette intervention était justifiée par la nécessité de maintenir à jamais l'union de la Castille et de l'Aragon, union sans laquelle ces deux royaumes, séparés d'intérêts, perdraient leur force et leur importance [1].

Ces raisons, si puissantes qu'elles fussent, ne parurent pas convaincantes; les débats durèrent si longtemps qu'Isabelle, indignée de l'opposition faite à une demande qui avait été accueillie sans difficulté par la législature castillaue, s'écria inconsidérément « qu'il valait mieux réduire immédiatement le pays par les armes, que de supporter l'insolence des cortès. » A quoi Antonio de Fonseca, le même seigneur qui

[1] Il est singulier que les Aragonais aient si facilement reconnu aux femmes le droit de transmettre une couronne qu'elles ne pouvaient porter elles-mêmes. Édouard III fonda précisément ses prétentions au trône de France sur ce principe, trop opposé aux lois ordinaires sur la succession, pour recevoir aucun appui. On ne peut dire que l'exclusion des femmes dans l'Aragon fût ordonnée par une loi expresse, comme en France; mais l'usage, sauf un seul exemple remontant à trois siècles, était tout aussi constant.

avait tenu un langage si fier à Charles VIII, lors de l'expédition de Naples, eut la hardiesse de répondre : « Les Aragonais ne font qu'agir en bons et loyaux sujets, qui, habitués à tenir leurs serments, réfléchissent mûrement avant de les prêter, et assurément il faut les excuser s'ils diffèrent prudemment de prendre une décision qu'ils trouvent si difficile de justifier par un précédent de leur histoire [1]. » Cette franche déclaration, qui fait également honneur à la reine qui l'écouta patiemment et au sujet qui osa la faire, ouvrit probablement les yeux à Isabelle, car il ne paraît pas qu'il eût encore été question de recourir à des mesures de rigueur.

Avant que rien n'eût été décidé, la discussion fut close tout à coup par un événement imprévu et douloureux, la mort de la reine de Portugal. Cette princesse avait toujours eu une faible constitution, avec de grandes dispositions à la phthisie; elle pressentait depuis longtemps qu'elle ne survivrait pas à la naissance de son enfant; cette idée l'obséda davantage, à mesure qu'approchait l'époque de sa délivrance. Le 23 août 1498, elle donnait le jour à un enfant et, moins d'une heure après, elle expirait dans les bras de ses parents désolés.

C'était un coup trop fort pour l'infortunée Isabelle, encore sous l'impression de la mort récente de son fils unique; elle resta calme, il est vrai, en apparence et montra la parfaite résignation du croyant, qui a appris à placer toutes ses espérances de bonheur dans un monde futur. Elle domina assez sa douleur pour continuer à remplir ses devoirs et à veiller,

[1] Une preuve de la haute estime qu'Isabelle éprouvait pour cet homme d'État indépendant, c'est qu'elle le mentionna dans son testament, avec une demi-douzaine d'autres qu'elle recommanda spécialement à ses successeurs, à cause de leurs bons et loyaux services.

avec la même sollicitude qu'auparavant, sur les destinées du pays; mais sa santé déclina peu à peu, sous l'influence de tant de calamités réunies, qui assombrissaient la fin de sa vie.

L'enfant dont la naissance avait coûté si cher à sa mère, était un fils et reçut le nom de Miguel, en l'honneur du saint fêté en ce jour. Pour dissiper jusqu'à un certain point l'air de tristesse répandu partout, on décida de présenter le jeune prince à ses futurs sujets; il fut donc porté à travers les rues de la ville, dans une magnifique litière, escortée par une troupe de cavaliers du plus haut rang, et sa nourrice le montra à la foule. On prit des mesures pour faire reconnaître immédiatement cet enfant à peine né comme l'héritier du trône; si l'on avait pu avoir des doutes sur la validité des titres de la mère, il n'en pouvait être de même pour le fils, car ceux qui contestaient aux femmes le droit d'hériter elles-mêmes de la couronne, admettaient qu'elles pouvaient donner ce droit à leurs fils. Préalablement à la reconnaissance publique du jeune prince, il fallait lui nommer un tuteur, avec pouvoir de contracter des engagements et d'agir en son nom. Après un mûr examen, le *Justizia* d'Aragon, en vertu de sa prérogative, confia à Ferdinand et à Isabelle la tutelle de leur petit-fils, qui devait, aux termes de la loi, atteindre sa majorité à quatorze ans.

Le samedi, 22 septembre, la reine étant suffisamment guérie d'une maladie grave, causée par ses chagrins récents, les quatre ordres des cortès d'Aragon se réunirent dans l'hôtel de la députation, à Saragosse. Les souverains catholiques prêtèrent serment devant le grand-juge, comme tuteurs de l'héritier présomptif du trône; ils prirent l'engagement de n'exercer aucune juridiction, au nom du jeune

prince, durant sa minorité, et promirent, en outre, que pour autant qu'il serait en leur pouvoir, celui-ci, arrivé à sa majorité, jurerait, à son avénement, de respecter les lois et les libertés du royaume. Les cortès prêtèrent ensuite serment de fidélité au prince Miguel, comme successeur légitime à la couronne d'Aragon. Le peuple aragonais cherchait à garantir son indépendance, en s'attachant scrupuleusement à ces formes constitutionnelles, qui continuèrent à être observées, lorsque cette indépendance n'existait plus depuis longtemps[1].

Au mois de janvier 1499, les droits du jeune prince furent solennellement reconnus par les cortès de Castille, et, en mars suivant, par celles de Portugal. C'est ainsi que les trois couronnes de Castille, d'Aragon et de Portugal furent pour la première fois réunies sur une seule tête. Les Portugais, conservant le souvenir d'une ancienne rivalité, n'étaient pas satisfaits, craignant, avec quelque raison, que leur petit pays ne fût absorbé dans un plus grand, tel que l'Espagne. Mais la mort prématurée de Miguel, qui n'avait pas encore atteint sa deuxième année, écarta toutes les causes de jalousie et empêcha la fusion de trois peuples, qui, par leur origine commune, par leur position géographique et surtout par la ressemblance de leurs mœurs, de leurs sentiments et de leur langue, paraissaient primitivement destinés à n'en former qu'un seul.

[1] Le respect des Aragonais pour leurs institutions se manifestait jusque dans leur attachement aux cérémonies les plus insignifiantes ; il y en eut un exemple remarquable en 1481, à Saragosse, lorsque la reine, ayant été nommée lieutenant-général du royaume et dûment autorisée à tenir des cortès en l'absence du roi, son époux, qui, d'après les anciennes lois du pays, devait les présider en personne, il parut nécessaire d'obtenir un acte formel de la législature, pour lui ouvrir la porte de cette assemblée.

CHAPITRE V.

LE CARDINAL XIMENÈS.

(1494-1497)

Mort du cardinal Mendoza. — Sa vie et son caractère. — La reine, son exécuteur testamentaire. — Origine de Ximenès. — Son entrée dans l'ordre des franciscains. — Ses mœurs ascétiques. — Sa nomination en qualité de confesseur d'Isabelle. — Sa promotion à l'archevêché de Tolède. — Sa vie austère. — Réformes dans les monastères. — Insulte faite à la reine. — Consentement d'Isabelle à la réforme.

Au commencement de 1495, les souverains perdirent leur ancien et fidèle ministre, le grand cardinal d'Espagne, don Pedro Gonzalez de Mendoza. Il était le quatrième fils du célèbre marquis de Santillane et se trouva placé par son mérite à la tête d'une famille, dont tous les membres montrèrent unies à un rare degré les vertus publiques et privées. Il avait atteint sa soixante-sixième année, lorsqu'il mourut, le 11 janvier, dans son palais de Guadalaxara, après une longue et pénible maladie.

Dans la déplorable guerre entre Henri IV et son jeune frère Alphonse, le cardinal s'était constamment rangé du

côté du roi; mais, à la mort de celui-ci, il avait embrassé, avec sa puissante famille, le parti d'Isabelle, soit qu'il fût convaincu de la justice de cette cause, soit qu'il reconnût les grandes capacités de cette princesse. C'était une acquisition des plus importantes pour celle-ci, et Mendoza, doué d'un remarquable talent pour les affaires, joint aux manières les plus aimables, gagna toute la confiance des royaux époux, fatigués, depuis longtemps, des emportements et de l'arrogance de leur vieux ministre, Carillo.

A la mort de ce prélat turbulent, Mendoza fut promu au siége archiépiscopal de Tolède. Sa nouvelle position le mit naturellement en relations plus intimes avec les souverains, qui recouraient constamment à son expérience, le consultant sur tout sujet important, de nature publique ou privée. En un mot, il acquit sur eux un tel ascendant, pendant un long ministère de plus de vingt ans, qu'on l'appelait plaisamment à la cour « le troisième roi d'Espagne. »

Le ministre n'abusa pas de la confiance qu'on lui témoignait; il appela l'attention d'Isabelle sur les objets qui en étaient le plus dignes. Il avait des vues larges et élevées; s'il se laissa quelquefois dominer par le fanatisme du temps, il ne manqua jamais de soutenir vigoureusement Isabelle dans ses généreuses tentatives pour civiliser son peuple. Élevé au rang de primat d'Espagne, il put déployer la pompe et la magnificence qu'il avait toujours aimées; il remplit son palais de pages, rejetons des plus nobles familles du royaume, qu'il éleva avec soin; il s'entoura d'une garde nombreuse et bien armée, qui ne lui servait pas seulement d'escorte, mais était mise utilement, toutes les fois qu'il était nécessaire, à la disposition du gouvernement. Mendoza dépensait les immenses revenus de son archevêché avec

cette munificence qui avait si souvent distingué les prélats espagnols; il encourageait les gens de lettres et dotait des institutions publiques; il fonda le collége de Santa-Cruz à Valladolid et l'hospice des enfants trouvés de Tolède, qui portait le même nom; chacune de ces constructions, dont il couvrait seul tous les frais, prit plus de dix années.

Le cardinal, dans sa jeunesse, avait succombé quelquefois à ces séductions, auxquelles le clergé espagnol s'abandonnait sans réserve, à l'exemple peut-être des musulmans voisins; il avait eu de ses liaisons avec deux dames de haut rang plusieurs enfants, d'où descendent quelques-unes des familles les plus distinguées de l'Espagne. On rapporte à ce sujet une anecdote caractéristique. Un prêtre, prononçant un jour un sermon en présence de Mendoza, saisit cette occasion de s'élever contre la corruption du siècle, dans des termes généraux, il est vrai, mais se rapportant trop clairement au cardinal, pour que l'allusion passât inaperçue. Les partisans du prélat, indignés de l'audace du prédicateur, résolurent de châtier l'insolent, mais ils voulaient d'abord savoir l'effet que ces paroles avaient produit sur le cardinal. Celui-ci, loin de montrer aucun ressentiment, ne se souvint de l'offenseur que pour lui envoyer un plat de gibier fin, qui avait été servi sur sa table en ce jour, où il donnait un banquet à ses amis; il assaisonna ce plat en y ajoutant bon nombre de *doblas* d'or, trait de charité qui ne fut guère du goût de ses serviteurs. Ce présent ouvrit les yeux au digne prêtre qui, reconnaissant ses torts, monta peu de temps après en chaire pour revenir sur ce qu'il avait dit et détruire l'impression qu'avait laissée son premier sermon, ce qui satisfit son auditoire, s'il ne l'édifia pas. « De nos jours, » dit le biographe qui rapporte le fait et qui était parent du car-

dinal, « le prédicateur n'en eût pas été quitte à si bon marché, et fort heureusement ; car il faut prêcher l'Évangile discrètement, *cum grano salis*, c'est à dire avec le respect et la déférence dus à la majesté royale et aux grands personnages. »

Lorsque la maladie de Mendoza prit un caractère alarmant, la cour se transporta dans le voisinage de la ville de Guadalaxara, où se trouvait le ministre. Le roi et la reine, surtout celle-ci, avec cette tendre sollicitude qu'elle témoigna à plus d'un de ses fidèles serviteurs, venaient voir le malade, le consolant au milieu de ses souffrances et s'éclairant des lumières du sage conseiller qui les avait si longtemps guidés. Isabelle donna au cardinal une preuve plus éclatante de son estime pour lui, en daignant être son exécuteur testamentaire, fonctions dont elle s'acquitta scrupuleusement ; elle veilla à ce que les dernières volontés du défunt fussent respectées et ordonna, en particulier, l'érection du magnifique hospice de Santa-Cruz, dont la première pierre ne fut posée qu'après la mort du fondateur [1].

Dans une de ses entrevues avec le mourant, la reine lui demanda conseil relativement au choix de son futur successeur. Mendoza lui recommanda vivement de ne pas élever un grand seigneur à cette dignité peut-être trop haute pour tout autre individu, mais certainement trop considérable

[1] Un hospice des enfants trouvés n'était pas, paraît-il, inutile en Espagne, où, d'après Salazar, des parents dénaturés détruisaient fréquemment leurs enfants, en les jetant dans des puits ou en les exposant dans des lieux déserts pour y mourir de faim ; « *les plus compatissants*, » dit cet écrivain, « les exposaient à la porte des églises, où ils n'étaient que trop souvent dévorés par des chiens et d'autres animaux. » Le neveu du grand cardinal, qui fonda une institution semblable, fournit, dit-on, dans le cours de sa vie, un asile à au moins treize mille de ces innocentes victimes !

pour un factieux qui, soutenu par une famille puissante, pourrait défier l'autorité royale elle-même, comme l'avait fait l'archevêque Carillo. Pressé de désigner l'homme qu'il croyait le plus digne de lui succéder, le cardinal indiqua, dit-on, frère François Ximenès de Cisneros, moine franciscain, confesseur d'Isabelle. Comme ce personnage extraordinaire exerça une influence plus décisive que tout autre sur les destinées de l'Espagne, dans la suite de ce règne, il convient de donner ici quelques détails sur sa vie antérieure [1].

Ximenez de Cisneros ou Ximenès, comme on l'appelle ordinairement, était né, en 1436, dans la petite ville de Tordelaguna, d'une famille ancienne mais déchue. Destiné de bonne heure à l'Église par ses parents, il étudia la grammaire à Alcala et, à l'âge de quatorze ans, fut envoyé à l'université de Salamanque; il y passa par tous les degrés, se vouant assidûment à l'étude du droit civil et canon, et, au bout de six années, fut reçu bachelier dans chacune de ces branches, fait rare à cette époque.

Trois ans après sa sortie de l'université, le jeune bachelier, sur le conseil de ses parents, partit pour Rome, où il devait lui être plus facile qu'en Espagne de s'élever dans les ordres. Il se fit, paraît-il, remarquer dans cette ville par le zèle avec lequel il poursuivait ses études et remplissait ses devoirs; mais les brillantes espérances de sa famille ne s'étaient guère encore réalisées, lorsque Ximenès fut tout à

[1] Le cardinal, entre autres recommandations faites à son lit de mort, demanda, dit-on, à Isabelle de réparer le mal qu'elle avait fait à Jeanne Beltraneja, en la mariant au jeune prince des Asturies; ce conseil fut si peu goûté de la reine qu'elle rompit l'entretien, en disant que « le bonhomme divaguait et débitait des niaiseries! »

coup appelé dans son pays natal par la mort de son père, qui laissa ses affaires dans un si mauvais état que la présence immédiate du fils fut jugée indispensable.

Avant son retour, Ximenès obtint une bulle papale ou expectative, le nommant au premier bénéfice d'une importance déterminée, qui deviendrait vacant dans le diocèse de Tolède; plusieurs années après seulement, en 1473, l'archiprêtre d'Uzeda mourut, et Ximenès lui succéda en vertu de la concession apostolique.

Depuis longtemps, les Espagnols contestaient à la cour de Rome le droit qu'elle s'arrogeait de disposer, selon son bon plaisir, des bénéfices de l'Église; c'était là, à leurs yeux, un abus flagrant, et l'archevêque de Tolède, Carillo, que la chose concernait, n'était pas disposé à le tolérer; il avait d'ailleurs promis cette place à un de ses partisans. Il invita donc Ximenès à se désister de ses prétentions en faveur de celui-ci, et, ayant inutilement épuisé tous les moyens de persuasion, recourut à des mesures de rigueur, le fit arrêter et enfermer dans la forteresse d'Uzeda, d'où le nouvel archiprêtre fut transféré plus tard dans la forte tour de Santorcaz, transformée alors en prison pour les prêtres réfractaires. Carillo connaissait peu ce caractère inflexible que nulle persécution ne pouvait briser; il apprit avec le temps à l'apprécier et finit par rendre sa victime à la liberté, après une détention de plus de six années.

Ximenès, rentré paisiblement en possession de son bénéfice, mais désirant se soustraire à la juridiction de son vindicatif ennemi, l'échangea peu de temps après, en 1480, contre la chapellenie de Siguença. Dans cette position nouvelle, il reprit avec ardeur ses études théologiques et apprit l'hébreu et le chaldéen, dont la connaissance lui fut très

utile plus tard, pour la préparation de sa fameuse Bible polyglotte.

Mendoza était, à cette époque, évêque de Siguença; il était impossible qu'un prélat d'un esprit aussi pénétrant vint en contact avec un homme tel que Ximenès, sans discerner ses qualités extraordinaires. Aussi le nomma-t-il bientôt son vicaire, en le chargeant de l'administration de son diocèse, fonctions dans lesquelles son protégé fit preuve de si grandes capacités, que le comte de Cifuentès, fait prisonnier par les Mores dans la déroute de l'Axarquia, lui confia exclusivement la gérance de ses vastes domaines, durant sa captivité.

Mais ces occupations mondaines déplaisaient de plus en plus à Ximenès, dont l'esprit austère et contemplatif s'était exalté, probablement sous l'influence de ses malheurs passés. Le nouveau vicaire résolut donc de rompre brusquement tous les liens qui le rattachaient au monde et de chercher un asile dans quelque maison religieuse, où il put se consacrer entièrement au service de Dieu. Il choisit à cet effet les observantins, le plus rigide de tous les ordres monastiques, renonça à ses emplois, à ses bénéfices, ainsi qu'à ses revenus annuels de deux mille ducats, et, malgré les prières de ses amis, commença son noviciat dans le couvent de San Juan de los Reyes, à Tolède, magnifique édifice que les souverains espagnols faisaient construire, en accomplissement d'un vœu fait pendant la guerre de Grenade [1].

[1] Cet édifice, dit Salazar de Mendoza, était le plus somptueux et le plus célèbre de ce temps, sous le rapport de sa sacristie, de son chœur, de ses cloîtres, de sa bibliothèque, etc. Il avait été primitivement destiné par les souverains catholiques à être un lieu de sépulture, honneur réservé plus tard à Grenade, lors de la prise de cette ville sur les infidèles. La

Le novice se fit remarquer par le zèle avec lequel il s'infligeait toutes ces ingénieuses mortifications que le fanatisme a imaginées, pour grossir le nombre déjà trop grand des misères humaines. Il dormait à terre ou sur le plancher nu de sa cellule, la tête sur un billot de bois; il portait un cilice; il jeûnait, veillait et se flagellait avec une ardeur à peine surpassée par celle du fondateur de l'ordre. A la fin de l'année, il fit profession et prit pour la première fois le nom de François, en l'honneur de son saint patron; il avait été baptisé sous celui de Gonsalve.

Presque aussitôt sa réputation de sainteté répandue au loin, grâce au bruit qu'il avait fait auparavant dans le monde, attira une foule de pénitents de tout âge et de toute condition à son confessionnal, et il se vit de nouveau entraîné dans le tourbillon des affaires et des passions humaines, auquel il s'était efforcé d'échapper. Cependant, sur ses sollicitations, on lui permit de se retirer dans le couvent de Notre-Dame de Castanar, ainsi nommé à cause de l'épaisse forêt de châtaigniers dont il était entouré. Au milieu de ces sombres et montagneuses solitudes, le reclus se bâtit de ses propres mains un petit hermitage, une cabane à peine assez grande pour lui; il y restait jour et nuit, priant ou méditant sur l'Évangile, se nourrissant d'herbes et buvant de l'eau, comme les anciens anachorètes. On ne s'étonnera pas que, vivant de cette manière, affaibli par l'abstinence et l'esprit exalté par la contemplation spirituelle, il eût des extases et des visions, de sorte qu'il finit par se croire en relation avec des intelligences célestes; ce qui est plus étonnant, c'est que sa raison ne fut pas à jamais ébranlée par

grande chapelle fut garnie des chaînes trouvées dans les cachots de Malaga, dans lesquels les Mores enfermaient leurs prisonniers chrétiens.

ces rêves d'une imagination en délire. Il paraît qu'il se rappela toujours avec plaisir cette époque de sa vie, car longtemps après, comme nous l'assure son biographe, on l'entendit, renfermé dans des palais somptueux et entouré de toutes les créations du luxe, regretter amèrement les jours où il vivait si paisiblement dans son hermitage de Castanar.

Heureusement les supérieurs de Ximenès, voulant selon l'usage le faire changer de couvent, le transférèrent, au bout de trois ans, dans celui de Salzeda. Là il conserva ses habitudes ascétiques, mais il n'y était pas de longtemps que sa haute réputation le fit élever aux fonctions de père gardien. Il dut dès lors diriger l'administration et employer au profit d'autrui des talents restés inactifs au milieu de vaines rêveries. Un événement qui survint quelques années plus tard, en 1492, lui ouvrit encore un plus vaste champ d'action.

Par l'élévation de Talavera au siége archiépiscopal de Grenade, la place de confesseur de la reine était devenue vacante. Le cardinal Mendoza, consulté sur le choix d'un successeur à donner au prélat, comprenait combien il était important de prendre un prêtre capable et intègre, car la reine dévote demandait conseil à son confesseur, non seulement relativement à sa vie privée, mais à toutes les grandes mesures d'intérêt public qu'elle projetait. Il pensa tout de suite à Ximenès, qu'il n'avait pas oublié depuis le temps où il l'avait connu à Siguença; il avait été loin d'approuver celui-ci, lorsqu'il avait embrassé la vie monastique, et on l'avait entendu dire « qu'il ne fallait pas laisser des talents aussi extraordinaires sommeiller longtemps au fond d'un cloitre. » Il avait aussi, rapporte-t-on, prédit que Ximenès lui succéderait un jour au siége de Tolède, prédiction qu'il contribua plus que tout autre à réaliser.

Mendoza recommanda si chaleureusement Ximenès à la reine, qu'elle fut curieuse de voir celui-ci et de s'entretenir avec lui. Le cardinal l'invita donc à se rendre à Valladolid, où se trouvait la cour, sans lui faire connaître le but de ce voyage; le moine obéit à cet ordre et, après une courte entrevue avec son ancien protecteur, il fut conduit auprès de la reine, comme si rien n'eût été concerté d'avance. En se trouvant tout à coup devant Isabelle, Ximenès ne montra ni ce trouble ni cet embarras qui eussent été naturels chez un reclus sorti de son couvent; la dignité de ses manières, la piété fervente qui respirait dans ses réponses aux différentes questions d'Isabelle, confirmèrent celle-ci dans l'opinion favorable qu'elle avait conçue de lui, d'après ce qu'avait dit le cardinal.

Peu de jours après, en 1492, Ximenès fut invité à prendre soin de la conscience de la reine. Loin de paraître enorgueilli de cette faveur qui lui ouvrait une perspective brillante, il parut craindre qu'elle ne dérangeât le cours paisible de ses occupations monastiques, et il ne l'accepta qu'en exprimant le désir de pouvoir se conformer, comme par le passé, à toutes les règles de son ordre et rester dans son couvent, lorsque ses fonctions ne l'appelleraient pas à la cour.

Martyr, dans plus d'une de ses lettres de ce temps, parle de l'impression faite sur les courtisans par le nouveau confesseur, dont le corps amaigri et la pâle figure rappelaient les anciens anachorètes des déserts de la Syrie ou de l'Égypte. L'austérité, l'irréprochable pureté des mœurs de Ximenès lui avaient acquis dans toute l'Espagne une réputation de sainteté, et Martyr regrettait qu'une vertu qui avait résisté à tant d'épreuves, fût exposée à la plus redoutable de

toutes, aux séduisantes flatteries d'une cour. Mais Ximenès était trop endurci par une discipline sévère, pour être sensible aux attraits du plaisir, s'il l'était à ceux de l'ambition.

Deux ans après, le confesseur de la reine fut élu provincial de son ordre en Castille, et placé ainsi à la tête des nombreuses maisons religieuses possédées par celui-ci. Dans ses fréquentes tournées d'inspection, il voyageait à pied, demandant l'aumône sur sa route, conformément aux règles de son monastère. A son retour, il fit à la reine un rapport très défavorable sur la situation de ces établissements, dont il dépeignit les habitants comme s'étant singulièrement relâchés de leur discipline et de leur vertu. Des récits contemporains confirment l'exactitude de ce rapport et accusent les communautés religieuses de toute l'Espagne, à cette époque, d'avoir vécu non seulement dans une honteuse paresse, mais encore dans le luxe et la débauche. Les franciscains, en particulier, respectaient si peu leur vœu de pauvreté, qu'ils possédaient de grandes propriétés dans les villes et dans les campagnes, habitaient de somptueux édifices et vivaient plus luxueusement que les autres moines; ceux qui s'adonnaient à ces excès étaient appelés conventuels, tandis que ceux, en nombre comparativement petit, qui observaient strictement les règles de leur fondateur, se nommaient observantins ou frères de l'observance; nous avons vu que Ximenès était un de ces derniers.

Les souverains espagnols, témoins depuis longtemps, et avec un profond regret, des scandaleux abus qui s'étaient glissés dans ces antiques institutions, avaient, mais inutilement, chargé des commissaires de les découvrir et d'y remédier. Isabelle accepta donc avec plaisir l'aide que lui offrait

son confesseur, pour améliorer cet état de choses. Dans cette même année, 1494, elle obtint d'Alexandre VI une bulle qui lui donnait des pleins-pouvoirs à cet effet. Ximenès fut chargé d'accomplir l'œuvre de réforme, et il fallait toute l'énergie de ce grand homme, soutenu par l'autorité royale, pour venir à bout d'une pareille entreprise, car, outre la difficulté de persuader à des gens d'échanger les biens de ce monde contre une vie de pénitence et de mortifications, il y avait d'autres obstacles à surmonter; en effet, les conventuels avaient vu leur large interprétation des règles de leur ordre approuvée par plusieurs de leurs supérieurs et même par des papes. Ils étaient, en outre, soutenus dans leur opposition par un grand nombre de puissants seigneurs, qui craignaient que les riches chapelles et les messes, fondées par eux et leurs ancêtres dans les différents monastères, ne fussent négligées par les observantins, qui, obligés de respecter scrupuleusement leur vœu de pauvreté, auraient manqué de ce stimulant qui, dans l'Église comme dans l'État, pousse le plus énergiquement l'homme à remplir ses devoirs.

Pour ces différents motifs, la réforme marcha lentement; mais Ximenès, animé d'une infatigable ardeur, réussit à l'introduire successivement dans un grand nombre d'établissements; lorsque les moyens de persuasion étaient impuissants, il recourait quelquefois à la force. Les moines d'un des couvents de Tolède, expulsés de leur demeure à cause de leur opiniâtre résistance, sortirent en procession, le crucifix en tête, chantant le psaume *In exitu Israël*, en signe de la persécution dont ils étaient victimes. Isabelle agit avec plus de douceur; elle visita plusieurs monastères de femmes, emportant avec elle son aiguille ou sa quenouille et cher-

chant, par sa conversation, par son exemple, à détourner les nonnes des grossiers et frivoles plaisirs qu'elles aimaient.

Sur ces entrefaites, le siége archiépiscopal de Tolède devint, en 1495, vacant par la mort du grand cardinal. La reine comprenait parfaitement combien il était important de choisir le plus digne entre tous ceux qui pouvaient prétendre à cette dignité, la première non seulement en Espagne, mais probablement dans la chrétienté, après la papauté; l'archevêque, en outre, occupait dans l'État, comme grand chancelier de Castille, une haute position [1]. Le droit de nomination aux bénéfices appartenait à la reine, en vertu de la convention faite avec son époux, à leur mariage; Isabelle s'était constamment acquittée de cette tâche avec la plus consciencieuse impartialité, ne choisissant que des prêtres pieux et instruits. Dans cette occasion, Ferdinand la sollicita vivement en faveur de son fils naturel, Alphonse, archevêque de Saragosse; mais celui-ci, quoiqu'il ne manquât pas de talent, n'avait ni l'âge, ni l'expérience, ni moins encore la pureté de mœurs, nécessaires chez le futur prélat, et la reine résista doucement, mais fermement, à toutes les prières de son époux [2].

[1] Ferdinand et Isabelle annexèrent à perpétuité la dignité de grand-chancelier à celle d'archevêque de Tolède; il paraît toutefois que ce n'était, au moins dans les derniers temps, qu'un titre purement honorifique. Les revenus de l'archevêché, au commencement du XVIe siècle, s'élevaient à 80,000 ducats.

[2] Ce prélat n'avait, à cette époque, que vingt-quatre ans; il n'en avait que six lors de sa nomination au siége de Saragosse. Ce grossier abus d'élever des enfants aux plus hautes dignités de l'Église paraît avoir été fréquent en Castille, comme en Aragon, car on pouvait voir, du temps de Salazar, dans l'église de Madre de Dios à Tolède, les tombeaux de cinq archidiacres, qui n'avaient tous ensemble que trente ans.

La position vacante avait toujours été occupée par des gens de haute naissance. La reine, ne voulant pas déroger à l'usage établi, malgré les recommandations du cardinal mourant, tourna ses regards sur plusieurs candidats avant de se décider en faveur de son confesseur, dont les talents et les vertus rachetaient suffisamment l'humble origine.

Aussitôt qu'elle eut reçu la bulle papale approuvant le choix qu'elle avait fait, Isabelle fit appeler Ximenès et, lui remettant la dépêche, l'invita à l'ouvrir en sa présence. Le confesseur, qui ne sonpçonnait rien, prit la lettre et la pressa dévotement contre ses lèvres, mais, dans ce moment, ses yeux étant tombés sur la suscription qu'elle portait : « A notre vénérable frère François Ximenez de Cisneros, archevêque élu de Tolède, » il changea de couleur, laissa involontairement échapper le paquet de ses mains, et s'écriant : « Il doit y avoir quelque méprise, ceci ne peut m'être adressé, » il sortit brusquement de la salle.

La reine, loin de s'offenser de cette impolitesse, attendit quelques instants pour donner à son confesseur le temps de revenir de sa surprise et de calmer son agitation; mais, ne le voyant pas revenir, elle chargea deux grands d'Espagne qui lui paraissaient avoir le plus d'influence sur lui, d'aller le trouver pour l'engager à accepter sa nomination. Ceux-ci se rendirent aussitôt au couvent des observantins de Madrid, où résidait la cour, mais Ximenès avait disparu. S'étant informés de la route qu'il avait prise, ils montèrent à cheval et, se mettant à sa poursuite, rejoignirent le fugitif à trois lieues de la ville; il était à pied et, par la chaleur brûlante du milieu de la journée, se dirigeait à grands pas vers Ocana, où se trouvait un couvent de franciscains.

Après avoir échangé quelques mots avec Ximenès au sujet de son brusque départ, les deux seigneurs lui persuadèrent de retourner à Madrid, mais, à son arrivée, ni les arguments et les prières de ses amis, ni les désirs ouvertement déclarés de sa souveraine, ne purent vaincre les scrupules du coufesseur et le décider à accepter un honneur dont il se jugeait indigne. « Il avait, » disait-il, « espéré qu'il lui serait permis de vivre en paix, le reste de ses jours, remplissant ses devoirs monastiques; il était trop tard pour l'appeler à la vie publique et lui imposer une charge si lourde, pour laquelle il n'avait ni goût ni force suffisante. » Il persista obstinément dans cette résolution pendant plus de six mois; jusqu'à ce qu'enfin on obtînt du pape une seconde bulle, qui lui enjoignait de ne pas refuser plus longtemps une nomination sanctionnée par l'Église. La résistance n'était plus possible et le confesseur d'Isabelle se laissa élever à la première dignité du royaume.

Il n'y a pas de motifs, paraît-il, d'accuser Ximenès d'hypocrisie dans une circonstance où il donna une si singulière preuve d'humilité. Le *nolo episcopari* est, il est vrai, passé en proverbe, mais Ximenès refusa trop longtemps et trop opiniâtrément ses nouvelles fonctions, pour qu'on puisse le soupçonner de n'avoir pas été sincère. Il était d'ailleurs, à cette époque, dans sa soixantième année, l'âge où l'ambition, si elle n'est pas éteinte, n'est plus qu'un feu languissant dans le cœur de l'homme; depuis de longues années, il vivait dans un cloître, habitué à un régime ascétique, détaché, pour ainsi dire, de la terre et ne pensant plus qu'au tombeau. Quelque flatteuse que pût être pour lui la rare marque d'honneur qui lui était accordée, il devait naturellement hésiter à échanger le paisible et obscur genre de vie

qu'il avait volontairement embrassé, contre l'agitation et les soucis du monde.

Mais, si Ximenès ne convoita pas le pouvoir, il l'exerça avec une véritable jalousie. Un des premiers actes mêmes de son administration est trop caractéristique sous ce rapport, pour que nous le passions sous silence. Le gouvernement de Cazorla, la position la plus importante dont disposât l'archevêque de Tolède, avait été donné par le grand cardinal à son frère cadet, don Pedro Hurtado de Mendoza. Les amis de ce seigneur prièrent Ximenès de confirmer cette nomination, en lui rappelant les obligations qu'il avait lui-même au cardinal et en lui montrant leur demande appuyée par la reine. Ce n'était pas le moyen de gagner le nouveau prélat, qui voulait agir en dehors de toute influence et craignait surtout l'abus trop fréquent des faveurs royales. Il résolut d'abord de couper court à toutes les sollications de ce genre et déclara que « les souverains pouvaient le renvoyer à son couvent, mais qu'il ne céderait jamais à des considérations personnelles, en conférant les dignités de l'Église. » Les postulants, offensés de cette réponse, s'adressèrent à la reine, se plaignant amèrement de l'arrogance et de l'ingratitude de son ancien confesseur; Isabelle ne désapprouva pas toutefois la conduite de son ministre, assez satisfaite peut-être de l'indépendance qu'il montrait; du moins elle ne s'occupa plus de l'affaire.

A quelque temps de là, l'archevêque rencontra Mendoza dans une des avenues du palais, et, comme celui-ci rebroussait chemin pour ne pas le rencontrer, il le salua en lui donnant le titre d'*adelantado* de Cazorla. Ce seigneur s'arrêta tout surpris, et le prélat, répétant ces mots, ajouta que « maintenant qu'il était parfaitement libre d'agir, sans être

soupçonné d'obéir à une influence mauvaise, il était heureux de pouvoir lui rendre une position qu'il s'était montré si capable d'occuper. » Il est à peine nécessaire de dire que Ximenès ne fut plus dès lors importuné par les solliciteurs; il déclarait que toute sollicitation d'un postulant était un motif suffisant pour refuser ce qu'il demandait, car elle prouvait « qu'il manquait ou de mérite ou d'humilité. »

Après son élévation à la primatie d'Espagne, Ximenès ne changea rien à ses habitudes simples et austères; il consacrait ses immenses revenus à des actes de charité publique et privée, et réglait les dépenses de sa maison avec la plus stricte économie. Il s'attira ainsi des observations de la part de la cour de Rome, qui lui recommanda d'adopter un genre de vie plus conforme à la dignité de son rang, s'il ne voulait se déprécier aux yeux du vulgaire. L'archevêque obéissant se mit à étaler extérieurement toute la magnificence habituelle à ses prédécesseurs; il se fit remarquer par le luxe dont il s'entoura, par son équipage, par sa suite nombreuse et richement vêtue, mais il continua à se mortifier comme auparavant; il observait la même abstinence devant une table couverte de mets recherchés. Sous ses robes de soie et ses précieuses fourrures, il portait son froc grossier de franciscain, qu'il raccommodait lui-même; il ne portait pas de linge et n'avait pas de draps dans son lit; il dormait dans un mauvais lit, semblable à ceux dont se servaient les observantins et caché sous la superbe couche où il paraissait reposer [1].

[1] Il dormait habituellement dans son froc de franciscain; sa toilette ne lui prenait naturellement pas beaucoup de temps. Un jour, comme il voyageait et qu'il était, selon son habitude, levé longtemps avant l'aube, il pressa son muletier de s'habiller promptement, et celui-ci s'écria irrévérencieusement : « *Cuerpo de Dios!* Votre sainteté pense-t-elle que je n'ai qu'à

A peine installé, l'archevêque travailla de toutes ses forces à exécuter les projets de réforme que la reine et lui avaient tant à cœur; il porta particulièrement son attention sur le clergé de son diocèse, lequel était loin d'observer la règle de saint Augustin, qui lui était imposée. Les mesures qu'il prit mécontentèrent tellement ces respectables ecclésiastiques, qu'ils décidèrent d'envoyer un d'entre eux à Rome, pour porter leurs plaintes devant le pape.

Cette mission délicate fut confiée à un habile et rusé chanoine, du nom d'Albornoz. Le secret ne put toutefois être si bien gardé que Ximenès n'apprît quelque chose de l'affaire; aussitôt il envoya un officier avec ordre d'arrêter l'émissaire, qui s'était mis en route; si celui-ci était déjà en mer, l'envoyé était autorisé à prendre un vaisseau prêt à partir, de manière à le devancer, s'il était possible, en Italie. L'officier était également porteur de lettres des souverains pour l'ambassadeur espagnol, Garcilasso de la Vega, auquel il devait les remettre, aussitôt débarqué.

Tout se passa comme le ministre l'avait prévu. A son arrivée au port, l'officier fut informé que l'émissaire était parti; il le poursuivit sans perdre de temps et réussit heureusement à atteindre Ostie, plusieurs jours avant lui. Il remit sur-le-champ ses dépêches à l'ambassadeur, qui, obéissant à ses instructions, fit arrêter Albornoz au moment où il descendait à terre, et le renvoya comme prisonnier d'État en Espagne. Une rigoureuse détention de vingt-deux mois apprit au digne chanoine qu'il était dangereux de contrarier les plans de Ximenès.

me secouer comme un épagneul mouillé et à serrer un peu ma corde! » Quintanilla, *Archetypo*, ubi supra.

C'est chez les moines de son ordre que l'archevêque rencontra la plus forte opposition. La réforme atteignait surtout les franciscains, à qui leurs règles interdisaient absolument de posséder des biens, soit comme individus, soit comme corporation; dans les autres communautés religieuses, au contraire, les membres qui se dépouillaient de leur fortune augmentaient la prospérité de la maison à laquelle ils appartenaient. Il n'y eut donc aucun ordre qui fit une résistance plus obstinée aux projets de l'ancien franciscain, que celui même dont il faisait partie. Plus de mille moines, rapporte-t-on, émigrèrent sur la côte barbaresque, aimant mieux vivre parmi les infidèles que de se conformer strictement à la lettre des règles de saint François.

Les difficultés inhérentes à la réforme furent peut-être augmentées par la manière dont elle fut conduite. Isabelle, il est vrai, usait des moyens de douceur et de persuasion, mais Ximenès faisait exécuter ses mesures avec une impitoyable rigueur. Il avait naturellement le caractère sévère et tyrannique, et le rude genre de vie auquel il s'était soumis l'avait rendu moins tolérant pour les fautes des autres, surtout de ceux qui, comme lui, avaient contracté volontairement les obligations de la vie monastique. Ses intentions étaient droites, et, comme il identifiait ses propres intérêts avec ceux de l'Église, il considérait toute opposition qui lui était faite comme une offense à la religion, justifiant l'intervention active du pouvoir.

Les clameurs soulevées par ces procédés violents devinrent à la fin si alarmantes, que le général des franciscains, lequel résidait à Rome, résolut de devancer l'époque fixée de sa tournée d'inspection en Castille. Conventuel lui-même, il était naturellement un ennemi décidé de la réforme;

aussi arriva-t-il en 1496, avec l'intention bien arrêtée de forcer Ximenès à se désister de ses projets, ou à miner, s'il était possible, le crédit et l'influence du ministre à la cour; mais il n'avait ni le talent ni l'habileté nécessaires pour venir à bout d'une entreprise aussi difficile.

Le général n'était pas depuis longtemps en Castille qu'il reconnut que toute son autorité, comme chef de l'ordre, ne suffirait pas pour protéger celui-ci contre les tentatives hardies du ministre, soutenu par les souverains; il demanda donc une audience à la reine, à laquelle il parla avec peu de retenue. Il se montra surpris qu'elle eût choisi, pour lui conférer la plus haute dignité de l'Église, un homme qui en était indigne presque sous tous les rapports, même sous celui de la naissance; qui couvrait son ambition du manteau de la sainteté; qui, par son caractère morose et mélancolique, était l'ennemi-né, non seulement des agréments, mais des usages polis de la vie; qui enfin ne rachetait par rien, pas même par son instruction douteuse, la grossièreté de ses manières. Le franciscain déplora la grandeur du mal que d'imprudentes mesures avaient causé dans l'Église, mais qu'il n'était peut-être pas encore trop tard pour réparer. Il conclut en déclarant à la reine que, si elle avait le moindre souci de sa réputation ou des intérêts de son âme, elle forcerait cet homme de la veille à descendre d'une position qu'il s'était montré incapable d'occuper, et le ferait rentrer dans son obscurité première!

Isabelle écoutait cette véhémente philippique avec indignation, et plus d'une fois elle avait été tentée de faire sortir le fougueux orateur; elle se contint pourtant et attendit patiemment qu'il eût fini. Elle lui demanda alors avec calme « s'il était dans son bon sens et savait à qui il par-

lait? » « Oui, » répondit l'énergumène, « je suis dans mon bon sens et sais à qui je parle, — à la reine de Castille, qui n'est comme moi qu'une poignée de poussière! » En disant ces mots, il sortit de la salle, fermant avec fracas la porte derrière lui.

Ces accès impuissants de fureur ne pouvaient ébranler la résolution de la reine. Cependant le général, à son retour en Italie, eut assez d'adresse pour obtenir du pape l'autorisation d'envoyer en Castille une commission composée de conventuels, qui devaient diriger avec Ximenès l'œuvre de la réforme. Ces moines s'aperçurent bientôt qu'ils n'avaient aucune espèce d'autorité et, furieux du dédain avec lequel les traitait l'archevêque, ils se plaignirent si vivement à la cour pontificale, qu'Alexandre VI, de l'avis du sacré-collége, lança, le 9 novembre 1496, un bref interdisant péremptoirement aux souverains de poursuivre l'affaire, avant qu'elle n'eût été régulièrement soumise à l'examen du chef de l'Église.

A la réception de cette dépêche, Isabelle fit immédiatement appeler Ximenès. La résolution de celui-ci grandissait en proportion des obstacles qu'il devait surmonter; il ne chercha qu'à ranimer l'énergie de sa souveraine, en la conjurant de ne pas faiblir dans l'accomplissement de la glorieuse tâche qu'elle s'était imposée; déjà ses efforts avaient eu des résultats salutaires qui ne pouvaient manquer de lui assurer la protection divine. La reine, qui, dans tous les actes de son administration, eut toujours en vue les intérêts de la religion, ne devait pas être disposée à abandonner une entreprise, dont ceux-ci étaient le but direct et unique. Elle déclara à son ministre qu'elle le seconderait de toutes ses forces et, sans perdre de temps, fit présenter l'affaire,

par ses agents à Rome, sous un jour tel que la cour pontificale revint de sa première opinion; ce ne fut toutefois qu'après bien des retards et des difficultés. Enfin Ximenès reçut, avec le nonce apostolique, en 1497, de si grands pouvoirs qu'il put exécuter ses projets, en dépit des efforts de tous ses ennemis.

La réforme ainsi établie s'étendit à toutes les institutions religieuses, sans exception; elle consistait dans une espèce d'enquête sur la conduite morale des moines, comme sur les différents points de discipline ecclésiastique. Sous ce dernier rapport, on peut douter qu'il y eût utilité à faire observer strictement des règles, fondées sur ce déplorable principe que la somme des jouissances promises dans la vie future est proportionnée à celle des souffrances que l'on se sera volontairement infligées ici-bas; mais, on ne doit pas l'oublier, si sujette à critique que soit une règle, dès qu'on se l'impose librement comme une loi morale, elle ne peut être foulée aux pieds, sans ouvrir la porte à une licence effrénée, et, dans ces circonstances, il faut nécessairement la rétablir avant de prétendre réformer les mœurs.

L'heureux changement opéré dans la conduite du clergé, amélioration dont Isabelle se préoccupait bien plus que des formes extérieures de la discipline, est signalé avec enthousiasme par les écrivains contemporains. Les prêtres espagnols, nous l'avons déjà dit, se faisaient depuis longtemps remarquer par une vie déréglée, qui paraissait être approuvée, jusqu'à un certain point, par la loi même; le mal s'était surtout propagé de la manière la plus déplorable sous le règne précédent, où tous les ordres du clergé régulier ou séculier, séduits probablement par l'exemple d'une cour corrompue, s'adonnaient à tous les excès qu'engendrent la

paresse et la débauche; tel est le tableau, exagéré, espérons-le, que l'on nous fait de cette époque. Une aussi scandaleuse profanation des sanctuaires mêmes de la religion ne pouvait manquer d'être sincèrement déplorée par une princesse aussi pieuse et aussi vertueuse qu'Isabelle. Le mal était trop profondément enraciné pour qu'il fût facile de le détruire. La reine, par son exemple, par le soin scrupuleux avec lequel elle n'élevait aux positions de l'Église que des hommes d'une irréprochable piété, contribua beaucoup à améliorer les mœurs du clergé séculier; mais les moines vivant au fond des cloîtres étaient moins accessibles à ces influences, et l'on ne put introduire la réforme parmi eux qu'en les forçant de respecter leurs propres institutions et en laissant agir l'opinion publique.

Malgré l'ardent désir d'Isabelle, on peut douter qu'elle fût venue jamais à bout de l'entreprise, sans la coopération d'un homme tel que Ximenès, qui réunissait toutes les qualités exigées chez un réformateur. Heureusement la reine fut témoin, avant sa mort, d'une révolution, sinon complète, au moins commencée, dans les mœurs de tous les ordres religieux, et cette amélioration ne fut pas momentanée. Un écrivain castillan du siècle suivant la signale longtemps après avec un véritable enthousiasme, et, tout en rappelant avec douleur les anciens dérèglements des prêtres de son pays, il déclare hardiment que ceux-ci peuvent être comparés sans désavantage avec ceux du reste de la chrétienté, pour leur tempérance, leur charité et l'irréprochable pureté de leur vie et de leurs paroles [1].

[1] La principale autorité, pour tout ce qui se rapporte à la vie de Ximenès, est Alvaro Gomez de Castro.

CHAPITRE VI.

TROUBLES DE GRENADE.

(1499-1500)

Tranquillité à Grenade.— Douce politique de Talavera.—Mécontentement du clergé. — Mesures violentes de Ximenès. — Fanatisme de ce prélat. — Ses funestes effets. — Insurrection de Grenade. — Rétablissement de la tranquillité. — Conversion des habitants.

L'énergie ou la fermeté de résolution paraît être moins une des facultés propres de l'esprit qu'un moteur grâce auquel ces différentes facultés agissent efficacement. Quoi qu'il en soit, elle entre peut-être pour une plus large part que le talent même, tel qu'on le définit communément, dans la formation de ce qu'on appelle le caractère, et le vulgaire la confond souvent avec le talent de l'ordre le plus élevé. Il est vrai que, dans les circonstances ordinaires de la vie, cette énergie est plus utile que des qualités éclatantes qui, dans les plus graves, ne sont rien sans une ferme volonté et peuvent éblouir un instant les yeux, avant d'être oubliées.

Ce n'est pas seulement dans les occupations de la vie que l'importance de cette énergie peut être appréciée, mais dans

des réunions d'hommes intelligents, dans les assemblées délibérantes, par exemple, où le talent seul qui, pourrait-on croire, devrait exercer un ascendant absolu, se soumet toujours à l'influence de ce principe. Nul ne peut être un chef de parti, s'il n'a une volonté forte, et il y a probablement peu de ces chefs qui ne comptent parmi leurs partisans des hommes auxquels ils sont inférieurs sous le rapport de l'intelligence.

Cette énergie se présente sous un aspect plus imposant encore, lorsqu'elle est stimulée par une passion ardente, telle que l'ambition, ou par le sentiment plus noble du patriotisme, de la religion. Alors l'âme, méprisant de vulgaires considérations d'intérêt, est prête à tout faire, à tout oser, pour obéir à la voix de la conscience; indifférente aux biens que le monde peut donner ou reprendre, elle rompt les liens grossiers qui l'attachent à la terre, et, malgré sa faiblesse à tout autre point de vue, atteint à un degré d'élévation et de grandeur, auquel le génie le plus rare ne saurait parvenir par lui seul.

Mais c'est surtout unie à un esprit élevé et soumise à l'action des principes puissants dont nous avons parlé, que cette énergie nous offre l'image la plus fidèle qu'il y ait sur cette terre, de l'intelligence divine. Ce sont, en effet, de pareils hommes que la Providence choisit pour accomplir ces grandes révolutions qui ébranlent le monde, y introduisent un ordre nouveau, plus parfait, et font faire à l'humanité plus de progrès en un jour qu'elle n'en avait fait pendant des siècles. Il faut le dire, ces terribles instruments servent quelquefois au mal, comme au bien; la même impulsion pousse l'ambition criminelle dans sa voie sanglante et arme le bras du patriote pour lui résister énergiquement, anime

d'une sainte ardeur le martyr et allume les feux de la persécution qui lui fera gagner sa glorieuse couronne. C'est la direction imprimée, direction variant d'individu à individu, sous l'empire de circonstances différentes, qui fera de lui le fléau ou le bienfaiteur de son espèce.

Ces réflexions nous ont été suggérées à la vue du personnage extraordinaire dont il a été question dans le chapitre précédent, et qui apparaîtra dans celui-ci sous un jour nouveau et moins avantageux. Une inflexible résolution formait peut-être le trait le plus saillant du caractère de Ximenès; on ne peut dire ce que, dans d'autres circonstances, cet homme remarquable eût été. On peut, sans de grands efforts d'imagination, supposer que ce moine à la volonté de fer, qui, dans sa jeunesse, préféra subir une longue captivité, plutôt que de se soumettre à un acte d'oppression, eût pu, sous une pareille influence, aller jusqu'à ébranler, comme Luther, les vieux piliers du catholicisme, au lieu de s'employer de toutes ses forces à les raffermir. Cependant ce dernier rôle convenait probablement mieux à ce prêtre, dont l'esprit sombre devait se plaire au vague, au mystérieux de la foi romaine, comme son caractère inflexible s'accordait avec des dogmes tyranniques; c'est, du moins, cette cause qu'il défendit avec tout son talent, toute son énergie.

Nous avons vu avec quelle ardeur Ximenès, dès son élévation à la primatie, entreprit de réformer la discipline religieuse, et avec quelle obstination il poursuivit cette œuvre, au mépris de ses intérêts et de sa popularité; nous allons le voir travailler avec le même zèle à extirper l'hérésie, sans crainte pour lui-même et sans égard aux principes les plus évidents de bonne foi et d'honneur national.

Près de huit années s'étaient écoulées depuis la conquête de Grenade, et le peuple sonmis avait, pendant tout ce temps, vécu paisiblement dans une fausse sécurité, se fiant au traité qui lui avait permis de conserver ses lois et sa religion. Cette longue tranquillité, difficile à maintenir au milieu d'une population composée, comme celle de la capitale, d'éléments discordants, de Mores. de renégats, de chrétiens, toujours prêts à en venir aux mains, était principalement due à la conduite sage et modérée des deux hommes à qui la reine avait confié le gouvernement civil et ecclésiastique, Mendoza, comte de Tendilla, et Talavera, archevêque de Grenade.

Le premièr de ces deux personnages, le plns brillant ornement de son illustre famille, est déjà connu du lecteur. En récompense des services importants qu'il avait rendus à son pays, dans la carrière des armes et dans celle de la diplomatie, il fut nommé, immédiatement après la conquête de Grenade, alcade et capitaine-général du royaume, position à laquelle il convenait, sous tous les rapports, par sa prudence, sa fermeté, ses vues éclairées et sa longue expérience.

Le second, frère Fernando de Talavera, d'origine plus humble, était un moine hiéronymite, qui, après avoir été, pendant vingt ans, prieur du couvent de Santa-Maria del Prado, près de Valladolid, devint confesseur de la reine Isabelle et, plus tard, du roi Ferdinand. Dans cette position, il exerça naturellement une influence considérable sur les affaires publiques, et, si la direction de la conscience des souverains pouvait être confiée sans crainte à quelqu'un, c'était bien certainement à cet estimable prélat, également distingué par son instruction, son amabilité et son irrépro-

chable piété. L'ancien hiéronymite avait une dévotion un peu outrée, mais, par sa douceur, par la bienveillance naturelle de son caractère, il contrastait d'une manière heureuse avec les prêtres fanatiques et dominateurs de son temps [1].

Après la conquête, Talavera échangea l'évêché d'Avila contre l'archevêché de Grenade. Malgré les désirs des royaux époux, il refusa d'accepter une augmentation de traitement dans cette position nouvelle et plus élevée. Ses revenus, qui s'élevaient à deux millions de maravédis annuellement, étaient un peu inférieurs à ceux dont il jouissait auparavant. Il consacra généreusement la plus grande partie de cette somme à des améliorations publiques et à des actes de charité, objets qui, il faut le dire à l'honneur des prélats espagnols, ont souvent attiré leur attention et provoqué leur munificence.

Ce qui préoccupait le plus vivement le bon archevêque, c'était la conversion des Mores, dont il considérait l'aveuglement spirituel avec des sentiments de tendresse et de charité, bien différents de ceux que nourrissaient la plupart de ses frères. Il se proposa d'accomplir cette œuvre de la manière la plus rationnelle possible. Malgré son âge avancé, il se mit à apprendre l'arabe, afin de pouvoir communiquer avec les vaincus dans leur propre idiome, et enjoignit au clergé de son diocèse de suivre son exemple; il fit rédiger une grammaire, un dictionnaire et un catéchisme en arabe,

[1] La correspondance de Talavera avec la reine n'est pas faite pour aider à la réputation de ce prélat; ses lettres ne sont guère que des sermons sur l'amour de la société, la danse et autres péchés damnables. Elles portent plutôt l'empreinte du puritanisme austère que de l'Église catholique romaine; mais la bigoterie est un terrain neutre sur lequel les sectes les plus opposées peuvent se rencontrer.

et fit traduire dans la même langue la liturgie, y compris des extraits de l'Évangile; il avait le projet de faire traduire plus tard toutes les Écritures. Dévoilant ainsi les oracles sacrés qui jusque-là avaient été soustraits à la vue des infidèles, il leur ouvrit les véritables, les seules sources de l'enseignement chrétien, et, en cherchant à convaincre leur esprit, au lieu de séduire leur imagination par un vain étalage de pompeuses cérémonies, il prit le seul moyen d'opérer parmi eux des conversions sincères et durables.

Ces mesures sages et bienveillantes du bon prélat, jointes à son exemplaire pureté de vie, lui acquirent bientôt une grande autorité parmi les Mores, qui, jugeant de la doctrine par ses fruits, étaient bien disposés à l'examiner; tous les jours, il en entrait un grand nombre dans l'Église.

Les progrès du prosélytisme devaient cependant être lents et difficiles parmi des hommes habitués dès l'enfance, non pas à repousser, mais à détester le christianisme; qui étaient séparés des Espagnols par leur langue, leurs mœurs, leurs institutions, et qu'unissait alors, comme un lien indissoluble, le sentiment commun d'une infortune nationale. Un grand nombre de prêtres et de laïques animés par le fanatisme, jugeant cette barrière infranchissable, désiraient la voir violemment renversée par le pouvoir; ils disaient aux souverains que c'était une espèce d'ingratitude envers la Providence, dont la sagesse avait livré les infidèles dans leurs mains, que de permettre à ceux-ci d'usurper plus longtemps le bel héritage des chrétiens; ils soutenaient que l'on pouvait avec justice mettre ces fils maudits de Mahomet dans l'alternative ou de recevoir immédiatement le baptême, ou de vendre leurs biens et de se retirer en Afrique. On ne pouvait, à leur avis, considérer une pareille mesure comme

une infraction au traité, puisque les Mores devaient tant y gagner, au point de vue de leur salut éternel; elle était d'ailleurs indispensable pour assurer à jamais la tranquillité et la sécurité du royaume.

Mais ces considérations, « toutes justes et saintes qu'elles fussent, » pour emprunter les expressions d'un dévot Espagnol, ne purent convaincre les souverains, qui résolurent de tenir leur parole; les moyens de conciliation employés alors, des relations plus longues et plus intimes avec les chrétiens, pouvaient seuls légitimement, à leurs yeux, réaliser leurs espérances. Aussi les voyons-nous dans les différentes ordonnances rendues jusqu'en 1499, respecter les usages les plus ordinaires des vaincus [1], et n'engager ceux-ci à se convertir qu'en leur promettant une amélioration dans leur position [2].

Parmi ceux qui réclamaient des mesures plus actives se trouvait l'archevêque de Tolède. Ayant suivi la cour à Grenade, dans l'automne de 1499, Ximenès eut l'occasion de communiquer ses vues à Talavera, auquel il demanda de prendre part à l'œuvre de conversion; celui-ci, heureux de s'adjoindre un aussi puissant auxiliaire, y consentit modestement. Ferdinand et Isabelle partirent, peu de temps après, en novembre 1499, pour Séville; mais, avant leur départ, ils enjoignirent aux prélats d'observer la politique de

[1] Dans la pragmatique datée de Grenade, 30 octobre 1499, et interdisant d'une manière absolue l'usage de la soie, une exception fut faite en faveur des Mores, dont les robes étaient habituellement de cette étoffe, dans les classes riches.

[2] Une autre loi, du 31 octobre 1499, pourvut à ce que les enfants mores qui avaient embrassé le christianisme ne fussent pas déshérités par leurs parents et assura, en outre, aux femmes converties une partie des biens qui avaient échu à l'État, après la conquête de Grenade.

modération suivie jusque-là et d'éviter surtout de donner aux Mores le moindre sujet de mécontentement.

Les souverains n'avaient pas plus tôt quitté la ville, que Ximenès invita quelques-uns des principaux *alfaquis* ou docteurs musulmans à une conférence, dans laquelle il exposa, avec toute l'éloquence dont il était doué, les vérités sur lesquelles se fondait la foi chrétienne et les erreurs qui formaient le fond de leurs croyances. Pour augmenter l'effet de ce discours, il fit de magnifiques cadeaux aux assistants; c'étaient le plus souvent de riches et précieux objets de toilette, très recherchés de tout temps par les Mores. Cette tactique répétée finit par produire des résultats; furent-ils dus à l'éloquence du prédicateur ou aux présents qu'il distribuait si généreusement, on ne le dit pas. Il est toutefois probable que les *alfaquis* trouvèrent qu'il y avait plus d'agréments et de profit à se convertir qu'ils ne l'avaient cru auparavant; car ils se déclarèrent tous, l'un après l'autre, convaincus de leurs erreurs et prêts à les abjurer. L'exemple de ces savants docteurs fut bientôt suivi par les fidèles ignorants; il n'y eut pas moins de quatre mille individus, dit-on, qui se présentèrent en un seul jour pour recevoir le baptême, et Ximenès, ne pouvant les baptiser un à un, dut recourir à un expédient familier aux missionnaires chrétiens et arrosa cette multitude avec un goupillon.

Jusque-là tout allait bien; l'éloquence, les largesses de l'archevêque de Tolède, qui, à force de libéralités, s'endetta pour plusieurs années, amenaient dans le bercail une foule de prosélytes. Il y avait, il est vrai, des musulmans qui considéraient ces actes comme une infraction, sinon à la lettre, du moins à l'esprit du traité de capitulation, par lequel le vainqueur paraissait s'être interdit, non seulement d'em-

ployer la force, mais même de recourir à des séductions pour convertir les vaincus ; plusieurs, y compris quelques-uns des principaux habitants, s'efforcèrent d'entraver les progrès d'une défection, qui semblait devoir être bientôt générale. Mais Ximenès, dont le zèle s'était enflammé au plus haut point dans l'ivresse du succès, n'était pas homme à reculer devant une opposition, si formidable qu'elle fût, et, s'il avait jusqu'alors respecté la lettre du traité, il se montra prêt à violer ouvertement et sans crainte celui-ci, pour frapper ceux qui prétendaient traverser ses desseins.

Parmi ceux qui faisaient l'opposition la plus active était un noble more, nommé Zegri, homme très instruit et jouissant d'une grande considération à Grenade. Ximenès, après avoir inutilement recouru à tous les moyens, au raisonnement et aux cadeaux, pour gagner cet infidèle obstiné, le fit garder à vue par un de ses officiers, appelé Léon, « un véritable lion, » dit ironiquement un historien, « de caractère autant que de nom ; » il avait ordonné à celui-ci de traiter son prisonnier de manière à lui dessiller les yeux. L'officier obéissant exécuta fidèlement ces ordres, et, après avoir mis son prisonnier aux fers, pendant quelques jours, sans lui donner à manger, il put le présenter, converti selon toute apparence et ayant un air humble qui contrastait singulièrement avec son ancienne attitude, fière et hautaine. Zegri, témoignant la plus respectueuse obéissance à l'archevêque, l'informa que, « la nuit précédente, il avait eu une révélation d'Allah, qui avait daigné l'éclairer sur ses erreurs et lui avait ordonné de recevoir sur-le-champ le baptême ; » en même temps, montrant son geôlier, il fit « plaisamment » une observation : « Votre révérence n'a qu'à lâcher ce *lion* dans le peuple, et, je le jure, il n'y aura plus, dans quelques jours

d'ici, un seul musulman dans la ville [1]. » « C'est ainsi, » s'écrie le pieux Ferreras, « que la Providence fit, dans les ténèbres d'un cachot, luire aux yeux de l'infidèle la lumière de la vraie foi! »

L'œuvre de conversion fit dès ce moment de rapides progrès, car la terreur s'ajoutait aux autres stimulants. Ximenès, dans l'ivresse du triomphe, résolut alors d'anéantir, non plus seulement la fausse religion, mais les livres dans lesquels elle était enseignée. Il fit donc réunir en un monceau, pour les brûler sur une des grandes places de la capitale, tous les manuscrits arabes qu'il put se procurer. La plupart étaient des exemplaires du Coran ou des ouvrages qui se rattachaient sous un rapport quelconque à la théologie; un grand nombre d'autres cependant traitaient de différents sujets scientifiques. Presque tous étaient magnifiquement écrits, richement reliés et ornés, car les Arabes d'Espagne surpassaient tous les autres peuples de l'Europe dans les arts de luxe. Mais ni la beauté de leur reliure ni leur valeur intrinsèque ne purent effacer, aux yeux de l'impitoyable inquisiteur, la souillure de l'hérésie qui infectait ces livres; Ximenès n'en épargna que trois cents relatifs à la médecine, science dans laquelle les Mores excellaient à cette époque, tandis qu'elle était ignorée dans le reste de l'Europe. Il fit cadeau de ces volumes à son université d'Alcala et livra sans exception aux flammes tous les autres, au nombre de plusieurs milliers.

Ce déplorable auto-da-fé fut, qu'on ne l'oublie pas, ordonné non par un barbare ignorant, mais par un prélat

[1] Zegri prit le nom de baptême du Grand Capitaine, Gonzalo Hernandez, dont il avait éprouvé la bravoure dans une rencontre avec celui-ci dans la *vega* de Grenade.

lettré, qui, dans ce temps même, employait ses immenses revenus à publier l'œuvre littéraire la plus étonnante de cette époque et à doter la plus savante université d'Espagne. Il eut lieu, non au milieu des ténèbres du moyen âge, mais au commencement du XVIe siècle, chez une nation éclairée qui devait aux Arabes les progrès qu'elle avait faits elle-même dans la civilisation. C'est le pendant du crime attribué à Omar [1], huit siècles auparavant, et il prouve que le fanatisme est le même dans toutes les religions et dans tous les temps.

Les suites funestes de cet acte de violence continuèrent à se faire sentir longtemps après qu'il eut été commis. Ceux qui purent cacher les manuscrits qu'ils possédaient attendirent une occasion favorable pour les envoyer hors d'Espagne, et des milliers de livres furent secrètement transportés en Afrique. C'est ainsi que les productions de la littérature arabe devinrent presque introuvables dans le pays même où celle-ci était née, et cette civilisation jadis si florissante dans la péninsule, à une époque même de barbarie, déclina peu à peu, faute d'aliments. Tels furent les déplorables résultats de cette proscription littéraire, plus désastreuse à un point de vue que les persécutions dirigées contre les hommes, car la mort d'un individu ne peut guère influer sur les destinées de la génération suivante, tandis que la destruction d'un livre ou, en d'autres termes, la disparition de l'idée revêtue d'une forme durable, est un mal irréparable, qui sera toujours ressenti.

[1] L'argumentation de Gibbon, si elle n'ébranle pas le fondement de toute l'histoire de l'incendie de la bibliothèque d'Alexandrie, peut au moins faire douter légitimement de la valeur et du nombre prétendus des ouvrages détruits.

La rigueur avec laquelle Ximenès faisait exécuter ses mesures finit par inspirer de sérieuses inquiétudes à un grand nombre de ses compatriotes, plus prudents et plus modérés, qui habitaient la ville; ils prièrent l'archevêque d'agir avec plus de douceur, lui faisant observer qu'il enfreignait ouvertement le traité et que des conversions forcées ne pouvaient pas être durables. L'inflexible prélat répondit « qu'une politique plus douce pouvait convenir dans d'autres circonstances, lorsqu'il s'agissait d'intérêts mondains, mais non lorsque l'âme était en jeu; qu'il fallait, si l'on ne pouvait l'y attirer, pousser l'infidèle dans la voie du salut, et qu'il ne pouvait se relâcher de ses efforts au moment même où il avait ébranlé le mahométisme près de tomber. » Il poursuivit donc résolùment ses projets.

Mais à la fin la patience des Mores eux-mêmes, qui avaient pu jusqu'alors se soumettre à l'oppression, commença à se lasser. Les signes de mécontentement n'échappaient pas à des yeux moins pénétrants que ceux de l'archevêque de Tolède, mais celui-ci était étourdi, aveuglé par le succès. Au milieu de cette surexcitation des esprits, un incident amena une explosion.

Trois serviteurs de Ximenès avaient été envoyés en commission dans l'Albaïcyn, quartier habité exclusivement par les Mores et séparé du reste de la ville par des murailles. Ces hommes s'étaient rendus particulièrement odieux par le zèle qu'ils déployaient au service de leur maître. Une dispute s'étant élevée entre eux et certains musulmans, on finit par en venir aux mains, deux de ces Espagnols furent massacrés sur place et le troisième n'échappa qu'avec peine à une multitude furieuse. Ce fut le signal de l'insurrection; les Mores coururent aux armes, s'emparèrent des portes et barrica-

dèrent les rues de l'Albaïcyn, qui, en quelques heures, fut entièrement soulevé.

Pendant la nuit, une foule d'insurgés entrèrent dans la ville et se dirigèrent vers le quartier habité par Ximenès, dans l'intention de se venger sur celui-ci de toutes les persécutions qu'il leur avait fait subir. Le palais de l'archevêque était solidement bâti et défendu par une nombreuse troupe de serviteurs résolus et bien armés. Ceux-ci, à l'approche des révoltés, supplièrent leur maître de se réfugier dans la forteresse de l'Alhambra, où le comte de Tendilla était logé; mais l'intrépide prélat, qui estimait trop peu la vie pour la conserver au prix d'une lâcheté, répondit : « Dieu me préserve de chercher à sauver ma vie, lorsque tant de mes fidèles serviteurs exposent la leur! Non, je resterai à mon poste et y attendrai, s'il plaît au ciel, la couronne du martyre. » Il faut avouer qu'il la méritait bien.

Cependant les portes du palais résistèrent aux efforts désespérés de la foule, et, à la fin, après quelques heures d'anxiété pour les Espagnols assiégés, le comte de Tendilla arriva à la tête de ses gardes, dispersa les insurgés et les refoula dans l'Albaïcyn. Mais c'est en vain qu'il essaya de rétablir l'ordre ou d'entrer en arrangements avec les Mores insurgés; ils chassèrent même à coups de pierres l'envoyé qui leur apportait de sa part des propositions pacifiques. Ils se choisirent des chefs, se pourvurent d'armes et organisèrent leur résistance; on eût dit qu'excités par le souvenir de leur ancienne liberté, ils étaient décidés à la reconquérir à tout hasard.

Cet état de choses durait déjà depuis plusieurs jours, lorsque l'archevêque de Grenade, Talavera, résolut d'essayer, en visitant lui-même l'Albaïcyn, si son influence person-

nelle, jusqu'alors si grande sur les Mores, n'aurait pas plus d'effet. Il mit ce noble projet à exécution, malgré les prières de ses amis. Il ne prit avec lui que son chapelain, qui le précédait, un crucifix en main, et quelques-uns de ses serviteurs, marchant à pied, sans armes, comme lui. A la vue de leur vénérable pasteur, dont les traits portaient cette expression de douceur et de sérénité, qui lui était habituelle, lorsqu'il leur parlait du haut de la chaire, les insurgés se calmèrent; se rappelant la bonté du prélat, ils accoururent en foule autour de lui, s'agenouillant et baisant le bord de sa robe, pour recevoir sa bénédiction. Le comte de Tendilla n'eut pas plus tôt appris ce qui se passait, qu'il entra lui-même dans l'Albaïcyn, avec une poignée de soldats, se dirigeant vers la place où les Mores étaient réunis; arrivé là, il jeta son bonnet au milieu d'eux, en signe de ses intentions pacifiques. De bruyantes acclamations s'élevèrent alors de tous côtés, et les insurgés, déjà plus calmes, se rappelant que ce seigneur les avait toujours gouvernés avec douceur et équité, lui témoignèrent autant de respect qu'à l'archevêque.

Le comte et Talavera profitèrent de cet heureux changement des esprits pour convaincre les Mores de la folie de persévérer dans une rébellion sans espoir, qui les ferait écraser par les forces réunies de l'Espagne; ils les conjurèrent de déposer les armes et de rentrer dans l'obéissance; ils s'engageaient, en ce cas, à empêcher, pour autant qu'il serait en leur pouvoir, le renouvellement des faits dont ils se plaignaient et à solliciter leur pardon auprès des souverains. Le comte, pour témoigner de la sincérité de ses déclarations, laissa sa femme et ses deux enfants comme otages dans l'Albaïcyn, prouvant ainsi qu'il avait une confiance

illimitée dans la bonne foi des musulmans [1]. Ces mesures, soutenues par les conseils et l'autorité de quelques-uns des principaux *alfaquis,* eurent pour effet de rétablir la tranquillité, et les Mores, renonçant à leurs préparatifs hostiles, reprirent paisiblement leurs occupations.

Sur ces entrefaites, la nouvelle de l'insurrection, amplifiée avec l'exagération ordinaire, était arrivée à Séville, où résidait alors la cour. On rejetait, et avec raison, tout le blâme sur Ximenès, dont le zèle excessif avait provoqué le mouvement. L'archevêque, avec sa promptitude habituelle, avait, sans perdre de temps, remis à un esclave nègre, excellent coureur, une lettre pour la reine, à laquelle il expliquait ce qui s'était passé; mais le messager avait été empoisonné en route, et la cour resta plusieurs jours sans recevoir d'autres détails que ceux qui lui étaient fournis par les bruits populaires. Le roi, qui avait vu avec déplaisir l'élévation de Ximenès au préjudice de son propre fils, ne put retenir son indignation, et on l'entendit dire ironiquement à la reine : « Eh bien! l'archevêque va nous coûter cher; ses violences nous ont fait perdre en quelques heures ce que nous n'avons pu acquérir qu'après bien des années. »

Isabelle, surprise de ce rude coup et ne pouvant comprendre le silence de Ximenès, lui écrivit dans les termes les plus sévères, lui demandant des explications complètes sur l'affaire. Le prélat reconnut qu'il avait eu grand tort de se reposer, dans des circonstances aussi graves, sur un tiers, et cette leçon, dit son biographe, lui profita pour le restant

[1] Que cette confiance fût justifiée, on peut l'inférer de ce mot habituel de l'archevêque Talavera, que « les œuvres du More et la foi de l'Espagnol étaient tout ce qu'il fallait pour faire un bon chrétien. » Amer sarcasme à l'adresse de ses compatriotes!

de sa vie. Il s'empressa de réparer sa faute en accourant à Séville, où il fut aussitôt reçu en audience par les souverains. Le prélat leur fit un récit détaillé de tout ce qui s'était passé; il rappela les nombreux services qu'il avait rendus, les moyens de persuasion dont il s'était servi, les fortes sommes qu'il avait dépensées, enfin tout ce qu'il avait fait pour convertir les Mores, avant de recourir à des mesures de rigueur. Il assuma hardiment toute responsabilité, avouant qu'il avait à dessein caché ses projets aux souverains, de peur qu'ils n'y fissent de l'opposition; si, dit-il, il avait péché, ce n'était que par trop de dévouement aux intérêts de la religion. Il finit en déclarant aux royaux époux que jamais ils n'avaient eu une meilleure occasion pour réaliser leurs desseins, puisque les Mores s'étant tous rendus coupables de rébellion et ayant encouru en masse la peine de haute trahison, ce serait faire acte de clémence que de leur donner le choix entre le baptême ou l'exil!

L'archevêque, si nous en croyons son enthousiaste biographe, n'apaisa pas seulement par ce discours le ressentiment des souverains, mais ceux-ci approuvèrent chaleureusement sa conduite; on ne dit pas cependant jusqu'à quel point ils furent séduits par sa péroraison. Dans tous les cas, ils ne suivirent pas son conseil à la lettre. Plus tard, des commissaires furent envoyés à Grenade, avec pleins-pouvoirs de faire une enquête sur les troubles dont cette ville avait été le théâtre et de punir les coupables. Un grand nombre de Mores, y compris quelques-uns des principaux habitants, furent arrêtés comme suspects; la plupart obtinrent la liberté en se convertissant; beaucoup d'autres vendirent leurs biens pour se retirer en Afrique. Le reste de la population, soit crainte du châtiment ou contagion de

l'exemple, abjura ses anciennes croyances et consentit à recevoir le baptême. On évalua le nombre total des convertis à près de cinquante mille individus, parmi lesquels l'inquisition devait découvrir par la suite bien des relaps. Depuis cette époque, le nom de Mores, qui s'était peu à peu substitué à celui d'Arabes d'Espagne, fit place au nom de Moresques, sous lequel ce peuple infortuné continua à être désigné tout le temps qu'il végéta encore dans la péninsule.

Les circonstances au milieu desquelles cette importante révolution religieuse s'accomplit dans toute la population de cette grande cité, ne peuvent être considérées aujourd'hui qu'avec une profonde horreur, mêlée de pitié pour les malheureux qui s'exposèrent aussi imprudemment aux dangers qui devaient résulter pour eux de cette conversion. Les Espagnols, sans doute, comprenaient l'utilité politique d'une mesure qui dépouillait les Mores des avantages qui leur avaient été garantis par le traité de capitulation et les soumettait tous indistinctement à la loi du pays; il est toutefois également certain qu'au point de vue spirituel ils attachaient une grande importance à une ombre seule de conversion, croyant fermement à l'influence toute-puissante des eaux du baptême, à quelques individus et dans quelques circonstances qu'elles fussent administrées. Le philosophe Martyr lui-même, l'homme le moins fanatique de son temps, salue avec joie cet événement, par le motif que si la grâce ne pouvait pénétrer le cœur endurci des vieux musulmans, elle devait opérer efficacement chez leurs descendants, soumis dès l'enfance à l'action bienfaisante de l'enseignement chrétien.

Quant à Ximenès, l'auteur réel de cette transformation, tous les doutes que l'on avait pu concevoir, au commence-

ment, sur son habileté, furent complétement dissipés par la suite. Tous s'accordèrent à admirer l'indomptable énergie de cet homme qui, malgré de si puissants obstacles, avait en peu de temps accompli cette prodigieuse révolution dans la foi d'un peuple qui avait sucé avec le lait la haine du christianisme. On entendit le bon archevêque Talavera s'écrier, dans un transport de joie, que « Ximenès avait obtenu un plus beau triomphe que Ferdinand et Isabelle; ils avaient conquis le sol de Grenade, il avait conquis des âmes[1]. »

[1] Talavera, comme nous l'avons déjà dit, avait fait traduire en arabe, à l'usage des convertis, les offices, catéchismes et autres livres religieux; il se proposait de faire traduire un jour toutes les Écritures. Le moment était venu alors, mais Ximenès s'opposa vivement à cette mesure : « Ce serait jeter des perles devant les pourceaux, » dit-il, « que d'ouvrir les Écritures à des gens aussi ignorants, qui ne pourraient manquer, comme dit saint Paul, de les faire tourner à leur propre perte. La parole de Dieu devait être entourée d'un prudent mystère pour le vulgaire, qui éprouve peu de respect pour ce qui est simple et clair; c'est pour cette raison que le Sauveur lui-même enfermait ses doctrines dans des paraboles, lorsqu'il s'adressait au peuple. Les Écritures devaient être réservées à trois langues anciennes, que Dieu, dans un but mystérieux, permit d'inscrire au dessus de la tête de son fils crucifié, et la langue maternelle devait simplement servir pour ces traités de dévotion et de morale, que de saints hommes composent dans le dessein d'éveiller l'âme et de la ramener de la poursuite des vanités mondaines à la contemplation de la vie céleste! » L'opinion la plus étroite l'emporta, comme toujours, et Talavera abandonna son sage et bienveillant projet. Les judicieux arguments du primat firent conclure par son biographe Gomez qu'il avait le pressentiment prophétique de la future hérésie de Luther, qui dut une si grande partie de son succès à la traduction de la Bible en allemand. Cette opinion plausible est fidèlement reproduite, comme toujours, par le bon évêque de Nîmes.

CHAPITRE VII.

INSURRECTION DES ALPUJARRAS.

(1500-1502)

Insurrection des Alpujarras. — Expédition dans la Sierra Vermeja. — Alonso de Aguilar. — Son noble caractère et sa mort. — Sanglante déroute des Espagnols. — Soumission des Mores. — Cruauté des vainqueurs. — Ballades sur la déroute de la Sierra Vermeja. — Édit contre les Mores. — Motifs d'intolérance. — Suite de l'histoire du peuple vaincu sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle.

Tandis que tout se passait aussi tranquillement à Grenade, un mécontentement général se manifestait dans d'autres parties de ce royaume, surtout dans les régions sauvages des Alpujarras. Ces Alpes maritimes, qui s'étendent sur une longueur de dix-sept lieues au sud-est de Grenade, projetant çà et là des *sierras*, comme des bras gigantesques, vers la Méditerranée, étaient remplies de villages moresques, couronnant des pics élancés ou émaillant les flancs et les vertes vallées des montagnes. Les grossiers habitants de ce district, renfermés dans leurs inaccessibles retraites et habitués à une vie de privations et de fatigues, ne connaissaient ni la cor-

ruption ni les raffinements de la civilisation. Jadis ils fournissaient d'intrépides soldats aux rois de Grenade, et, à l'époque dont nous parlons, ils firent preuve d'un dévouement inébranlable à leurs institutions et à leur religion, auxquelles les populations des grandes villes, vivant dans des relations plus intimes avec les Européens, étaient moins attachées.

Ces belliqueux montagnards voyaient, avec une indignation croissante, la conduite déloyale tenue par le gouvernement à l'égard de leurs compatriotes; ils craignaient avec raison d'être bientôt victimes de la même perfidie. L'apostasie publique de Grenade porta leur fureur au comble, et ils résolurent de prévenir des persécutions prochaines en se révoltant; ils s'emparèrent donc des forteresses, des défilés des montagnes, et commencèrent comme d'habitude à faire des excursions sur le territoire chrétien.

Ces actes hardis répandirent la terreur dans la capitale, et le comte de Tendilla prit des mesures vigoureuses pour étouffer l'insurrection, dès le début. Gonsalve de Cordoue, qui avait appris sous ce commandant le métier des armes et pouvait être considéré, à cette époque, comme supérieur à son ancien maître, se trouvait en ce moment à Grenade; le comte, avec son aide, réunit des troupes en toute hâte et marcha contre l'ennemi.

Tandilla se dirigea d'abord vers Huejar, ville forte, située sur le versant oriental des Alpujarras; c'est de là qu'était parti le signal de l'insurrection. L'entreprise fut trouvée plus difficile qu'on ne s'y était attendu. Les « ennemis de Dieu, » selon la charitable expression des chroniqueurs castillans, avaient labouré la terre aux alentours, et, comme les chevau-légers espagnols se frayaient péniblement un chemin au

milieu des sillons creusés par la charrue, les Mores ouvrirent les canaux qui arrosaient la plaine, et, en peu d'instants, les chevaux furent plongés jusqu'au poitrail dans l'eau et dans la boue. Les Espagnols, embarrassés dans leur marche, s'offraient aux coups des assaillants, qui firent pleuvoir sur eux une grêle de traits meurtriers; ce ne fut qu'avec des efforts prodigieux et après avoir subi des pertes considérables qu'ils atteignirent la terre ferme; arrivés là, sans se décourager, ils chargèrent si vivement l'ennemi, que celui-ci recula et se réfugia dans les défenses de la place.

Nul obstacle ne pouvait plus désormais arrêter l'ardeur des assiégeants; ils mirent pied à terre et, prenant des échelles, les plantèrent contre les murs. Gonsalve arriva le premier sur les remparts; au moment où il était au haut de l'échelle, un More de haute taille s'efforça de le renverser dans le fossé, mais le vaillant chevalier, se cramponnant d'une main aux créneaux du mur, plongea de l'autre son épée dans le corps de son adversaire. Il s'élança ensuite dans la place, où il fut suivi de près par ses soldats. Les insurgés firent une courte et vaine résistance; la plupart furent tués; le reste de la population, y compris les femmes et les enfants, fut réduit en esclavage, et les vainqueurs reçurent la permission de piller la ville.

La sévérité de cette exécution militaire n'eut pas pour effet d'intimider les rebelles, et la révolte prit un aspect si sérieux, que Ferdinand jugea nécessaire d'entrer lui-même en campagne, à la tête d'une troupe de chevaliers castillans, aussi nombreuse et aussi brillante qu'aucune de celles qui avaient été admirées dans la guerre de Grenade. Quittant Alhendin, le lieu de rendez-vous, vers la fin de février 1500, le roi se dirigea vers Laujaron, ville située au sud-est de

Grenade, sur un pic élevé, au milieu de hauteurs inaccessibles.

Les habitants de Lanjaron avaient pris une part des plus actives à l'insurrection. Se fiant à la force naturelle d'une position qui avait autrefois bravé les efforts de l'intrépide El Zagal, ils ne prirent aucune précaution pour s'assurer des défilés. Ferdinand, profitant de cette négligence, ne voulut pas suivre la route la plus directe; il conduisit son armée par un chemin détourné, franchissant d'effrayantes ravines et de sombres précipices, au bord desquels le chasseur s'était rarement aventuré; enfin, après d'incroyables fatigues et mille dangers, il réussit à gravir une hauteur qui dominait Lanjaron.

Les révoltés furent saisis de terreur en voyant flotter au dessus même de leurs têtes les bannières chrétiennes; ils persistèrent cependant obstinément dans leur refus de se rendre; mais leurs défenses étaient trop faibles pour résister à des hommes qui avaient vaincu les obstacles naturels les plus formidables. Après une lutte de courte durée, la place fut emportée d'assaut, le 8 mars 1500, et ses malheureux habitants subirent le même sort que ceux de Huejar.

Presqu'en même temps, le comte de Lerin prenait plusieurs autres villes fortes des Alpujarras; dans l'une il fit sauter une mosquée pleine de femmes et d'enfants. Les hostilités furent poursuivies avec toute la férocité d'une guerre civile ou plutôt d'une guerre servile. Les Espagnols, se dépouillant des sentiments d'humanité et de générosité avec lesquels ils traitaient autrefois les Mores, ne regardaient plus maintenant ceux-ci que comme des sujets rebelles, ou même des esclaves, qu'il fallait non pas châtier, mais exterminer, dans l'intérêt du salut public.

Ces rigueurs, jointes à la conviction de leur propre impuissance, découragèrent enfin les insurgés, qui se soumirent à tout, et le roi, « ne voulant pas, dans sa clémence, » dit Abarca, « souiller son épée du sang de toutes ces bêtes fauves des Alpujarras, » consentit à des conditions que l'on peut déclarer raisonnables eu égard à sa conduite antérieure: les Mores durent livrer leurs armes, leurs forteresses, et payer une somme ronde de cinquante mille ducats.

Aussitôt que la tranquillité fut rétablie, des mesures furent prises pour la rendre stable; il fallait introduire le christianisme parmi les musulmans, sinon ils ne pouvaient guère s'attacher à leur nouveau gouvernement. On envoya donc dans les montagnes, comme missionnaires, de respectables prêtres chargés de détourner les Mores de leurs erreurs, doucement et sans violence, et de leur exposer les grandes vérités de la révélation. Pour les engager davantage à se convertir, on leur promit aussi certaines immunités, telles que l'exemption de la lourde amende dont on les avait frappés. L'effet de ces mesures sages et modérées fut bientôt visible; non seulement les montagnards reçurent le baptême, mais presque toute la population des grandes villes de Baza, Guadix, Almeria, consentit, avant la fin de l'année, à abjurer ses anciennes croyances et à embrasser la religion du vainqueur.

Cette défection indigna toutefois les plus fanatiques d'entre les musulmans, et, en décembre 1500, une nouvelle insurrection éclata sur les confins orientaux des Alpujarras; elle fut étouffée avec la même rigueur et une forte amende fut imposée aux vaincus; si l'argent a quelquefois désarmé les persécuteurs, il a servi plus souvent à stimuler leur zèle.

Mais, tandis que l'orage s'apaisait de ce côté, il grondait furieusement au loin, dans les montagnes qui s'élèvent à l'ouest de Grenade. Ce district, comprenant la Sierra Vermeja et Villa Luenga, dans le voisinage de Ronda, était habité par une population guerrière et, entre autres, par une tribu africaine, les Gandules, qui avaient dans les veines le sang bouillant de leurs ancêtres. Depuis longtemps, ces Mores s'étaient montrés mécontents de ce qui se passait dans la capitale; la duchesse d'Arcos, veuve de l'illustre marquis de Cadix, dont les terres étaient situées près de là [1], avait fait tous ses efforts pour les calmer, et le gouvernement avait vivement protesté de son intention de respecter tous les engagements qu'il avait pris dans le traité de capitulation. Mais ces hommes avaient appris à placer peu de confiance dans les princes, et l'apostasie de plus en plus générale de leurs compatriotes finit par les exaspérer à un tel point, qu'ils commirent les actes de violence les plus atroces; ils massacrèrent les missionnaires et, si l'on a dit vrai, volèrent des enfants chrétiens des deux sexes, pour les vendre en Afrique. On les accusa, avec bien plus de vraisemblance, d'avoir ouvert une correspondance secrète avec leurs frères de la côte barbaresque, pour s'assurer l'appui de ceux-ci dans la révolte qu'ils méditaient [2].

[1] Le grand marquis de Cadix était troisième comte d'Arcos, titre sous lequel furent désignés ses successeurs, lorsque Cadix eut été repris par la couronne après sa mort.

[2] Les plaintes faites par les Mores d'Espagne et d'Afrique au soudan d'Égypte ou de Babylone, comme on l'appelait généralement alors, avaient engagé ce prince à faire de vives représentations aux souverains catholiques sur la manière dont ils persécutaient les musulmans; il avait menacé, en même temps, d'user de représailles sur les chrétiens établis dans ses États. Pour éviter une pareille calamité, Pierre Martyr fut envoyé comme

Le gouvernement agit en cette occasion avec sa promptitude et son énergie habituelles. Les principaux chefs et les grandes cités de l'Andalousie reçurent l'ordre de lever des troupes en toute hâte et de les concentrer à Ronda; cet ordre fut exécuté sans retard et, peu de semaines après, on vit se presser dans les rues de cette ville une foule brillante de soldats, venus de tous les points de cette province; Séville avait envoyé trois cents hommes de cavalerie et deux mille d'infanterie. Les principaux chefs de l'expédition étaient le comte de Cifuentes, qui, en sa qualité d'assistant de Séville, commandait la milice de cette cité, le comte d'Urena et Alonso de Aguilar, frère aîné du Grand Capitaine et remarquable, comme celui-ci, par ses qualités physiques aussi bien qu'intellectuelles.

On résolut en conseil de s'enfoncer immédiatement au cœur de la Sierra Vermeja ou *sierra* rouge, comme on l'appelait à cause de la couleur des rochers; cette montagne qui s'élève à l'est de Ronda était véritablement le théâtre de l'insurrection. Le 18 mars 1501, la petite armée campa

ambassadeur en Égypte; il quitta Grenade, au mois d'août 1501, et se rendit à Venise, où il s'embarqua pour Alexandrie, qu'il atteignit en décembre. Bien qu'averti à son arrivée que sa mission, dans l'état d'exaspération de la cour égyptienne, pourrait lui coûter la vie, l'intrépide envoyé remonta le Nil jusqu'au Caire, sous une escorte de mamelucks; loin cependant de subir aucun outrage, il fut reçu courtoisement par le soudan, quoiqu'il eût refusé de compromettre la dignité de la cour qu'il représentait, en se soumettant à l'humiliation de se prosterner à terre, selon l'usage, devant ce potentat : refus plein de dignité qu'enregistrent avec une vive satisfaction les historiens castillans. Martyr obtint trois audiences, dans lesquelles il réussit si bien à effacer les préventions du soudan, que celui-ci, non seulement le combla de présents à son départ, mais accorda, sur sa demande, plusieurs priviléges importants aux chrétiens qui résidaient sur son territoire et aux pèlerins qui le traversaient, se rendant en Terre-Sainte.

devant Monarda, au pied d'une hauteur sur laquelle les Mores s'étaient réunis en très grand nombre. Les Castillans n'étaient pas arrêtés depuis longtemps en cet endroit, lorsqu'ils virent une bande d'insurgés parcourant les flancs de la colline, dont le camp espagnol était séparé par une étroite rivière, probablement ce Rio Verde si tristement célèbre dans les ballades. Les soldats d'Aguilar, qui formaient l'avant-garde, devinrent si furieux à la vue de l'ennemi, qu'un petit nombre d'entre eux, saisissant une bannière, traversèrent, sans en avoir reçu l'ordre, la rivière, pour se mettre à la poursuite des musulmans; cette lutte, trop inégale, eût cependant tourné à leur désavantage, si leur commandant, tout en condamnant sévèrement leur témérité, ne fût venu promptement à leur secours, avec le reste de ses troupes. Le comte d'Urena le suivit avec le centre de l'armée, et le comte de Cifuentes resta avec la milice sévillane pour protéger le camp.

Les Mores reculèrent à l'approche des chrétiens et, se retirant toujours plus loin, les attirèrent au milieu d'effrayants précipices, au fond des montagnes. A la fin, ils arrivèrent à une vallée, enfermée de tous côtés entre des rochers; c'est là qu'ils avaient mis en lieu de sûreté tous les objets de valeur qu'ils possédaient, avec leurs femmes et leurs enfants; ceux-ci, à la vue de l'ennemi, poussèrent des cris de terreur et s'enfuirent dans les profondeurs de la *sierra*.

Les Espagnols furent trop tentés par la vue du riche butin qui se trouvait à leur portée, pour vouloir poursuivre les fuyards, et, avec l'imprudence de soldats peu disciplinés, ils se débandèrent pour se livrer au pillage. En vain Alonso de Aguilar leur représenta que leur rusé ennemi n'était pas encore vaincu; en vain il s'efforça de reformer leurs rangs et

de rétablir l'ordre parmi eux. Sa voix ne fut pas écoutée; on ne pensait qu'à l'instant présent, tous n'avaient plus qu'une seule idée, celle de s'enrichir par le pillage.

Sur ces entrefaites, les Mores, ne se voyant plus poursuivis, se doutèrent de ce que faisaient en ce moment les chrétiens, qu'ils avaient peut-être attirés à dessein dans un piége. Ils revinrent donc sur leurs pas, pour surprendre leurs imprudents adversaires. S'avançant sans bruit, à la faveur des ombres de la nuit qui était alors venue, ils descendirent les défilés qui conduisaient dans la vallée où se trouvaient les Castillans et assaillirent ceux-ci à l'improviste. Dans ce moment critique, une étincelle tombée dans un tonneau de poudre le fit voler en éclats; la scène fut éclairée et, à la lueur de l'explosion, les combattants se virent en présence, les Espagnols en désordre, désarmés en grande partie et pliant sous le butin, tandis que leurs agiles ennemis, glissant de tous côtés, au milieu des ténèbres, comme des démons, étaient prêts à s'élancer sur leurs victimes condamnées à la mort. Cet effroyable spectacle, qui ne dura qu'un instant et fut suivi d'horribles cris de guerre, poussés par les assaillants, répandit une panique parmi les chrétiens qui s'enfuirent, sans presque tenter aucune résistance. L'obscurité était tout aussi avantageuse aux musulmans, qui connaissaient parfaitement ce terrain accidenté, que funeste aux fuyards; ceux-ci, égarés et chancelant à chaque pas, tombèrent sous les coups de ceux qui les poursuivaient ou se jetèrent dans les ravines et les précipices dont ils étaient entourés.

Au milieu de cette effroyable confusion, le comte d'Urena réussit à gagner une plaine, où il s'arrêta et s'efforça de rallier ses soldats éperdus de terreur. Son noble compagnon,

Alonso de Aguilar, continua à se maintenir sur les hauteurs et, malgré les prières de ses amis, refusa de se retirer. « Quand donc, » dit-il fièrement, « la bannière d'un Aguilar a-t-elle fui un champ de bataille? » Son fils aîné, héritier de son nom et de ses biens, don Pedro de Cordova, jeune homme de grand avenir, combattait à ses côtés; il avait été grièvement blessé à la tête d'un coup de pierre et avait eu la jambe traversée par une javeline. Un genou en terre, il continuait de se défendre vigoureusement avec son épée. Cette vue était trop cruelle pour le père et il pria son fils de se laisser porter en lieu de sûreté. « Que tout l'espoir de notre maison ne soit pas anéanti d'un seul coup, » dit-il; « pars, mon fils, vis en chevalier chrétien, vis pour consoler ta mère désolée. » Toutes ses supplications furent vaines et l'intrépide jeune homme refusa de se séparer de son père, jusqu'au moment où il fut enlevé de vive force par des soldats, qui réussirent à le porter auprès du comte d'Urena [1].

Pendant ce temps, les intrépides cavaliers qui combattaient en petit nombre aux côtés d'Aguilar, étaient tombés l'un après l'autre; le commandant, resté presque seul, recula et, s'adossant à un énorme rocher qui s'élevait au milieu de la plaine, continua, quoique affaibli par la perte de son sang, à tenir tête à ses ennemis, comme un lion acculé dans sa tanière. En ce moment, serré de près par un More d'une taille et d'une force extraordinaires, il dut en venir aux prises avec ce nouvel adversaire. Ce fut une lutte longue et acharnée; enfin, don Alonso, dont la cuirasse s'était délacée dans le combat précédent, ayant été blessé grièvement à la

[1] Don Pedro de Cordova fut créé plus tard marquis de Priego par les souverains catholiques. — Salazar de Mendoza, *Dignidades*, lib. II, cap. XIII.

poitrine, puis à la tête, étreignit dans ses bras l'assaillant, et tous deux roulèrent à terre. Le musulman garda le dessus, mais le chevalier espagnol n'avait pas perdu le courage avec ses forces, et il s'écria fièrement comme pour intimider son ennemi : « Je suis don Alonso de Aguilar. » « Et moi, » répondit l'autre, « je suis Feri de Ben Estepar, » nom redouté des chrétiens. Ces mots rendirent au héros mourant sa vigueur et, dans les convulsions de l'agonie, il étreignit son adversaire et voulut le frapper; mais il était trop tard, il lâcha prise et Feri l'eut bientôt achevé d'un coup de dague, le 18 mars 1501.

Ainsi mourut Alonso Hernandez de Cordova ou Alonso de Aguilar, comme on l'appelle plus souvent du nom de l'endroit où étaient situées les terres de sa famille [1]. « Il jouissait de la plus grande autorité parmi les puissants seigneurs de son temps, » dit le père Abarca, « à cause de sa naissance, de son caractère, de ses vastes domaines et des hautes positions, civiles et militaires, qu'il occupa. Il combattit pendant plus de quarante ans l'infidèle, d'abord sous la bannière de sa maison dans sa jeunesse, puis comme chef même de sa maison ou comme vice-roi d'Andalousie et commandant des armées du roi. Il fut le cinquième membre de cette famille pieuse et guerrière, qui tomba en combattant pour son pays et sa religion contre la secte maudite de Mahomet. On peut croire avec raison, » ajoute l'orthodoxe

[1] Saint Ferdinand de Castille, en considération des services rendus par cette illustre famille à la prise de Cordoue, en 1236, l'autorisa à porter le nom de cette ville. Cette branche continua toutefois à se distinguer par son nom territorial d'Aguilar, quoique le frère d'Alonso, le Grand Capitaine, fût, comme nous l'avons vu, plus généralement connu sous celui de Cordoue.

écrivain, « que son âme a reçu la glorieuse récompense du soldat chrétien, puisqu'il s'était confessé et avait communié, le matin même du jour où il fut tué[1]. »

Pendant tout ce temps, les Mores victorieux avaient chassé les Espagnols épouvantés au milieu des sombres précipices de la *sierra*. Le comte d'Urena, qui avait vu son fils tomber à ses côtés et avait été lui-même blessé grièvement, fit les efforts les plus désespérés pour rallier les fuyards, mais il fut à la fin entraîné par le torrent. Se fiant à un fidèle *adalid*, qui connaissait les passes de la montagne, il réussit avec beaucoup de peine à atteindre le pied de la *sierra*, avec un petit nombre de soldats. Heureusement il trouva là le comte de Cifuentes, qui avait passé la rivière avec l'arrière-garde et campait sur une hauteur voisine. Grâce à la force de cette position, celui-ci, avec ses braves Sévillans qui n'avaient pas donné de toute la journée, put défendre les faibles débris de l'armée castillane et repousser les musulmans jusqu'au lendemain matin, où ceux-ci disparurent, comme des oiseaux de nuit, dans les profondeurs des montagnes.

Le jour naissant, qui mit fin au combat, révéla aux Espagnols l'effrayante étendue de leurs pertes. De cette brillante armée qui, la veille, s'enfonçait hardiment dans les Alpujarras, peu d'hommes restaient. Sur la liste sanglante des morts, parmi bien des noms obscurs, on remarquait ceux

[1] Le corps du héros, resté sur le champ de bataille, fut traité avec respect par les Mores, qui le rendirent au roi Ferdinand, et les souverains le firent enterrer en grande pompe dans l'église de Saint-Hippolyte, à Cordoue. Plusieurs années après, la marquise de Priego, qui descendait de ce brave guerrier, fit ouvrir sa tombe, et, en examinant ses restes décomposés, on trouva fiché dans les os le fer d'une lance, dont Alonso avait été percé dans sa lutte suprême.

des plus braves chevaliers et, entre autres, celui de Francisco Ramirez de Madrid, l'habile ingénieur qui avait tant contribué au succès de la guerre de Grenade.

La triste nouvelle de cette défaite se répandit bientôt dans le pays, où elle causa une consternation dont on n'avait plus eu d'exemple depuis la déroute de l'Axarquia; on pouvait difficilement croire qu'un si grand désastre fût l'œuvre d'un peuple qui, s'il avait autrefois paru redoutable, n'avait plus été regardé depuis qu'avec indifférence ou mépris. Chacun semblait se considérer comme atteint par cette calamité et fit les plus vigoureux efforts pour la réparer. Au commencement d'avril, le roi Ferdinand se trouvait à Ronda, à la tête d'une nombreuse armée, qu'il voulut conduire en personne, malgré les représentations des courtisans; il avait résolu de pénétrer dans l'intérieur des Alpujarras et de tirer une vengeance exemplaire des rebelles.

Cependant les Mores, au lieu d'être encouragés par leur succès, en avaient été effrayés, et, entendant parler des préparatifs menaçants faits contre eux, ils se repentirent de la témérité avec laquelle ils avaient attiré sur eux toutes les forces de l'Espagne. Ils abandonnèrent donc toute idée de faire une plus longue résistance et, sans perdre de temps, envoyèrent des députés au roi, pour calmer sa colère et implorer leur pardon dans les termes les plus humbles.

Ferdinand, quoiqu'il ne fût pas vindicatif, était moins accessible à la pitié qu'Isabelle, et, dans cette occasion, il donna un libre cours à l'indignation avec laquelle les souverains, s'identifiant avec l'État, regardent d'ordinaire toute rébellion, qui leur paraît une offense personnelle. Cependant, après quelque temps d'hésitation, la prudence l'emporta sur la passion; il réfléchit qu'il était en position de

dicter les conditions de la victoire, sans que celle-ci lui eût rien coûté. L'expérience du passé semblait l'avoir convaincu de l'impossibilité pour un musulman de s'attacher à un prince chrétien ; aussi, tout en publiant une amnistie générale en faveur de ceux qui avaient pris part à l'insurrection, il y mit pour condition qu'ils choisiraient entre le baptême ou l'exil; il s'engageait en même temps à fournir, au prix de dix *doblas* d'or par tête, des moyens de transport à ceux qui préféreraient de quitter le pays.

Ces engagements furent loyalement tenus. Les émigrants furent transportés d'Estepona en Afrique, sur des galères du gouvernement ; ils étaient probablement peu nombreux, la plupart des Mores ayant dû, faute d'argent, rester en Espagne et recevoir le baptême. « Ils ne seraient pas restés, » dit Bleda, « s'ils avaient pu réunir les dix *doblas* d'or, ce qui prouve, » ajoute ce charitable écrivain, « avec quelle légèreté ils se convertirent et pour quelles misérables considérations ils purent se rendre coupables de cette sacrilége hypocrisie [1] ! »

Mais, bien que la révolte eût été complétement étouffée, il fallut du temps et beaucoup de temps aux Espagnols pour se remettre de ce coup et pour oublier le désastre de la Sierra Vermeja. La chronique et la poésie s'emparèrent de ce thème ; plus d'une romance plaintive entretint ces souvenirs douloureux, et les noms d'Aguilar et de ses infortunés frères d'armes furent conservés dans des vers, presque aussi durables et plus émouvants que la grave et froide prose de l'histoire. Le sentiment populaire prit une tout autre direc-

[1] Le curé de Los Palacios en finit d'un coup avec les Mores : « Les chrétiens, » dit-il, « les dépouillèrent, leur donnèrent le passage libre et les envoyèrent au diable ! »

tion à l'égard du comte d'Urena et de ses compagnons, accusés d'avoir déserté leur poste à l'heure du danger, et plus d'une ballade du temps leur demanda injurieusement compte des braves guerriers qu'ils avaient abandonnés dans la *sierra*.

Les reproches faits à cet intrépide seigneur paraissent tout à fait immérités, car il ne devait certes pas sacrifier sans nul espoir sa vie et celle de ses soldats, pour un chimérique point d'honneur. Aussi, loin de s'être aliéné les bonnes grâces des souverains par sa conduite en cette occasion, il fut maintenu par eux dans les hautes positions qu'il occupait auparavant et continua à occuper dignement jusqu'à un âge très avancé [1].

Environ soixante-dix ans après cet événement, en 1570, le duc d'Arcos, descendant de l'illustre marquis de Cadix et de ce même comte d'Urena, conduisit une expédition dans la Sierra Vermeja, pour étouffer une nouvelle insurrection des Mores. Il y avait dans l'armée un grand nombre de descendants et de parents de ceux qui avaient combattu sous Aguilar. Ce sol n'avait plus été foulé depuis ce temps par le pied d'un guerrier chrétien, mais les traditions de leur enfance avaient rendu ces lieux familiers aux soldats. Ils reconnurent l'endroit où s'était arrêté le comte d'Urena, et aperçurent, un peu plus loin, enfermée entre de noirs

[1] L'ambassadeur vénitien, Navagiero, vit le comte d'Urena à Ossuna, en 1526 ; c'était alors un vieillard encore vert ou, comme s'exprime Navagiero, « molto vecchio e gentil corteggiano però. » « Les maladies, » disait plaisamment le vieux comte, « me visitent quelquefois, mais séjournent rarement longtemps, car mon corps est comme une vieille auberge en ruines, où les voyageurs trouvent si maigre chère qu'ils ne font qu'y toucher et passent plus loin. »

rochers, la fatale plaine où la lutte avait été le plus acharnée. Des tronçons d'épées, des débris d'armures jonchaient encore le sol, couvert d'ossements blanchis au souffle de l'air, pendant plus d'un demi-siècle. C'était là que l'intrépide fils d'Aguilar avait combattu si opiniâtrément aux côtés de son père; là se dressait, couvrant de son ombre les restes des nobles guerriers dont il avait vu la mort, le gigantesque rocher au pied duquel était tombé le vaillant chef. Les divers accidents de terrain rappelaient aux Castillans les faits que la tradition leur avait appris; ils sentaient leurs cœurs battre avec violence, tandis qu'ils se redisaient l'un à l'autre cette triste histoire, et des larmes, dit l'éloquent historien qui nous fait ce récit, coulaient abondamment sur les joues bronzées de ces soldats, tandis qu'ils contemplaient ce douloureux spectacle et priaient pour les âmes héroïques qui avaient autrefois animé ces tristes dépouilles [1].

La tranquillité était donc de nouveau rétablie dans toute l'étendue de l'empire de Grenade; la bannière de la croix flottait triomphalement partout dans les sauvages *sierras*, dans les larges vallées, dans les populeuses cités de ce pays. Tous les Mores, en apparence du moins, étaient devenus chrétiens; toutes les mosquées avaient été converties en églises. Cependant le royaume n'était pas encore complétement purifié de la souillure de l'islamisme, car un grand

[1] L'insurrection des Mores en 1570 eut au moins un bon résultat, celui de provoquer la création d'un chef-d'œuvre historique, dû à Diego Hurtado de Mendoza, également distingué comme homme d'État, guerrier et historien; la *Guerra de Granada* de Mendoza, fragment isolé de l'histoire des Mores, révèle des sentiments libéraux, si libéraux même que l'ouvrage ne put être publié que longtemps après la mort de l'auteur; il se distingue par des réflexions profondes, par une élégance classique de style, qui ont valu à cet écrivain le nom de Salluste espagnol.

nombre de musulmans, professant leur ancienne religion, vivaient dispersés sur différents points de la Castille, qu'ils étaient venus habiter longtemps avant la conquête de Grenade; les événements qui venaient de s'accomplir paraissaient n'avoir fait que les affermir dans leurs croyances, et le gouvernement espagnol voyait avec inquiétude que leur exemple et leurs discours ébranlaient les nouveaux convertis dans des convictions peu fermes encore.

Pour remédier à ce mal, une ordonnance publiée dans l'été de 1501, défendit à ces Mores toutes relations avec le royaume orthodoxe de Grenade. A la fin, convaincus qu'il fallait absolument extirper l'ivraie pour l'empêcher de se mêler au bon grain, les souverains prirent la résolution extraordinaire d'offrir à ces infidèles endurcis le choix entre le baptême et l'exil; c'est ce qu'ils firent par une pragmatique, datée de Séville, 12 février 1502. Dans le préambule de cet acte, ils se déclaraient obligés envers Dieu de chasser de leurs États les ennemis que le ciel avait livrés entre leurs mains et rappelaient les nombreuses apostasies dont les nouveaux convertis avaient donné l'exemple, par suite de leurs relations avec leurs frères musulmans; la pragmatique ordonnait donc, presque dans les mêmes termes que la fameuse ordonnance rendue contre les juifs, à tous les Mores non baptisés, habitant les royaumes de Castille et de Léon, de quitter le pays à la fin d'avril suivant; on n'exceptait que les enfants mâles au dessous de quatorze ans et les filles au dessous de douze. Ils pouvaient vendre leurs biens avant cette époque et emporter ce qui leur appartenait, sauf l'or, l'argent et les marchandises prohibées. Enfin ils pouvaient se retirer où ils voulaient, excepté en Turquie et dans les États barbaresques alors en guerre avec l'Espagne. Ces dis-

positions rigoureuses étaient obligatoires sous peine de mort et de confiscation des biens.

Cet édit sévère, calqué sur celui qui avait frappé les juifs, devait même être plus désastreux dans son exécution, car ceux-ci avaient, pour ainsi dire, des compatriotes partout, tandis que les autres, ne pouvant se retirer en Afrique, au milieu de leurs coreligionnaires, étaient envoyés chez des étrangers ou des ennemis. En outre, les juifs, adroits commerçants, pouvaient se défaire bien plus avantageusement de leurs biens que les Mores, simples et inexpérimentés, qui ne connaissaient guère que l'agriculture ou de grossiers arts mécaniques. Nous n'avons trouvé nulle part une estimation du nombre des émigrants; les historiens castillans ne disent que peu de mots de cette affaire, non qu'ils désapprouvassent la mesure, mais, sans doute, parce que l'émigration était insignifiante au point de vue politique. Leur silence donne lieu de supposer que celle-ci se fit dans de très petites proportions, fait qui ne doit pas nous surprendre, car presque tous ces malheureux préférèrent probablement, comme leurs frères de Grenade, se convertir extérieurement au catholicisme, plutôt que de se condamner à l'exil, avec toutes les misères qui l'aggravaient.

Pour la première fois depuis huit siècles, la Castille pouvait se vanter de ne plus porter la souillure de l'hérésie, mais à quel prix l'avait-elle effacée? Par les moyens les plus odieux que la perfidie pût imaginer et la tyrannie employer, et cela sous un gouvernement éclairé qui prétendait n'obéir qu'à la voix du devoir. Pour mieux comprendre ce phénomène étrange, il faut se rendre compte de l'état de l'opinion publique en matière de religion, à cette époque.

Il est singulier que le christianisme, prêchant une charité

sans bornes, se soit fait si souvent persécuteur, tandis que le mahométisme, intolérant de sa nature, s'est montré, au moins jusque dans des temps plus rapprochés de nous, animé d'un esprit de tolérance vraiment philosophique[1]. Les premiers disciples mêmes du prophète, brûlant de l'ardeur du prosélytisme, se contentèrent d'exiger un tribut des peuples qu'ils avaient vaincus, ne traitant avec plus de dureté que les idolâtres qui, comme eux, comme les juifs et les chrétiens, ne croyaient pas en un Dieu unique. Ils avaient des sympathies pour des gens dont les croyances formaient la base des leurs. En Espagne, où le caractère fougueux de l'Arabe s'adoucit peu à peu sous l'influence d'un climat tempéré et d'une civilisation avancée, cette tolérance envers les juifs et les chrétiens était des plus remarquables, comme nous avons eu occasion de le faire observer; quelques années après la conquête, nous voyons ceux-ci non seulement protégés dans l'exercice de leur liberté civile et religieuse, mais vivant presque sur un pied d'égalité avec les conquérants.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir ici combien la politique différente des chrétiens se ressentit de la constitution particulière du clergé catholique, qui, formant une milice spirituelle recrutée dans toutes les parties de l'Europe, était, par sa position, retranché pour ainsi dire de l'humanité, n'ayant d'autres intérêts que les siens mêmes. Ce clergé se servait de son instruction supérieure et de sa prétendue sainteté, qui lui révélaient, disait-on, les mystères effrayants de la vie future, non pour éclairer, mais pour asservir des

[1] L'*esprit de tolérance* professé par les Mores fut un des arguments principaux dont l'archevêque de Valence se servit contre eux, dans son mémoire à Philippe III. Les musulmans étaient meilleurs chrétiens que ce prélat.

esprits crédules; faisant de ses doctrines l'unique principe de vérité, de ses rites et de son cérémonial la seule condition de la vertu, il dénatura les grandes lois morales, écrites de la main de Dieu dans toute conscience, et graduellement érigea un système d'exclusivisme et d'intolérance, en opposition complète avec la douce et charitable religion du Christ.

Avant la fin du xv[e] siècle, plusieurs circonstances concoururent à exciter l'intolérance, principalement envers les Arabes. Les Turcs qui, par leur importance politique, étaient devenus vers ce temps les représentants et les champions du mahométisme, avaient traité les chrétiens avec une férocité, qui avait rendu odieux tous leurs coreligionnaires et naturellement, bien qu'à tort, les musulmans d'Espagne. D'un autre côté, les doctrines hétérodoxes qui apparurent çà et là dans différentes parties de l'Europe, au xv[e] siècle, comme de faibles lueurs annonçant l'aurore glorieuse de la réforme, avaient fait naître des alarmes parmi les défenseurs de l'Église. Plus d'une fois, la persécution avait dressé ses bûchers, et l'inquisition avait été introduite dans la péninsule, avant la fin de cette époque.

Depuis cette heure fatale, la religion prit un aspect nouveau dans ce malheureux pays. L'esprit d'intolérance, caché jusqu'alors à l'ombre des cloîtres, se manifesta au grand jour dans toute son horreur; le zèle exalté se transforma en fanatisme, et l'ardeur du prosélytisme provoqua une impitoyable persécution. Il ne suffit plus au chrétien, comme auparavant, de se conformer passivement aux doctrines de l'Église, il devait faire la guerre à tous ceux qui refusaient de les accepter; si, en accomplissant ce triste devoir, il éprouvait un sentiment naturel de pitié, il commettait un crime; si, à la vue des souffrances de ses semblables, il versait des

larmes, il se rendait coupable d'une offense envers Dieu et devait l'expier par une pénitence humiliante. Les plus effroyables maximes avaient été inscrites de sang-froid dans ce nouveau code; tout homme, dit-on, pouvait impunément tuer un apostat, partout où il le rencontrait. Il y avait certains doutes sur la question de savoir si l'on pouvait tuer son propre père, hérétique ou infidèle, mais il n'était pas douteux qu'on ne pût, dans un pareil cas, ôter la vie à son fils ou à son frère [1]. Ces maximes ne restaient pas à l'état de lettre morte, elles n'étaient que trop fidèlement respectées, comme le prouvent les annales du hideux tribunal. Le caractère de la nation subit une déplorable transformation; toute charité, tout sentiment d'humanité même furent bannis des cœurs. L'ancienne magnanimité du chevalier espagnol fit place au fanatisme farouche du moine. L'odeur du carnage parut enivrer un peuple qui, excité par un clergé impitoyable, se mit à rechercher avec ardeur des victimes à offrir en holocauste à l'inquisition.

C'est au moment même où le monstre, gorgé mais non rassasié de sang, réclamait à grands cris de nouveaux sacrifices, que Grenade ouvrit ses portes aux Espagnols, à la condition de conserver pleinement sa liberté civile et religieuse. Le traité de capitulation accordait trop ou trop peu, trop peu pour un État indépendant, trop pour un peuple qui devait être absorbé dans une nation plus grande; il garantissait aux Mores des priviléges supérieurs à certains égards et même préjudiciables à ceux des Castillans. Ainsi, par

[1] Les Mores et les juifs n'étaient naturellement pas protégés par ce code; le révérend père déclare, et Bleda se rallie avec empressement à son opinion, que le gouvernement eût été en droit de faire périr tous les Mores du royaume, en punition de leur scandaleuse infidélité.

exemple, les vaincus pouvaient faire le commerce avec l'Afrique et en différentes villes de la Castille et de l'Andalousie, sans payer les droits exigés des Espagnols; ainsi encore, les esclaves musulmans des autres parties du royaume recouvraient leur liberté et ne pouvaient être rendus à leurs maîtres, s'ils parvenaient à s'enfuir à Grenade; la première de ces dispositions nuisait au commerce des chrétiens, l'autre les atteignait dans leurs biens.

Un pareil traité, dont l'exécution dépendait de la bonne foi et de la tolérance de la partie la plus puissante, ne serait guère respecté pendant un an, même de nos jours, dans aucun pays de la chrétienté, quand on peut l'éluder sous tant de prétextes. Il n'était donc pas probable qu'il le fût dans ce temps, par des vainqueurs aigris par des haines héréditaires et des passions religieuses.

La conversion des vaincus, espérée, sans doute, par les Espagnols, se montra entourée de plus de difficultés que ceux-ci ne l'avaient prévu; ils reconnurent que, tant que les Mores conserveraient leurs anciennes croyances, ils seraient plus attachés à leurs compatriotes d'Afrique qu'à la nation dans laquelle ils avaient été incorporés. En un mot, l'Espagne avait encore des ennemis dans son sein; on rapportait que les musulmans entretenaient secrètement des relations avec leurs frères de la côte barbaresque et volaient des chrétiens pour les vendre comme esclaves aux corsaires algériens. Ces bruits, mis en circulation et facilement acceptés, répandirent bientôt l'alarme partout, et, en général, on est peu scrupuleux sur l'emploi des mesures que l'on juge nécessaires à sa sûreté personnelle.

Les tentatives faites pour convertir les infidèles au moyen de la prédication et des conseils, étaient honnêtes et loua-

bles; les promesses, les séductions auxquelles on recourut plus tard, si elles étaient contraires à l'esprit du traité, n'en violaient pas du moins la lettre. L'emploi de la force à l'égard d'un petit nombre de musulmans opiniâtres qui, par leur aveugle obstination, privaient tout un peuple des bienfaits de la rédemption, devait être justifié par d'autres motifs, et ceux-ci ne manquaient pas à de rusés théologiens, qui considéraient que la sainteté du but légitimait des moyens extraordinaires et que ni promesses ni traités n'avaient de la valeur, lorsque les intérêts éternels de l'âme étaient en jeu.

Mais le chef-d'œuvre de la casuistique monacale était l'argument imaginé, dit-on, par Ximenès pour priver les Mores des bénéfices du traité, comme la juste punition d'une révolte à laquelle il les avait poussés lui-même par sa conduite arbitraire. Cette proposition, loin d'outrager les sentiments de la nation, bien versée dans la métaphysique du cloître, fut, à cette époque, mais en vain, chaudement appuyée auprès des souverains.

Tels sont les tristes résultats où peut aboutir le meilleur esprit, lorsqu'il discute son devoir avec une logique trop subtile et que, se proposant le bien, soit en politique, soit en religion, il arrive à croire que l'importance du but l'autorise à enfreindre les principes moraux qui règlent les affaires ordinaires de la vie; lorsque, confondant ces intérêts supérieurs avec d'autres d'une nature personnelle, il devient incapable de les distinguer et se trouve insensiblement amené à agir dans des vues intéressées, tandis qu'il s'imagine aveuglément n'obéir qu'à la voix du devoir [1].

[1] Un mémoire de l'archevêque de Valence à Philippe III offre un

Ici se termine, peut-on dire, l'histoire des Mores sous ce règne. Huit siècles s'étaient écoulés depuis le jour où ils avaient mis le pied sur le territoire espagnol; pendant ce laps de temps, ils avaient passé par tous les degrés de la civilisation. Dix années avaient suffi pour renverser les magnifiques débris de ce puissant empire, et dix années encore pour convertir en apparence ces infidèles au catholicisme. Après un long siècle de persécutions, de souffrances cruelles et imméritées, cette race infortunée devait être définitivement expulsée de la péninsule. L'histoire des Mores, dans ces derniers temps, fournit un des exemples les plus mémorables de l'impuissance de la persécution, mise même au service d'une bonne cause contre une mauvaise. C'est là une leçon qui ne pourra être trop méditée à l'avenir; les feux de l'inquisition sont, sans doute, éteints partout et probablement ils ne se rallumeront plus jamais; mais quelle est la nation qui peut se vanter de n'être plus infectée de cet esprit d'intolérance qui engendre les persécutions?

exemple de cette morale oblique, dont nous pouvons rire ou pleurer selon notre humeur. Le prélat dit dans ce précieux document : « Votre majesté peut, sans aucun scrupule de conscience, réduire tous les Mores en esclavage, les condamner aux mines et aux galères ou les vendre à des étrangers. Quant aux enfants, on pourrait les vendre tous à bon prix en Espagne, ce qui, bien loin d'être un châtiment, sera pour eux une grâce, puisqu'ainsi ils deviendront tous chrétiens; ils ne l'auraient jamais été s'ils étaient restés auprès de leurs parents. Par le saint accomplissement de cet acte de justice, *une grande somme d'argent entrera dans le trésor de votre majesté.* »

CHAPITRE VIII.

QUATRIÈME VOYAGE DE CHRISTOPHE COLOMB.

(1494-1503)

Progrès des découvertes. — Réaction de l'opinion publique. — Confiance de la reine dans Christophe Colomb. — Découverte de la terre ferme. — Renvoi des esclaves indiens par Isabelle. — Plaintes contre Colomb. — Son successeur au gouvernement. — Réparation faite par les souverains. — Quatrième et dernier voyage de Colomb.

Le lecteur détournera volontiers ses regards de ce triste et sombre tableau, pour les porter sur les généreux efforts que les souverains espagnols faisaient, en ce temps, pour agrandir l'horizon de la science et étendre les limites de leurs États à l'ouest. « Au milieu des orages et des troubles qui bouleversaient l'Italie, l'Espagne élargissait chaque jour les frontières de son empire et portait la gloire de son nom jusqu'aux antipodes. » C'est sur ce ton d'exaltation que l'enthousiaste Martyr signale les brillants progrès des découvertes entreprises par son illustre compatriote, Christophe Colomb. Ferdinand et Isabelle n'avaient jamais perdu de vue les nouveaux domaines qui leur avaient été inopinément révélés dans les profondeurs de l'océan. Les récits faits par

le grand navigateur et ses compagnons, à leur second voyage, lorsque leur imagination était frappée de la beauté et de la nouveauté du spectacle que le nouveau monde avait offert à leurs yeux, avaient entretenu l'enthousiasme que leurs succès inattendus avaient éveillé partout. Des vaisseaux étaient revenus avec des échantillons des différentes productions de ces régions inconnues, que l'on se plaisait à regarder comme formant partie du grand continent asiatique qui avait si longtemps excité la convoitise des Européens. Les royaux époux, partageant l'ardeur générale, s'étaient efforcés d'encourager l'esprit de découverte et de colonisation, en fournissant les subsides nécessaires et en se conformant avec empressement aux recommandations les plus minutieuses de Colomb. Mais, moins de deux ans après que celui-ci eut commencé son second voyage, l'aspect des choses avait tristement changé. On avait appris que les signes les plus alarmants de mécontentement s'étaient manifestés dans la colonie, et les cargaisons reçues de ces pays tant vantés n'avaient guère assez de valeur pour couvrir les frais de l'expédition.

Ce déplorable résultat était en grande partie la faute des colons eux-mêmes. La plupart étaient des aventuriers qui s'étaient embarqués sans autre but que celui de s'enrichir promptement dans ces Indes fortunées; manquant de discipline, de patience, d'industrie, ils n'avaient aucune des qualités requises pour le succès dans une pareille entreprise. A peine sortis de leur pays natal, ils parurent se croire soustraits à toute loi; ils voyaient l'amiral, qui était étranger, avec des sentiments de jalousie et de défiance. Les cavaliers et les hidalgos, qui ne s'étaient engagés qu'en trop grand nombre dans l'expédition, méprisaient le Génois qui

était pour eux un parvenu auquel ils ne pouvaient obéir sans humiliation. Dès les premiers jours de leur arrivée à Hispaniola, ils maltraitèrent de toutes façons les malheureux naturels du pays, qui, dans leur simplicité, avaient accueilli les hommes blancs comme des envoyés du ciel. Ces violences cependant provoquèrent bientôt une résistance générale, qui aboutit à une guerre d'extermination telle que, moins de quatre ans après le débarquement des Espagnols, le tiers de la population de l'île, plusieurs centaines de mille hommes probablement, avait été massacré! C'est sous ces funèbres auspices que s'étaient ouvertes les relations entre les blancs civilisés et les inoffensifs habitants du nouveau monde.

Ces excès, joints au manque d'agriculture, car nul n'eût voulu remuer la terre que pour y trouver de l'or, amenèrent à la fin une effroyable disette, d'autant plus que les Indiens avaient renoncé aux travaux des champs, consentant à mourir de faim si leurs oppresseurs partageaient leur sort [1]. Afin de prévenir la famine qui menaçait la colonie naissante, Colomb dut recourir à des mesures de rigueur, réduire les rations et forcer tous les colons, sans distinction de rang, à travailler. Les orgueilleux hidalgos se plaignirent hautement de l'offense qu'on leur faisait en les astreignant à ces vils travaux, tandis que le père Boil et les moines s'indignaient d'être mis à la petite ration.

Chaque jour, les souverains espagnols recevaient des plaintes au sujet de la mauvaise administration de Colomb, et de sa sévérité injuste autant qu'impolitique à l'égard des

[1] Les Indiens avaient des raisons de croire à l'efficacité de ce moyen, si, comme Las Casas l'affirme gravement, « un Espagnol mangeait en un seul jour la subsistance de trois familles! »

Castillans et des naturels du pays. Ils n'accueillaient pas toutefois aisément ces accusations vagues; ils appréciaient toutes les difficultés de la position de l'amiral, et, s'ils envoyèrent, au mois d'août 1495, un agent pour faire une enquête sur les désordres qui menaçaient l'existence de la colonie, ils prirent soin de choisir pour cette mission un individu qu'ils croyaient devoir être agréable au grand navigateur. Lorsque celui-ci retourna en Espagne, l'année suivante, en 1496, ils le reçurent avec toute espèce d'égards. « Venez auprès de nous, » lui écrivaient-ils, dans une lettre de félicitations qu'ils lui adressèrent, peu de temps après son arrivée, « venez auprès de nous, quand vous pourrez le faire sans inconvénient; vous n'avez déjà enduré que trop de tourments. »

L'amiral rapportait avec lui, comme auparavant, des échantillons des productions de l'hémisphère occidental, bien propres à frapper les yeux du public et à tenir la curiosité en éveil. Dans son voyage à travers l'Andalousie, il passa quelques jours sous le toit hospitalier du bon curé Bernaldez, qui se plaît à décrire les chefs indiens qui accompagnaient Colomb et se faisaient remarquer par leurs colliers, leurs couronnes d'or, et par d'autres ornements barbares; il signale, entre autres, certains « pagnes et masques de coton et de bois, avec des figures du démon brodées et gravées dessus, quelquefois sous sa forme véritable, d'autres fois sous *celle d'un chat ou d'un hibou.* » « Il y a de bonnes raisons de croire, » ajoute-t-il comme conclusion, « qu'il apparait sous cette forme aux habitants de l'île et que ce sont tous des idolâtres, adorant Satan pour leur dieu. »

Mais ni l'étrangeté de ce spectacle, ni les brillantes descriptions de l'amiral, qui s'imaginait avoir retrouvé à Hispa-

niola les mines d'or d'Ophir, dont le roi Salomon se servit pour orner le temple de Jérusalem, ne purent ranimer l'enthousiasme de la nation. La nouveauté de la chose était passée; on avait d'ailleurs entendu de tout autres récits faits par des voyageurs dont la figure hâve et blême avait fait dire à des plaisants qu'ils étaient revenus avec plus d'or sur leurs joues que dans leur poche. En un mot, le public paraissait être devenu sceptique en proportion de son ancienne confiance, et l'on avait rapporté si peu de chose que, dit Bernaldez, « on croyait généralement qu'il n'y avait guère ou pas d'or dans l'île. »

Isabelle était loin de partager cette déraisonnable incrédulité. Elle avait adopté les propositions de Colomb, lorsque d'autres les voyaient avec froideur ou dédain [1], et croyait fermement, comme il le lui avait assuré à plusieurs reprises, qu'en poursuivant les découvertes on arriverait à d'autres régions plus importantes. D'ailleurs ce n'était ni l'or ni l'argent à trouver dans ces terres nouvelles, qui avaient le plus de valeur aux yeux de la reine, car, ainsi que ses lettres et ses instructions le prouvent surabondamment, elle caressait le généreux projet d'introduire la civilisation chrétienne au milieu des païens. Elle était profondément sensible au mérite de Colomb, dont le caractère sérieux et élevé ressemblait beaucoup au sien, quoique l'enthousiasme dont ils étaient tous les deux animés fût tempéré chez elle par une douceur et une prudence plus grandes.

Mais, bien qu'Isabelle fût disposée à seconder de tout son pouvoir les entreprises maritimes, celles-ci durent être

[1] Colomb, dans sa lettre de 1500 à la nourrice du prince Jean, s'étend longuement sur la protection que la reine lui accorda de bonne heure.

ajournées dans la situation du pays. De grandes dépenses étaient naturellement exigées pour le maintien de la colonie [1]; le trésor avait été, en outre, presque épuisé par les guerres d'Italie et par la magnificence avec laquelle on célébrait, en ce moment même, les mariages de membres de la famille royale. C'est pendant les fêtes auxquelles donna lieu le mariage du prince Jean, que l'amiral se présenta devant les souverains, à Burgos, après son second voyage. Pour toutes ces causes, il restait si peu d'argent dans les caisses de l'État, que la reine dut, pour équiper une flotte qui devait visiter la colonie, prendre une partie des fonds réservés pour l'union de sa fille Isabelle avec le roi de Portugal.

Ce fâcheux retard ne découragea pas Colomb, qui recevait chaque jour de nouvelles marques de la faveur royale; différentes ordonnances furent rendues, confirmant et étendant si loin ses pouvoirs et ses priviléges, que la modestie ou la prudence eût dû l'engager à refuser ces honneurs [2]. Les termes dans lesquels ces faveurs lui étaient décernées les lui rendaient, sans doute, plus agréables; on signalait de la manière la plus emphatique ses « bons, nombreux, loyaux, excellents, constants services, » et les souverains témoignaient une entière confiance dans son intégrité et dans sa prudence [3].

[1] Les salaires seuls payés annuellement par la couronne à des individus résidant dans la colonie s'élevaient à six millions de maravédis.

[2] Telle était, par exemple, la concession d'un immense territoire à Hispaniola, avec le titre de comte ou de duc, comme l'amiral le préférerait.

[3] La pièce érigeant les biens de Colomb en majorat renferme la clause que « ses héritiers ne signeront jamais que « l'amiral, » *El Almirante*, quels que puissent être leurs titres et honneurs. » Ce nom d'amiral rappelait les découvertes de Colomb, qui, avec un légitime orgueil, voulait perpétuer ainsi le souvenir de ses hauts faits.

Colomb eut encore à surmonter les obstacles que lui opposa l'évêque Fonseca, qui présidait, à cette époque, le conseil des Indes; cet homme, d'un caractère irritable et, paraît-il, vindicatif, était devenu l'ennemi mortel de l'amiral, avant le second voyage de celui-ci; il chercha tous les moyens de le tourmenter et de le contrarier, et malheureusement il n'eut que trop de facilités à cet égard, dans sa position officielle.

Pour toutes ces raisons, la flotte ne fut pas prête avant le commencement de 1498; alors même une nouvelle difficulté se présenta : il fallait recruter l'équipage et peu de gens se souciaient de s'engager dans une entreprise si mal vue dans le public. C'est ainsi qu'on recourut à un expédient désastreux; on enrôla des condamnés, dont la peine fut commuée en celle de la transportation à temps dans les Indes. On n'eût pu imaginer une mesure plus propre à ruiner la colonie naissante; les germes de corruption qui, depuis longtemps, infectaient l'ancien monde, furent bientôt implantés dans le nouveau, et Colomb, qui avait donné le conseil, fut le premier qui eut sujet de s'en repentir.

A la fin, tous les préparatifs étant terminés, l'amiral partit du port de San-Lucar, le 30 mai 1498, avec sa petite escadre composée de six vaisseaux, dont l'équipage, malgré tous ses efforts, était encore incomplet. Il se dirigea plus vers le sud que dans ses précédents voyages et, le 1er août, réussit à atteindre la terre ferme; il eut donc l'honneur de débarquer le premier sur le grand continent méridional, dont il avait auparavant découvert le chemin.

Nous ne suivrons pas l'illustre voyageur dans sa carrière, qui forme l'épisode le plus brillant de ce règne; ce récit a été fait récemment par un historien sur les traces duquel

peu d'écrivains voudront s'engager[1]. Il nous suffira d'exposer brièvement ses relations avec le gouvernement espagnol et les principes sur lesquels la colonie fut administrée.

A son arrivée à Hispaniola, Colomb trouva les affaires dans le désordre le plus déplorable. Par suite des menées de quelques factieux, une insurrection avait éclaté contre son frère Barthélemy, à qui il avait confié le gouvernement pendant son absence. Dans le cours de cette révolte sanglante, les intérêts de la colonie avaient été négligés; on avait cessé de travailler aux mines, qui commençaient à produire beaucoup ; les malheureux Indiens gémissaient sous la plus cruelle oppression ; il n'y avait plus d'autre loi que celle du plus fort. L'amiral s'efforça en vain de rétablir l'ordre; les nouveaux colons qu'il avait amenés, en les sauvant du gibet, grossirent les rangs des rebelles. Il eut recours à tout, aux négociations, aux prières, à la force, et ne réussit à acheter une tranquillité factice qu'au prix de concessions qui diminuaient son autorité; c'est ainsi qu'il accorda aux révoltés de grandes étendues de terrain, qu'il leur permit de faire cultiver par un certain nombre de sauvages. Telle fut l'origine du célèbre système de *repartimientos*, qui engendra par la suite les plus effroyables abus dont l'humanité eut jamais à rougir.

Près d'une année s'écoula avant que ces dissensions intestines fussent calmées. Pendant ce temps, on avait reçu en Espagne des nouvelles des troubles de la colonie, accompagnées de plaintes incessantes contre Colomb et son frère,

[1] Prescott veut parler de son illustre compatriote, Washington Irving, auteur d'une histoire de Christophe Colomb qui paraîtra prochainement. — *Vie et voyages de Christophe Colomb*, trad. par Guillaume Renson, 3 vol. in-8°. Bruxelles, A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie. [N. du T.]

que l'on accusait hautement d'opprimer à la fois les Espagnols et les Indiens, et de sacrifier sans scrupule les intérêts publics aux leurs. Ces accusations étaient portées devant les souverains mêmes par des colons mécontents qui étaient revenus en Espagne et entouraient le roi lorsqu'il sortait du palais, réclamant à grands cris le paiement des arriérés qui, prétendaient-ils, leur étaient dus et que l'amiral retenait injustement[1].

Il ne manquait pas à la cour de personnages même de grande considération, qui accueillaient et répandaient ces calomnies. La découverte récente des pêcheries de perles de Paria et de veines plus abondantes en or à Hispaniola, l'espoir de voir s'étendre à l'infini les régions inexplorées découvertes par Colomb, avaient fait de la vice-royauté du nouveau monde une amorce séduisante pour la cupidité et l'ambition des grands du royaume; ils cherchèrent donc malignement à perdre l'amiral aux yeux des souverains, en jetant dans leur esprit des doutes sur sa fidélité; ils ne se bornaient pas à rapporter des bruits vagues, ils produisaient des lettres de colons, dans lesquelles on accusait l'amiral de s'approprier les revenus de l'île et de vouloir se créer un royaume indépendant.

Quelque foi que Ferdinand eût dans ces accusations absurdes, elles ne purent ébranler la confiance que la reine avait placée dans Colomb et la faire douter un instant de sa

[1] Fernando Colomb rapporte que son frère et lui, alors pages de la reine, ne pouvaient se montrer dans la cour de l'Alhambra, sans être suivis par une cinquantaine de ces vagabonds, qui les insultaient de la manière la plus grossière, « comme les fils de l'aventurier qui avait conduit tant de braves hidalgos espagnols au tombeau dans le pays de vanité et d'illusions qu'il avait découvert! »

loyauté. Mais les troubles qui agitaient sans fin la colonie lui firent naturellement craindre qu'il ne fût incapable de bien la gouverner, soit qu'il excitât la jalousie des colons, en sa qualité d'étranger, soit qu'il manquât de caractère; à ces doutes se mêla, il est vrai, du mécontentement contre l'amiral, lorsqu'on vit, en ce moment même, arriver en Espagne plusieurs rebelles, avec les esclaves indiens qu'il leur avait assignés.

C'était une opinion reçue parmi les bons catholiques du temps, que les païens et les barbares étaient placés, à raison de leur infidélité religieuse, en dehors de tous droits, spirituels ou civils. Leurs âmes étaient vouées au feu éternel; leurs corps étaient la propriété des chrétiens qui occupaient leur sol [1]. Telle était la théorie appliquée par les peuples européens les plus civilisés, au XVe siècle; telles étaient les déplorables maximes qui réglaient les relations des naviga-

[1] Las Casas fait remonter les droits de la couronne d'Espagne sur ses possessions d'Amérique à la concession faite primitivement par le saint-siége, à condition de convertir les naturels au christianisme. Le pape, en sa qualité de vicaire du Christ, possède pleine autorité sur tous les hommes, pour le salut de leurs âmes; il pouvait donc conférer aux souverains espagnols une *suprématie impériale* sur toutes les terres découvertes par eux, — non toutefois au préjudice des autorités qui y seraient déjà établies et seulement sur les nations qui embrassaient volontairement le christianisme. Tel est le fond des trente propositions qu'il soumit au conseil des Indes pour être examinées par Charles-Quint. On peut voir dans ces restrictions arbitraires et capricieuses le désir du bon évêque de concilier les droits naturels de l'homme, tels que sa raison les lui enseignait, avec la prérogative que la foi l'obligeait de reconnaître au pape. Peu de catholiques de nos jours seront assez obstinés pour soutenir ces prétentions exorbitantes, si prudemment limitées qu'elles soient; bien moins encore aurait-on osé les combattre au XVIe siècle. Nous ne faisons toutefois que rendre justice à Las Casas, en disant que, dans sa manière de raisonner, en cette occasion comme en d'autres, il se montre, en général, bien en avant de son siècle.

teurs espagnols et portugais avec les naturels du nouveau monde [1]. Colomb, conformément à ces idées, avait, peu de temps après l'occupation d'Hispaniola, conseillé d'échanger régulièrement des esclaves contre des objets nécessaires à la colonie; de cette manière, leur conversion serait plus sûrement effectuée, et c'est un objet qu'il avait, paraît-il, eu toujours fort à cœur.

Isabelle avait cependant à ce sujet des vues plus généreuses que ses contemporains; elle avait été très touchée d'apprendre par la bouche de l'amiral lui-même que ces naturels étaient d'un caractère doux et inoffensif; aussi se révolta-t-elle à la pensée de les condamner à un horrible esclavage, sans même faire une tentative pour les convertir. Elle hésita à approuver la proposition de Colomb, et, lorsqu'elle apprit que l'on vendait des esclaves sur les marchés de l'Andalousie, elle ordonna de suspendre ces ventes, en attendant qu'une commission de théologiens et de docteurs, experts en cette matière, eût prononcé définitivement sur la question. De plus, avec sa bonté ordinaire, elle fit apprendre autant que possible la langue des sauvages à des prêtres, qu'elle envoya comme missionnaires; parmi ceux-ci, quelques-uns, comme le père Boil et ses frères, se soucièrent plus de leur bien-être que de leur troupeau, mais d'autres, animés d'un meilleur esprit, s'employèrent avec zèle et, si nous les en croyons, avec quelque succès à leur bonne œuvre [2].

[1] Un casuiste espagnol, entre autres arguments, fonde le droit de ses compatriotes à réduire les Indiens en esclavage sur ce que ceux-ci fument du tabac et ne portent pas leurs barbes à l'espagnole; c'est, du moins, l'interprétation que donne Montesquieu. Les docteurs de l'inquisition auraient eu peine à trouver de meilleures raisons.

[2] « Entre autres choses que les révérends pères emportèrent avec eux, » dit Robles, « il y avait un petit orgue et plusieurs cloches, qui char-

Les lettres et les ordonnances royales prescrivaient, avec la même bienveillance, de donner aux naturels du pays une instruction religieuse et de les traiter avec douceur et humanité. Aussi, lorsque la reine apprit que deux vaisseaux venaient de revenir des Indes, avec trois cents esclaves à bord, donnés aux rebelles par l'amiral, elle ne put retenir son indignation et s'écria avec vivacité : « De quel droit Colomb dispose-t-il ainsi de mes sujets? » Ceci se passait le 20 juin 1500. Elle fit immédiatement proclamer dans les provinces du sud que tous ceux qui avaient en leur possession des Indiens donnés par l'amiral, devaient leur fournir les moyens de rentrer dans leur pays; le petit nombre d'esclaves appartenant à la couronne devaient être rendus de même à la liberté [1].

Après avoir longtemps hésité, la reine consentit, avec une répugnance visible, à envoyer un commissaire pour faire une enquête sur la situation de la colonie. Elle confia cette mission délicate à un pauvre chevalier de Calatrava, nommé don Francisco de Bobadilla. Celui-ci était investi d'une juridiction civile et criminelle; il devait faire arrêter et juger tous ceux qui avaient conspiré contre l'autorité de Colomb; il était autorisé à prendre possession des forteresses, des vaisseaux, des magasins publics, de toutes les propriétés publiques; pouvait disposer de toutes les places et renvoyer

mèrent tant ces gens simples qu'on en baptisait de un à deux mille chaque jour. » Fernando Colomb fait observer avec une certaine naïveté que « les Indiens étaient si obéissants par peur de l'amiral et, en même temps, désiraient tant l'obliger, qu'ils se faisaient *volontairement* chrétiens! »

[1] D'après Las Casas, « la reine fut si indignée de la conduite de l'amiral sous ce rapport, que le souvenir seul de ses grands services préserva celui-ci d'une disgrâce immédiate. »

en Espagne, pour s'y présenter devant les souverains, les individus de tout rang qu'il jugerait nécessaire d'éloigner, dans l'intérêt de la tranquillité de la colonie. Tels étaient, en résumé, les pouvoirs extraordinaires dont était revêtu cet envoyé [1].

Il est impossible aujourd'hui de déterminer les motifs qui firent choisir pour cette importante mission un homme aussi incapable. Il paraît que ce Bobadilla, d'un caractère faible et vaniteux, devint arrogant à l'excès, en se voyant investi de cette autorité temporaire qu'il méritait peu; tout d'abord il regarda l'amiral comme un criminel qu'il avait le devoir de punir. Aussi, dès son arrivée dans l'île, après avoir vaniteusement étalé ses pouvoirs, il ordonna à Colomb de comparaître devant lui et, sans affecter les formes d'une procédure légale, le fit jeter en prison et charger de fers, le 23 août 1500. Le grand homme se soumit sans faire aucune résistance, montrant, dans ce déplorable retour de la fortune, une grandeur d'âme qui eût touché le cœur d'un ennemi généreux. Bobadilla ne manifesta pas une pareille sensibilité; après avoir ramassé toutes les absurdes ou vaines calomnies que pouvaient inspirer aux colons la haine ou le désir de lui plaire, il envoya le dossier en Espagne avec l'amiral, qu'il ordonna de garder rigoureusement enchaîné pendant la traversée, « craignant peut-être, » comme le fait remarquer Fernando Colomb, « qu'il ne lui échappât et regagnât l'île à la nage. »

[1] La commission originale donnée à Bobadilla était datée du 21 mars et du 21 mai 1499 ; cependant on en remit l'exécution jusqu'en juillet 1500, dans l'espoir, sans doute, de recevoir d'Hispaniola des nouvelles qui démontreraient pleinement la nécessité d'une mesure aussi préjudiciable à l'amiral.

Cet excès de malignité eut toutefois, comme il arrive souvent, un effet contraire à celui qu'on en avait attendu. Une pareille indignité offensa ceux mêmes qui étaient le plus mécontents de Colomb. Tous parurent considérer comme un déshonneur national l'affront fait à un homme qui, quels que fussent ses torts, avait rendu de si grands services à l'Espagne et au monde civilisé tout entier; à un homme qui, « s'il eût vécu, » selon les expressions d'un ancien écrivain, « du temps de la Grèce antique ou de Rome, eût mérité des statues et auquel on eût élevé, comme à un dieu, des temples où on lui eût rendu des honneurs divins[1]. »

Nul ne partagea plus sincèrement l'indignation générale que Ferdinand et Isabelle, qui, outre le mécontentement que leur causait un acte aussi brutal, comprenaient bien quelle responsabilité allait retomber sur eux. Ils envoyèrent sur-le-champ à Cadix l'ordre de délivrer l'amiral, auquel ils écrivirent dans les termes les plus affectueux, pour exprimer le profond regret avec lequel ils avaient appris l'indigne traitement qu'on lui avait fait subir; ils l'invitaient à se rendre le plus tôt possible auprès d'eux à Grenade, où la cour résidait en ce moment. Ils lui envoyaient en même temps mille ducats pour couvrir les frais de son voyage et une brillante escorte pour l'accompagner.

Colomb, ranimé par ces preuves de la faveur des souverains, partit sans retard pour Grenade, où il entra le 17 décembre 1500. Immédiatement après son arrivée, il fut

[1] Fernando Colomb rapporte que son père garda les chaînes dont il avait été chargé pendues dans une chambre de sa maison, comme une preuve impérissable de l'ingratitude de l'Espagne, et qu'en mourant il donna l'ordre de les enterrer avec lui.

reçu en audience. La reine ne put retenir ses larmes, en voyant le grand homme dont elle avait si mal récompensé les services. Elle chercha à le consoler en l'assurant avec chaleur de ses sympathies pour lui et de la douleur que lui avaient causée ses infortunes. Colomb, dès le jour où il était tombé en disgrâce, avait compté fermement sur la loyauté et la bonté d'Isabelle, car, ainsi que le fait remarquer un ancien écrivain castillan, « elle l'avait toujours favorisé plus que le roi, son époux, protégeant ses intérêts et lui témoignant une affection, une bienveillance toutes particulières. » En voyant l'émotion de la reine, en entendant ses paroles de consolation, son cœur loyal et généreux fut attendri ; il tomba à genoux et, donnant un libre cours à son émotion, il se mit à sangloter. Les souverains s'efforcèrent de le calmer, de le tranquilliser, et, après avoir vivement regretté les maux qu'il avait soufferts, lui promirent de faire justice de ses ennemis et de le rétablir dans ses fonctions et ses honneurs.

On a beaucoup reproché au gouvernement espagnol la part qu'il prit à cette déplorable affaire, d'abord en choisissant un agent aussi incapable que Bobadilla, ensuite en déléguant à celui-ci des pouvoirs aussi vastes, aussi illimités. Quant au premier point, il est trop tard aujourd'hui pour discerner les motifs qui avaient dicté ce choix ; rien ne prouve qu'il fût dû à l'intrigue ou à une influence illégitime. Même, d'après le témoignage des contemporains, Bobadilla était réputé « un homme très honnête et pieux, » et le bon évêque Las Casas déclare expressément « qu'on ne l'accusa jamais de déloyauté ni de cupidité. » C'était une erreur de jugement, grave sans doute et blâmable autant que la chose le mérite.

Mais, quant au reproche fait au gouvernement d'avoir confié des pouvoirs trop étendus à son agent, il faut se rappeler que l'on représentait la situation de la colonie comme étant des plus alarmantes et exigeant un remède prompt et énergique. Circonscrire, restreindre l'autorité de l'envoyé, l'obliger à consulter le gouvernement avant de prendre aucune décision, c'eût été nécessiter des retards désastreux. Cette autorité devait d'ailleurs être supérieure à celle de Colomb, qui était une des parties mises en cause, et, quoique Bobadilla fût investi du droit de punir les offenses faites à l'amiral, il ne pouvait frapper celui-ci et ses amis qu'en les suspendant temporairement de leurs charges et en les renvoyant en Espagne, où les souverains eux-mêmes se réservaient de statuer sur leur sort.

Cette opinion est parfaitement conforme à celle de Fernando Colomb, lequel se montra constamment soucieux de la réputation de son père, s'il lui répugne de blâmer la conduite de ses souverains. « Le seul reproche, » dit-il à la fin de son récit, « que je puisse faire à leurs majestés, est d'avoir employé un agent incapable, aussi méchant qu'ignorant. L'amiral eût vu avec joie arriver un homme capable, car il avait lui-même demandé à plusieurs reprises qu'on nommât un individu ayant pleins-pouvoirs de juger un procès où il se faisait scrupule d'intervenir, son propre frère y étant impliqué. » Au sujet des vastes pouvoirs accordés à Bobadilla, il ajoute : « Ils n'avaient rien d'étonnant, vu les nombreuses plaintes adressées à leurs majestés contre l'amiral. »

Bien que le roi et la reine eussent décidé, sans hésitation, de rétablir Colomb dans toutes ses dignités, ils jugèrent à propos d'attendre pour lui rendre le gouvernement de l'île

que les troubles y eussent cessé et qu'il y pût retourner sans crainte et avec utilité. Ils résolurent d'envoyer auparavant dans la colonie un homme capable, avec des forces suffisantes pour réduire les factieux et rétablir la tranquillité d'une manière durable.

Les souverains fixèrent leur choix sur don Nicolas de Ovando, commandeur de Lares, de l'ordre militaire d'Alcantara. Ce personnage, d'une prudence et d'une sagacité éprouvées, d'une grande modération, habile et insinuant, avait longtemps vécu à la cour; il avait été, dans sa jeunesse, un des dix compagnons d'études du prince des Asturies. On lui donna une flotte de trente-deux vaisseaux, portant deux mille cinq cents hommes, dont plusieurs appartenaient aux meilleures familles du royaume, avec des vivres en grande quantité et tout ce qui pouvait contribuer à la prospérité de la colonie. C'était la première fois qu'on voyait partir pour l'ouest une flotte équipée avec autant de magnificence et de frais.

Le nouveau gouverneur devait, aussitôt arrivé, renvoyer Bobadilla en Espagne pour y être jugé; cet ordre lui fut donné en septembre 1501. Sous la faible administration de Bobadilla, les abus de toute sorte s'étaient multipliés d'une manière alarmante; les naturels du pays surtout mouraient en grand nombre, victimes de l'inhumain système de *repartimientos,* nouvellement établi. Isabelle déclara les Indiens libres et enjoignit instamment aux autorités d'Hispaniola de les respecter comme de vrais et fidèles vassaux de la couronne. Ovando devait particulièrement s'informer de l'étendue des pertes subies par Colomb et ses frères, indemniser complétement ceux-ci et leur assurer à l'avenir la paisible jouissance de leurs droits et de leurs biens.

Muni des instructions les plus détaillées sur ces points et sur d'autres, le gouverneur s'embarqua et franchit la barre de San-Lucar, le 13 février 1502. La flotte n'était pas partie depuis une semaine, qu'elle fut assaillie par une furieuse tempête qui la dispersa, et le bruit courut en Espagne qu'elle avait entièrement péri. Les souverains, accablés de douleur en apprenant ce nouveau désastre, qui leur faisait perdre tant de bons et braves soldats, se tinrent pendant plusieurs jours renfermés dans le palais. Heureusement la nouvelle se trouva être fausse; la flotte avait échappé à l'orage et un seul vaisseau avait sombré; le reste de l'équipage aborda sain et sauf à Hispaniola.

On a taxé le gouvernement espagnol d'injustice et d'ingratitude envers Colomb, pour avoir tardé à rétablir celui-ci dans son autorité; des historiens généralement estimés pour leur impartialité se sont même faits l'écho de ces accusations. Ce reproche, que nous sachions, n'a été adressé aux souverains par aucun auteur contemporain, et il paraît tout à fait immérité. Outre le danger évident de renvoyer immédiatement l'amiral au milieu de ses ennemis, avant que les passions eussent eu le temps de se refroidir, il y avait des motifs de douter qu'il convînt bien dans des circonstances, qui réclamaient chez un gouverneur beaucoup de sang-froid, une habileté consommée et une grande autorité personnelle. Ce généreux enthousiasme, qui le faisait triompher de tous les obstacles, lui suscitait aussi de nombreuses difficultés, auxquelles des gens plus froids eussent échappé; il crut trop facilement les autres animés du même esprit et s'abusa singulièrement. Il dépeignit ses projets sous des couleurs si brillantes qu'il dut causer des déceptions à ceux qui l'avaient suivi, rêvant un pays féerique qu'ils ne devaient jamais

découvrir [1]; de là un profond mécontentement chez ses compagnons. Brûlant d'accomplir ses vastes entreprises, il fut moins scrupuleux et moins politique que ne l'eût été un esprit plus calme, dans l'emploi des moyens qui pouvaient lui faire atteindre son but; on en a la preuve dans l'opiniâtreté avec laquelle il s'attacha au projet de réduire les Indiens en esclavage et dans ses règlements relatifs au travail des hidalgos [2]. Il était, en outre, un étranger, n'ayant ni rang, ni fortune, ni amis puissants, et sa prompte élévation lui avait naturellement attiré des milliers d'ennemis chez un peuple fier, hautain et poussant à l'excès l'amour-propre national. En voyant Colomb au milieu de tant de difficultés, dues soit à son caractère, soit à sa position, les souverains

[1] La ferveur religieuse de Colomb le porta à relever dans les Écritures des allusions aux circonstances et aux scènes de sa vie aventureuse; c'est ainsi qu'il croyait que sa grande découverte avait été prédite par l'*Apocalypse* et par Isaïe. Les mines d'Hispaniola étaient pour lui, comme nous l'avons déjà dit, celles qui fournirent à Salomon des matériaux pour la construction du temple de Jérusalem, et il s'imaginait avoir retrouvé l'emplacement du paradis terrestre dans la région nouvelle de Paria. Mais sa plus grande extravagance fut son projet de croisade pour la délivrance du saint-sépulcre; il caressa ce projet dès l'heure où il eut découvert le nouveau monde, le proposa de la manière la plus pressante aux souverains et s'en occupa dans son testament. C'était là une idée folle qui ne s'accordait même pas avec l'esprit de ce temps romantique, et elle ne fut probablement pas prise au sérieux par la reine, ni par son époux plus froid et plus positif.

[2] C'est ainsi encore que, pour punition, il imagina peu sagement de réduire les rations, mesure si pernicieuse qu'elle provoqua l'intervention des souverains, qui l'interdirent absolument. Herrera qui, il faut l'avouer, n'était nullement insensible au mérite de Colomb, après avoir signalé les diverses accusations portées contre l'amiral et ses frères, conclut en observant que, « en faisant la part de la calomnie, on doit reconnaître qu'ils n'ont pas gouverné les Castillans avec la modération qu'ils auraient dû montrer. »

pouvaient bien, dans un moment aussi critique, avoir raison de ne pas lui confier la difficile tâche de rétablir l'ordre dans une colonie agitée par les intrigues des factions.

Nous espérons qu'on ne nous accusera pas ici de méconnaître le mérite et les services de Colomb. « Un monde est son monument, » pour emprunter les expressions d'un historien grec, dans une autre circonstance. Ses grandes qualités brillent d'un trop grand éclat, pour qu'elles puissent être ternies par quelques défauts; mais il fallait signaler ceux-ci, pour laver le gouvernement espagnol du reproche de perfidie et d'ingratitude, qu'on lui a trop souvent adressé, sans aucune justice, à ce qu'il paraît.

Il est plus difficile d'excuser la mesquinerie des préparatifs faits pour le quatrième et dernier voyage de Colomb; celui-ci se proposait de découvrir un passage vers le grand océan Indien, entre l'île de Cuba et la côte de Paria ; c'était une supposition fort ingénieuse, mais qui, malheureusement pour le commerce, ne devait pas se réaliser. On ne lui fournit à cet effet que quatre caravelles, dont la plus grande n'était pas de plus de soixante-dix tonneaux. Cette escadrille ne ressemblait guère à la magnifique flotte partie avec Ovando et ne suffisait nullement aux besoins de l'entreprise.

L'amiral, accablé d'infirmités croissantes et voyant peut-être décliner sa popularité, manifesta avant son départ un découragement inusité; il parla même de confier à son frère Barthélemy le soin de conduire l'expédition. « J'ai atteint, » dit-il, « le but que je m'étais proposé ; j'ai constaté l'existence de terres à l'ouest. J'ai ouvert la porte ; d'autres pourront y passer à leur gré, et c'est ce qu'ils font déjà, eux qui prétendent à la gloire d'avoir fait des découvertes, tandis qu'ils ont simplement suivi mes traces. » Il ne prévoyait

guère alors que l'ingratitude des hommes, accueillant les prétentions d'un de ses rivaux, donnerait un jour le nom de celui-ci au monde que son génie avait révélé.

Cependant, dit Fernando Colomb, le zèle de l'amiral pour servir les souverains et surtout la meilleure des reines, le décidèrent à surmonter ses répugnances et à braver les dangers ainsi que les fatigues d'un nouveau voyage. Quelques semaines avant son départ, il reçut de Ferdinand et d'Isabelle une lettre gracieuse, la dernière qui lui fut adressée par celle-ci, dans laquelle ils l'assuraient de leur ferme résolution de tenir fidèlement tous les engagements pris envers lui et de perpétuer ses dignités dans sa famille [1]. Encouragé et ranimé par ces promesses, l'illustre vieillard, quittant, le 9 mars 1502, le port de Cadix, se dirigea de nouveau vers ces régions d'or, dont il avait été si près et qu'il ne devait jamais atteindre.

Nous ne suivrons pas le grand homme dans cette expédition; nous nous bornerons à mentionner un incident très extraordinaire. L'amiral avait reçu l'ordre de ne pas toucher à Hispaniola; mais le mauvais état d'un de ses vaisseaux et les signes précurseurs d'un orage l'engagèrent à s'y réfugier momentanément. En même temps, il conseilla à Ovando de retarder de quelques jours le départ de la flotte qui devait ramener en Espagne Bobadilla et les rebelles, avec leurs trésors mal acquis. Le gouverneur refusa brutalement de recevoir Colomb et voulut que la flotte partît immédiate-

[1] Entre autres exemples de l'intérêt porté à Colomb par la reine, nous rappellerons qu'elle prit ses deux fils, Diego et Fernando, comme ses pages, après la mort du prince Jean, au service duquel ils étaient auparavant. Par une ordonnance de 1503, Diego fut nommé *contino* de la maison royale, avec un traitement annuel de 50,000 maravédis.

ment. Les inquiétudes du vieux marin n'étaient que trop fondées. On avait à peine levé l'ancre qu'on vit éclater un de ces terribles ouragans qui désolent si souvent ces régions tropicales et auxquels rien ne résiste; de dix-huit vaisseaux, trois ou quatre seulement échappèrent; tous les autres périrent, y compris ceux qui portaient Bobadilla et les ennemis de Colomb; deux cent mille *castellanos* d'or, dont la moitié appartenait au gouvernement, furent également engloutis dans les vagues. La seule caravelle qui revint en Europe portait la fortune de l'amiral, quatre mille onces d'or. Pour compléter ce curieux contraste, Colomb, avec sa petite escadre, se mit à l'abri de la tempête, en côtoyant l'île dont le port lui avait été fermé. Cet acte extraordinaire de justice, si rare dans les affaires humaines, fut considéré par bien des gens comme le signe d'une intervention providentielle; d'autres, moins chrétiens, l'attribuèrent à la magie et regardèrent Colomb comme un sorcier.

CHAPITRE IX.

POLITIQUE COLONIALE DE L'ESPAGNE.

Sollicitude du gouvernement envers les colonies. — Autorisation donnée aux entreprises particulières. — Importantes concessions de la cour de Rome. — Prosélytisme généreux de la reine. — Profits immédiats des découvertes. — Résultats moraux de celles-ci. — Leur étendue géographique.

Nous avons différé jusqu'ici, pour ne pas interrompre le récit des aventures personnelles de Colomb, l'examen de la politique suivie par le gouvernement espagnol, du vivant d'Isabelle, à l'égard des colonies. Nous allons maintenant esquisser rapidement cette politique, autant que nous le permettent des renseignements insuffisants. Ce sujet que nous ne pouvons traiter complétement a de l'importance, car il s'agit des germes du vaste système qui fut appliqué plus tard.

Ferdinand et Isabelle manifestèrent dès les premiers temps une curiosité ardente et éclairée à l'égard de leurs nouveaux domaines; ils demandèrent constamment à l'amiral des détails sur le sol, le climat, les productions végétales et

minérales de ces régions, particulièrement sur le caractère des peuplades sauvages qui les habitaient. Ils témoignèrent, comme nous l'avons déjà dit, une extrême déférence aux conseils du grand navigateur et fournirent généreusement à la colonie naissante tout ce qui lui était nécessaire pour subsister et prospérer. Grâce à leur prévoyante sollicitude, l'île d'Hispaniola, peu d'années après sa découverte, possédait les animaux domestiques, les fruits, les végétaux les plus importants de l'ancien monde, et plusieurs de ces espèces ont continué à être pour elle la source d'un commerce plus lucratif que celui des produits de ses mines d'or, objet de tant d'espérances [1].

On encouragea l'émigration par des ordonnances royales empreintes d'un esprit libéral. Les émigrants avaient le passage libre, étaient exempts d'impôts, avaient en pleine propriété les terres qu'ils s'engageaient à cultiver pendant quatre ans et recevaient gratuitement des grains et des animaux pour leurs fermes. L'importation et l'exportation étaient affranchies de tous droits; plus tard il n'en fut plus ainsi. Cinq cents individus, y compris des savants et toute espèce d'artisans, furent envoyés à Hispaniola aux frais du gouvernement. Pour assurer la tranquillité de l'île, Ovando fut autorisé à rassembler les habitants dans des villes, qui jouirent des mêmes priviléges que celles de la mère-patrie, et l'on engagea un grand nombre de gens mariés à s'y établir avec leurs familles, afin de rendre l'établissement plus solide et plus durable.

[1] Cela est bien prouvé par l'ordonnance du 5 octobre 1501, qui renferme une longue énumération des objets soumis aux droits et montre avec quelle rigueur cette lourde taxe fut tout d'abord imposée indistinctement sur les produits les plus importants de l'industrie humaine.

A ces sages dispositions s'en mêlèrent d'autres qui se ressentaient de l'esprit intolérant du siècle; c'est ainsi qu'il fut défendu aux juifs et aux Mores d'habiter ou même de visiter le nouveau monde, que l'on considérait comme ayant été découvert au profit des Castillans seuls. Le gouvernement ne souffrait pas qu'on touchât à ce qui lui appartenait; il revendiquait pour lui-même tous les minéraux, les bois de teinture, les pierres précieuses, et, si des particuliers pouvaient rechercher l'or, c'était à condition de lui payer un droit exorbitant des deux tiers, réduit plus tard à un cinquième [1].

La mesure qui, à cette époque, contribua le plus efficacement aux progrès des découvertes et de la colonisation, fut l'autorisation accordée, en 1495, sous de certaines conditions, pour des voyages faits par des particuliers. On ne vit faire usage de cette permission que quelques années plus tard, en 1499. L'esprit d'entreprise languissait; les Espagnols avaient éprouvé un profond découragement en comparant les résultats médiocres de leurs découvertes avec les succès brillants des Portugais, qui s'étaient enfoncés tout d'un coup au cœur des régions fortunées de l'est. Cependant le récit fait par l'amiral, après son troisième voyage, et les perles magnifiques qu'il avait envoyées de la côte de Paria, comme spécimens, ranimèrent la cupidité de la nation. Des aventuriers se proposèrent alors de profiter de l'autorisation déjà donnée et de faire des découvertes pour leur propre compte. Le gouvernement, dont les ressources étaient épuisées par les frais énormes qu'il avait supportés, voyait avec jalousie l'ardeur qui commençait à se manifester dans

[1] L'exclusion de tous les étrangers, sauf « les catholiques chrétiens, » fut particulièrement recommandée par Colomb, dans sa première communication au gouvernement.

d'autres parties de l'Europe[1]; il approuva donc des projets qui, tout en ouvrant un vaste champ à l'activité de ses sujets, lui donnaient une part dans les bénéfices de ces entreprises, dont il ne courait pas les risques.

La couronne s'était réservé un dixième du tonnage des vaisseaux, les deux tiers de l'or rapporté et dix pour cent sur les autres produits. Pour encourager ces expéditions, on accorda une prime à tous les bâtiments d'au moins six cents tonneaux qui en feraient partie.

Alors les plus riches marchands de Séville, de Cadix, de Palos, d'où Colomb était parti pour la première fois, équipèrent et envoyèrent des escadrilles de trois ou quatre vaisseaux, dont ils confièrent le commandement aux marins expérimentés qui avaient accompagné l'amiral dans son premier voyage ou avaient marché sur ses traces. Ceux-ci suivirent, en général, la route que le grand navigateur avait prise dans sa dernière expédition, et explorèrent les côtes du grand continent méridional. Quelques-uns de ces aventuriers revinrent avec de riches cargaisons d'or, de perles et d'autres objets précieux, qui compensaient les fatigues et les dangers de l'entreprise; mais la plupart durent se contenter de l'honneur plus durable, mais stérile d'avoir découvert de nouveaux pays[2].

[1] Parmi les aventuriers étrangers il y eut les deux Cabot, qui naviguèrent au service du roi Henri VII d'Angleterre, en 1497, et côtoyèrent toute l'Amérique du Nord, depuis Terre-Neuve jusqu'à quelques degrés de la Floride, empiétant ainsi sur le champ de découvertes occupé par les Espagnols.

[2] Colomb paraît avoir regardé les permis de voyage accordés à des particuliers comme une infraction à ses propres droits; il est cependant difficile de comprendre en quoi ceux-ci étaient enfreints. Il n'y a rien dans sa première convention avec le gouvernement qui se rapporte à ce sujet, tandis

L'ardeur de la nation s'était réveillée et, les relations commerciales de l'Espagne avec ses nouvelles colonies ayant pris plus d'extension, il devint nécessaire d'organiser plus parfaitement le département des Indes, dont nous avons précédemment retracé l'origine [1]. Par une ordonnance datée d'Alcala, 20 janvier 1503, un conseil fut institué, composé de trois membres, un trésorier, un facteur et un contrôleur. Ils devaient siéger dans l'ancien alcazar de Séville et s'y réunir chaque jour pour traiter les affaires. Le conseil devait s'informer soigneusement de tout ce qui concernait les colonies et donner au gouvernement tous les renseignements dont il avait besoin, pour veiller aux intérêts et à la prospérité de celles-ci. Il pouvait accorder des licences sous certaines conditions, pourvoir à l'équipement des flottes, régler leur destination et fournir des instructions aux navigateurs. Toutes les marchandises à exporter devaient être déposées dans l'alcazar, ainsi que les cargaisons rapportées, dont la vente devait se faire là. Le conseil avait la même autorité sur le commerce avec l'Afrique et avec les îles Cana-

que, dans les lettres patentes qui lui furent délivrées avant son deuxième voyage, le droit d'accorder ces permis est expressément réservé à la couronne et au surintendant Fonseca, ainsi qu'à l'amiral. Tout ce que celui-ci pouvait réclamer légalement dans les expéditions qu'il ne conduisait pas lui-même, c'était le huitième du tonnage, et il y fut régulièrement pourvu dans la licence générale. Les souverains, à la suite de ses représentations, publièrent, le 2 juin 1497, une ordonnance, dans laquelle, après avoir protesté de leur respect pour tous les droits et priviléges de l'amiral, ils déclaraient que tout ce qui serait trouvé dans leur licence antérieure contraire à ceux-ci serait nul et non avenu; la forme hypothétique sous aquelle cette déclaration était faite montre que les royaux époux, avec un louable désir de tenir leurs engagements envers Colomb, ne voyaient pas très clairement comment ils y avaient manqué.

[1] Voyez tome II, p. 247.

ries; il exerçait une pareille surveillance sur tous les navires partant de Cadix ou de Séville. A ces pouvoirs s'en joignaient d'autres d'un caractère purement judiciaire; c'est ainsi qu'il décidait toutes les questions relatives aux voyages privés et au commerce colonial, en général; dans ce cas, il était assisté de deux juristes salariés par le gouvernement.

Tels étaient les pouvoirs étendus confiés, lors de son organisation, à la fameuse *Casa de Contratacion* ou chambre de commerce, qui, bien que son autorité fût plus tard restreinte par la juridiction du conseil des Indes, ne resta pas moins le puissant intermédiaire au moyen duquel les transactions commerciales avec les colonies furent conduites et surveillées.

Tout en concentrant le commerce colonial, pour le diriger exclusivement et sans peine, le gouvernement espagnol, avec une admirable prévoyance, chercha à s'en rendre absolument maître au point de vue spirituel, où ses droits pouvaient être contestés. Une bulle d'Alexandre VI, en date du 16 novembre 1501, l'autorisa à percevoir toutes les dîmes dans les colonies; une autre bulle de Jules II, datée du 28 juillet 1508, lui accorda le droit de nommer à tous les bénéfices ecclésiastiques, dans l'ancien monde, à condition de se faire approuver par le saint-siége. Par ces deux concessions, les souverains se trouvaient placés à la tête de l'Église dans leurs domaines transatlantiques, avec pouvoir de disposer absolument des bénéfices et des émoluments du clergé.

Plus d'un historien a admiré le courage avec lequel Ferdinand et Isabelle, malgré leur respect pour l'Église catholique, prirent une attitude aussi indépendante vis-à-vis du chef de celle-ci; mais quiconque a étudié l'histoire du règne

de ces princes reconnaîtra qu'ils furent, en cette circonstance, fidèles à leur politique ordinaire; jamais, en effet, ils ne souffrirent que leur dévotion ou une obéissance aveugle aux ministres de la religion compromît l'indépendance de la couronne. Il est bien plus étonnant qu'il se soit trouvé des pontifes disposés à leur abandonner ces importantes prérogatives; ces papes se montrèrent bien étrangers à l'esprit opiniâtre et subtil de leurs prédécesseurs, et leurs concessions, dont les conséquences se révélèrent plus complétement par la suite, furent souvent regrettées par leurs successeurs.

Telles furent, en résumé, les principales mesures prises par les souverains pour l'administration des colonies; ce qu'elles offrent de particulier et de défectueux est, en grande partie, dû aux circonstances au milieu desquelles se fit la découverte du nouveau monde. Tandis que les colonies établies sur les côtes comparativement stériles de l'Amérique du Nord reçurent des lois appropriées à leurs besoins et se fortifièrent par l'exercice habituel des fonctions politiques, celles de l'Espagne furent dès le premier moment soumises à la législation de la mère-patrie. On s'était engagé dans les entreprises de découvertes, avec l'espoir d'en retirer d'immenses profits; l'hypothèse de Colomb au sujet de l'existence de terres inconnues à l'ouest s'étant vérifiée, on avait supposé avec le grand navigateur que c'étaient là les Indes dont on avait tant parlé. L'or et les autres produits précieux qu'il avait rapportés, avaient nourri cette illusion. Le gouvernement espagnol voulut dès lors profiter seul de ces expéditions; c'est ainsi qu'il réclama pour lui-même les bois de teinture et les métaux, la source la plus importante de richesses.

Ces dispositions impolitiques furent, en partie, compensées par d'autres plus conformes aux intérêts durables de la colonie; telles furent les faveurs accordées à ceux qui viendraient occuper et cultiver le pays, l'érection de municipalités, la liberté du commerce colonial, la franchise de droits pour l'importation et l'exportation. Ces lois et d'autres semblables montrent que le gouvernement, loin de regarder les colonies comme une acquisition étrangère, qu'il fallait sacrifier à la prospérité de la mère-patrie, était disposé à leur donner, comme à une partie intégrante du royaume, une législation plus libérale.

Quelques-unes de ces mesures, conçues même dans un esprit plus étroit, peuvent être excusées à raison des circonstances; c'est ainsi, par exemple, qu'aucune disposition ne fut trouvée plus vicieuse que celle qui renfermait tout le commerce des colonies dans le seul port de Séville, au lieu de le laisser profiter librement des mille débouchés que lui offrait, de tous côtés, le royaume, pour ne rien dire des exactions et des monopoles désastreux que favorisa, comme on le reconnut plus tard, la concentration d'un aussi vaste trafic sur un seul point. Mais ce commerce fut trop peu étendu, sous Ferdinand et Isabelle, pour que ces funestes conséquences se fissent sentir dès lors; il se faisait principalement dans quelques grands ports de l'Andalousie, d'où étaient partis les premiers aventuriers; il n'y avait donc pas d'inconvénients à ce qu'il n'y eût, pour la rentrée des vaisseaux, qu'un seul port, aussi accessible et aussi central que Séville, qui, de cette manière, devenait un lieu de rendez-vous pour les marchands et facilitait les transactions de ce pays avec le reste de l'Europe. Plus tard seulement, lorsque ces lois, bonnes à l'origine, durent être appliquées à une

époque où le commerce développé embrassait tout l'empire, on reconnut leurs vices grossiers.

Ce serait mettre inexactement en lumière les projets caressés par les souverains au sujet des entreprises de découvertes, que d'omettre celui auquel la reine du moins tenait le plus, la propagation du christianisme parmi les Indiens. Comme nous l'avons déjà vu, dès les premiers temps, elle eut surtout à cœur, dans ses communications officielles, de convertir et de civiliser les sauvages [1]. Elle ne négligea rien pour accomplir cette bonne œuvre, à laquelle se consacrèrent exclusivement des missionnaires qui devaient résider parmi les naturels du pays et les amener à recevoir le baptême par leurs instructions et l'exemple édifiant de leur vie. C'est dans le but d'améliorer le sort des Indiens qu'elle permit, en 1501, d'introduire dans les colonies les esclaves nègres, nés en Espagne; elle le fit par le motif que la constitution physique de l'Africain était plus propre que celle de l'Indien à subir des fatigues excessives sous un climat tropical. C'est à ce faux principe d'humanité que le nouveau monde doit cette honteuse tache de l'esclavage, devenue plus grande et plus hideuse avec les années.

Isabelle devait cependant voir ses intentions bienveillantes au sujet des Indiens déjouées par ses propres sujets. La doctrine populaire, d'après laquelle les chrétiens avaient des droits absolus sur les païens, semblait autoriser les Espagnols à faire travailler ces infortunés, autant que, d'un côté, la cupidité pouvait le désirer et que, de l'autre, les forces de l'homme pouvaient le supporter; le système des *reparti-*

[1] Las Casas, tout en flétrissant impitoyablement les coupables, rend justice à la reine, dont les nobles et généreux efforts furent, hélas! impuissants.

mientos organisa et compléta l'oppression. La reine l'abolit, il est vrai, sous l'administration d'Ovando et déclara les naturels du pays « aussi libres que ses propres sujets; » mais le gouverneur lui ayant représenté que les Indiens, soustraits à l'obligation du travail, rompaient toutes relations avec les chrétiens, et que par là on perdait l'espoir de les convertir, Isabelle finit par consentir à ce qu'on les fit travailler modérément, moyennant une compensation convenable. Les Espagnols abusèrent comme toujours de la permission; ils ressuscitèrent bientôt le système des *repartimientos,* l'appliquant sur une si vaste échelle que, d'après une lettre de Colomb écrite peu de temps après la mort de la reine, plus des six septièmes de la population d'Hispaniola périrent victimes des mauvais traitements qu'on leur fit subir [1]. Isabelle, à la distance où elle était, ne pouvait surveiller l'exécution de ses ordres et ne sut probablement jamais avec quelle audace on les enfreignait, car il n'y avait pas dans ce temps un intrépide Las Casas pour révéler au monde les souffrances et les tortures des Indiens [2]. La bonne reine paraissait toutefois soupçonner qu'on maltraitait ces malheureux sauvages, car, dans un codicille ajouté à son testament, quelques jours seulement avant sa mort, elle con-

[1] Le vénérable évêque confirme pleinement l'exactitude de cet effroyable tableau de désolation, dans ses différents mémoires préparés pour le conseil des Indes.

[2] Las Casas fit, il est vrai, son premier voyage aux Indes en 1498, ou au plus tard en 1502, mais rien n'indique qu'il se soit occupé activement de dénoncer les excès des Espagnols, avant l'année 1510 où il unit ses efforts à ceux des missionnaires dominicains, arrivés récemment à Saint-Domingue pour prendre part à cette bonne œuvre. Ce ne fut que quelques années plus tard, en 1515, qu'il retourna en Espagne et prit devant le trône la défense des Indiens opprimés.

jure son successeur de les prendre sous sa protection, avec une chaleur qui prouve bien qu'elle fut préoccupée de leur sort, jusqu'à sa dernière heure.

La grandeur morale des découvertes maritimes faites sous ce règne ne doit pas nous éblouir au point de nous donner une trop haute idée de leurs résultats immédiats, au point de vue économique. La plupart des articles qui depuis ont alimenté le commerce avec l'Amérique du Sud, tels que le cacao, l'indigo, la cochenille, le tabac, etc., n'étaient pas connus sous Isabelle ou n'étaient pas cultivés pour l'exportation. Du coton, en petite quantité, avait été introduit en Espagne, mais on doutait que le profit compensât les frais de culture. La canne à sucre avait été transportée à Hispaniola et croissait abondamment sur ce sol propice, mais il fallait du temps avant qu'elle donnât lieu à un commerce considérable, d'autant plus que les colons, négligents et cupides, ne pensaient qu'à s'enrichir par l'extraction de l'or. Le seul produit végétal qui fût recherché pour l'exportation était le bois de Brésil, que le gouvernement réclama dès l'origine comme sa propriété exclusive, à cause de sa belle couleur et de son fréquent emploi pour l'ornementation.

Nous possédons des renseignements trop vagues pour pouvoir estimer la valeur des métaux précieux fournis par les nouveaux territoires, dans les années qui précédèrent la mission d'Ovando. Elle fut certainement peu élevée avant la découverte des mines de Hayna; celles-ci étaient très riches, à en juger par les dimensions de quelques lingots qu'on y trouva ; les écrivains contemporains nous parlent d'un bloc d'or qui pesait trois mille deux cents *castellanos* et qui était si grand que les Espagnols placèrent dessus tout un porc rôti, disant que nul potentat en Europe n'eût pu avoir sur

sa table un plat aussi cher. L'estimation de l'amiral lui-même, d'après lequel les mineurs extrayaient par jour de six à cent et même deux cent cinquante *castellanos* d'or, est trop large pour que nous puissions arriver à une conclusion précise. Une preuve plus sensible de la richesse de l'île est fournie par ce fait que deux cent mille *castellanos* d'or furent engloutis dans la mer avec les vaisseaux qui ramenaient Bobadilla et les rebelles en Espagne; mais c'était là, il ne faut pas l'oublier, le résultat d'efforts gigantesques continués pendant plus de deux ans, sous un régime d'oppression sans exemple. Nous pouvons ajouter que, d'après l'historien bien informé de Séville, fondant ses suppositions sur plusieurs ordonnances royales, les métaux précieux avaient été importés dans la péninsule, avant la fin du XVe siècle, en assez grande quantité pour influer sur le taux de la monnaie et le prix des objets de première nécessité[1]. Il est cependant difficile de comprendre dans ce cas le mécontentement du peuple, déçu dans son attente au retour des vaisseaux revenant du nouveau monde, et ce que rapporte Bernaldez qui, écrivant presque en même temps que Zuniga, dit que « l'on avait rapporté si peu d'or que l'on croyait généralement qu'il n'y en avait guère dans l'île. » Nous voyons de même les écrivains contemporains se plaindre fréquemment que les dépenses faites pour la colonie excédassent les bénéfices retirés, et

[1] Ce changement se produisit dans la monnaie d'or, dont la valeur continua à augmenter jusqu'en 1497, où elle diminua graduellement, par suite de l'exploitation des mines d'Hispaniola. Clemencin nous a donné la valeur relative de ce métal, comparativement à l'argent, pour plusieurs années différentes, et la date qu'il assigne pour le commencement de sa dépréciation est précisément la même qui avait été fixée par Zuniga. La valeur de l'argent ne fut pas sensiblement affectée avant la découverte des grandes mines de Potosi et de Zacatecas.

nous comprenons ainsi que les Espagnols, toujours attentifs à leurs intérêts, aient poursuivi si mollement leurs entreprises de découvertes, lorsque leurs rivaux, les Portugais, équipaient des flottes et des armées magnifiques, ne reculant pas devant des frais dans lesquels les trésors des Indes devaient les faire rentrer [1].

Tandis que le commerce des colonies ne produisait pas immédiatement les brillants résultats qu'on avait rêvés, on croyait généralement qu'il avait introduit en Europe une maladie, qui, selon l'expression d'un éminent écrivain, « fit trop chèrement payer les avantages de la découverte du nouveau monde. » Nous voulons parler de ce mal hideux, dont Dieu a fait la plus cruelle expiation de la débauche et qui, peu de temps après la découverte de l'Amérique, parcourut presque toute l'Europe avec la violence d'une épidémie. La coïncidence de ces deux faits donna lieu à supposer, sans aucun autre motif, qu'il y avait un rapport entre eux. Peu

[1] Les estimations qu'on vient de voir ne se rapportent qu'à la période antérieure à l'administration d'Ovando, en 1502. Les opérations sous celui-ci furent conduites d'une manière bien plus étendue et efficace; le système des *repartimientos* ayant été rétabli, tous les bras que renfermait l'île, aidés des meilleures machines, furent employés à arracher au sol ses richesses cachées. Le succès fut tel qu'en 1506, deux ans après la mort d'Isabelle, les quatre fonderies établies dans l'île donnaient annuellement, d'après Herrera, 450,000 onces d'or; il faut cependant remarquer qu'un cinquième seulement de l'énorme produit des mines était, à cette époque, payé à la couronne. Ce qui prouve que ce produit dépassait l'attente qu'on s'en faisait au temps de la nomination d'Ovando, c'est que l'individu envoyé alors pour marquer l'or devait recevoir, comme une rétribution convenable, un pour cent de tout l'or essayé; mais on trouva ce salaire si excessif, que cet individu fut rappelé et qu'on fit un autre arrangement avec son successeur. Lorque Navagiero visita Séville, en 1520, le cinquième perçu par la couronne sur tout l'or qui entrait dans les hôtels des monnaies lui rapportait annuellement environ 100,000 ducats.

de temps après, l'expédition de Charles VIII à Naples mit les Espagnols en contact avec plusieurs nations européennes, et le mal se propagea rapidement. Cette opinion au sujet de l'origine et de la transmission du virus, s'accrédita avec le temps, devenant plus difficile à réfuter, et a été reproduite sans examen par tous les historiens, jusqu'à nos jours.

Le peu de temps qui s'écoula entre le retour de Colomb et l'apparition du fléau sur les points les plus éloignés de l'Europe, a depuis longtemps fait douter avec raison de l'exactitude de cette hypothèse, et tout Américain, naturellement soucieux de la réputation de son pays, apprendra avec satisfaction que la critique plus savante et plus judicieuse de notre siècle a démontré pleinement que la maladie, loin d'être originaire du nouveau monde, n'y fut connue qu'après y avoir été importée par les Européens.

Quelle que soit la somme de bien ou de mal qui résulta immédiatement pour l'Espagne de ses nouvelles découvertes, celles-ci eurent, au point de vue moral, des conséquences inestimables; l'horizon de la pensée et de l'activité humaine fut élargi; le voile qui avait recouvert pendant tant de siècles les mystères de l'abime, avait été levé; un autre hémisphère offrait à la science un champ sans bornes et une variété infinie de sujets. Les succès des Espagnols excitèrent l'émulation des Portugais, qui, peu de temps après, découvrirent le passage si longtemps cherché vers l'océan Indien et complétèrent ainsi le grand cercle des découvertes maritimes [1]. On eût dit que la Providence avait voulu ajourner ce mémorable événement jusqu'au jour où l'Amérique, avec

[1] Cet événement arriva en 1497; Vasco de Gama doubla le cap de Bonne-Espérance, le 20 novembre de cette année, et atteignit Calicut au mois de mai suivant, 1498. — La Clède, *Hist. de Portugal*, t. II, p. 104-109.

ses mines de métaux précieux, pût alimenter un commerce assez étendu avec l'Orient, pour relier ensemble les parties les plus éloignées du globe. L'impression faite par ces découvertes sur les esprits éclairés du temps, est visible au ton d'enthousiasme avec lequel les écrivains contemporains se félicitent d'avoir été témoins de ces glorieux événements que leurs frères avaient si longtemps espéré, mais en vain, de voir s'accomplir.

Les découvertes de Colomb furent heureusement faites au moment même où la nation espagnole était délivrée de la lutte sanglante dans laquelle elle avait été si longtemps engagée contre les Mores. Formée à l'école de ces guerres, elle était prête à paraître sur un nouveau théâtre d'action, où l'attendaient des aventures émouvantes et romantiques qui séduisaient des imaginations chevaleresques. Aussi vit-on, dans les deux dernières années de ce siècle, de simples aventuriers, profitant de l'autorisation donnée à tous, prendre part avec ardeur à des expéditions lointaines. Leurs efforts, joints à ceux de Colomb, reculèrent du vingt-quatrième degré de latitude nord à plus du quinzième sud probablement, y compris quelques-uns des territoires les plus importants de l'ouest, les limites des pays révélés aux Européens. Avant la fin de 1500, le groupe principal des îles indiennes de l'ouest avait été visité, ainsi que les côtes de tout le continent méridional, depuis la baie de Honduras jusqu'au cap Saint-Augustin. Même un aventureux marin, du nom de Lepe, s'était avancé jusqu'à plusieurs degrés au sud de ce point, et il fallut dix ou douze ans avant qu'un autre navigateur allât si loin. Une grande partie de l'empire du Brésil était embrassée dans ce rayon, et deux Castillans débarquèrent successivement sur les côtes de ce pays, dont

ils prirent formellement possession au nom de l'Espagne, avant sa prétendue découverte par le Portugais Cabral [1]; mais le gouvernement espagnol fit plus tard cession de ses droits sur le Brésil, conformément à la fameuse ligne de démarcation établie par le traité de Tordesillas [2].

Tandis que l'empire colonial de l'Espagne s'agrandissait ainsi, chaque jour, l'homme à qui l'on devait ces nouveaux domaines n'en put jamais connaître ni l'étendue ni la valeur. Il mourut convaincu, comme il l'avait été toute sa vie, que les régions qu'il avait découvertes étaient ces Indes tant cherchées. Mais c'était un pays bien plus riche que les Indes et si, en quittant Cuba, il eût pris la direction de l'ouest, au lieu de

[1] Les prétentions de Cabral à la découverte du Brésil ne paraissent avoir été mises en doute que récemment; elles sont sanctionnées à la fois par Robertson et par Raynal.

[2] La cour de Portugal ne se formait probablement pas une idée très exacte de la position géographique du Brésil; le roi Emmanuel, dans une lettre écrite aux souverains espagnols pour les informer de l'expédition de Cabral, parle des régions nouvellement découvertes, comme n'étant pas seulement utiles, mais *nécessaires* pour les voyages aux Indes. Les plus anciennes cartes de ce pays, par ignorance ou à dessein, le placent à vingt-deux degrés est de sa propre longitude, de sorte que tout le vaste territoire compris sous le nom de Brésil, se trouverait au côté portugais de la ligne de démarcation convenue par les deux gouvernements, ligne qui, on s'en souviendra, fut portée à 370 lieues à l'ouest des îles du cap Vert. La cour d'Espagne fit d'abord semblant de vouloir s'opposer aux prétentions des Portugais, en se préparant à fonder une colonie à l'extrémité septentrionale du Brésil; on ne comprend pas trop comment elle finit par admettre ces prétentions. Un mesurage exact avec la lieue castillane n'aurait pris que le bord du promontoire nord-est du Brésil; en adoptant la lieue portugaise, qui est de dix-sept au degré, on eût embrassé presque tout le territoire qui figure sur les meilleures cartes anciennes, sous le nom de Brésil, s'étendant depuis Para au nord jusqu'à la grande rivière de San Pedro au sud. Mariana paraît vouloir aider les Portugais, en faisant passer la ligne de démarcation à cent lieues plus loin à l'ouest qu'ils ne le prétendaient eux-mêmes.

celle du sud, il eût atteint ces contrées mêmes qu'il avait si longtemps et si vainement prédites. Il ne fit, pour emprunter ses propres expressions, « qu'ouvrir la porte » à d'autres plus heureux que lui, et avant qu'il n'eût quitté Hispaniola pour la dernière fois, il y vit arriver le jeune aventurier qui devait, par la conquête du Mexique, réaliser ces brillantes visions dont on s'était moqué comme de chimères, du vivant de Christophe Colomb.

CHAPITRE X.

PARTAGE DU ROYAUME DE NAPLES.

(1498-1502)

Projets de Louis XII sur l'Italie. — Inquiétudes de la cour d'Espagne. — Hardiesse de l'ambassadeur espagnol à Rome. — Fameux partage du royaume de Naples. — Expédition maritime de Gonsalve de Cordoue contre les Turcs. — Succès et cruauté des Français. — Invasion de la Calabre par Gonsalve. — Répression d'une mutinerie. — Munificence de Gonsalve. — Prise de Tarente. — Arrestation du duc de Calabre.

Pendant les quatre dernières années dont nous avons parlé, tandis que la situation peu stable du pays et le progrès des découvertes étrangères paraissaient réclamer toute l'attention des souverains, une révolution des plus importantes s'était opérée dans les affaires de l'Italie. La mort de Charles VIII semblait avoir détruit les relations formées récemment entre ce pays et le reste de l'Europe et l'avoir rendu à son ancienne indépendance. On devait naturellement croire que la France, sous un nouveau roi qui avait atteint sa maturité et avait dû profiter des leçons qu'il avait reçues à l'école du malheur, comprendrait la folie de ressusciter des projets ambitieux qui lui avaient coûté si cher et

avaient eu des résultats si désastreux. On pouvait croire également que l'Italie, déchirée et saignant par tous les pores, aurait reconnu combien elle avait tort d'appeler l'intervention de l'étranger dans ses dissensions intérieures et d'ouvrir les portes à un torrent qui devait balayer indistinctement amis et ennemis. Mais l'expérience n'avait pas malheureusement donné la sagesse et, comme toujours, les passions étouffèrent la voix de la raison.

Louis XII, en montant sur le trône, prit les titres de duc de Milan et de roi de Naples, annonçant ainsi hautement son intention de revendiquer ces deux États, en vertu des droits qu'il tenait, pour l'un, de la famille Visconti, et, pour l'autre, de la maison d'Anjou. L'ambition de ce prince avait été excitée, plutôt que satisfaite, par la réputation militaire qu'il avait acquise dans les guerres d'Italie, et il était stimulé, en outre, par une foule de chevaliers qui, mécontents d'une vie d'inaction, aspiraient au jour où ils pourraient, sur un vaste théâtre, cueillir de nouveaux lauriers et recommencer une joyeuse vie d'aventures.

Malheureusement la cour de France trouva dans les perfides politiques de l'Italie des auxiliaires tout prêts à s'entendre avec elle. Le pape Alexandre VI, dont la criminelle ambition était moins honteuse que les vices infâmes dans lesquels il était plongé, se prêta surtout volontiers à servir les projets d'un roi qui pouvait lui être si utile pour l'élévation de sa propre famille. La république de Venise, se départant de sa sagesse ordinaire et cédant à sa haine contre Ludovic Sforza, ainsi qu'à l'envie d'agrandir son territoire, consentit à s'unir avec Louis XII, à condition d'avoir une part, non la part du lion, dans les dépouilles de la victoire. Florence et d'autres puissances d'un rang secondaire, soit

crainte ou faiblesse, soit espoir d'être assistées dans leurs misérables différends, se rangèrent du côté de la France ou promirent de rester neutres.

Sûr désormais de n'être pas inquiété dans la péninsule, Louis XII entra en négociations avec les princes européens dont l'intervention était le plus probable. L'empereur Maximilien qui, en relations avec le duc de Milan, devait naturellement s'interposer en sa faveur, était fort occupé d'une guerre contre les Suisses. L'Espagne s'engagea à observer la neutralité par le traité de Marcoussi, 5 août 1498, qui régla tous les différends existant entre les deux royaumes. Un traité avec la Savoie, conclu l'année suivante, garantit à l'armée française un passage libre à travers les montagnes de ce pays.

Ces arrangements terminés, Louis XII, sans perdre de temps, réunit des troupes, qui, descendant comme un torrent dans les belles plaines de la Lombardie, effectuèrent, en un peu plus de quinze jours, la conquête de tout le duché, et si le roi se vit enlever pour un moment sa proie, la valeur des Français et la perfidie des Suisses la lui rendirent bientôt. Le misérable Sforza, victime des artifices qu'il avait si longtemps pratiqués, fut transféré en France où il languit, le restant de ses jours, dans une douloureuse captivité; c'était lui qui le premier avait appelé les *barbares* en Italie et, par une juste punition, il fut le premier à souffrir de cette faute.

Par la prise de Milan, la France avait pris place parmi les États de la péninsule; ce poids énorme jeté dans la balance rompit l'équilibre, qui eût été entièrement détruit par la conquête de Naples. Ces conséquences, qui semblaient ne toucher aucunement les puissances italiennes, avaient été

prévues depuis longtemps par Ferdinand le Catholique, qui surveillait avec une profonde anxiété les mouvements de son redoutable voisin. Ce prince s'était efforcé, avant la conquête du Milanais, de faire comprendre aux différents gouvernements de l'Italie les dangers qu'ils couraient et de les décider à se coaliser contre l'ennemi commun [1]; la reine et lui voyaient avec inquiétude la corruption croissante de la cour de Rome, et cette honteuse cupidité, cette criminelle ambition qui faisaient du pape un jouet aux mains du roi de France.

Par leur ordre, l'ambassadeur espagnol, Garcilasso de la Vega, lut en présence du pontife une lettre de ses souverains, dans laquelle on reprochait à Alexandre VI sa scandaleuse immoralité, ses empiétements sur les droits ecclésiastiques appartenant à la couronne d'Espagne, ses plans d'agrandissement personnel et surtout son projet avoué de faire passer son fils, César Borgia, d'une dignité religieuse à une position séculière, dessein qu'il ne pouvait réaliser qu'en devenant l'auxiliaire de Louis XII [2].

[1] Martyr, dans une lettre écrite peu de temps après la rentrée de Sforza dans sa capitale, dit que les souverains espagnols « ne purent dissimuler leur joie à la nouvelle de cet événement, tant ils étaient jaloux de la France. » Ce sagace écrivain qui, vivant loin de l'Italie, devait être exempt des passions politiques et des préventions qui aveuglaient ses compatriotes, voyait avec un profond regret ceux-ci se coaliser avec la France; il prédisait les suites funestes de cette alliance dans une lettre à un Vénitien de ses amis, ancien ambassadeur à la cour d'Espagne : « Le roi de France, » disait-il, « après avoir diné du duc de Milan, soupera de vous. »

[2] Louis XII, en récompense des bons offices du pape dans l'affaire de son divorce d'avec l'infortunée Jeanne de France, promit à César Borgia le duché de Valence en Dauphiné, avec un revenu de 20,000 livres, et des forces considérables pour le soutenir dans ses criminelles entreprises contre les princes de la Romagne.

Ces reproches sévères, qui probablement ne furent pas adoucis par le ton de l'envoyé, irritèrent tellement le pape qu'il voulut s'emparer de la lettre, pour la mettre en pièces, et il proféra en même temps de grossières invectives contre les royaux époux et leur ministre. Garcilasso attendit avec calme que l'orage fût passé, puis il déclara intrépidement « qu'il avait parlé comme il convenait à un fidèle sujet de la reine de Castille; qu'il ne craindrait jamais de dire librement ce que ses souverains lui ordonneraient de dire ou ce qu'il croirait commandé par le bien de la chrétienté; que, si sa sainteté était mécontente de ce langage, elle pouvait le renvoyer de sa cour, où d'ailleurs, selon sa conviction, sa présence était désormais inutile [1]. »

Ferdinand n'eut pas plus de succès à Venise, où il se servit de Lorenzo Suarez de la Vega, adroit diplomate, frère de Garcilasso. Les négociations furent reprises après l'occupation du Milanais par les Français; l'ambassadeur profita de la jalousie des Vénitiens pour les engager à s'opposer résolûment aux projets de Louis XII sur Naples; mais la république, en guerre avec les Turcs, que Sforza avait appelés dans l'espoir d'opérer une diversion en sa faveur, ne pouvait porter son attention, en ce moment, sur un autre point. Ferdinand ne réussit pas mieux auprès de l'empereur Maximilien, dont les prétentions excessives contrastaient ridicu-

[1] Garcilasso de la Vega n'avait guère, paraît-il, les manières adroites et polies du diplomate. Dans une audience que le pape lui donna ultérieurement, ainsi qu'à une ambassade spéciale de la cour de Castille, son langage brutal exaspéra le souverain pontife au point qu'il fut peut-être tenté de le faire jeter dans le Tibre. Cependant la hardiesse du Castillan fit, semble-t-il, de l'effet, car nous voyons le pape révoquer, peu de temps après, une disposition agressive qu'il avait prise en Espagne et saisir cette occasion de faire en plein consistoire l'éloge des souverains catholiques.

lement avec une autorité limitée et des ressources si peu étendues, que les Italiens l'avaient surnommé par mépris prince *di pochi denari*, ou « sans argent. » Maximilien avait été très irrité de la conquête du Milanais, à la fois à cause de ses droits impériaux et de ses relations avec Sforza, mais, avec la légèreté et la cupidité qui formaient le fond de son caractère, il se laissa, malgré les représentations de la cour de Rome, séduire par Louis XII, avec lequel il conclut une trêve que celui-ci mit à profit pour tenter son entreprise sur Naples.

Débarrassé des adversaires qu'il redoutait le plus, le monarque français fit rapidement ses préparatifs, dont il n'affecta pas de cacher le but. Le malheureux roi de Naples, Frédéric, se vit avec terreur menacé de perdre une couronne qu'il venait à peine de placer sur sa tête; abandonné de tous, il ne savait où se réfugier pour échapper à l'orage qui grondait. Le trésor était à sec; la dernière guerre avait épuisé les ressources du pays; ses sujets, quoiqu'ils lui fussent attachés, étaient trop familiarisés avec les révolutions pour se soucier de risquer leur vie et leur fortune. Ses compatriotes, les Italiens, favorisaient ses ennemis, et son plus proche voisin, le pape, lui avait voué, pour des motifs personnels, une haine implacable [1]. Il avait peu de confiance dans Ferdinand, son allié naturel et son parent, qui avait toujours, il le savait, considéré le trône de Naples comme son bien légitime. Dans cette situation, Frédéric résolut de s'adresser directement à Louis XII, qu'il essaya de désarmer

[1] Alexandre VI avait demandé la main de Carlotta, fille du roi Frédéric, pour son fils, César Borgia, mais c'était là un sacrifice contre lequel l'orgueil et l'affection paternelle se révoltaient également; cette offense ne pouvait être pardonnée par les implacables Borgia.

au prix des concessions les plus humiliantes; il offrit de lui payer annuellement un tribut et de lui livrer quelques-unes des principales forteresses du royaume. Ces avances ayant été froidement reçues, il n'écouta plus que son désespoir et appela à son secours le sultan Bajazet, la terreur de la chrétienté, auquel il demanda des forces suffisantes pour résister à ses ennemis; mais cette démarche n'eut d'autre résultat que de fournir à ceux-ci, qui ne manquèrent pas d'en tirer un bon parti, un sujet d'accusation contre lui.

Pendant ce temps, le gouvernement espagnol faisait faire, par son ministre résident ou par des agents accrédités à cet effet, les plus vives remontrances contre les projets déclarés de Louis XII; il alla jusqu'à garantir le paiement du tribut offert par Frédéric; mais l'ambitieux monarque, sourd à la voix de la prudence et même du simple bon sens, refusa de jouir des fruits d'une victoire remportée sans coup férir.

Ferdinand se trouvait donc dans l'alternative, ou de laisser le champ libre au roi de France, ou de prendre contre celui-ci la défense de son parent; dans le premier cas, il laissait un rival puissant et ambitieux s'installer aux portes de la Sicile, ce qu'il ne pouvait permettre; dans le second, il soutenait de nouveau une cause opposée à la sienne, ce qui ne lui plaisait pas beaucoup. Un troisième expédient se présentait, le partage du royaume, dont il s'était agi dans les négociations avec Charles VIII; de cette manière, si Ferdinand n'arrachait pas à Louis XII la proie convoitée par celui-ci, il la partageait du moins avec lui [1].

[1] Voyez plus haut, p. 67. Ferdinand nourrissait, paraît-il, le projet de visiter en personne l'Italie; cela résulte d'une lettre ou plutôt d'un mémoire travaillé, dans lequel Garcilasso de la Vega expose différentes considérations pour détourner son maître de ce dessein. Dans ce docu-

L'ambassadeur d'Espagne à Paris, Gralla, reçut l'ordre de sonder le gouvernement français sur ce point, mais non officiellement; Ferdinand prit soin, en même temps, de se faire des partisans parmi les conseillers du monarque français [1]. La nouvelle qu'une flotte considérable était équipée dans le port de Malaga, donna plus d'autorité aux paroles de Gralla; cette flotte était destinée en apparence à défendre les possessions vénitiennes dans le Levant, mais elle devait, en réalité, protéger la Sicile et porter rapidement les troupes espagnoles sur tous les points où leur présence pourrait être réclamée; elle se composait d'environ soixante vaisseaux, petits et grands, et était montée par six cents hommes de cavalerie et quatre mille d'infanterie, soldats d'élite recrutés, en grande partie, parmi ces populations guerrières du nord qui avaient le moins participé aux guerres contre les Mores.

Le commandement de cette petite armée avait été confié au Grand Capitaine, Gonsalve de Cordoue, qui, depuis son retour en Espagne, avait dignement soutenu la grande réputation qu'il s'était acquise à l'étranger par ses brillants succès militaires. Une foule de volontaires, y compris les jeunes

ment, il fait connaître la politique et la force relative des États italiens, dont il regarde la moitié au moins comme étant du parti de la France; il conseille en même temps au roi de porter la guerre, loin de ses propres frontières, sur le territoire français et de paralyser ainsi les opérations de Louis XII en Italie, en le forçant de retirer de ce pays une partie de son armée. La lettre est pleine de recommandations qui révèlent un rusé diplomate, mais elle montre que l'auteur connaissait bien mieux la politique italienne que ce qui se passait en ce moment dans les cabinets de Paris et de Madrid.

[1] D'après Zurita, Ferdinand gagna Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieux et gouverneur de Paris, en lui promettant la ville de Cotron, qui avait été engagée à l'Espagne en Italie.

chevaliers de la plus haute noblesse, s'étaient rangés avec ardeur sous la bannière de ce chef éminent et populaire; nous mentionnerons particulièrement parmi eux Diego de Mendoza, fils du grand cardinal, Pedro de la Paz [1], Gonsalve Pizarre, père du fameux conquérant du Pérou, et Diego de Paredes, dont les exploits et les traits d'extravagante audace ont fourni plus d'un récit invraisemblable à la chronique et au roman. Le général quitta le port de Malaga, en mai 1500, avec l'intention de se rendre en Sicile avant de commencer ses opérations contre les Turcs.

Sur ces entrefaites, les négociations ouvertes au sujet de Naples entre la France et l'Espagne avaient abouti à un traité qui fut ratifié à Grenade, le 11 novembre 1500, et réglait le partage égal de ce royaume entre les deux puissances. Les signataires de ce traité extraordinaire, après avoir rappelé les innombrables maux résultant de la guerre et l'obligation imposée à tout chrétien de maintenir inviolablement la sainte paix qui leur a été léguée par le Sauveur, déclarent que nul autre roi que ceux de France et d'Aragon, n'a des droits sur la couronne de Naples; quant à Frédéric, comme il a compromis la sûreté de toute la chrétienté en appelant les plus implacables ennemis qu'elle possède, les Turcs, les deux monarques, afin de la préserver d'un danger imminent et de la guerre, se sont entendus pour prendre possession du royaume et le partager entre eux. Il est donc convenu que la partie septentrionale, y compris la terre de

[1] Ce cavalier, un des plus vaillants capitaines de l'armée, était si petit de taille, qu'à cheval il disparaissait presque derrière la selle haute alors en vogue, ce qui, d'après Brantôme, fit dire à un plaisant, auquel on demandait s'il avait vu passer don Pedro de Paz, « qu'il avait vu un cheval et une selle, mais pas de cavalier. »

Labour et les Abruzzes, sera donnée au roi de France, avec le titre de roi de Naples et de Jérusalem, et que la partie méridionale, comprenant la Pouille et les Calabres, appartiendra au roi d'Espagne, avec le titre de duc de ces provinces. La *dogana*, taxe considérable sur les troupeaux de la Capitanate, sera recueillie par des agents du gouvernement espagnol, et la moitié du produit reviendra au gouvernement français. Enfin, si l'une des parties possède un territoire plus étendu que l'autre, des arrangements seront pris pour qu'elles jouissent des mêmes revenus. Cette convention devait être tenue secrète jusqu'au jour où les puissances alliées auraient terminé leurs préparatifs pour occuper simultanément le royaume de Naples.

Telles étaient les stipulations de ce fameux traité, par lequel deux rois européens démembrèrent et se partagèrent de sang-froid les États d'un troisième, qui ne leur avait donné aucun sujet de mécontentement et était en paix avec eux. On a vu, dans ces derniers temps, des exemples d'un pareil brigandage politique, pour appeler la chose par son vrai nom, mais jamais les vols ne furent commis sous de plus faibles prétextes ou ne se couvrirent plus odieusement du voile de l'hypocrisie. On a surtout jeté le blâme sur le roi d'Espagne, parent du malheureux Frédéric; ce monarque pouvait cependant invoquer certaines circonstances atténuantes que n'avait pas Louis.

Les Aragonais avaient toujours considéré le testament fait par l'oncle de Ferdinand, Alphonse V, en faveur de son fils naturel, comme illégal et nul; le royaume de Naples avait été conquis, au prix de leur sang, et, par conséquent, était la légitime propriété de leurs princes. Des dissensions intestines avaient empêché Jean II, à la mort de son frère, de

réclamer son bien, les armes à la main ; de semblables motifs avaient jusqu'alors déterminé son fils, Ferdinand le Catholique, à tolérer l'usurpation commise par la branche bâtarde de sa famille. A l'avénement de Frédéric, il avait paru disposé à revendiquer ses droits, mais les nouvelles qu'il avait reçues de ce pays l'avaient engagé à attendre un moment plus favorable [1]; il n'avait fait toutefois qu'ajourner ses projets, sans y renoncer. Il avait soigneusement évité de prendre des arrangements qui l'eussent forcé de suivre une politique différente ; c'est ainsi que, pour ne pas unir ses intérêts à ceux de Frédéric, il avait refusé, malgré les vives sollicitations de celui-ci, de donner sa troisième fille, l'infante Marie, au duc de Calabre, héritier présomptif de la couronne de Naples. Ces dispositions de Ferdinand, loin d'être dissimulées, étaient bien comprises à Naples, comme nous l'apprennent des historiens de ce royaume.

On pourrait croire que le couronnement successif de quatre princes, solennellement reconnus par le peuple, avait racheté l'insuffisance de leurs titres, si évidente qu'elle fût; mais on remarquera, et c'est une excuse pour les deux rois de France et d'Espagne, que les règles en matière de succession au trône étaient imparfaitement établies à cette époque ; que le serment de fidélité était prêté trop facilement par les Napolitains, pour qu'il eût chez ce peuple autant d'importance que chez d'autres, et qu'enfin le droit dérivé de la possession était fort affaibli par ce fait que la branche bâtarde de la maison d'Aragon avait régné tout au plus quarante ans, laps de temps beaucoup moins long que celui après lequel la maison d'York avait, peu d'années auparavant,

[1] Voyez plus haut, page 67.

contesté avec succès les droits de celle de Lancastre. On pourrait ajouter que les sentiments de Ferdinand à cet égard étaient ceux de la nation tout entière, et nous n'avons rencontré dans aucun écrivain contemporain le moindre doute sur les titres de ce monarque, que plusieurs soutiennent avec chaleur. Il convient cependant de dire que les étrangers, juges plus impartiaux, blâmèrent la conduite des deux monarques; ceux-ci d'ailleurs semblaient craindre de pareils reproches, comme on le voit au soin avec lequel ils cherchent à échapper à la réprobation publique, en couvrant hypocritement leurs projets ambitieux du manteau de la religion.

Avant la fin des conférences relatives au traité, la flotte espagnole, après avoir été retenue deux mois en Sicile, où elle fut renforcée par deux mille recrues, qui avaient servi comme mercenaires en Italie, partit pour la Morée, le 21 septembre 1500. L'escadre turque, ancrée devant Napoli de Romanie, sans attendre l'ennemi, leva le siége et se retira précipitamment vers Constantinople. Gonsalve, unissant alors ses forces à celles des Vénitiens, qui stationnaient à Corfou, se dirigea aussitôt vers l'île de Céphalonie, dans l'intention d'assiéger Saint-George, place forte enlevée récemment à la république par les musulmans [1].

Cette ville, située sur un rocher, dans une position imprenable, était défendue par quatre cents Turcs, tous vieux

[1] Gonsalve fut retenu fort inopinément à Messine, où il était arrivé le 19 juillet, par différents embarras mentionnés dans sa correspondance avec les souverains, et dont un des plus grands fut la difficulté d'approvisionner ses troupes; la population de l'île ne lui témoignait aucune bienveillance. Les obstacles se multiplièrent au point qu'on les eût dit suscités par le diable lui-même; Gonsalve indique entre autres la froideur du vice-roi. Une partie de ces lettres sont, comme d'ordinaire, en chiffres.

soldats, prêts à mourir plutôt que de se rendre. Nous ne pouvons entrer ici dans les détails de ce siége, qui donna occasion aux assiégeants et aux assiégés de déployer un héroïsme, un talent extraordinaires, et qui dura près de deux mois, malgré des privations de tout genre pour ces braves soldats et les rigueurs d'un hiver froid et orageux.

A la fin, impatientés de ce funeste retard, Gonsalve et l'amiral vénitien, Pesaro, résolurent d'attaquer simultanément la ville, de deux côtés différents. Les remparts avaient déjà été minés par Pedro Navarro, qui, dans les guerres d'Italie, se fit une si grande réputation dans l'art, peu connu encore, de pratiquer des mines. Les canons des Vénitiens, plus grands et mieux servis que ceux des Espagnols, avaient ouvert dans les murs une brèche, que les assiégés avaient momentanément réparée comme ils l'avaient pu. Le signal donné à l'heure convenue, les deux armées, protégées par un feu roulant d'artillerie, s'élancèrent intrépidement à l'assaut. Les Turcs soutinrent cette attaque avec une inébranlable résolution, comblant la brèche avec les corps de leurs camarades morts ou mourants, et faisant pleuvoir sur la tête des assaillants des balles, des flèches, de l'huile bouillante, du soufre enflammé et toute espèce de projectiles. Mais ils ne purent résister à l'énergie désespérée d'adversaires trop nombreux. Quelques-uns des assiégeants passèrent par la brèche, d'autres escaladèrent les remparts, et, après une courte et sanglante lutte, la garnison, dont les quatre cinquièmes avaient péri avec son intrépide commandant, fut écrasée. Les bannières victorieuses de Saint-Jacques et de Saint-Marc flottèrent triomphalement côte à côte sur les tours de la ville.

La prise de cette place, quoiqu'elle eût coûté cher aux

assiégeants qui avaient été tenus longtemps en échec par une poignée de braves soldats, fut très utile aux Vénitiens; c'était le premier revers subi par Bajazet, qui avait conquis l'une après l'autre les forteresses de la république, menacée de perdre toutes ses colonies dans le Levant. La promptitude et la vigueur avec lesquelles il avait pris la défense d'un État chrétien contre les Turcs, valurent à Ferdinand, dans toute l'Europe, une grande réputation, et précisément celle d'être le zélé défenseur de la foi, gloire qu'il recherchait; sa conduite contrastait avec la lâcheté dont les autres princes de la chrétienté avaient fait preuve.

Venise était rentrée en possession de l'île de Céphalonie, et le Grand Capitaine, ayant accompli sa mission, repartit pour la Sicile, au commencement de l'année suivante, 1501. Peu de temps après son retour, il reçut une ambassade qui venait le remercier au nom des Vénitiens; ceux-ci, pour lui témoigner leur reconnaissance, avaient inscrit son nom sur le livre d'or de leur république, et lui envoyaient une vaisselle magnifique, de précieuses étoffes de soie et de velours, et plusieurs chevaux turcs. Gonsalve accepta gracieusement les honneurs, mais distribua les riches objets qu'on lui offrait, à l'exception de quelques pièces d'argenterie, entre ses amis et ses soldats.

Sur ces entrefaites, Louis XII, ayant terminé ses préparatifs pour envahir le royaume de Naples, passa les Alpes, le 1er juin 1501, à la tête d'une armée composée de mille lances et de dix mille fantassins suisses et gascons. En même temps, une flotte considérable, portant six mille cinq cents hommes de troupes, sortait du port de Gênes, sous le commandement de Philippe de Ravenstein, et se dirigeait vers Naples. Les forces de terre étaient sous les ordres du sire

d'Aubigny, officier brave et expérimenté qui avait lutté contre Gonsalve, dans la campagne de Calabre.

Dès l'entrée de d'Aubigny sur le territoire pontifical, les ambassadeurs de France et d'Espagne notifièrent à Alexandre VI et au sacré-collége le traité réglant le partage du royaume de Naples entre les souverains, leurs maîtres; ils prièrent sa sainteté de le confirmer et d'accorder à ceux-ci l'investiture de leurs nouveaux domaines. Le pape, qui savait bien son rôle, accéda à cette demande très raisonnable, déclarant n'avoir d'autres motifs pour s'y rendre que les intentions pieuses exprimées par les deux monarques et la déloyauté de Frédéric qui, en trahissant la cause chrétienne, avait perdu tout droit, si même il en avait jamais eu, sur la couronne de Naples.

Depuis l'heure où les Français étaient descendus dans les plaines de la Lombardie, toute l'Italie avait les yeux fixés avec inquiétude sur Gonsalve et l'armée de Sicile. Les préparatifs faits ouvertement par Louis XII avaient révélé partout ses projets, tandis que ceux de Ferdinand étaient couverts d'un secret impénétrable. On ne doutait guère que le roi d'Espagne ne s'empressât de défendre son cousin contre une invasion qui menaçait peut-être ses propres possessions italiennes, et l'on s'attendait à ce que les troupes espagnoles se joignissent immédiatement à celles de Frédéric pour écraser l'ennemi, sans lui donner le temps de prendre pied sur le territoire napolitain. Aussi l'étonnement fut-il extrême, lorsque, l'illusion se dissipant, on vit l'Espagne agir d'accord avec la France pour accabler leur commune victime; on ne pouvait croire, dit Guichardin, que Louis XII eût été assez aveugle pour préférer au vasselage offert par Frédéric et à une souveraineté réelle,

un partage avec un rival aussi dangereux et aussi rusé que Ferdinand.

Le malheureux roi de Naples, qui avait été averti au dernier moment des dispositions hostiles du gouvernement espagnol à son égard [1], ne savait où se réfugier pour échapper à l'orage qui le menaçait de tous côtés; il leva des troupes en toute hâte et décida de livrer bataille à son plus proche ennemi. L'armée française s'était remise en marche, le 28 juin; avant son départ de Rome, une querelle s'était engagée entre des soldats français et des Espagnols habitant cette capitale, au sujet des droits des deux souverains sur la couronne de Frédéric; des paroles on en était venu aux coups et bien du sang avait été versé avant que l'ordre fût rétabli, triste augure pour la durée d'une alliance conclue au prix d'une iniquité.

Le 8 juillet, les Français passèrent la frontière napolitaine. Frédéric, qui avait pris position à San-Germano, ne se voyant pas en forces pour leur résister, se retira vers la capitale. Les envahissenrs avancèrent, prenant coup sur coup toutes les forteresses, presque sans coup férir; ils furent quelque temps arrêtés devant Capoue. Pendant les pourparlers engagés pour la reddition de cette place, ils parvinrent à s'y introduire et, donnant un libre cours à des passions sauvages, massacrèrent sept mille habitants dans les rues et outragèrent odieusement les femmes et les filles

[1] Au mois d'avril, le roi de Naples reçut de ses envoyés en Espagne des lettres écrites par ordre du roi Ferdinand, pour l'informer qu'il n'avait rien à attendre de celui-ci, en cas d'une invasion française sur son territoire. Frédéric se plaignit avec amertume que cet avertissement lui eût été donné si tard, ce qui empêcha, en effet, un arrangement qu'il eût pu faire autrement avec Louis XII.

des Caponans. C'est en cette occasion que le fils d'Alexandre VI, l'infâme César Borgia, choisit quarante des plus belles prisonnières de haut rang, qu'il envoya à Rome pour garnir son sérail. L'horrible sort de Capoue découragea la résistance, mais il fit exécrer partout les Français, et plus tard l'horreur qu'ils avaient inspirée leur fut des plus funestes, dans leur lutte contre les Espagnols.

Frédéric, affligé d'avoir attiré sur ses sujets tant de calamités, abandonna sa capitale, sans tenter de la défendre, et se retira dans l'ile d'Ischia ; bientôt après, suivant le conseil de l'amiral Ravenstein, il accepta un sauf-conduit pour se rendre en France et se confia, en octobre 1501, à la générosité de Louis XII. Celui-ci le reçut gracieusement et lui conféra le duché d'Anjou, avec une forte pension, qui, à l'honneur du monarque français, continua à être servie à ce prince, longtemps après qu'il avait perdu tout espoir de recouvrer jamais sa couronne. Toutefois, malgré cette conduite magnanime, Louis surveillait son hôte avec inquiétude; sous prétexte de lui témoigner plus de respect, il lui donna des gardes et le retint ainsi dans une espèce de captivité jusqu'à sa mort, qui arriva peu de temps après, en 1504.

La branche illégitime de la maison d'Aragon avait cessé de régner sur Naples; Frédéric fut le dernier de ces rois qui, de quelque manière qu'on les juge à un autre point de vue, protégèrent généreusement les lettres et répandirent ainsi un vif éclat sur une époque de troubles et de violences. On aurait pu croire qu'un prince aussi bienfaisant, aussi accompli, aurait contribué davantage à l'amélioration morale de son peuple, en calmant les passions qui avaient si longtemps fermenté au cœur de celui-ci; mais sa douceur ne convenait

pas au temps désastreux où il vécut, et probablement Frédéric fut plus heureux dans la tranquille retraite où il passa la fin de sa vie, cultivant les lettres et recevant les consolations d'amis éprouvés par l'adversité [1], qu'il ne l'avait été sur le trône, objet d'admiration et d'envie pour tous.

Au commencement de mars, Gonsalve de Cordoue avait reçu pour la première fois communication officielle du traité de partage et de sa nomination comme lieutenant-général dans les Calabres et la Pouille. Il regretta d'être forcé d'attaquer un prince qu'il estimait et avec lequel il avait entretenu autrefois des relations intimes. En loyal chevalier, il rendit à Frédéric, avant l'ouverture des hostilités, le duché de Saint-Angel et les autres domaines qui lui avaient été donnés en récompense de ses services dans la dernière guerre; il pria en même temps le monarque de le relever du serment de fidélité qu'il lui avait prêté autrefois. Le généreux prince s'empressa d'accéder à cette dernière demande, mais il voulut que Gonsalve conservât ses terres, qui étaient d'ailleurs une faible récompense pour les services que celui-ci lui avait rendus.

L'armée réunie à Messine se composait de trois cents hommes de grosse cavalerie, de trois cents chevau-légers et de trois mille huit cents fantassins, outre un petit corps de vétérans espagnols, que Garcilasso de la Vega avait recruté en Italie. C'était une petite armée, mais ces soldats étaient

[1] Le lecteur connaît certainement le poète napolitain Sannazar, dont la fidélité à son royal maître forme un si brillant contraste avec la conduite de Pontano et de tant de ses pareils, chez qui la gratitude ne s'échauffe qu'au soleil d'une cour; ses différents épanchements poétiques rendent aux vertus de l'infortuné prince un noble témoignage, d'autant moins suspect que celui-ci était alors dans l'adversité.

bien disciplinés, familiarisés avec les fatigues et les dangers de la guerre. Le 5 juillet, le Grand Capitaine débarqua à Tropæa et commença la conquête de la Calabre, ordonnant à la flotte de longer les côtes, afin de lui porter secours quand il serait nécessaire. Il connaissait le terrain et, grâce aux anciennes relations qu'il avait nouées dans le pays et aux fortes positions que le gouvernement espagnol avait conservées pour s'indemniser des frais de la dernière guerre, il fit des progrès rapides; malgré l'opposition ou la froideur des grands seigneurs angevins qui résidaient dans les provinces, il s'empara en moins d'un mois des deux Calabres, à l'exception de Tarente.

Cette ville, célèbre dans l'antiquité par le siége qu'elle soutint contre Annibal, était de la plus haute importance. Frédéric y avait envoyé son fils aîné, le duc de Calabre, âgé d'environ quatorze ans, avec une forte garnison, sous les ordres de Jean de Guevara, comte de Potenza; il regardait cette place comme le lieu le plus sûr de tout son royaume. Indépendamment de la solidité de ses ouvrages de défense, Tarente, par sa position naturelle, était presque inaccessible à l'ennemi; elle ne communiquait avec le dehors que par deux ponts placés aux deux extrémités de la ville et commandés par de fortes tours; d'un autre côté, elle pouvait facilement recevoir des vivres par mer.

Gonsalve vit qu'il n'y avait d'autre moyen de réduire la place que le blocus; si désagréable que fût tout retard, il se prépara à faire un siége en règle et ordonna à la flotte de doubler la pointe méridionale de la Calabre et de bloquer le port de Tarente. En même temps, il faisait construire des ouvrages qui commandaient les avenues de la ville et coupait à celle-ci toutes communications avec les environs;

mais elle était bien ravitaillée, et la garnison était décidée à se défendre jusqu'au bout.

Rien ne met à une plus rude épreuve la patience et la discipline du soldat, qu'une vie oisive, sans aucune de ces escarmouches, de ces faits d'armes qui entretiennent l'ardeur du guerrier, en satisfaisant sa cupidité ou son ambition. Les Castillans, renfermés dans leurs retranchements et fatigués de leur inaction, envièrent souvent le sort des aventuriers que César Borgia enrôlait dans le centre de l'Italie, leur promettant une solde magnifique et le pillage. Le fils d'Alexandre VI recherchait surtout les vétérans espagnols, dont il connaissait la valeur, car ils avaient servi sous sa bannière, dans ses querelles avec les princes italiens. Gonsalve voyait chaque jour déserter des soldats, séduits par ses promesses, et ceux qui restaient se montraient de plus en plus mécontents de ne pas recevoir les forts arriérés qui leur étaient dus. Nous avons déjà dit que Ferdinand conduisait ses opérations avec une parcimonie bien différente de la générosité de la reine, toujours prête à faire les sacrifices nécessaires [1].

Un incident vulgaire fit, en ce moment, dégénérer ce mécontentement sourd en une mutinerie ouverte. La flotte française, après la prise de Naples, avait été envoyée dans le Levant pour assister les Vénitiens contre les Turcs. Ravenstein, jaloux d'éclipser la gloire du Grand Capitaine, tourna ses armes contre Mitylène qu'il voulait rendre à la

[1] L'ambassadeur d'Espagne à Vienne, don Juan Manuel, connaissait bien son maître, paraît-il, sous ce rapport; il dit à l'empereur Maximilien, qui avait demandé à l'Espagne un prêt de 300,000 ducats, qu'il ne faudrait pas plus d'argent à Ferdinand pour faire la conquête de l'Italie et de l'Afrique par dessus le marché.

république; il échoua complétement dans cette attaque; peu de temps après, sa flotte fut dispersée par une tempête et le vaisseau qu'il montait sombra près de l'île de Cérigo. Il réussit ensuite à gagner, avec plusieurs de ses principaux officiers, les côtes de la Calabre, où il débarqua dans le dénuement le plus complet. Gonsalve, touché de son infortune, ne fut pas plus tôt informé de sa détresse, qu'il lui envoya des provisions en abondance, avec un service d'argenterie et des vêtements de prix pour l'amiral et ses compagnons; il avait plus consulté, en cette circonstance, sa générosité que le mauvais état de ses finances.

Ces libéralités excessives étaient fort inopportunes. Les Espagnols se plaignirent hautement que leur général se montrait prodigue envers les étrangers, tandis qu'eux-mêmes n'étaient pas payés. Les Biscaïens, qui faisaient dire au Grand Capitaine, « qu'il aimerait mieux garder des lions que d'entreprendre de les gouverner, » donnèrent le signal de la révolte. Ce fut bientôt une insurrection ouverte; les soldats, se formant en rangs, allèrent trouver leur général et réclamèrent le paiement de leurs arriérés. Un misérable, plus insolent que les autres, dirigea sa pique contre la poitrine de son chef, avec des regards furieux et menaçants. Gonsalve, conservant son sang-froid, écarta l'arme, en souriant et s'écriant : « Plus haut, maladroit, plus haut; vous pourriez me blesser en jouant. » Comme il protestait de nouveau qu'il manquait d'argent, mais qu'il comptait en recevoir bientôt, un capitaine biscaïen lui répondit : « Vendez votre fille et vous aurez bientôt de l'argent ! » Cette fille, nommée Elvire, était tendrement aimée de son père qui l'amenait avec lui, dans ses campagnes. Quoique profondément blessé de cette insolence, le général ne répliqua pas

et, toujours impassible, il continua à parlementer sur le même ton avec les mutins, qui consentirent enfin à se disperser et à rentrer dans leurs quartiers. Le lendemain matin, l'armée aperçut l'officier biscaïen pendu à une des fenêtres de la maison où il était logé; ce hideux spectacle lui apprit qu'il y avait des bornes à la patience de son chef.

Un événement imprévu qui survint en ce moment contribua plus que cet exemple de sévérité à calmer les soldats; ce fut la capture d'un galion génois, avec une riche cargaison, principalement du fer, en destination, disait-on, pour un port turc du Levant. Gonsalve, mû, sans doute, par son zèle pour l'Église, fit saisir ce vaisseau et vendre la cargaison au profit de ses troupes. Jove excuse charitablement cet acte d'hostilité envers une puissance amie, en faisant observer que « le Grand Capitaine avait coutume de dire, lorsqu'il commettait une illégalité : « Un général doit s'assurer de la « victoire par tous les moyens, bons ou mauvais; il peut « ensuite indemniser dix fois ceux qu'il a lésés. »

La durée inattendue du siége de Tarente décida enfin Gonsalve à prendre des mesures plus vigoureuses pour le mener promptement à bonne fin. La ville, dont nous avons déjà fait remarquer la situation isolée, était couverte au nord par un lac ou plutôt un bras de mer, formant un excellent port intérieur et ayant environ dix-huit milles de circonférence. Les habitants, croyant ce côté parfaitement défendu, avaient négligé de le fortifier, et des maisons même s'élevaient au bord de l'eau. Le général espagnol résolut de faire transporter dans ce lac ceux de ses vaisseaux qui pourraient passer par l'isthme étroit qui rattachait celui-ci à la mer.

Avec des peines incroyables, on chargea vingt petits bâtiments sur des chars immenses, qui les portèrent jusqu'au

port intérieur, où on les fit descendre au bruit du canon et au son de la musique, au milieu des acclamations de l'armée assiégeante. Les Tarentins virent avec consternation s'avancer par terre vers leur ville, du côté où elle était le moins bien défendue, cette flotte que naguère encore ils bravaient du haut de leurs remparts imprenables [1].

Le commandant napolitain vit qu'il était impossible de tenir plus longtemps, sans exposer les jours du jeune prince confié à ses soins; il entra donc en négociations avec l'ennemi, et, pendant l'armistice, signa une capitulation, aux termes de laquelle le duc de Calabre et ses compagnons pouvaient sortir de la ville et se retirer partout où ils le voudraient. Le général espagnol, pour donner plus de solennité à ses engagements, jura sur l'hostie sainte de les observer.

Le 1er mars 1502, l'armée castillane entra à Tarente, comme il avait été convenu, et le duc de Calabre partit avec sa suite, dans l'intention d'aller rejoindre son père en France. Sur ces entrefaites, Gonsalve reçut du roi Ferdinand l'ordre de ne laisser à aucun prix échapper le jeune prince, otage trop précieux pour que le gouvernement espagnol consentît à le perdre. Le général fit donc poursuivre le duc, qui était arrivé avec son compagnon, le comte de Potenza, aux bords du Bitonto, et se dirigeait vers le nord; il fut arrêté et ramené à Tarente. Peu de temps après, Gonsalve le fit embarquer à bord d'un des vaisseaux de guerre qui station-

[1] Gonsalve se souvint, sans doute, en cette occasion, d'un expédient semblable imaginé par Annibal. César rapporte qu'il se servit du même moyen dans ses guerres en Espagne, mais les vaisseaux qu'il fit transporter par terre, à la distance de vingt milles, étaient bien moins grands que ceux de Gonsalve.

naient dans le port et, au mépris de sa parole si solennellement donnée, l'envoya comme prisonnier en Espagne.

Les écrivains castillans ont tenté plusieurs fois, mais sans succès, de colorer cet acte odieux de perfidie, commis par leur héros favori. Zurita cherche à l'excuser, en prétendant que le fils de Frédéric avait écrit à Gonsalve, lui demandant de le traiter de cette manière, parce qu'il aimait mieux vivre en Espagne qu'en France, mais qu'il ne pouvait décemment agir contrairement aux désirs de son père; si une pareille lettre fut réellement écrite, l'extrême jeunesse du prince y donnait peu d'importance et rien n'excuse la conduite du général espagnol. Paul Jove s'explique autrement; d'après lui, le Grand Capitaine, ne sachant quel parti prendre, consulta certains juristes éclairés, qui furent d'avis « que Gonsalve n'était pas lié par son serment, puisque celui-ci était contraire à ses obligations supérieures envers son maître, et que le roi n'était pas non plus lié par des engagements pris à son insu! » L'homme qui confie son honneur à l'arbitrage des casuistes l'a déjà trahi[1].

On ne peut trouver d'excuse à cet acte que dans l'immoralité et la corruption de cette époque, riche en exemples de violation flagrante de la foi publique et privée. Cette perfidie

[1] Dans la correspondance de Gonsalve il y a une lettre qu'il écrivit aux souverains, peu de temps après l'occupation de Tarente, et dans laquelle il parle des efforts qu'il avait faits pour gagner le duc de Calabre aux intérêts de l'Espagne; il se montre confiant dans son ascendant sur ce jeune prince et affirme que celui-ci sera content de rester auprès de lui, jusqu'à ce que lui-même ait reçu d'Espagne des instructions sur la conduite suivre à son égard. En même temps, le Grand Capitaine prenait soin d'exercer une surveillance sur le duc, au moyen des serviteurs attachés à sa personne; nous ne trouvons aucune allusion à des promesses qu'il aurait faites à celui-ci sous serment.

n'eût pas étonné chez un Sforza ou un Borgia, mais, commise par un homme tel que Gonsalve, d'un caractère noble et magnanime, d'une vie exemplaire, d'une réputation intacte, elle excita partout, même dans ce temps, l'étonnement et la réprobation; elle a imprimé à son nom une tache que l'histoire ne peut cacher.

CHAPITRE XI.

RUPTURE AVEC LA FRANCE.

(1502-1503)

Rupture entre la France et l'Espagne. — Retraite de Gonsalve à Barletta. — Caractère chevaleresque de la guerre. — Tournoi près de Trani. — Rencontre entre Bayard et Sotomayor. — Détresse des Espagnols à Barletta. — Leur résolution. — Prise de Ruvo par Gonsalve. — Préparatifs de départ à Barletta.

On ne devait pas attendre que le traité de partage entre la France et l'Espagne, fait si manifestement au mépris de toute bonne foi, durât plus longtemps qu'il ne conviendrait aux intérêts des deux parties. Le monarque français, parait-il, avait décidé, dès le premier moment, de n'en tenir aucun compte, une fois en possession de sa moitié de royaume, et, à la cour de Castille, les esprits clairvoyants prévoyaient que Ferdinand en ferait tout autant, lorsqu'il serait en mesure de revendiquer ses droits avec succès.

Les deux parties eussent-elles même été de bonne foi, un arrangement qui démembrait si violemment un État ancien, ne pouvait guère subsister longtemps, et mille sujets de contestation devaient surgir entre deux rivaux placés en

présence, les armes à la main, et convoitant un riche butin, que chacun réclamait comme lui appartenant. Aussi une rupture était-elle inévitable; elle éclata plus tôt peut-être qu'on ne l'avait prévu et avant que le roi d'Aragon ne fût prêt à la lutte.

Cette rupture eut pour cause immédiate les termes trop vagues dans lesquels était conçu le traité, dont les bases étaient vicieuses; car la division du royaume en quatre provinces ne répondait à aucune division ancienne ni moderne; d'après cette dernière, il y avait douze provinces. La partie centrale, comprenant la Capitanate, la Basilicate et la Principauté, donna lieu à de vifs débats entre les parties, qui prétendaient chacune l'occuper, comme une partie de sa moitié. Les Français n'avaient aucun motif pour disputer à leurs rivaux la Capitanate, la première de ces provinces et de beaucoup la plus importante, à cause de la taxe prélevée sur les innombrables troupeaux qui, descendant des montagnes des Abruzzes, passaient l'hiver dans ses vallées[1]; mais il était plus difficile de dire à qui appartenaient la Basilicate et la Principauté. C'était, on peut le croire, à dessein que les signataires du traité y avaient répandu cette obscurité, lorsqu'il eût fallu se servir de termes très précis.

Gonsalve n'avait pas encore achevé la conquête de la partie méridionale du royaume et assiégeait encore Tarente, lorsqu'il apprit que les Français avaient occupé plusieurs places dans la Capitanate et dans la Basilicate. Il envoya aussitôt un corps de troupes pour protéger ces provinces et,

[1] La clause du traité de partage, d'après laquelle les Espagnols devaient percevoir la taxe sur les troupeaux, à leur descente du district français des Abruzzes dans la Capitanate, prouve suffisamment que l'intention des parties contractantes était d'assigner cette dernière province à l'Espagne.

après la prise de Tarente, il marcha vers le nord avec toute son armée, pour les couvrir; mais, comme il n'était pas prêt à commencer immédiatement les hostilités, il ouvrit des négociations, afin de gagner du moins du temps, s'il n'obtenait aucun autre avantage [1].

Comme on devait s'y attendre, il était impossible de concilier les prétentions des deux parties et de les amener à un compromis; les deux commandants en chef eurent une entrevue, le 1er avril 1502, et il y fut simplement convenu qu'ils conserveraient leurs positions, en attendant des ordres explicites de leurs gouvernements respectifs.

Aucun des deux monarques ne donna de nouvelles instructions. Ferdinand se borna à recommander à Gonsalve de retarder le plus longtemps une rupture ouverte, afin de lui donner le temps d'envoyer des renforts et de s'allier avec d'autres puissances européennes. Mais, quelles que fussent les dispositions pacifiques des deux généraux, ils ne purent contenir les passions de leurs soldats, qui, mis en présence, se regardaient avec la férocité de boule-dogues, prêts à briser leurs chaînes pour se mordre. Des actes d'agression furent bientôt commis de part et d'autre, et de part et d'autre on se les reprocha, bien qu'il y eût, paraît-il, plus de motifs de les attribuer aux Français, car ceux-ci étaient bien mieux préparés à la lutte que les Espagnols, et ils commencèrent la guerre avec tant d'ardeur qu'ils envahirent non seulement les provinces contestées, mais encore la Pouille, assignée explicitement à leurs rivaux.

La cour d'Espagne essaya vainement d'intéresser à sa

[1] Gonsalve, dans son rapport aux souverains sur ces événements, signale « l'intempérance de langage et de manières » du vice-roi et de d'Alègre; cette partie de la lettre est en chiffres.

cause les autres puissances européennes. L'empereur Maximilien, bien que mécontent de la conquête du Milanais, n'avait pas d'autre idée que celle de se faire couronner à Rome. Le pape et son fils, César Borgia, s'étaient étroitement alliés avec Louis XII, qui les avait aidés dans leurs expéditions contre les chefs de la Romagne. Les autres princes italiens, si indignés qu'ils fussent de cette infâme alliance, redoutaient trop la puissance colossale qui avait mis pied sur leur territoire, pour lui offrir aucune résistance. Venise seule, embrassant du haut de son phare lointain, pour emprunter les expressions de Martyr, tout l'horizon politique, paraissait hésiter; les ambassadeurs français la sommaient d'exécuter son traité avec leur maître et de soutenir celui-ci dans une guerre imminente, mais la prudente république voyait avec défiance l'ambition croissante de son puissant voisin et espérait secrètement que l'Aragon servirait de contrepoids à celui-ci. Martyr, qui s'arrêta à Venise, à son retour d'Égypte, parut devant le sénat, en octobre 1501, et employa toute son éloquence pour le convertir aux intérêts de ses souverains; mais on voit par les lettres dans lesquelles il suppliait ceux-ci d'expédier dans cette ville, comme ministre résident, un habile diplomate, qu'il ne se faisait pas illusion sur leur situation critique.

Les lettres de ce sagace écrivain, pendant son voyage dans le Milanais [1], sont remplies des plus sombres prédictions sur l'issue d'une lutte à laquelle les Espagnols étaient si mal préparés, tandis qu'il assistait partout, dans le nord

[1] Le ton libre et familier de la correspondance de Martyr offre un piquant exemple de l'intimité dans laquelle les souverains, contrevenant à la raide étiquette de leur cour, admettaient les hommes de science et de mérite, sans distinction de rang. — *Opus Epistolarum*, ep. 230.

de l'Italie, aux préparatifs bruyants des Français, qui annonçaient hautement leur intention de chasser leurs ennemis, non seulement du royaume de Naples, mais de la Sicile même.

Louis XII surveilla ces préparatifs en personne, et, pour se rapprocher du théâtre des opérations, il passa les Alpes, en juillet 1502, et s'établit à Asti. A la fin, toutes ses dispositions ayant été prises, il provoqua un dénouement et ordonna à son général de déclarer la guerre aux Espagnols, s'ils ne sortaient pas de la Capitanate, dans les vingt-quatre heures.

L'armée française de Naples comprenait, d'après les écrivains de cette nation, mille hommes d'armes, trois mille cinq cents Français et Lombards et trois mille fantassins suisses, outre des troupes napolitaines levées dans tout le royaume par les barons angevins. Le commandement en avait été confié au duc de Nemours, descendant de l'ancienne famille des Armagnac, jeune homme intrépide et chevaleresque, qui devait à sa parenté plus qu'à ses talents d'avoir été préféré au vieux d'Aubigny, pour occuper le poste difficile et périlleux de vice-roi. Ce dernier seigneur avait voulu donner sa démission, mais il céda aux instances du roi, qui le pria de ne pas se retirer au moment même où ses conseils étaient plus que jamais nécessaires pour suppléer à l'inexpérience du duc. Toutefois la jalousie et l'obstination de celui-ci contrarièrent les vœux du monarque, et la mésintelligence des deux chefs, soutenus chacun par un parti, amena un funeste désaccord dans leurs mouvements.

Ces officiers étaient secondés par quelques-uns des meilleurs et des plus braves chevaliers français; citons, entre autres, Jacques de Chabannes, plus connu sous le nom de sire de La Palice, favori de Louis XII, qui rendait justice à

son mérite; Louis d'Ars; Ives d'Alègre, frère de ce Précy qui se rendit célèbre dans les guerres de Charles VIII; enfin, Pierre de Bayard, le chevalier « sans peur et sans reproche, » qui débutait alors dans une carrière glorieuse où il devait réaliser toutes les perfections imaginaires de la chevalerie.

Malgré la faiblesse numérique des Français, Gonsalve de Cordoue n'était pas en état de leur tenir tête. Il n'avait plus reçu de renforts d'Espagne, depuis le jour de son arrivée dans les Calabres; sa petite armée de vétérans n'était ni équipée ni même habillée convenablement, et il n'était pas sûr de l'obéissance de ses soldats à qui l'on devait de forts arriérés [1]. Depuis le moment où la situation avait pris un aspect menaçant, il avait, sans perdre de temps, rappelé les détachements qu'il avait disséminés dans les Calabres, et les avait réunis à Atella, dans la Basilicate, où il avait lui-même pris ses quartiers. Il était également entré en correspondance avec les barons, partisans de la maison d'Aragon, qui étaient très nombreux et très puissants dans les provinces septentrionales du royaume, assignées à la France; il fut particulièrement assez heureux pour gagner les deux Colonna, qui, par leur autorité, leurs relations de famille et leur grande expérience militaire, lui rendirent d'inestimables services [2].

Néanmoins Gonsalve, comme nous l'avons dit, n'était pas

[1] Les lettres de Martyr dans ce moment critique sont pleines de sollicitations, d'arguments, de prières, pour exciter les souverains à sortir de leur apathie et à prendre des mesures pour s'assurer l'amitié chancelante de Venise, ainsi qu'à venir plus efficacement en aide à leurs troupes en Italie. Ferdinand écouta le premier de ces conseils, mais se montra singulièrement sourd au second.

[2] Prosper Colonna, en particulier, n'était pas moins distingué par sa science militaire que par son amour pour les lettres et les arts, qu'il pro-

prêt à soutenir une lutte qu'il lui était impossible de retarder, étant sommé péremptoirement d'évacuer la Capitanate; à cette injonction, il répondit sans hésiter « que la Capitanate appartenait légitimement à son maître, et qu'avec l'aide de Dieu il la défendrait contre le roi de France et contre tout envahisseur. »

Cependant, malgré cette fière réponse, le Grand Capitaine ne jugea pas prudent d'attendre l'attaque des Français dans la position qu'il occupait; il se retira immédiatement, avec la plus grande partie de ses troupes, à Barletta, ville forte sur les confins de la Pouille et port sur l'Adriatique; il pouvait ainsi recevoir des secours par mer ou se réfugier, en cas de besoin, à bord de la flotte espagnole qui gardait les côtes de la Calabre. Il distribua le reste de son armée à Bari, Andria, Canosa et dans d'autres places voisines, où il espérait que ces troupes pourraient tenir jusqu'au moment où, ayant reçu les renforts qu'il demandait instamment à la Sicile et à l'Espagne, il pourrait engager la lutte avec ses adversaires dans des conditions plus égales.

Pendant ce temps, les officiers français différaient d'opinion au sujet du plan de campagne à suivre; quelques-uns voulaient assiéger Bari, où commandait l'illustre et infortunée Isabelle d'Aragon; d'autres, plus chevaleresques, refusaient d'attaquer une place défendue par une femme, et conseillaient de donner sur-le-champ un assaut à Barletta même, dont les remparts, vieux et en mauvais état, crouleraient bientôt, si les assiégés ne s'empressaient pas de se rendre. Le duc de Nemours, prenant un milieu entre ces

tégea magnifiquement, au rapport de Tiraboschi. Paul Jove a placé son portrait dans sa galerie d'hommes illustres, qu'il peignit, il faut l'avouer, plus en historien qu'en artiste.

deux opinions, résolut d'investir cette dernière ville et de la réduire au moyen d'un blocus régulier, en lui coupant toutes communications avec le dehors. Ce plan était, sans doute, le moins acceptable de tous, car il devait avoir pour résultat de laisser se refroidir cette ardeur, cette « *furia francese,* » comme l'appelaient les Italiens, qui faisait surmonter aux Français tant d'obstacles, tandis qu'il devait faire ressortir l'inflexible résolution et le calme, l'infatigable patience qui distinguaient les Espagnols.

Le vice-roi commença par assiéger, le 2 juillet 1502, Canosa, place très forte, à l'ouest de Barletta, où étaient renfermés six cents hommes d'élite, sous les ordres de l'ingénieur Pedro Navarro. Ce vaillant officier justifia, en cette occasion, sa haute réputation ; il repoussa deux assauts successifs, conduits par Bayard, La Palice et d'autres guerriers, la fleur de la chevalerie française. Décidé à s'enterrer sous les ruines de la ville plutôt que de se rendre, il se préparait à en soutenir un troisième; mais Gonsalve, impuissant à le secourir, lui ordonna de capituler aux meilleures conditions qu'il pourrait obtenir, disant « que ce poste était trop peu important pour y sacrifier la vie des braves qui le défendaient. » Navarro obtint sans peine une capitulation honorable, et la petite garnison, réduite des deux tiers, traversa le camp des assiégeants, drapeaux flottants et musique en tête, comme pour railler la puissante armée qu'elle avait si héroïquement tenue en échec [1].

[1] Pierre Martyr dit que les Espagnols traversèrent le camp ennemi en criant : « *Espana! Espana! Viva Espana!* » — (Ubi supra.) — La bravoure des Espagnols dans la défense de Canosa leur valut de chaleureux éloges de la part de Jean d'Auton, le fidèle historiographe de Louis XII : « Je ne veulx donc par ma Chronicque mectre les biensfaicts des Espaignols

Après la prise de Canosa, d'Aubigny, toujours brouillé avec le vice-roi, fut envoyé avec un petit corps de troupes dans le sud, pour opérer la conquête des deux Calabres. Sur ces entrefaites, le duc de Nemours, ayant cherché vainement à réduire plusieurs places fortes gardées par l'ennemi, aux environs de Barletta, tenta d'affamer cette ville en dévastant les campagnes environnantes et en s'emparant des troupeaux qui parcouraient ces gras pâturages.

Les assiégés ne restèrent pas oisifs, de leur côté; ils sortirent par petits détachements, arrachèrent quelquefois à l'ennemi le butin dont il était chargé, l'inquiétèrent par de feintes attaques, l'attirèrent dans des embuscades et lui opposèrent une tactique irrégulière à laquelle il était peu habitué.

La guerre commença dès lors à prendre, en grande partie, l'aspect romanesque de celle de Grenade. Des deux côtés, les cavaliers, non contents des escarmouches ordinaires, se provoquaient à des joutes, à des tournois, où ils brûlaient d'étaler leur supériorité dans les nobles exercices de la chevalerie. Une rencontre des plus mémorables eut lieu entre onze Espagnols et onze Français, au sujet de certaines remarques injurieuses faites par des compatriotes de ceux-ci sur la cavalerie de leurs ennemis, qu'ils déclaraient inférieure à la leur. Les Vénitiens offrirent aux combattants une plaine, sur un territoire neutre, sous les murs de leur propre ville de Trani; une brillante troupe de chevaliers des deux nations devait former la garde et maintenir l'ordre du combat. Au jour fixé, 20 septembre 1502, on vit paraitre les champions, armés de toutes pièces, montant des chevaux

en oubly, mais dire que pour vertueuse defence, doibvent avoir louange honorable. » — *Hist. de Louys XII*me, chap. II.

richement caparaçonnés et bardés de fer comme leurs maîtres. Les murs et les toits des maisons de Trani étaient couverts de spectateurs; aux abords de la lice se pressaient des guerriers des deux armées; on eût dit que, pour ceux-ci, l'honneur de leur pays dépendait à un certain point de l'issue de la lutte. Parmi les Castillans, on remarquait Diego de Paredes et Diego de Vera; leur plus illustre adversaire était le brave Bayard.

Les trompettes ayant donné le signal convenu, les combattants s'élancèrent en avant; trois Espagnols furent désarçonnés du premier coup et quatre chevaux tués, de l'autre côté. Le combat, qui avait commencé à dix heures du matin, ne devait pas, eût-on dit, se prolonger jusqu'à la nuit; longtemps avant le coucher du soleil, tous les Français, à l'exception de deux, dont l'un était Bayard, avaient vidé les arçons, et leurs chevaux, plus maltraités que les cavaliers, avaient été mis hors de combat ou tués. Les Castillans, dont sept étaient encore à cheval, serraient de près leurs adversaires, et la fortune de la journée n'était plus douteuse. Cependant, ceux-ci, se retranchant derrière les cadavres de leurs chevaux, se défendirent vigoureusement, et les assaillants s'efforcèrent en vain de faire franchir cette barrière à leurs coursiers effrayés. La nuit vint sur ces entrefaites, et comme les combattants étaient, de part et d'autre, restés maîtres du terrain, on ne décerna pas la palme de la victoire; on déclara que les uns et les autres s'étaient comportés en bons et vaillants chevaliers.

Le tournoi fini, Français et Espagnols se rejoignirent au milieu de l'arène et se donnèrent l'accolade, selon les usages de la chevalerie; ils se réunirent dans un banquet et « firent chère lie, » selon l'expression d'un ancien chroniqueur,

avant de se séparer. Le Grand Capitaine ne se montra pas satisfait de l'issue du combat. « Nous avons au moins, » lui dit un des Castillans, « rabattu la morgue de nos ennemis et leur avons prouvé que nous sommes aussi bons cavaliers qu'eux. » « Je m'attendais à mieux, » répondit froidement Gonsalve.

Un combat à outrance entre Bayard et un seigneur espagnol, nommé Alonso de Sotomayor, qui, ayant été le prisonnier de celui-ci, se plaignait d'avoir subi de mauvais traitements, eut un dénouement plus tragique. Bayard avait nié le fait et défié le Castillan de le soutenir en champ clos, à pied ou à cheval, à son choix, Sotomayor, qui le savait un excellent cavalier, préféra combattre à pied.

A l'heure et au jour fixés, 2 février 1503, les deux chevaliers entrèrent en lice, armés de l'épée et de la dague, et portant une armure complète; avec une témérité rare dans ces rencontres, ils avaient levé la visière de leur casque. Tous deux, s'agenouillant, prièrent quelque temps en silence, puis, se levant et faisant le signe de la croix, ils s'avancèrent l'un au devant de l'autre, « le bon chevalier Bayard marchant, » dit Brantôme, « d'nn pas aussi léger que lorsqu'il conduisait une belle dame à la danse. »

L'Espagnol, qui était grand et robuste, essaya d'étourdir son adversaire en lui assénant des coups terribles et de le saisir à bras le corps pour le renverser. Bayard, moins fort que lui, était encore affaibli par une fièvre dont il n'était pas entièrement guéri, mais il était plus léger et plus habile; aussi réussit-il non seulement à parer les coups de Sotomayor, mais à lui en porter de temps en temps, tout en le troublant par la rapidité de ses mouvements. A la fin, le Castillan ayant perdu son équilibre par suite d'un coup mal

dirigé, Bayard le frappa au gorgerin avec tant de violence que celui-ci livra passage à son épée, qui traversa la gorge de Sotomayor. Exaspéré par la souffrance, le blessé rassembla toutes ses forces et se jeta sur le Français; tous deux roulèrent par terre et, avant qu'ils se fussent dégagés, Bayard qui avait, tout le temps, gardé son poignard dans la main gauche, tandis que son ennemi laissait le sien à sa ceinture, l'en frappa sous l'œil avec tant de vigueur qu'il traversa le cerveau de part en part. Après que les juges eurent décerné à Bayard les honneurs de la journée, les trompettes sonnèrent, selon l'habitude, pour féliciter le vainqueur, mais celui-ci leur imposa silence et, après avoir remercié Dieu à genoux, sortit à pas lents de l'arène, en disant qu'il eût été charmé de voir le combat finir autrement, pourvu que son honneur eût été préservé.

Dans ces joutes, dans ces tournois, décrits très longuement et avec chaleur par les chroniqueurs du temps, on voit briller les dernières lueurs de cet esprit chevaleresque qui éclaira les ténèbres du moyen âge. Si ces jeux paraissent grossiers, comparés aux passe-temps de siècles plus policés, la magnificence, la courtoisie, les sentiments d'honneur qui s'y déployèrent font que ces spectacles adoucissent jusqu'à un certain point la rude physionomie de cette époque.

Tandis que les Espagnols, renfermés dans les murs de l'antique cité de Barletta, cherchaient, par ces exercices ou par des incursions dans le voisinage, à rompre la monotonie de leur vie, ils souffrirent beaucoup du manque de munitions, de nourriture, d'habillements et des choses les plus nécessaires; on eût dit que leur roi les avait abandonnés à leur sort, dans cette position désespérée, sans tenter même

aucun effort pour les secourir [1]. Combien cette indifférence contrastait avec la sollicitude toute maternelle, avec laquelle la reine veillait sur ses soldats, dans la longue lutte contre Grenade! Il ne paraît pas qu'Isabelle ait pris aucune part à la direction de ces guerres, qu'elle regarda probablement, dès le premier jour, quoiqu'un grand nombre de ses sujets s'y fussent engagés, comme concernant tout aussi exclusivement l'Aragon, que les conquêtes faites dans le nouveau monde concernaient la Castille; en réalité, avec quelque intérêt qu'elle suivît ces expéditions, le mauvais état de sa santé, à cette époque, ne lui permettait pas de s'en occuper.

Gonsalve ne s'abandonna pas dans ce moment critique, et son courage parut grandir à mesure que tout lui manquait. Il s'efforça de ranimer l'ardeur de ses troupes, en leur promettant de prompts secours, en leur disant qu'il attendait de la Sicile de grandes quantités de grains, d'Espagne et de Venise des hommes et de l'argent. Il fit même, d'après Jove, courir le bruit qu'il avait dans sa chambre un grand coffre, rempli d'or, qu'il viderait en cas d'absolue nécessité; mais, ajoute l'historien, les vétérans secouaient la tête d'un air de doute, quand leur général leur parlait ainsi; cependant ils commencèrent à le croire, lorsqu'ils virent, peu de temps après, arriver de Sicile une barque chargée de blé et de Venise une autre, avec des provisions et des vêtements, que Gonsalve acheta, en son nom et en celui de ses principaux officiers, pour les distribuer gratuitement entre ses soldats.

En ce moment, le Grand Capitaine apprit avec peine qu'un faible corps de troupes, qui avait été envoyé d'Espagne

[1] D'après Martyr, les assiégés avaient tellement souffert de la faim pendant quelque temps, que Gonsalve avait formé le projet d'embarquer toute sa petite garnison sur la flotte et d'abandonner la place à l'ennemi.

à son secours, sous les ordres de don Manuel de Benavides, et s'était joint à un autre plus considérable, venant de Sicile et commandé par Hugo de Cardona, avait été surpris par d'Aubigny, près de Terranova, le 25 décembre 1502, et mis en déroute complète. Ce désastre fut suivi de la soumission des Calabres, que ce dernier général, à la tête de ses gens d'armes français et écossais, parcourut d'une extrémité à l'autre, sans rencontrer aucune opposition.

La petite garnison de Barletta voyait l'horizon s'assombrir de plus en plus autour d'elle; la défaite de Benavides lui ôtait tout espoir d'être secourue bientôt; le duc de Nemours, qui avait successivement pris la plupart des places fortes de la Pouille, lui coupait toutes communications avec les environs, et une flotte française croisant dans l'Adriatique lui faisait craindre de ne recevoir par mer ni des provisions, ni des renforts. Gonsalve cependant affectait le même enjouement, le même calme qu'auparavant, et s'efforçait de communiquer son énergie à ses soldats. Il comprenait parfaitement le caractère de ses compatriotes, connaissait toutes leurs ressources, s'efforçait de réveiller chez eux des sentiments d'honneur, de fidélité, d'orgueil, d'amour-propre national; l'empire qu'il avait pris sur eux, l'affection qu'il leur avait inspirée par la douceur de ses manières et sa générosité étaient si grands, que, pendant tout ce long et pénible siége, aucun murmure, aucun signe d'insubordination ne leur échappèrent. Mais ni la valeur des Espagnols, ni le génie du Grand Capitaine n'eussent suffi pour sauver les assiégés, sans les fautes graves commises par leurs adversaires. Gonsalve, qui jugeait bien le duc de Nemours, attendait patiemment, comme un habile tireur, le moment où son ennemi lui offrirait un point vulnérable; l'occasion qu'il

désirait se présenta enfin au commencement de l'année suivante, en janvier 1503.

Les Français, non moins fatigués que les Espagnols de leur longue inaction, sortirent de Canosa où le vice-roi avait établi ses quartiers et, passant l'Ofanto, s'avancèrent vers Barletta, dans l'intention de faire sortir la garnison de « son antre, » comme ils disaient, et de trancher le différend par une bataille rangée. Le duc de Nemours, ayant pris position, envoya donc un trompette dans la ville, pour défier le Grand Capitaine; celui-ci répondit « qu'il avait l'habitude de choisir pour se battre son temps et son terrain; qu'il saurait gré au général français de donner aux assiégés le loisir de ferrer leurs chevaux et de fourbir leurs armes. » A la fin, le duc, après être resté quelques jours sous les murs de la ville et avoir reconnu l'impossibilité d'attirer son rusé ennemi dans la plaine, leva le camp et se retira, fier de ses vaines bravades.

Le duc ne s'était pas plus tôt mis en marche, que Gonsalve, qui avait eu peine à empêcher ses soldats de s'élancer sur les provocateurs, donna ordre à Diego de Mendoza de sortir avec toute la cavalerie, qu'il fit soutenir par deux corps d'infanterie, et de poursuivre l'ennemi. Mendoza partit rapidement et, précédant les fantassins, tomba sur l'arrière-garde française à peu de distance de Barletta. Celle-ci tourna tête immédiatement pour recevoir la charge, et, après une courte escarmouche, Mendoza battit en retraite, suivi de ses imprudents adversaires, qui, par suite de leurs mouvements irréguliers, se trouvèrent séparés du gros de leur armée. Sur ces entrefaites, l'infanterie castillane, qui avait continué d'avancer, attaqua à l'improviste les Français par le flanc et les mit en désordre; au même

moment, la cavalerie, faisant rapidement volte-face à la manière des Mores, les chargea brusquement de front. Ce fut alors une déroute complète; quelques-uns tentèrent de résister, mais presque tous cherchèrent à fuir; un petit nombre de Français y réussirent, mais la plupart de ceux qui échappèrent à la mort furent emmenés prisonniers à Barletta, où Mendoza trouva le Grand Capitaine prêt à le soutenir, en cas de besoin, avec toute son armée rangée en bataille. Ce combat avait duré si peu de temps, que le vice-roi, qui conduisait la retraite en désordre et avait déjà renvoyé plusieurs bataillons d'infanterie dans les différentes villes d'où il les avait tirés, ne connut pas ce qui s'était passé avant que tout ne fût fini [1].

En ce moment, l'arrivée d'un vaisseau vénitien, chargé de blé, soulagea momentanément les assiégés [2], qui bientôt après reçurent avec joie la nouvelle d'une bataille navale, livrée près d'Otrante, entre les Espagnols, commandés par l'amiral Lezcano, et les Français, sous les ordres de Préjan; ces derniers avaient été complétement défaits et laissaient

[1] Peu de temps après cette affaire, un officier français et des gentilshommes italiens se disputèrent à la table de Gonsalve, au sujet de certaines observations injurieuses faites par le premier sur la bravoure du peuple italien; la querelle fut terminée par un combat à outrance entre treize chevaliers de chaque nation. Ce combat, livré avec l'autorisation du Grand Capitaine, qui s'intéressait vivement au succès de ses alliés, finit par la défaite des Français, qui furent tous faits prisonniers. La description de ce tournoi remplit plus de pages que la plus longue bataille chez les historiens italiens, dont l'orgueilleuse satisfaction montre qu'ils ressentaient plus profondément cette insulte que tout le mal que leur avaient fait les Français.

[2] Ce secours était dû à l'avarice du général français d'Alègre, qui, s'étant emparé d'un magasin de blé à Foggia, le vendit à un marchand vénitien, au lieu de le garder pour sa propre armée qui en avait le plus grand besoin.

le passage libre aux convois de vivres que l'on attendait chaque jour de Sicile. La fortune souriait aux Castillans; quelques jours après, sept bâtiments siciliens, chargés de grains, de farines et de différentes provisions, entraient dans le port de Barletta; les assiégés, qui avaient souffert de la faim, virent leurs forces revenir avec leur courage.

Dès lors, les Espagnols commencèrent à se montrer impatients d'accomplir de nouveaux faits d'armes. La témérité du vice-roi leur fournit bientôt une occasion. Les habitants de Castellaneta, ville près de Tarente, poussés à bout par l'insolence et les dérèglements des Français, les chassèrent et livrèrent la place aux Castillans. Le duc de Nemours, furieux de cette défection, se prépara à partir immédiatement avec toute son armée, pour tirer une vengeance exemplaire de ceux qu'il considérait comme des rebelles; il ne voulut pas écouter ses officiers, qui lui représentèrent qu'en s'éloignant il exposait les garnisons des places voisines à une attaque de leur vigilant ennemi. L'événement justifia ces appréhensions.

Aussitôt que Gonsalve eut appris le départ du vice-roi pour une expédition lointaine, il résolut d'attaquer sur-le-champ Ruvo, ville à environ douze milles de là, défendue par le brave La Palice, avec trois cents lances et autant de fantassins. Toujours prompt, il sortit de Barletta, la nuit même du jour où il avait reçu cette nouvelle, 22 février 1503, avec toute son armée, montant à près de trois mille hommes d'infanterie et mille de légère et de grosse cavalerie; il laissa si peu de soldats dans la ville que, pour s'assurer de la fidélité de celle-ci pendant son absence, il jugea prudent d'emmener quelques-uns des habitants comme otages.

Au lever du jour, les Espagnols arrivèrent devant Ruvo;

ils ouvrirent immédiatement une violente canonnade contre les vieux remparts de la place, qui, moins de quatre heures après, lui offrirent une brèche considérable. Gonsalve décida alors l'attaque; il se chargea d'emporter la brèche avec une partie de ses troupes, et confia à l'intrépide Diego de Paredes le commandement de l'autre, munie d'échelles pour monter à l'escalade.

Cependant les assaillants rencontrèrent une résistance à laquelle ils ne s'étaient pas attendus de la part d'adversaires si peu nombreux. La Palice, défendant la brèche avec une poignée de gens d'armes à pied, repoussa toutes les tentatives des Castillans, tandis que les archers gascons faisaient pleuvoir, du haut des murs, une grêle de flèches sur les ennemis; mais ceux-ci se ralliaient bientôt à la voix de leur général et revenaient à l'attaque avec une nouvelle fureur; à la fin, leur nombre augmentant toujours, ils couvrirent les remparts et chassèrent devant eux les Français, qui continuèrent de combattre çà et là, dans les rues et les maisons. Leur jeune et brave commandant, La Palice, recula, la figure tournée vers les Espagnols qui le serraient de près, jusqu'à un mur où il s'adossa, et, dans cette position, il les arrêta pendant quelque temps, la hache à la main; la lutte était trop inégale, et, à la fin, après une résistance acharnée, il fut grièvement blessé à la tête et tomba; mais, avant d'être fait prisonnier, il lança son épée par dessus la tête de ses adversaires, refusant, en vrai chevalier, de la rendre aux manants qui le cernaient de tous côtés [1].

[1] La conduite héroïque de La Palice et tout le siége de Ruvo sont décrits par Jean d'Auton, dans un style entraînant qui rappelle le chevaleresque Froissart; il y a dans les mémoires et dans les chroniques de ce temps reculé, en France, un charme inexprimable, qui ne provient pas

Le combat avait cessé. Les femmes de Ruvo épouvantées avaient cherché un asile dans une des principales églises de la ville. Gonsalve, avec une humanité rare dans ces guerres barbares, les prit sous sa protection et les mit à l'abri des outrages de la soldatesque. Après avoir recueilli le butin et s'être assuré de ses prisonniers, il se remit en marche, sans perdre de temps, et retourna sans obstacle à Barletta.

Le duc de Nemours venait de paraître devant Castellaneta, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'attaque de Ruvo; aussitôt il repartit avec ses gens d'armes et les piquiers suisses, espérant arriver à temps pour faire lever le siége. Quel fut son étonnement, lorsqu'il ne vit plus dans cette ville aucune trace de l'ennemi, excepté le drapeau de l'Espagne flottant sur les murs. Humilié, abattu, il ne tenta plus de reprendre Castellaneta, mais il se retira et alla cacher sa honte dans les murs de Canosa.

Parmi les captifs, il y avait plusieurs personnages de haut rang; Gonsalve les traita avec sa courtoisie ordinaire, surtout La Palice, qu'il fit soigner par son propre chirurgien et dont il chercha à adoucir le sort par tous les moyens. Il ne montra pas autant de générosité envers les simples soldats, qu'il envoya tous ramer sur les galères espagnoles, où ils restèrent jusqu'à la fin de la campagne. Un malheureux différend subsistait depuis longtemps entre les commandants français et espagnols, au sujet de la rançon et de l'échange des prisonniers, et Gonsalve ne recourut probablement à cette mesure sévère, si différente de sa clémence ordinaire,

seulement du caractère pittoresque des détails, mais d'une teinte romantique répandue sur ces écrits, laquelle évoque dans notre esprit le souvenir des hauts faits « des preux chevaliers, de Paynim et des pairs de Charlemagne. »

qu'afin de ne pas encombrer une ville assiégée. Mais, en réalité, un procédé pareil, si opposé qu'il fût à toute idée d'humanité, n'était pas contraire à l'esprit d'une hautaine chevalerie, qui, réservant toutes ses faveurs pour la naissance ou le rang, se souciait peu des gens du peuple, soldats ou serfs, qu'elle livrait, sans pitié ni remords, à la merci de vainqueurs insolents et cruels.

La prise de Ruvo eut des suites importantes pour les Espagnols; outre un riche butin, consistant en vêtements, bijoux, argent, ils emmenèrent avec eux près de mille chevaux, qui donnèrent à Gonsalve les moyens d'augmenter sa cavalerie, dont la faiblesse numérique avait jusqu'alors paralysé ses mouvements. Il choisit donc sept cents hommes d'élite, qu'il transforma en cavaliers et qui brûlaient de justifier, à la première occasion, l'honneur qu'on leur avait fait.

Quelques semaines après, le Grand Capitaine reçut un renfort considérable, deux mille mercenaires allemands, recrutés, avec la permission de l'empereur Maximilien, par don Juan Manuel, ambassadeur d'Espagne à la cour d'Autriche. Gonsalve se décida alors à exécuter un projet qu'il méditait depuis longtemps; il était désormais en état de prendre l'offensive, et il n'avait pas assez de provisions pour nourrir longtemps ses troupes plus nombreuses. Il résolut donc de sortir de Barletta et, mettant à profit l'ardeur que ses soldats avaient puisée dans leurs récents succès, il se proposa de livrer immédiatement bataille à l'ennemi.

CHAPITRE XII.

BATAILLE DE CÉRIGNOLE.

(1503)

Naissance de Charles-Quint. — Voyage de Philippe le Beau et de Jeanne en Espagne. — Traité de Lyon. — Refus de Gonsalve d'y accéder. — Son arrivée devant Cérignole. — Déroute de l'armée française. — Entrée triomphale de Gonsalve à Naples.

Avant de suivre le Grand Capitaine dans ses opérations militaires, examinons rapidement ce qui se passait dans les cours de France et d'Espagne, où des négociations étaient ouvertes, en ce moment, pour mettre un terme aux hostilités.

Nous avons parlé, dans un chapitre précédent, du mariage de l'infante Jeanne, seconde fille des souverains catholiques, avec l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien et maître des Pays-Bas, qu'il avait hérités de sa mère. Le premier fruit de cette union fut Charles-Quint, né à Gand, le 24 février 1500. La reine Isabelle, en apprenant la naissance de cet enfant, avait prédit qu'il porterait un jour la cou-

ronne d'Espagne[1]; la mort prématurée de l'héritier présomptif, le prince Miguel, peu de temps après, ouvrit en effet le chemin du trône à Charles, dont la mère devait recueillir la succession des royaux époux. Ceux-ci, dès ce moment, demandèrent instamment à l'archiduc et à Jeanne de visiter l'Espagne, afin de recevoir des cortès le serment ordinaire de fidélité; ils désiraient d'ailleurs que Philippe se familiarisât avec le caractère et les institutions de ses futurs sujets. Cependant ce prince, jeune et écervelé, n'écouta pas au milieu des plaisirs la voix de l'ambition ou du devoir, et laissa s'écouler plus d'une année avant de se rendre à l'invitation de ses parents.

Vers la fin de 1501, Philippe et Jeanne se mirent en route, avec une nombreuse suite de seigneurs flamands, se proposant de traverser la France. Ils furent reçus avec une hospitalité pleine de magnificence à la cour de Louis XII, qui, par ses attentions adroites, réussit non seulement à effacer le souvenir des anciens griefs de la maison de Bourgogne [2], mais à produire l'impression la plus favorable sur l'esprit de l'archiduc [3]. Après quelques semaines passées au

[1] La reine s'exprima dans le langage de l'Écriture : « *Sors cecidit super Mathiàm,* » faisant allusion à la naissance de Charles, le jour de ce saint, jour qui, si nous devons en croire Garibay, fut heureux pour ce prince durant toute sa vie.

[2] Le prédécesseur de Louis XII, Charles VIII, avait épousé Anne de Bretagne, quoiqu'elle fût déjà mariée par procuration à l'empereur Maximilien, père de Philippe, et cela au mépris de ses propres engagements envers la fille de l'empereur, Marguerite, qui tout enfant lui avait été fiancée. Cette double insulte, que Maximilien ressentit vivement, parait n'avoir fait aucune impression sur l'esprit léger de son fils.

[3] Saint-Gelais décrit la réception cordiale faite à Philippe et à Jeanne par la cour de France, à Blois, où il se trouvait probablement lui-même. En passant par Paris, Philippe alla siéger dans le parlement comme

milieu de fêtes splendides et de divertissements de toute espèce à Blois, où Philippe confirma le traité de Trente, récemment conclu entre l'empereur, son père, et le roi de France, et stipulant le mariage de la princesse Claude, fille aînée de Louis, avec Charles, fils de l'archiduc, les jeunes époux continuèrent leur voyage et arrivèrent à Fontarabie, en Espagne, le 29 janvier 1502.

De magnifiques préparatifs avaient été faits pour la réception des augustes voyageurs. Le grand connétable de Castille, le duc de Naxara et une foule de grands du royaume étaient allés à leur rencontre, sur les frontières du pays. Dans les principales villes du nord où ils passèrent, des fêtes brillantes, des illuminations, des réjouissances publiques de toute sorte leur témoignèrent l'allégresse des populations. Une pragmatique, adoucissant la sévérité des lois somptuaires de l'époque, avait permis aux habitants de porter de la soie et des vêtements de couleurs variées; les souverains, on le voit, prenaient toutes les mesures, même les plus futiles, pour séduire l'imagination des jeunes princes en leur offrant un spectacle joyeux [1].

Ferdinand et Isabelle, qui s'occupaient en ce moment des affaires de l'Andalousie, n'eurent pas plus tôt appris l'arrivée

pair de France, et il rendit plus tard l'hommage à Louis XII, comme à son suzerain, pour ses possessions en Flandre; acte d'infériorité qui ne fut nullement du goût des historiens espagnols, lesquels insistent avec une satisfaction visible sur le refus que fit l'archiduchesse Jeanne de prendre part à la cérémonie.

[1] Cette extrême simplicité de toilette, dans laquelle Zurita discerne « la modestie du temps, » était imposée par des lois, dont la sagesse, quoi qu'on pense de leur caractère moral, peut bien être mise en doute à un point de vue économique. Nous aurons l'occasion de parler plus loin de ces lois.

de Philippe et de Jeaune, qu'ils partirent en toute hâte pour le nord ; ils atteignirent Tolède, vers la fin d'avril, et, peu de jours après, la reine qui, victime de sa grandeur, avait vu emmener ses enfants, l'un après l'autre, dans des contrées lointaines, eut la satisfaction de serrer sa fille bien-aimée dans ses bras.

Le 22 mai, les cortès convoquées à Tolède prêtèrent le serment ordinaire de fidélité à l'archiduc et à son épouse. Peu de temps après, Ferdinand se rendit en Aragon, où Isabelle souffrante ne put l'accompagner, afin de préparer une reconnaissance semblable par les États de ce royaume ; nous ne savons pas de quels arguments le politique monarque se servit pour écarter les scrupules manifestés autrefois par ce corps indépendant, au sujet de sa défunte fille, la reine de Portugal ; il réussit complétement cette fois dans sa mission, et les jeunes époux, assurés des dispositions favorables des cortès, firent, au mois d'octobre, leur entrée en grande pompe dans l'antique cité de Saragosse. Le 27 de ce mois, après avoir juré devant le *justizia*, Jeanne, comme future reine propriétaire, et Philippe, comme son époux, de respecter les lois et les libertés du royaume, ils furent solennellement reconnus par les quatre ordres de la législature aragonaise, comme successeurs à la couronne, à défaut d'enfant mâle du roi Ferdinand. Le fait est mémorable ; c'est le premier exemple dans l'histoire d'Aragon de la reconnaissance d'une femme par les cortès, comme héritière du trône [1].

[1] Pétronille, la seule femme qui s'assit jamais, en vertu de son propre droit, sur le trône d'Aragon, ne reçut jamais l'hommage des cortès comme héritière présomptive de la couronne, la coutume n'étant pas encore établie à cette époque, c'est à dire au milieu du XII[e] siècle.

Au milieu des honneurs qu'on lui prodiguait, Philippe éprouvait un mécontentement secret, augmenté encore par les seigneurs de sa suite, qui le pressaient de retourner dans les Flandres, où les manières libres et affables des habitants convenaient bien mieux à ses goûts, que la réserve et le pompeux cérémonial de la cour d'Espagne. Il aimait d'ailleurs le plaisir et avait une aversion instinctive pour toute occupation sérieuse. Ferdinand et Isabelle voyaient avec regret le caractère frivole de leur gendre qui, plongé dans une mollesse efféminée, aimait à se décharger sur les autres des devoirs difficiles du gouvernement; ils remarquaient avec douleur son indifférence envers leur fille, qui, douée de peu d'attraits personnels, s'aliénait l'affection de son époux par des alternatives de passion ardente et de jalousie furieuse; cette jalousie n'était que trop justifiée, du reste, par la conduite légère du jeune prince.

Peu de temps après sa reconnaissance à Saragosse, l'archiduc annonça l'intention de retourner immédiatement dans les Pays-Bas, en repassant par la France. Les souverains, surpris de cette brusque détermination, s'efforcèrent par tous les moyens de l'y faire renoncer; ils lui représentèrent le mauvais effet que ce départ ferait sur la princesse Jeanne, qui se trouvait dans un état de grossesse trop avancée, pour pouvoir l'accompagner; ils firent ressortir l'imprudence et peut-être le danger pour lui de se livrer au roi de France, avec qui ils étaient en guerre ouverte; enfin, ils lui dirent qu'il était d'une extrême importance pour lui de s'habituer aux mœurs du pays et de se concilier l'affection d'un peuple, sur lequel il serait un jour appelé à régner.

Tout fut inutile; Philippe, sourd aux supplications de sa malheureuse épouse et aux représentations des cortès arago-

naises, encore réunies en session, partit de Madrid, au mois de décembre, avec toute sa suite flamande. Il laissa Ferdinand et Isabelle mécontents de sa légèreté d'esprit, et la reine surtout pleine d'inquiétudes pour le bonheur de sa fille, dont le sort était uni à celui d'un époux volage.

Avant son départ, l'archiduc, désirant rétablir la paix entre la France et l'Espagne, avait offert ses services à son beau-père pour régler avec Louis XII, s'il était possible, le différend relatif au royaume de Naples. Ferdinand parut peu disposé à confier une mission aussi délicate à un envoyé, dont la sagesse lui inspirait une grande méfiance, augmentée encore par la partialité bien connue du jeune prince pour le monarque français [1]. Cependant, avant d'avoir franchi la frontière, Philippe fut rejoint par un prêtre espagnol, Bernaldo Boyl, abbé de San Miguel de Cuxa, qui lui apportait de la part du roi des pleins pouvoirs pour conclure un traité avec la France, mais, en même temps, des instructions secrètes, de la nature la plus précise et la plus limitée. Il lui était d'ailleurs prescrit de ne rien faire, sans avoir pris l'avis de son révérend coadjuteur, et d'écrire immédiatement au gouvernement espagnol, si on lui soumettait des propositions différentes de celles qui étaient prévues dans ses instructions.

L'archiduc arriva à Lyon, où résidait la cour et où Louis XII le reçut avec autant d'égards qu'auparavant. Aussi les négociations aboutirent-elles bientôt à un traité définitif, rédigé à la satisfaction mutuelle des parties, mais contrairement aux ordres donnés secrètement à l'envoyé. Dans le

[1] Philippe et ses courtisans flamands se montrèrent si enthousiastes de la cour de France, que les Espagnols crurent généralement que ces seigneurs avaient été achetés par Louis XII.

cours des discussions, Ferdinand, disent les historiens espagnols, fut averti par l'abbé Boyl que Philippe excédait ses pouvoirs; il envoya aussitôt un exprès à celui-ci, pour lui enjoindre de se conformer strictement à ses instructions; mais le traité était signé lorsque le courrier arriva à Lyon. C'est ainsi que les écrivains castillans rapportent cette affaire obscure [1].

Le traité signé à Lyon, le 5 avril 1503, stipulait le mariage de Charles, fils de l'archiduc, avec la princesse Claude de France, mariage qui, réglé par trois traités différents, ne devait jamais avoir lieu; les fiancés devaient prendre immédiatement les titres de roi et de reine de Naples, de duc et de duchesse de Calabre. En attendant que cette union fût célébrée, la moitié française du royaume devait être gouvernée par un agent que nommerait Louis XII, et la moitié espagnole, par l'archiduc Philippe ou tout autre délégué de Ferdinand. Les forteresses conquises illégitimement par les deux parties devaient être rendues; enfin, quant à la Capitanate, dont on se disputait la possession, la partie occupée par les Français devait être administrée par un agent de Louis XII, et l'autre, par Philippe, au nom du roi d'Aragon.

Tel était, en substance, ce traité qui, favorable en apparence à Ferdinand, à la postérité duquel il assurait éventuellement le trône de Naples, était, en réalité, bien plus avantageux à Louis, puisqu'il donnait le gouvernement d'une

[1] Quelques historiens français parlent de deux agents employés, outre Philippe, dans ces négociations. Le père Boyl est le seul nommé par les écrivains espagnols comme régulièrement commissionné à cet effet, quoiqu'il ne soit pas improbable que Gralla, le ministre résident à la cour de Louis XII, ait pris part aux discussions.

moitié du pays à un prince sur lequel ce monarque exerçait une influence absolue. Il est impossible qu'un homme d'État aussi habile que le roi d'Aragon ait pu, par la seule considération d'avantages aussi éloignés pour lui-même et dépendant d'une éventualité aussi précaire que le mariage de deux enfants alors au berceau, souscrire sérieusement à un arrangement qui livrait en attendant toute la puissance à son rival; et qu'il l'ait fait surtout, au moment même où la puissante flotte qu'il préparait depuis si longtemps venait d'arriver dans les Calabres, et où, d'un autre côté, le Grand Capitaine, venant de recevoir des renforts considérables, pouvait engager une lutte avec ses ennemis, au moins à conditions égales.

Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas qu'aucun doute fût entré dans l'esprit des signataires du traité, qui fut accueilli par la cour à Lyon avec toute espèce de marques de joie; il donna lieu à des réjouissances publiques, à des tournois, à des joutes de roseaux dans le genre moresque. En même temps, le roi de France contremanda le départ des troupes fraîches qui allaient s'embarquer à bord de la flotte équipée dans le port de Gênes pour Naples, et donna l'ordre à ses généraux en Italie de cesser les hostilités. L'archiduc envoya des instructions dans le même sens à Gonsalve de Cordoue, avec une copie de l'acte renfermant les pleins pouvoirs qui lui avaient été remis par Ferdinand; mais, soit qu'il obéît, comme l'affirment des historiens espagnols, à des ordres antérieurs de son maître, soit que, par un sentiment naturel du devoir, il ait pris la chose sous sa responsabilité, le prudent général refusa de se rendre à l'invitation de l'envoyé de l'archiduc; il répondit « qu'il ne reconnaissait pas d'autre autorité que celle de ses souverains et qu'il se considérait

comme obligé à poursuivre la guerre, de toutes ses forces, jusqu'à ce que ceux-ci lui eussent donné contre-ordre. »

Les dépêches de l'archiduc étaient arrivées au moment même où Gonsalve, renforcé par une partie de la garnison voisine de Tarente, sous le commandement de Pedro Navarro, se disposait à tenter le sort des armes, en livrant bataille à l'ennemi. Il mit sans retard son projet à exécution et, le vendredi, 28 avril 1503, sortit avec toute son armée des murs antiques de Barletta, ville à jamais mémorable par les souffrances extraordinaires et l'indomptable résolution des Espagnols qui y furent assiégés.

Le Grand Capitaine traversa les plaines de Cannes [1], où, dix-sept siècles auparavant, Annibal victorieux avait abaissé l'orgueil de Rome, dans une bataille qui, si elle fut engagée entre des armées bien plus nombreuses, n'eut pas des suites aussi décisives que celle dont ces lieux allaient être témoins. Cette coïncidence est vraiment singulière; on dirait que les acteurs qui jouèrent un rôle dans ces drames horribles, évitant d'ensanglanter le riant domaine de la civilisation, s'étaient choisi un théâtre dans ces régions obscures et écartées.

Quoiqu'on fût seulement à la fin d'avril, la journée était

[1] Ni Polybe ni Tite-Live, qui font le récit le plus détaillé de la bataille, ne sont assez précis pour que nous puissions indiquer sûrement l'endroit où elle fut livrée. Strabon, dans sa description typographique de cette partie de l'Italie, fait allusion en passant à « l'affaire de Cannes, » sans nous faire connaître où elle eut lieu. Cluverius fixe l'emplacement de l'ancienne ville de Cannes sur la rive droite de l'Aufidus (aujourd'hui Ofanto), à trois ou quatre milles au dessus de Canusium (Canosa), et signale le hameau actuel qui porte presque le même nom, Canne, et où la tradition commune retrouve les ruines de la cité disparue. D'Anville ne fait pas de difficulté à identifier ces deux endroits, ayant placé dans ses cartes l'ancienne ville à mi-chemin, en ligne directe, de Barletta et de Cérignole.

brûlante. Malgré les recommandations de leur général, les Espagnols avaient négligé, en passant l'Ofanto, l'ancien Aufidus, de prendre de l'eau en quantité suffisante pour la marche qu'ils devaient faire; incommodés par la chaleur et la poussière, ils furent bientôt tourmentés par une soif ardente, et, comme les rayons brûlants du soleil à son midi tombaient d'aplomb sur leur tête, un grand nombre d'entre eux, surtout ceux qui étaient enfermés dans une lourde armure, tombèrent sur la route, exténués et à demi morts de fatigue. Le Grand Capitaine se montrait partout, soulageant les maux de ses soldats et s'efforçant de ranimer leur courage; à la fin, pour remédier autant qu'il lui était possible à leurs souffrances, il ordonna à chaque cavalier de prendre un fantassin en croupe et donna lui-même l'exemple, en faisant asseoir derrière lui sur son cheval un enseigne allemand.

L'armée arriva de cette manière, au commencement de l'après-midi, devant Cérignole, petite ville bâtie sur une éminence à seize milles environ de Barletta. La nature du terrain était favorable à l'établissement d'un camp; les pentes de la colline étaient couvertes de vignes, au pied s'étendait un fossé très profond. Gonsalve reconnut tout d'abord les avantages de cette position; ses soldats étaient harassés, mais il n'y avait pas de temps à perdre, car les Français, qui, à son départ de Barletta, s'étaient réunis sous les murs de Canosa, avançaient rapidement. Tous les Espagnols se mirent donc à creuser les retranchements, dans lesquels ils plantèrent des pieux aiguisés par le bout, et, avec la terre extraite, ils élevèrent un parapet d'une hauteur considérable pour protéger le côté le plus rapproché de la ville. Gonsalve fit monter sur ce rempart sa petite artillerie,

composée de treize canons, et rangea derrière son armée en ordre de bataille [1].

Avant que tous ces préparatifs furent achevés, on vit briller au loin, à travers le feuillage épais, les armes et les bannières des Français. Aussitôt que ceux-ci furent en vue du camp espagnol, ils s'arrêtèrent et un conseil de guerre fut réuni pour décider si l'on livrerait bataille, ce soir même. Le duc de Nemours était d'avis d'attendre jusqu'au lendemain matin, parce que le jour était presque passé et que l'on n'avait plus le temps de reconnaître la position de l'ennemi; mais Ives d'Alègre, Chandieu, le commandant suisse et quelques autres officiers, demandaient à se battre immédiatement, parce qu'il importait de ne pas laisser refroidir l'ardeur des soldats, qui étaient tous prêts à l'attaque. Dans le cours de la discussion, d'Alègre s'échauffa au point de reprocher grossièrement au vice-roi de manquer de courage, insulte que celui-ci eût punie sur-le-champ, si Louis d'Ars n'eût arrêté son bras. Le duc eut toutefois la faiblesse de renonçer à sa prudente résolution. « Nous combattrons cette nuit, » s'écria-t-il; « peut-être verrons-nous alors ceux qui se vantent tant avoir plus de confiance dans leurs éperons que dans leur épée. » Prédiction pleine d'amertume que justifia l'événement.

Pendant ces débats, le Grand Capitaine eut le temps de

[1] Jove rapporte avoir entendu souvent dire à Fabrizio Colonna, faisant allusion aux retranchements construits au pied de la colline, « que l'on avait dû la victoire, non à l'habileté du commandant, non à la valeur des soldats, mais à un rempart et à un fossé. » Cette manière ancienne et tombée en désuétude d'assurer une position fut, d'après le même auteur, remise dès lors en usage et fut généralement employée par les meilleurs capitaines du temps.

prendre toutes ses dispositions ; il plaça au centre ses auxiliaires allemands, armés de leurs longues piques, et aux deux ailes l'infanterie castillane, sous les ordres de Pedro Navarro, de Diego de Paredes, de Pizarre et d'autres illustres capitaines; l'aile gauche fut chargée de défendre l'artillerie. Une nombreuse troupe d'hommes d'armes, y compris ceux qui avaient été récemment équipés au moyen du butin pris à Ruvo, se posta à l'intérieur des retranchements, de manière à pouvoir faire facilement une sortie; il était commandé par Mendoza et par Fabrice Colonna, dont le frère, Prosper, avec Pedro de la Paz, se mit à la tête de la cavalerie légère qui, galopant hors des lignes, devait inquiéter l'ennemi, à son approche, et se porter sur tous les points où elle serait utile. Ces arrangements terminés, Gonsalve attendit avec calme l'attaque des Français.

Le duc de Nemours avait disposé son armée dans un tout autre ordre; il la partagea en trois divisions et plaça à sa droite sa grosse cavalerie, commandée par Louis d'Ars, « le plus beau corps de cavalerie, » disait Gonsalve, « que l'on eût vu en Italie, depuis bien des années. » La seconde division et le centre, un peu en arrière de l'aile droite, se composaient des fantassins suisses et gascons, conduits par le brave Chandieu ; la gauche, principalement de la cavalerie légère, postée également un peu en arrière, était confiée à d'Alègre.

Le soleil était couché depuis une demi-heure, lorsque le vice-roi donna le signal de l'attaque; lui-même, se mettant à la tête de sa gendarmerie, placée à l'aile droite, s'élança au grand galop contre la gauche des Espagnols. Les deux armées étaient presque égales en nombre; elles comptaient toutes deux de six à sept mille hommes. La cavalerie fran-

çaise, qui formait le tiers des forces totales du duc, était plus nombreuse et mieux équipée que la castillane; le Grand Capitaine comptait surtout sur son infanterie qui, aguerrie à son école, pouvait être comparée à la meilleure de l'Europe.

A l'approche des Français, l'artillerie, à la gauche des Espagnols, ouvrit contre eux un feu terrible; mais, dans ce moment, une étincelle étant tombée dans le magasin à poudre, celui-ci sauta avec un bruit terrible. Les Castillans parurent consternés; mais Gonsalve, interprétant ce malheur comme un signe d'heureux augure, leur cria : « Courage, soldats; voilà les feux de joie de la victoire! Nous n'avons pas besoin de canons dans un combat corps à corps. »

Sur ces entrefaites, l'avant-garde française, commandée par Nemours, s'avançant rapidement au milieu des épais nuages de fumée qui obscurcissaient l'air, fut brusquement arrêtée par le fossé, dont elle ignorait l'existence; quelques cavaliers y furent précipités. Le duc, jugeant impossible de forcer les lignes de ce côté, fit le tour du camp, à la recherche d'un endroit accessible; il s'exposait ainsi au feu des arquebusiers castillans. Une balle atteignit le jeune et infortuné vice-roi, qui tomba de cheval mortellement blessé.

En ce moment, l'infanterie suisse et gasconne, qui devait seconder l'attaque de la cavalerie, déjà en désordre, arriva devant les retranchements. Sans s'effrayer de cette formidable barrière, le commandant Chandieu fit les efforts les plus désespérés pour s'ouvrir un passage; mais la terre fraîchement remuée s'éboulait sous les pas des soldats, transpercés par les longues piques des mercenaires allemands, postés au haut du parapet. Comme Chandieu s'efforçait de rallier ses troupes et de les ramener à la charge, une balle le renversa sans vie au fond du fossé; son armure brillante

et les plumes blanches qui ornaient son casque l'avaient désigné aux coups de l'ennemi.

Ce fut alors un désordre complet. Les arquebusiers espagnols, à l'abri derrière leurs défenses, entretenaient un feu roulant contre les Français, serrés pêle-mêle les uns contre les autres, fantassins et cavaliers, sans chefs capables de reformer leurs rangs. Dans ce moment critique, Gonsalve, dont le regard d'aigle embrassait tout le champ de bataille, ordonna une charge générale sur toute la ligne; les Espagnols, se précipitant hors de leurs retranchements, tombèrent comme une avalanche sur leurs ennemis, qui, ne pouvant soutenir ce choc, furent saisis d'une panique et, sans offrir presque aucune résistance, ne cherchèrent qu'à s'échapper. Louis d'Ars prit la fuite dans une direction, avec ceux de ses gens d'armes qui purent le suivre, et Ives d'Alègre dans une autre, avec sa cavalerie légère qui avait à peine pris part à l'action; ainsi se vérifiait la triste prédiction du duc de Nemours. Ce fut surtout l'infanterie suisse et gasconne qui souffrit le plus cruellement; la cavalerie castillane, commandée par Mendoza et par Pedro de la Paz, la poursuivit, taillant en pièces les fuyards, que les ténèbres de la nuit dérobèrent enfin à leurs impitoyables vainqueurs.

Prosper Colonna pénétra dans le camp ennemi, où il trouva la table servie pour le souper du duc dans sa tente; le général italien et ses compagnons se partagèrent les plats : incident vulgaire, mais qui nous fait réfléchir sur les revers subits de la fortune.

Le Grand Capitaine passa la nuit sur le champ de bataille qui, au lever du jour, offrit un hideux spectacle. D'après les meilleures autorités, plus de trois mille Français avaient péri; les pertes des Espagnols, protégés par leurs défenses, furent

très légères [1]. Toute l'artillerie de l'ennemi, composée de treize pièces, ses bagages et presque tous ses drapeaux tombèrent aux mains des vainqueurs. Jamais il n'y eut victoire plus complète. Le combat avait duré un peu plus d'une heure. Le cadavre de l'infortuné duc de Nemours, qu'un de ses pages reconnut aux bagues qu'il portait à ses doigts, fut découvert, presque méconnaissable, sous un monceau de morts; le duc avait, parait-il, reçu trois blessures; sa mort honorable réfutait, s'il eût été nécessaire, les accusations injurieuses de d'Alègre. Gonsalve fut ému jusqu'aux larmes, en voyant les restes mutilés de son jeune et vaillant adversaire, qui, s'il n'était pas un général habile, avait du moins toutes les vertus de la chevalerie; en lui s'éteignit l'illustre famille d'Armagnac. Le Grand Capitaine le fit porter à Barletta, où il fut enterré dans le cimetière du couvent de Saint-François, avec tous les honneurs dus à son rang élevé.

Gonsalve, sachant bien qu'il est tout aussi difficile de profiter d'une victoire que de la remporter, poursuivit ses succès sans perdre de temps. Les Français lui avaient livré bataille

[1] Aucun récit ne porte, que nous sachions, les pertes des Français à moins de 3,000 hommes; Garibay les fait monter à 4,500, et le maréchal de Fleuranges fixe celles des Suisses seuls à 5,000 hommes, exagération qu'on ne s'explique pas facilement chez un officier supérieur qui eut, sans doute, accès aux meilleures sources d'information. Les Espagnols étaient trop bien couverts pour être très maltraités; aucune relation ne leur donne plus de cent hommes tués, et quelques-unes réduisent encore de beaucoup ce nombre. La différence est, sans doute, étonnante, mais le fait n'est pas impossible, attendu que les Espagnols furent peu de temps aux prises avec les ennemis, avant que ceux-ci fussent mis dans un trop grand désordre pour penser à autre chose qu'à la fuite. La confusion, les divergences plus grandes que d'ordinaire, relevées dans les différents récits de cette action, doivent être probablement attribuées à ce que ce combat se livra dans la soirée et, par conséquent, ne put être observé parfaitement à cause de l'obscurité.

avec trop de précipitation, pour qu'ils fussent convenus d'un plan d'opérations ou d'un point de ralliement, en cas de défaite; ils s'étaient donc dispersés dans différentes directions, et Pedro de la Paz fut envoyé à la poursuite de Louis d'Ars, qui se jeta dans Venosa et y résista pendant plusieurs mois [1]. Paredes se mit sur les traces de d'Alègre, qui, trouvant les portes de toutes les villes fermées sur son passage, finit par se réfugier à Gaëte, sur les frontières du royaume; là il chercha à rallier les fuyards et à se fortifier, en attendant que des renforts venus de France lui permissent de reprendre l'offensive.

Le lendemain de la bataille de Cérignole, les Espagnols reçurent la nouvelle d'une autre victoire, presque aussi importante, remportée sur les Français, dans la Calabre, la semaine précédente [2]. L'armée envoyée avec Portocarrero avait débarqué dans cette province au commencement de mars; mais, peu de temps après, ce général fut atteint d'une maladie à laquelle il succomba [3]. En mourant, il dési-

[1] Ce fut à Venusium (Venosa) que le fougueux et malheureux Varron se retira, après la sanglante bataille de Cannes, dix-sept siècles auparavant.

[2] Le vendredi, dit Guichardin, faisant allusion, sans doute, aux découvertes de Colomb, ainsi qu'à ces deux victoires, était un jour heureux pour les Espagnols, comme on en fit l'observation; d'après Gaillard, il inspira depuis ce temps aux Français une terrenr superstitieuse plus vive.

[3] On se souvient peut-être de la part glorieuse prise à la guerre contre les Mores par Louis Portocarrero, seigneur de Palma; il était originaire d'Italie et descendait de la noble famille génoise de Boccanegra. Le Grand Capitaine et lui avaient épousé deux sœurs, et cette alliance le recommanda probablement autant que ses talents militaires pour le commandement dans les Calabres; il était de la plus haute importance que celui-ci fût confié à un homme qui s'entendît parfaitement avec le commandant en chef, condition qu'il n'était pas facile de trouver dans un membre de la hautaine noblesse de Castille.

gna comme son successeur Fernando de Andrada, qui, opérant sa jonction avec les troupes déjà établies dans le pays, sous le commandement de Cardona et de Benavides, rencontra d'Aubigny en bataille rangée, non loin de Seminara, le vendredi 21 avril. C'était près de cet endroit que celui-ci avait battu deux fois les Espagnols; mais l'étoile de la France avait pâli, et cet intrépide officier eut la douleur de voir son petit corps de vétérans mis en déroute complète, après une lutte acharnée qui dura moins d'une heure. Lui-même ne fut arraché qu'avec peine aux mains des vainqueurs par sa garde écossaise.

Le Grand Capitaine, plein de joie en apprenant cet heureux événement qui avait anéanti la puissance de la France dans les Calabres, se mit en marche sur Naples, après avoir envoyé Fabrizio Colonna dans les Abruzzes pour les soumettre. La nouvelle de la victoire s'était déjà répandue au loin; aussi, à mesure qu'il avançait, Gonsalve voyait les bannières de l'Aragon déployées sur les murs de toutes les villes, tandis que les habitants s'empressaient de venir le féliciter et l'assurer de leur dévouement à la cause de l'Espagne. L'armée s'arrêta à Bénévent et le général envoya une sommation à la ville de Naples, l'invitant dans les termes les plus courtois à rentrer dans son ancienne obéissance à la branche légitime de la maison d'Aragon. On ne devait pas supposer qu'un peuple, habitué à voir son pays passer de main en main comme un enjeu, refuserait de se rendre à une pareille invitation et se soucierait de risquer sa vie pour une couronne qui, dans le court espace de six années, avait été portée par une demi-douzaine de rois [1]. Avec cette

[1] Depuis 1494, le sceptre de Naples n'avait pas passé dans les mains de

docilité qu'ils avaient montrée à l'avénement de Charles VIII et de Louis XII, les Napolitains saluèrent des mêmes cris de joie la restauration de leurs anciens souverains aragonais, et des députés, choisis dans les rangs de la noblesse et de la haute bourgeoisie, se rendirent à Acerra auprès du Grand Capitaine, pour lui offrir les clefs de la ville et le prier de confirmer leurs droits et leurs priviléges.

Gonsalve, l'ayant promis au nom de son royal maître, fit, le lendemain matin, 14 mai 1503, son entrée en grande pompe dans la capitale; l'armée resta hors des murs. Il fut conduit sous un dais royal porté par les députés, et la milice de la ville formait l'escorte. Les rues étaient jonchées de fleurs; les édifices, ornés d'emblêmes et de devises de circonstance, étaient pavoisés de bannières étalant les armes de l'Aragon et de Naples réunies. Sur son passage, le général victorieux fut bruyamment acclamé par une foule immense; les fenêtres et les toits des maisons regorgeaient de spectateurs, curieux de voir l'homme qui, avec les seules ressources de son génie, pour ainsi dire, avait si longtemps bravé et enfin complétement détruit la puissance de la France.

Le lendemain, une députation de la noblesse et du peuple se rendit auprès du Grand Capitaine et prêta entre ses mains serment de fidélité au roi Ferdinand, dont l'avénement mettait enfin un terme à la série de révolutions qui avaient si longtemps agité ce malheureux pays.

La ville de Naples était commandée par deux forteresses

moins de sept princes, Ferdinand Ier, Alphonse II, Ferdinand II, Charles VIII, Frédéric III, Louis XII, Ferdinand le Catholique. Nulle propriété particulière dans le royaume ne changea probablement de moitié aussi souvent de maître, dans ce même laps de temps.

importantes encore occupées par les Français, qui, bien pourvus de vivres et de munitions, ne se montraient pas disposés à se rendre. Gonsalve résolut donc de garder un petit corps de troupes pour les réduire et d'envoyer le gros de son armée assiéger Gaëte; mais l'infanterie refusa de marcher avant d'avoir reçu les arriérés qui s'étaient accumulés par la négligence du gouvernement. Le général, craignant de réveiller l'esprit de mutinerie qu'il avait eu autrefois tant de peine à étouffer, dut se borner à faire partir sa cavalerie et les Allemands; il permit à l'infanterie de se loger dans la ville, en lui enjoignant de respecter la personne et les biens des habitants.

Le Grand Capitaine poussa, sans perdre de temps, le siége des forteresses qui, par leur position imprenable, auraient bravé les efforts du plus formidable ennemi, dans l'ancien état de la science militaire; mais la direction des travaux était confiée au célèbre ingénieur, Pedro Navarro, qui perfectionna l'art du mineur au point d'en être regardé communément comme l'inventeur et qui déploya, en cette occasion, une rare habileté; aussi ce siége fait-il époque dans les annales de la guerre [1].

Après avoir dirigé une canonnade furieuse contre la petite tour de Saint-Vincent, dont il s'empara, Navarro fit ouvrir une mine sous les ouvrages extérieurs de défense de la grande forteresse, appelée le Castel Nuovo. Le 21 mai, la mine sauta; les remparts en ruines offrirent une brèche, et

[1] Les Italiens, dans leur admiration pour Pedro Navarro, firent frapper des médailles sur lesquelles on lui attribuait l'invention des mines; quoiqu'il n'ait pas inventé celles-ci, il n'est pas moins célèbre que s'il l'avait fait, pour avoir le premier découvert le grand et formidable parti qu'en pouvait tirer la science de la destruction.

les Espagnols s'y précipitant, Gonsalve et Navarro en tête, avant que la garnison eût eu le temps de s'assurer du pont-levis, plantèrent des échelles contre les murs du château et réussirent à enlever la place à l'escalade, après une lutte désespérée dans laquelle la plupart des Français furent massacrés. On trouva un immense butin dans la forteresse; les partisans de la famille d'Anjou y avaient déposé tout ce qu'ils possédaient de plus précieux, de l'or, des bijoux, de l'argenterie et d'autres objets de grande valeur, qui, avec le blé et les provisions dont regorgeaient les magasins, furent abandonnés sans distinction aux vainqueurs. Comme quelques soldats se plaignaient de n'avoir pas eu leur part du butin, leur général, ôtant tout frein, en ce moment d'exaltation, à la licence militaire, leur cria gaîment : « Indemnisez-vous avec tout ce que vous trouverez dans mes quartiers! » Ces mots ne furent point perdus pour la soldatesque, qui se précipita aussitôt vers le magnifique palais du prince de Salerne, seigneur angevin; en un instant, les meubles somptueux, les tableaux et les autres ornements précieux de ce palais, où s'était logé Gonsalve, furent, avec le contenu de ses excellentes caves, enlevés par les envahisseurs, qui se les approprièrent sans cérémonie, se dédommageant ainsi de la négligence de leur souverain, aux dépens de leur chef victorieux.

Après un siége de quelques semaines, la seconde forteresse, le Castel d'Uovo ou « Château d'OEuf, » ouvrit ses portes à Navarro, et une flotte française, entrant dans le port, eut la mortification de se voir canonnée du haut des murs mêmes de la place qu'elle venait secourir. Avant cet événement, Gonsalve, qui avait reçu d'Espagne de l'argent pour payer ses troupes, avait quitté la capitale, se dirigeant

sur Gaëte. Les suites importantes de ses victoires s'étaient alors pleinement manifestées. D'Aubigny s'était rendu, avec les débris de son armée échappés à la bataille de Seminara. Les deux Abruzzes, la Capitanate, toute la Basilicate, à l'exception de Venosa défendue encore par Louis d'Ars, toutes les positions importantes du royaume, excepté Gaëte, étaient entre les mains des Espagnols. Appelant donc à son aide Andrada, Navarro et ses autres officiers, le Grand Capitaine résolut de concentrer toutes ses forces sur ce point, afin de pousser le siége avec vigueur et d'anéantir d'un seul coup les faibles restes de la puissance française en Italie. Il rencontra, dans cette entreprise, plus de difficultés qu'il ne s'y était attendu.

/

CHAPITRE XIII.

INVASION FRANÇAISE EN ESPAGNE.

(1503)

Examen de la politique de Ferdinand. — Premiers symptômes de la démence de Jeanne. — Douleur et force d'âme de la reine. — Efforts de la France. — Siége de Salsas. — Levées faites par Isabelle. — Succès de Ferdinand. — Réflexions sur la campagne.

Les événements rapportés dans le chapitre précédent s'étaient passés aussi rapidement qu'un rêve. Louis XII avait à peine été informé que Gonsalve de Cordoue refusait d'obéir aux ordres de l'archiduc Philippe, qu'il fut surpris par la nouvelle de la victoire de Cérignole, de la marche des Espagnols sur Naples et de la soumission de cette capitale, ainsi que de la plus grande partie du royaume. Les événements se succédaient sans interruption; on eût dit que les moyens mêmes sur lesquels le monarque français avait compté avec tant de confiance pour calmer la tempête, n'avaient servi qu'à la soulever et à l'attirer sur la tête de ce prince. Humilié, furieux d'avoir été la dupe d'une politique perfide, selon lui, il demanda des explications à l'archiduc, qui était encore

en France. Celui-ci, protestant vivement de son innocence, fut ou parut être si profondément affecté, en comprenant le rôle ridicule et, en apparence déloyal, joué par lui dans cette affaire, qu'il tomba gravement malade et resta alité pendant plusieurs jours. Il écrivit sans retard à la cour d'Espagne pour se plaindre amèrement de ce qui s'était passé; il exigeait qu'elle ratifiât immédiatement le traité fait d'après les instructions qu'elle avait données et indemnisât Louis XII. Tel est le récit des historiens français.

Les écrivains castillans, d'un autre côté, disent que, déjà avant d'avoir reçu la nouvelle des succès de Gonsalve, Ferdinand avait refusé de confirmer le traité conclu par son gendre, à moins qu'on n'y introduisît certaines modifications essentielles. Si le roi avait, dans une situation incertaine, hésité à approuver ces arrangements, il n'était guère probable qu'il y souscrirait, à l'heure de son triomphe.

Ferdinand différa de répondre à Philippe, voulant, sans doute, donner au Grand Capitaine le temps de se fortifier dans ses récentes conquêtes; à la fin, après un retard considérable, il envoya une ambassade à la cour de France, pour annoncer sa résolution définitive de ne jamais ratifier un traité, fait au mépris de ses ordres et si manifestement au détriment de ses intérêts. Il essaya cependant de gagner encore du temps; il laissa entendre qu'un accord était possible et que le meilleur moyen d'y parvenir était le rétablissement du malheureux Frédéric, son cousin, sur le trône de Naples. Mais la ruse était trop grossière pour tromper même le crédule Louis XII, qui demanda péremptoirement aux ambassadeurs la ratification immédiate et absolue du traité, et sur leur réponse qu'ils ne pouvaient le faire, leur ordonna de quitter sur-le-champ sa cour. « J'aime mieux, » dit-il,

« perdre un royaume qui peut être recouvré, que l'honneur qui ne peut jamais l'être; » noble sentiment, mais assez mal placé dans la bouche de ce monarque.

Toute cette affaire obscure est rapportée d'une manière si différente par les historiens des deux nations, qu'il est très difficile de s'en former une opinion. Les écrivains espagnols affirment que les pleins pouvoirs de l'archiduc étaient strictement limités par des instructions secrètes; les Français, d'un autre côté, ou ne parlent pas de celles-ci, ou prétendent qu'elles étaient aussi larges, aussi illimitées que les pleins pouvoirs. S'il en était ainsi, ces négociations auraient été, de la part de Ferdinand, le plus honteux tissu de fourberies qu'ait jamais ourdi la diplomatie.

Mais on ne peut guère admettre, comme nous l'avons déjà dit, qu'un prince aussi rusé et toujours aussi prudent, eût, dans une affaire aussi délicate, confié une autorité absolue à un jeune homme, dont il suspectait la sagesse et dont la partialité pour le roi de France était bien connue; il est plus probable qu'il limita, selon son habitude, les pleins ponvoirs donnés publiquement, par des instructions secrètes de la nature la plus précise, et que l'archiduc fut poussé par sa vanité et peut-être par son ambition, car le traité faisait passer immédiatement le pouvoir dans ses mains, à prendre des arrangements auxquels il n'avait pas le droit de souscrire.

Dans ce cas, pour savoir si Ferdinand pouvait refuser sa ratification, il faut se demander si un souverain est lié par les actes d'un plénipotentiaire qui s'écarte de ses instructions. Autrefois cette question était, paraît-il, non résolue; cependant quelques-uns des auteurs les plus respectables en matière de droit public, au commencement du XVII[e] siècle,

affirment que, dans cette hypothèse, le prince doit ratifier la convention faite; cette opinion est, sans doute, fondée sur des principes d'équité naturelle, qui semblent exiger que le maître soit responsable des actes de son agent, qui reste dans les limites de ses pouvoirs, quoiqu'il s'écarte d'ordres secrets dont l'autre partie contractante n'a pas connaissance.

Cependant, le danger d'adopter dans les négociations politiques un principe qui remet les destinées de toute une nation aux mains d'un seul homme, imprudent ou incapable peut-être, sans que le gouvernement ait le droit d'intervention et de contrôle, a conduit dans la pratique à une conclusion différente, et il est généralement admis aujourd'hui en Europe, non seulement que l'échange des ratifications est la condition essentielle de la validité d'un traité, mais encore qu'un gouvernement n'est pas obligé de ratifier les actes d'un ministre qui a transgressé ses instructions privées.

Mais, quelque opinion qu'on se forme au sujet de la bonne foi de Ferdinand, dans cette affaire, il est hors de doute que plus tard, lorsque sa position en Italie fut changée, grâce aux succès de Gonsalve, il ne chercha qu'à tromper la cour de France par de feintes négociations, afin de l'empêcher d'agir et de gagner du temps pour se fortifier dans ses nouvelles possessions. Les écrivains français s'élèvent vivement contre cette politique astucieuse et perfide; Louis XII exhala même à ce sujet son indignation dans des termes très peu mesurés. Mais cette conduite, que l'on blâmerait aujourd'hui, était conforme à l'esprit sans scrupules de ce temps, et le roi de France perdit le droit de faire des reproches à son rival, lorsqu'il signa avec celui-ci l'infâme traité de par-

tage, et plus encore lorsqu'il le viola si brutalement; il s'était volontairement mis au jeu avec son adversaire et avait mauvaise grâce de se plaindre d'avoir été moins adroit que lui.

Tandis que Ferdinand voyait réussir ses plans de politique étrangère et de conquête, il assistait avec une profonde anxiété au déclin de la santé de la reine Isabelle et aux extravagances de sa fille Jeanne. Nous avons déjà parlé de la tendresse passionnée que cette princesse, malgré de fréquents accès de jalousie, portait au jeune et beau Philippe, son époux [1]. Depuis le départ de celui-ci, elle avait été plongée dans le désespoir; elle restait jour et nuit assise, les yeux fixés à terre, dans un morne silence, interrompu quelquefois par des exclamations qui trahissaient une impatience fébrile; elle refusait toutes les consolations, ne pensant qu'à rejoindre son époux absent et « s'oubliant elle-même, » dit Martyr, qui était alors à la cour, « comme elle oubliait ses futurs sujets et ses parents désolés. »

Le 10 mars 1503, Jeanne donna le jour à son second fils, qui reçut le nom de Ferdinand, en l'honneur de son aïeul [2]; on ne remarqua toutefois aucun changement dans l'esprit de la jeune mère, qui, depuis ce moment, se montra unique-

[1] Philippe est connu dans l'histoire sous le nom de « Beau, » impliquant qu'il était au moins tout aussi remarquable par ses qualités physiques que par ses qualités intellectuelles.

[2] Il naquit à Alcala de Henarès. Ximenès profita de cette circonstance pour obtenir d'Isabelle une exemption permanente d'impôts en faveur de sa ville favorite, qui, sous son magnifique patronage, allait disputer la palme des lettres à Salamanque, l'ancienne « Athènes d'Espagne. » Les habitants de cette ville conservèrent longtemps et, pour autant que nous sachions, possèdent encore le berceau de l'enfant royal, en témoignage de leur reconnaissance.

ment occupée du projet de retourner dans les Flandres. Une invitation qu'elle reçut à ce sujet de l'archiduc, au mois de novembre, la décida à entreprendre le voyage, à tout hasard, malgré les prières de la reine qui lui représentait le danger de traverser la France, au milieu des préparatifs de guerre qui se faisaient dans ce pays, ou de se confier à la mer, dans une saison inclémente et féconde en orages.

Un soir, pendant une absence de sa mère qui était à Ségovie, Jeanne, qui résidait à Medina del Campo, sortit en déshabillé de sa chambre, sans faire part de ses intentions à ses serviteurs; ceux-ci la suivirent et usèrent de tous les moyens pour l'engager à rentrer, au moins pour cette nuit; tout fut inutile et enfin l'évêque de Burgos, chargé de diriger sa maison , dut faire fermer les portes du château, pour empêcher l'infante de partir.

Jeanne, contrariée dans ses projets, se livra à la plus violente indignation. Menaçant ses serviteurs de châtier sévèrement leur désobéissance, elle se posta près de la grille et refusa obstinément de rentrer dans sa chambre et même de se vêtir; le lendemai nmatin, glacée et frissonnante, elle était encore à la même place. Le bon évêque, embarrassé et ne sachant que faire, car il mécontentait la reine en obéissant à la princesse, et celle-ci en lui désobéissant, dépêcha un courrier vers sa souveraine, pour l'informer de ce qui se passait et demander des ordres.

Isabelle, qui se trouvait à environ quarante milles de là, à Ségovie, alarmée de cette nouvelle, fit partir aussitôt pour Medina l'amiral Henriquez, cousin du roi, et l'archevêque de Tolède, se préparant à les suivre aussi rapidement que le lui permettrait sa faible santé. Ces envoyés n'eurent pas plus de succès que l'évêque; tout ce qu'ils purent obtenir de Jeanne,

fut qu'elle se retirerait pendant la nuit dans une misérable cuisine, aux environs; mais, au lever du soleil, elle voulut se poster de nouveau près de la grille, et resta là toute la journée, aussi raide qu'une statue. La reine, à son arrivée, la trouva dans cet état déplorable, et, malgré la déférence que lui témoignait toujours sa fille, elle eut peine à décider celle-ci à rentrer dans sa chambre. C'étaient les premiers signes de cette folie héréditaire qui avait voilé la raison de la mère d'Isabelle, dans sa vieillesse, et devait, peu de temps après, couvrir d'un sombre nuage la vie encore longue de sa malheureuse fille.

Isabelle fut presque aussi affectée de la démence de sa fille qu'elle l'avait été de la mort de ses enfants; les plaies que le temps n'avait pu guérir se rouvrirent à la vue de cette calamité nouvelle, qui lui faisait présager tant de maux pour son peuple, dont les destinées devaient être remises aux mains de Jeanne. Pour ajouter encore à ses chagrins, elle vit mourir en ce moment deux de ses plus anciens amis et conseillers, Juan Chacon, *adelantado* de Murcie [1], et Gutierre de Cardenas, grand commandeur de Léon [2]; tous

[1] *Miroir de vertu*, comme l'appelle Oviedo. Ce cavalier fut toujours hautement estimé par les souverains, et le poste lucratif de *contador mayor*, qu'il occupa pendant un grand nombre d'années, lui donna la facilité d'acquérir une fortune immense, 50,000 ducats de revenu, sans que sa probité fût aucunement soupçonnée.

[2] Le nom de ce cavalier et celui de son cousin, Alonso de Cardenas, grand-maître de Saint-Jacques, ont reparu souvent dans le récit de la guerre de Grenade. Si don Gutierre joua un rôle moins brillant qu'Alonso, il acquit, par son intimité avec les souverains et par ses qualités personnelles, autant d'autorité dans les conseils royaux qu'aucun autre sujet; « on ne prenait aucune résolution importante sans l'avoir consulté, » dit Oviedo. Il fut élevé aux hautes positions de commandeur de Léon et de *contador mayor*; cette dernière position, selon le même écrivain, « faisait

deux s'étaient attachés à Isabelle, dans les mauvais jours de sa jeunesse, et plus tard celle-ci les récompensa en leur prodiguant les honneurs, les positions lucratives, et en leur accordant une confiance qu'ils méritèrent par leur inébranlable dévouement à ses intérêts.

Mais ni les chagrins domestiques ni le rapide déclin de sa santé ne purent affaiblir l'énergie de la reine ou l'engager à se relâcher de la vigilance avec laquelle elle protégeait ses sujets. On en eut une preuve remarquable dans l'automne de cette même année, 1503, lorsque le pays fut menacé d'une invasion par la France.

La nation française tout entière avait partagé l'indignation de son souverain, en voyant échouer si honteusement l'entreprise tentée contre Naples; aussi répondit-elle avec tant d'empressement et de générosité aux demandes de subsides qui lui furent faites, que, peu de mois après la bataille de Cérignole, Louis XII était en état de reprendre les opérations, ayant fait des préparatifs formidables dont la France n'avait plus été témoin depuis des siècles. Trois grandes armées avaient été levées, l'une pour se rendre en Italie, l'autre pour entrer en Espagne, par Fontarabie, et la troisième pour envahir le Roussillon et s'emparer de la forte position de Salsas, la clef des Pyrénées de ce côté. Deux flottes avaient également été équipées dans les ports de Gênes et de Marseille; la dernière devait seconder l'invasion du Roussillon, en faisant une descente sur les côtes de la Catalogne. Ces différents corps devaient agir de concert, et ainsi l'Espagne se trouverait simultanément attaquée sur trois points différents. Mais

de celui qui l'occupait un second roi régnant sur le trésor public. » Il laissa de vastes domaines et plus de cinq mille vassaux; son fils aîné fut créé duc de Maqueda.

les résultats ne répondirent pas à la grandeur de ces préparatifs.

L'armée destinée à marcher sur Fontarabie, avait été placée sous les ordres d'Alain d'Albret, père du roi de Navarre, dont elle devait longer les États. Ferdinand s'était assuré des bonnes dispositions de ce prince, qu'il lui importait d'avoir pour ami, à cause de la situation de son royaume plutôt que de sa puissance. Le sire d'Albret, soit qu'il se fût entendu avec le roi d'Espagne, soit qu'il redoutât pour son fils les suites d'une guerre, engagée à ses portes, retint si longtemps ses soldats au milieu de montagnes arides et désolées, qu'épuisés de fatigue et affamés, ils se dispersèrent avant même d'avoir atteint les frontières ennemies [1].

L'armée dirigée contre le Roussillon était plus formidable; elle était commandée par le maréchal de Rieux, officier brave et expérimenté, mais accablé par l'âge et par des infirmités. Elle s'élevait à plus de vingt mille hommes, mais sa force résidait principalement dans le nombre; à l'exception de quelques milliers de lansquenets, conduits par Guillaume de la Marck [2], elle se composait de l'arrière-ban du royaume et de la milice indisciplinée des grandes villes du Languedoc. Le maréchal entra sans opposition dans le Roussillon et parut devant Salsas, le 16 septembre 1503.

[1] Le roi de Navarre promit de s'opposer au passage des Français, s'ils tentaient de traverser ses États, et, pour détruire toute défiance dans l'esprit de Ferdinand, il envoya sa fille Marguerite résider à la cour de Castille, en otage répondant de sa fidélité.

[2] Frère cadet de Robert, troisième duc de Bouillon. On ne le confondra pas avec son homonyme, le fameux « Sanglier des Ardennes, » plus connu par le roman que par l'histoire, qui périt ignominieusement, une vingtaine d'années auparavant, en 1484, non sur un champ de bataille, mais à Utrecht par la main du bourreau.

Le vieux château de Salsas, qui avait été emporté sans grande peine par les Français, dans la guerre précédente, avait été mis, au commencement de celle-ci, dans un bon état de défense; mais les travaux, dirigés par Pedro Navarro, n'étaient pas encore entièrement achevés. Ferdinand, à l'approche de l'ennemi, avait jeté un millier de soldats d'élite dans la place, qui était bien ravitaillée et pourvue de munitions pour un siége; il avait envoyé en même temps un corps de six mille hommes, avec son cousin, don Frédéric de Tolède, duc d'Albe, qui avait ordre de prendre position dans le voisinage, afin de surveiller les mouvements de l'ennemi et de l'inquiéter autant que possible, en lui coupant les vivres.

Pendant ce temps, Ferdinand s'occupait avec activité de faire des levées dans tout le royaume, pour venir au secours de la forteresse assiégée. Sur ces entrefaites, il reçut des nouvelles si inquiétantes de la santé de la reine, que, partant d'Aragon, il se dirigea en toute hâte vers la Castille. On avait probablement exagéré la vérité, car, à son arrivée, le roi reconnut qu'Isabelle ne courait pas pour le moment un grand danger, et celle-ci, toujours prête à sacrifier ses inclinations personnelles au bien public, lui conseilla de retourner sur le théâtre des opérations, où sa présence était si utile dans ce moment. Oubliant sa maladie, elle s'efforça elle-même sans relâche de rassembler des troupes pour soutenir son époux; le grand-connétable de Castille fut chargé de lever des soldats dans tout le royaume, et l'on vit, des provinces les plus éloignées, accourir avec leur suite les principaux seigneurs, répondant avec empressement à l'appel de leur souveraine bien-aimée. Grâce à ces renforts, Ferdinand, dont le quartier-général était établi à Girone, se vit

en moins d'un mois à la tête d'une armée, qui, en y comprenant les Aragonais, s'élevait à dix ou douze mille hommes de cavalerie et trois ou quatre fois autant d'infanterie; il n'hésita plus alors à partir et se mit en marche vers le milieu d'octobre, dans l'intention d'opérer sa jonction avec le duc d'Albe, qui se trouvait devant Perpignan, à quelques lieues de Salsas.

Isabelle, qui était à Ségovie, recevait régulièrement des courriers qui l'informaient de tous les mouvements de l'armée. Elle n'eut pas plus tôt appris que celle-ci était partie de Girone qu'elle s'alarma à la perspective d'une rencontre prochaine avec l'ennemi, dont la défaite, si glorieuse qu'elle fût pour ses armes, ne pouvait être achetée qu'au prix de sang chrétien. Elle écrivit à son époux dans les termes les plus pressants, pour lui demander en grâce de ne pas réduire ses adversaires au désespoir, en leur fermant le chemin de leur pays, mais de laisser la vengeance à celui à qui seul elle appartenait. Elle jeûna et pria tous les jours, avec sa maison, et, dans la ferveur de son zèle pieux, elle visita les différents établissements religieux de la ville, distribuant des aumônes aux membres de ces communautés et les conjurant de prier le Tout-Puissant d'éloigner des calamités imminentes [1].

Les prières de la reine et de sa cour furent exaucées. Le

[1] Le fidèle capitaine, Gonzalo Ayora, ne manifeste guère ces sentiments chrétiens; il termine une de ses lettres en priant Dieu, très sincèrement sans doute, « de répandre moins de douceur dans le cœur des souverains et de les exciter à châtier, à humilier les orgueilleux Français, et à les dépouiller de leurs biens mal acquis, mesure qui, si opposée qu'elle fût à leurs propres inclinations pieuses, aurait pour effet de remplir leurs coffres, ainsi que ceux de leurs fidèles et dévoués sujets. »

roi d'Aragon arriva à Perpignan, le 19 octobre, et, dans la nuit, le maréchal de Rieux, ne se trouvant pas en état de tenir tête aux forces réunies de l'Espagne, leva le camp et, mettant le feu aux tentes, se retira vers les frontières; près de six semaines s'étaient écoulées depuis l'ouverture des tranchées. Ferdinand se mit à la poursuite de l'ennemi, dont l'arrière-garde fnt légèrement maltraitée par les ginètes, à son passage par les défilés des montagnes. La retraite cependant fut conduite en si bon ordre que les Français firent des pertes peu considérables, et ils réussirent enfin à se mettre sous la protection des murs de Narbonne, où les Espagnols cessèrent de les poursnivre. Plnsieurs places-frontières, telles que Leocate, Palme, Sigean, Roquefort et d'antres, furent prises sans coup férir par les vainquenrs, qui s'emparèrent de tous les objets de valeur qu'ils y trouvèrent, mais ne firent aucun mal aux habitants; Ferdinand, si nous en croyons Martyr, refnsa même de considérer ceux-ci comme ses prisonniers, parce qu'ils étaient des chrétiens.

Le monarque n'essaya point de garder ses conquêtes; après avoir fait démanteler quelques-unes des places qui lui avaient offert le plus de résistance, il retourna en Espagne, chargé de butin. « S'il avait été aussi bon général qu'habile politique, » dit un écrivain castillan, « il se serait avancé jusqu'au cœur de la France. » Ferdinand était trop sage pour se soucier de conquérir des provinces, où il n'aurait pu se maintenir, s'il s'y maintenait même, qu'au prix de beaucoup de sang et d'or; il avait suffisamment vengé son honneur en attaquant si promptement ceux qui avaient envahi ses États et en les repoussant victorieusement au delà de ses frontières; il préféra, en prince prudent, au lieu

de risquer tout ce qu'il avait gagné, en voulant davantage, profiter de ses succès pour entamer des négociations, dans lesquelles il avait plus de confiance que dans la force brutale.

Sous ce rapport, sa bonne étoile le favorisa davantage encore. La flotte que le roi de France avait équipée, à tant de frais, dans le port de Marseille, n'était pas plus tôt en mer qu'elle fut assaillie par des tempêtes furieuses et si maltraitée qu'elle dut rentrer au port, sans avoir même tenté une descente sur les côtes de la Catalogne.

Ces désastres accumulés découragèrent tellement Louis XII, qu'il consentit à entrer en négociations pour une suspension des hostilités, et, par l'intermédiaire de l'ex-roi de Naples, Frédéric, un armistice fut enfin conclu entre les deux souverains; il ne se rapportait qu'à leurs États héréditaires, l'Italie et les mers avoisinantes restant comme une espèce d'arène ouverte, où les rivaux pouvaient se rencontrer et décider leur querelle par les armes. Cette trêve, conclue d'abord pour cinq mois, fut plus tard prolongée pour un espace de trois années; elle donna à Ferdinand ce dont il avait surtout besoin, le loisir et les moyens de pourvoir à la sûreté de ses possessions italiennes, sur lesquelles allait fondre un orage plus menaçant, plus furieux que jamais.

L'infortuné Frédéric, qui était sorti de son obscure retraite pour prendre part à ces négociations, mourut l'année suivante; chose singulière, le dernier acte de sa vie politique avait été son intervention pour négocier la paix entre deux monarques qui s'étaient unis pour le dépouiller de son royaume.

Les résultats de cette campagne furent aussi glorieux pour

Ferdinand qu'humiliants et désastreux pour Louis XII, qui avait vu ses troupes repoussées de tous côtés, et ses flottes, ses puissantes armées s'évanouir, comme par enchantement, en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour les équiper. L'Espagne dut, sans doute, en très grande partie, ses succès à l'organisation meilleure de sa milice nationale et à l'excellente discipline qu'y introduisirent les souverains, à la fin des guerres de Grenade; autrement il n'eût guère été possible de concentrer aussi rapidement, sur un point éloigné, de si grandes masses d'hommes, tous bien équipés et habitués à un service actif. La nation ressentit de bonne heure l'influence de ces sages dispositions.

Mais cette campagne est, en définitive, moins mémorable, comme un signe de la puissance de l'Espagne, que comme une preuve de la vigueur du sentiment national, qui seul fit éclater cette puissance. Au lieu de ces petites et mesquines jalousies locales, qui avaient si longtemps séparé les populations des différentes provinces et surtout des royaumes rivaux de Castille et d'Aragon, s'était développé peu à peu un sentiment national, tel que celui qui rattache l'une à l'autre les parties constituantes d'une grande communauté. A la première nouvelle d'une invasion française en Aragon, toute la Castille, depuis les vertes vallées du Guadalquivir jusqu'aux âpres montagnes des Asturies, avait répondu à l'appel qu'on lui faisait, en envoyant une foule de guerriers pour chasser les envahisseurs et les refouler dans leur pays. Quel contraste avec la froideur, avec l'hésitation manifestées par ce même peuple, une trentaine d'années auparavant, lorsque le père de Ferdinand, Jean II, luttait seul dans le Roussillon contre toutes les forces de la France! Telles étaient les suites de l'heureux mariage qui avait ramené sous

une seule autorité les petites tribus hostiles de la péninsule, et qui, en créant des intérêts communs, un principe d'action harmonieux, les préparait silencieusement à constituer une grande nation commune, telle que l'avait faite la nature.

CHAPITRE XIV.

COMBATS SUR LE GARIGLIANO.

(1503)

Désolation de l'Italie. — Grands préparatifs de Louis XII. — Échec de Gonsalve de Cordoue devant Gaëte. — Les armées belligérantes sur le Garigliano. — Sanglant passage d'un pont. — Attente et anxiété de l'Italie. — Situation critique des Espagnols. — Résolution de Gonsalve. — Héroïsme de Paredes et de Bayard.

Portons maintenant nos regards sur l'Italie, où les foudres de la guerre, à peine assoupies, venaient de se réveiller et d'éclater avec un bruit plus horrible que jamais. Jusqu'ici, trop occupé de suivre des manœuvres militaires, nous avons été presque indifférent à la situation de ce malheureux pays; nous avons conduit le lecteur par une route funèbre, à travers des champs de bataille, et il a pu se croire transporté dans des temps de barbarie ou, au moins, dans cet âge de la féodalité où l'activité de l'homme ne s'exerçait que dans les combats.

Il n'en était guère ainsi; les armées belligérantes campaient au cœur des régions les plus riantes et les mieux cultivées du globe, au milieu d'un peuple qui avait porté les

différents arts de la vie politique et sociale à un degré de perfection, inconnu partout ailleurs, et avait joint aux ressources naturelles de son sol celles que procure un esprit ingénieux et industrieux. Là, s'élevaient des cités pleines de magnifiques et coûteux édifices; là, des ports regorgeaient des riches dépouilles de contrées lointaines; là, mille collines étaient couvertes jusqu'au sommet des productions d'une savante agriculture. La supériorité intellectuelle de ce peuple sur les autres ne se manifestait pas seulement dans le domaine de la science où il les devançait de loin, mais dans les œuvres d'imagination et spécialement d'art, où il rappelait les plus beaux jours de l'antiquité. En effet, l'époque où nous sommes arrivé, le commencement du xvi[e] siècle, est celle où l'Italie était dans tout son éclat, où son génie, se dégageant des ténèbres qui l'avaient voilé au début, resplendissait au grand jour, car nous touchons au siècle de Machiavel, de l'Arioste, de Michel-Ange, à l'âge d'or de Léon X.

Il est impossible, même après tant d'années, de contempler sans tristesse le sort de ce pays, converti en une arène ensanglantée par les luttes des gladiateurs de l'Europe; de le voir foulé aux pieds par les nations mêmes qui en avaient reçu les lumières de la civilisation; de voir, des bords du Danube à ceux du Tage, accourir une soldatesque farouche, inondant ses plaines, traversant ses cités riantes et poussant des cris de guerre ou de victoire, à l'ombre de ces monuments du génie qui ont fait l'admiration et le désespoir de la postérité. Les Goths et les Vandales avaient reparu; cette diplomatie raffinée sur laquelle les Italiens comptaient plus que sur le glaive, dans leurs différends, ne pouvait les défendre contre ces barbares envahisseurs, dont la rude

main brisait sans peine le léger réseau qui embarrassait les mouvements d'ennemis moins formidables. C'était le triomphe de la force brutale sur la civilisation, une des leçons les plus humiliantes par lesquelles la Providence se plaît à rabattre l'orgueil de l'esprit humain.

Le sort de l'Italie renferme encore un enseignement très précieux. Sous cette apparence extérieure de prospérité, les institutions politiques avaient perdu peu à peu le principe qui seul pouvait leur donner de la stabilité ou une valeur réelle. Même les formes de la liberté avaient, dans la plupart des cas, été supprimées par des princes ambitieux et usurpateurs. Partout le patriotisme avait fait place à l'égoïsme le plus honteux ; la morale était aussi peu respectée dans la vie privée que dans la vie publique. Les mains qui distribuaient généreusement les faveurs au génie et à la science étaient trop souvent rouges de sang ; trop souvent les cours, qui paraissaient la demeure favorite des Muses, étaient des antres où régnait une sensualité brutale. Le chef de l'Église lui-même, qui, élevé au dessus de tous les potentats de la terre, n'eût pas dû s'abaisser au moins jusqu'à partager leurs vices les plus grossiers, s'adonnait aux excès les plus monstrueux qui dégradent la malheureuse espèce humaine. Était-il dès lors surprenant que cet arbre, pourri intérieurement, malgré les fleurs dont ses branches étaient chargées, ne résistât pas au vent furieux qui soufflait à travers les Alpes?

Si les populations italiennes avaient été animées d'un sentiment national, qui les eût réunies contre l'ennemi commun, si, en un mot, elles ne s'étaient pas abandonnées, elles avaient dans leurs richesses, dans leur talent, dans leur science supérieure, assez de ressources pour défendre leur

sol contre l'invasion. Malheureusement, tandis que les autres États européens avaient incomparablement augmenté leur puissance, par leur centralisation, ceux de l'Italie, en l'absence d'un point de ralliement, étaient devenus de plus en plus désunis. Ainsi, séparés entre eux et manquant de l'impulsion vigoureuse du sentiment patriotique, les Italiens furent la proie et le jouet de ceux que, dans leur orgueil, ils méprisaient comme des barbares; exemple éclatant de l'impuissance du génie humain et de l'instabilité des institutions, si excellentes qu'elles soient, lorsque les vertus publiques et privées font défaut [1].

Les grandes puissances qui venaient d'entrer en lice créèrent dans la péninsule des intérêts entièrement nouveaux, qui renversèrent les anciennes combinaisons politiques. La France, par la conquête du Milanais, exerça une influence décisive sur les affaires du pays; cependant son autorité avait été fort affaiblie par ses récents revers dans le royaume de Naples, bien que Florence et d'autres États voisins lui fussent restés fidèles. Venise, avec sa politique habituelle, se tenait prudemment à l'écart, observant la neutralité entre les parties belligérantes, qui s'efforçaient chacune de s'attacher un allié aussi formidable; la république se méfiait toutefois, depuis longtemps, des Français, et, sans vouloir prendre des engagements publics, elle assura le ministre castillan de ses dispositions favorables envers son gouvernement [2]. Elle manifesta plus clairement encore cette

[1] Le philosophe Machiavel découvrait la véritable cause de ces malheurs dans la corruption de son pays, qu'il a exposée avec une hardiesse et une amertume extraordinaires dans le VII[e] livre de son *Art de la guerre*.

[2] Lorenzo Suarez de la Vega occupa le poste d'ambassadeur près la république pendant toute la durée de la guerre; son habileté est suffisam-

bienveillance, en permettant aux Vénitiens de ravitailler Barletta, dans la dernière campagne, et, dans celle-ci, en venant indirectement en aide de la même manière aux Espagnols; elle devait un jour expier chèrement cette intervention.

La cour pontificale était moins bien disposée encore envers la France, et n'essaya pas de le cacher après les revers de celle-ci à Naples. Peu après la bataille de Cérignole, elle entra en correspondance avec Gonsalve de Cordoue, et, si Alexandre VI ne voulut pas rompre ouvertement dès lors avec Louis XII, il promit de signer un traité avec les souverains espagnols, après la reddition de Gaëte. En même temps, il autorisa le Grand Capitaine à lever des troupes à Rome, sous les yeux mêmes de l'ambassadeur français. Ainsi Louis XII n'avait pu, au prix des concessions les plus larges, en lui sacrifiant même principes et honneurs, s'assurer de la fidélité de ce perfide allié.

Malgré des traités maintes fois renouvelés, le roi de France n'était guère en meilleurs termes avec l'empereur Maximilien. Celui-ci était uni à l'Espagne par des alliances de famille et était l'ennemi de la France, contre laquelle il avait une de ces antipathies qui, pour la plupart des hommes, sont plus puissantes que les raisons d'État. Il avait d'ailleurs considéré toujours la conquête du Milanais comme une infraction faite à ses droits impériaux. Le gouvernement castillan, profitant de cette circonstance, s'efforça de le pousser, par l'entremise de l'ambassadeur, don Juan Manuel, à

ment prouvée par le fait qu'il fut si longtemps maintenu dans ces fonctions, à un moment des plus critiques, par un monarque aussi vigilant que Ferdinand. Pierre Martyr, tout en reconnaissant ses talents, objectait à sa nomination qu'il manquait d'érudition.

envahir la Lombardie; mais l'empereur ayant, selon son habitude, demandé un fort subside pour l'aider à couvrir les frais de la guerre, Ferdinand, dont le trésor était rarement trop riche, préféra garder son argent pour ses propres entreprises, plutôt que de le risquer au profit de son aventureux allié. Si les négociations n'aboutirent donc pas, Maximilien n'en montra pas moins ses sentiments réels, en autorisant ses sujets à s'enrôler sous la bannière du Grand Capitaine, qui les compta, comme on l'a déjà vu, au nombre de ses meilleurs soldats.

Mais, si Louis XII trouvait peu d'assistance au dehors, l'ardeur avec laquelle son peuple le seconda dans ce moment critique le rendait presque indépendant de tout secours étranger; aussi, en très peu de temps, fut-il en état de reprendre les opérations avec plus de vigueur que jamais. Il attribuait, en grande partie, ses précédents échecs en Italie à une confiance exagérée dans la supériorité de ses troupes et à sa négligence à leur fournir les renforts et les provisions nécessaires; il envoya donc de fortes sommes d'argent à Rome, et établit dans cette ville, pour le service de son armée, de vastes magasins de blé et des dépôts de munitions, sous la surveillance de commissaires. Il fit équiper à Gênes, sans perdre de temps, une grande flotte, commandée par le marquis de Saluces et destinée à secourir Gaëte, bloqué par les Espagnols. Il obtint de ses alliés italiens un petit renfort et prit à sa solde huit mille Suisses, qui firent la force de son infanterie; le reste de son armée, comprenant un magnifique corps de cavalerie et probablement la meilleure artillerie de l'Europe, avait été levé dans ses propres États. De tous côtés on vit affluer des volontaires de la plus haute naissance, brûlant de prendre part à une expédition qui devait

venger l'honneur national. Le maréchal de la Trémouille, qui passait pour le meilleur général de la France, fut chargé du commandement de toutes ces forces, qui s'élevaient de vingt à trente mille hommes, non compris les troupes qui devaient rester constamment à bord de la flotte.

Au mois de juillet, l'armée se mit en marche à travers les vastes plaines de la Lombardie, mais, arrivée à Parme, lieu de rendez-vous fixé aux mercenaires suisses et italiens, elle s'arrêta, ayant reçu la nouvelle imprévue de la mort d'Alexandre VI. Ce pape mourut, le 18 août 1503, à l'âge de soixante-douze ans, victime, comme on n'en peut guère douter, du poison qu'il avait préparé pour d'autres; couronnant ainsi une vie infâme par une mort également infâme. C'était un homme d'un talent incontestable et d'une rare énergie de caractère, mais il fit le plus détestable usage de ces dons naturels, et, si nous en croyons ses contemporains les plus respectables, ses vices ignobles n'étaient rachetés par aucune vertu. La papauté tomba avec lui au dernier degré de la dégradation; cependant ses excès ne furent pas inutiles, car la Providence fait sortir le bien du mal, et le scandaleux spectacle offert par ce pontife indigne à la chrétienté fut une des principales causes de la glorieuse réformation [1].

La cour d'Espagne apprit sans regret la mort d'Alexandre VI, dont elle avait toujours flétri ouvertement l'immoralité; plus d'une fois même, comme nous l'avons vu, elle lui avait fait à ce sujet de très vives remontrances. Elle avait été tout aussi peu satisfaite de sa carrière publique, car le pape, quoique Espagnol de naissance, étant natif de Valence,

[1] Le peu de cérémonie avec lequel on traita le cadavre d'Alexandre VI, à peine froid, est la meilleure preuve de la haine générale dont ce pontife était l'objet.

s'était fait l'instrument docile de Louis XII, en retour de l'appui donné par ce monarque aux projets ambitieux de son fils, César Borgia.

L'événement qui venait de se produire eut une influence importante sur les mouvements des Français. Le cardinal d'Amboise, ministre favori de Louis XII, attendait depuis longtemps ce jour, dans l'espoir d'hériter de la tiare pontificale; il s'empressa de se rendre en Italie, avec l'approbation de son maître, se proposant de profiter, pour réussir dans ses prétentions, de la présence de l'armée française, mise, comme il semble, à sa disposition.

Les troupes s'avancèrent donc vers Rome et s'arrêtèrent à quelques milles des portes de la capitale. Les cardinaux, réunis en conclave pour choisir un successeur à Alexandre VI, s'indignèrent contre la pression qu'on voulait leur faire subir, et les Romains virent avec terreur camper sous leurs murs cette armée formidable; ils craignaient qu'un mouvement en sens contraire, de la part du Grand Capitaine, ne plongeât leur ville, déjà en proie à l'anarchie, dans les horreurs de la guerre. Gonsalve avait, en effet, envoyé en avant Mendoza et Fabrizio Colonna, qui s'étaient postés, avec deux ou trois mille hommes, dans le voisinage de Rome, afin de surveiller l'ennemi.

A la fin, le cardinal d'Amboise, cédant à la force du sentiment public et aux représentations de prétendus amis, consentit à l'éloignement des troupes françaises et attendit son succès de son influence personnelle, qu'il s'exagérait. Nous n'avons pas à exposer ici en détail les actes du respectable collége des cardinaux; ils sont rapportés tout au long par les écrivains italiens, et forment, on doit le reconnaître, un des chapitres les plus édifiants de l'histoire de l'Église; il

suffit de dire qu'après le départ des Français, les suffrages du conclave se portèrent, le 22 septembre, sur un Italien, qui prit le nom de Pie III, et rendit hommage à l'habileté de ceux qui l'avaient choisi, en mourant plus tôt encore que ses meilleurs amis ne l'avaient prévu, moins d'un mois après sa nomination [1].

Pie III fut immédiatement remplacé, le 31 octobre, par Jules II, le belliqueux pontife qui échangea la tiare contre un casque et la crosse contre une épée; fait remarquable, ce prélat qui, à cause de son caractère emporté, inexorable, n'avait guère d'amis, fut élevé à la chaire de Saint-Pierre par des factions rivales, par les partisans de la France, de l'Espagne et surtout de Venise, dont il ne chercha dans toute sa carrière agitée qu'à ruiner la puissance.

A peine la proie que le cardinal d'Amboise avait convoitée lui avait-elle été arrachée par l'adresse des prélats italiens, à peine l'élection de Pie III avait-elle été annoncée publiquement, que les Français purent se remettre en marche, après avoir perdu, perte irréparable, plus d'un mois. Pendant ce temps, chose plus fâcheuse encore, le maréchal de la Trémouille était tombé malade et avait dû laisser le commandement au marquis de Mantoue, seigneur italien, placé immédiatement au dessous de lui. Le marquis avait une certaine expérience militaire; il avait combattu sous la bannière de Venise et commandait, avec un talent douteux, il est vrai, les alliés en présence des troupes de Charles VIII à la bataille de Fornovo. Sa nomination fut mieux accueillie

[1] L'élection de Pie III fut très agréable à la reine Isabelle, qui fit célébrer des Te Deum et des actions de grâces dans les églises, à l'occasion de la nomination « d'un aussi digne pasteur pour garder le bercail chrétien. »

de ses compatriotes que des Français, et, en réalité, s'il suffisait dans des circonstances ordinaires, il était tout à fait incapable de lutter, comme il était appelé à le faire, contre le plus grand capitaine du siècle.

Pendant ce temps, Gonsalve était retenu devant les murs de Gaëte, où Ives d'Alègre s'était jeté avec les fuyards de Cérignole, et où il avait été ensuite renforcé par quatre mille soldats que lui avait amenés le marquis de Saluces. Pour ce motif et à cause de la grande force de la place, Gonsalve rencontra une résistance à laquelle il n'était plus habitué depuis longtemps. Campant dans la plaine, exposé au feu des assiégeants, il perdit un grand nombre de ses meilleurs soldats, entre autres son ami, don Hugo de Cardona, un des vainqueurs de Seminara, qui fut tué à ses côtés, tandis qu'il parlait avec lui. A la fin, après avoir fait, mais en vain, un effort désespéré pour sortir de cette position périlleuse, en s'emparant de la hauteur voisine du mont Orlando, il dut se retirer plus loin, jusqu'au village voisin de Castellone, qui rappellera au lecteur de plus agréables souvenirs, comme l'emplacement de la Villa Formiana de Cicéron [1]. Là, tandis qu'il continuait à bloquer Gaëte, il apprit que les Français avaient passé le Tibre et marchaient contre lui.

Devant Gaëte, le Grand Capitaine s'était efforcé de se procurer de tous côtés des renforts. Les Napolitains, sous les ordres de Navarro, l'avaient déjà rejoint, ainsi que les légions victorieuses d'Andrada, venues des Calabres; il avait

[1] La maison de campagne de Cicéron s'élevait à mi-chemin entre Gaëte et Mola, l'ancienne Formies, à deux milles et demi environ de ces villes. Le touriste classique et crédule peut retrouver encore, au bord de l'ancienne voie Appienne, les débris de la maison et du mausolée du célèbre orateur.

encore été fortifié par l'arrivée de deux ou trois mille mercenaires, espagnols, allemands et italiens, que l'ambassadeur castillan, François de Roxas, avait levés à Rome, et il attendait chaque jour de cette ville un corps de troupes plus considérable, qui devait lui être fourni par l'entremise de l'envoyé vénitien. Enfin, il avait obtenu quelques nouvelles recrues et une forte somme d'argent, qui se trouvaient à bord de vaisseaux catalans, récemment arrivés d'Espagne; il devait néanmoins de forts arriérés à ses troupes. Sous le rapport du nombre, il était bien inférieur à son ennemi; il n'avait, en prenant l'estimation la plus élevée, que neuf mille hommes d'infanterie, trois mille de cavalerie et deux mille chevau-légers. La force de son armée résidait surtout dans l'infanterie qui, parfaitement disciplinée, aguerrie et dévouée, lui inspirait une entière confiance. En cavalerie, plus encore en artillerie, il était loin d'égaler son adversaire, ce qui, joint à sa grande infériorité numérique, l'empêchait de tenir la campagne; il n'avait donc d'autre ressource que de s'emparer d'un passage ou d'une forte position sur la route des Français, afin de les tenir en échec jusqu'au moment où, ayant reçu des renforts suffisants, il pourrait lutter contre eux dans des conditions plus égales. La profonde rivière du Garigliano lui offrait la ligne de défense qu'il cherchait[1].

Le 6 octobre, Gonsalve leva son camp de Castellone, et, abandonnant à l'ennemi toute la région au nord du Garigliano, s'enfonça dans l'intérieur du pays; il se posta à San-Germano, forte place située en deçà de la rivière et couverte

[1] Les écrivains castillans ne donnent pas le chiffre total des troupes espagnoles; nous ne pouvons que le conjecturer d'après des estimations éparses, faites à la légère et comme toujours contradictoires, des différents détachements qui rejoignirent cette armée.

par les deux forteresses de Monte Casino [1] et de Rocca Secca. Il jeta dans cette dernière une troupe d'hommes déterminés, sous les ordres de Villalba, et attendit de pied ferme ses adversaires.

Bientôt on aperçut les colonnes françaises marchant sur Pontecorvo, situé à quelques milles de là, sur le bord opposé du Garigliano. Après une courte halte, les envahisseurs traversèrent le pont en avant de cette ville et s'avancèrent avec assurance, ne s'attendant guère à rencontrer une vive résistance chez un ennemi qui leur était si inférieur en nombre. Ils se trompaient à cet égard; la garnison de Rocca Secca, contre laquelle ils dirigèrent d'abord leurs armes, les reçut si rudement, qu'après deux assauts furieux livrés vainement à cette place, le marquis de Mantoue, renonçant à faire une nouvelle tentative, repassa la rivière et chercha plus bas un passage plus facile.

Longeant donc le Garigliano à droite, au sud-est des montagnes de Fondi, les Français descendirent jusqu'auprès de l'embouchure de la rivière. L'endroit où ils s'arrêtèrent et où, comme on le suppose généralement, s'élevait autrefois Minturnes [2], était couvert par une forteresse appelée la tour du Garigliano; la petite garnison espagnole qui l'occupait, après une courte résistance, capitula avec les honneurs de la guerre. Lorsque ces soldats rejoignirent leurs compatriotes,

[1] Les Espagnols emportèrent Monte Casino d'assaut, et, avec une violence sacrilége, pillèrent la riche argenterie du couvent des bénédictins; on leur ordonna toutefois de respecter les ossements des martyrs et d'autres saintes reliques, partage du butin qui ne satisfit probablement pas entièrement les religieux.

[2] Les débris de cette ville, qui s'élevait à quatre milles environ au dessus de l'embouchure du Liris, se voient encore à droite de la route; dans l'antiquité elle était assez grande pour couvrir les deux bords de la rivière.

sous la bannière du Grand Capitaine, ceux-ci, saisis de fureur en apprenant qu'ils avaient abandonné leur poste, si honorablement que ce fût, au lieu de mourir en le défendant, tombèrent sur eux à coups de piques et les massacrèrent jusqu'au dernier. Gonsalve ne jugea pas prudent de punir ce crime qu'il réprouvait, mais qui annonçait chez les Castillans une inflexible résolution de résister jusqu'au bout; il comprenait que cette énergie désespérée allait être bientôt mise à l'épreuve.

Le terrain occupé par les deux armées était bas et marécageux, tel qu'il était déjà dans l'antiquité; c'était, croit-on, dans les marais, au sud, que Marius proscrit s'était caché autrefois [1]. Ce sol, naturellement humide, avait encore été détrempé par des pluies excessives, qui étaient tombées plus tôt et en plus grande abondance cette année que les précédentes. Les Français campaient dans une plaine moins basse et moins humide que celle où se trouvaient leurs adversaires; ils avaient encore sur ceux-ci l'avantage de s'appuyer sur des populations nombreuses et amicales. Ils avaient derrière eux les grandes villes de Fondi, d'Itri et de Gaëte, tandis que leur flotte, sous les ordres de l'amiral Préjan, mouillait à l'embouchure du Garigliano et pouvait leur faciliter considérablement le passage de la rivière.

Le marquis de Mantoue se prépara donc à jeter un pont sur le Garigliano, à peu de distance de Trajetto; il réussit au bout de quelques jours dans cette tentative, quoique les eaux fussent hautes et troublées; il était protégé par son artillerie qui, placée au bord de la rivière, sur une hauteur, commandait entièrement la rive opposée.

[1] Les marais de Minturnes sont situés entre la ville et l'embouchure du Liris.

ne resta pas sans récompense; à la demande de Gonsalve, Illescas reçut une forte pension.

Dans le fort de la mêlée, l'artillerie française s'était tue; elle ne pouvait tirer sur les Castillans sans tirer sur les Français, tous étant confondus. Mais, lorsque ceux-ci reculèrent devant l'ennemi, des troupes fraîches, qui s'élançaient contre eux, se trouvèrent exposées au feu de l'artillerie, qui ouvrit alors une canonnade furieuse. Les Espagnols, « quoiqu'ils se jetassent devant la bouche des canons, » comme le dit le marquis de Mantoue, « avec autant d'indifférence que s'ils eussent été faits d'air, au lieu de l'être de chair et d'os, » furent si cruellement maltraités, qu'ils durent lâcher pied; l'avant-garde, cessant dès lors d'être soutenue, finit par se retirer à son tour et par abandonner le pont à l'ennemi.

Ce fut un des engagements les plus terribles livrés dans ces guerres. Don Hugo de Moncada, vieux guerrier qui avait assisté à tant de combats sur terre et sur mer, dit à Paul Jove « qu'il ne s'était jamais vu dans un danger aussi imminent. » Les Français, bien qu'ils fussent restés maîtres du pont, avaient rencontré une résistance qui les avait beaucoup découragés; aussi, au lieu d'essayer de pousser plus loin leur succès, ils se retirèrent le soir même dans leurs quartiers, de l'autre côté de la rivière. Le temps orageux qui continuait, sans s'adoucir, avait gâté les routes, et le terrain marécageux, presque impraticable à la cavalerie, l'était tout à fait à l'artillerie, sur laquelle les Français comptaient beaucoup; d'un autre côté, il présentait de faibles obstacles, en comparaison, aux manœuvres de l'infanterie, qui constituait la grande force de l'ennemi. Pour ces motifs, le marquis de Mantoue résolut d'attendre, pour continuer ses opérations, que le temps eût changé et que les chemins se

fussent améliorés. Il construisit une redoute à l'extrémité la plus éloignée du pont et y jeta un détachement, afin de garder le passage pour le moment où il en aurait besoin.

Pendant que les deux armées en présence s'observaient mutuellement, toute l'Italie avait les yeux fixés sur elles, dans l'attente inquiète d'une bataille qui décidât définitivement du sort de Naples. Chaque jour, des courriers partaient du camp français pour Rome, d'où les ambassadeurs des différentes puissances européennes transmettaient des nouvelles à leurs gouvernements respectifs. Machiavel représentait, à cette époque, la république de Florence auprès du saint-siége, et sa correspondance reproduit, comme une gazette de notre temps, toutes les rumeurs, toutes les opinions qui se faisaient jour. Il connaissait personnellement un grand nombre de Français qui résidaient dans cette capitale; il rapporte fréquemment ce qu'ils lui disaient au sujet de la guerre, au spectacle de laquelle ils assistaient avec une entière confiance, ne doutant pas qu'elle ne finit par le triomphe de leurs compatriotes, dès que ceux-ci en viendraient aux prises avec l'ennemi. Le Florentin, plus froid et plus pénétrant, distingue dans la situation des deux armées des signes qui présagent une tout autre issue [1].

Il semblait évident que la victoire se déclarerait pour ceux qui pourraient supporter le mieux les fatigues et les privations de tout genre, auxquelles on était de part et d'autre

[1] Les Français montrèrent la même confiance dès le début de la guerre. Un d'entre eux ayant rapporté à Suarez, l'ambassadeur castillan à Venise, que le maréchal de la Trémouille avait dit « qu'il donnerait 20,000 ducats pour rencontrer Gonsalve de Cordoue dans les plaines de Viterbe, » l'Espagnol répondit vivement : « Nemours en aurait donné le double pour ne l'avoir pas rencontré à Cérignole. »

condamné. Les Espagnols se trouvaient placés dans des conditions plus défavorables que leurs adversaires. Le Grand Capitaine, peu de temps après l'affaire du pont, s'était retiré avec ses troupes vers une hauteur, à un mille environ du Garigliano, couronnée par le petit hameau de Cintura et commandant la route de Naples. En avant de son camp il avait fait creuser une profonde tranchée qui, dans un sol aussi mouillé, ne tarda pas à se remplir d'eau, et qu'il garnit, à chaque extrémité, d'une forte redoute. Ensuite, à l'abri derrière ces retranchements, il résolut d'attendre de pied ferme l'ennemi.

Cependant la situation de l'armée était des plus déplorables; ceux des soldats qui campaient au pied de la colline étaient plongés dans l'eau et dans la boue jusqu'aux genoux, car des pluies torrentielles et l'inondation de la rivière avaient converti la campagne en un véritable marais; on était obligé de couvrir la terre autant que possible de fascines, et encore était-il douteux qu'on pût arrêter longtemps de cette manière les progrès de l'élément envahisseur. Les Espagnols, placés plus haut, n'étaient guère plus favorisés; la pluie, la grêle, qui tombaient sans interruption depuis plusieurs semaines, pénétraient dans les tentes légères et dans les huttes couvertes de branches d'arbres, où les soldats étaient logés. En outre, ceux-ci étaient mal nourris, car il était difficile de se procurer des vivres dans ce pays dévasté et dépeuplé [1]; ils étaient plus mal payés encore par la négligence, peut-être la pénurie de Ferdinand, qui,

[1] Ce pays aride, inhabité, devait être peu étendu, car il se trouve dans la Campanie heureuse, près des plaines cultivées de Sessa, du mont Massique et des champs de Falerne, noms qui évoquent des souvenirs impérissables tant que la bonne poésie et le bon vin resteront en honneur.

envoyant peu d'argent à son général, l'exposait, entre autres difficultés, à mécontenter les Espagnols, et surtout les mercenaires étrangers, qu'il n'eût pu retenir dans le devoir, sans la conduite la plus adroite et la plus sage [1].

Dans ces moments critiques, Gonsalve conserva toute sa présence d'esprit et même la bonne humeur indispensable à un chef qui doit réveiller l'ardeur de ses compagnons. Il s'associa à leurs souffrances et, loin de se croire soustrait par son rang aux fatigues et aux privations, il se mit sur un pied d'égalité avec le dernier de ses soldats; il monta même, dit-on, plusieurs fois la garde. Surtout il déploya cette inflexible constance qui rend l'homme capable de ranimer, à l'heure sombre du danger, le courage et la confiance de ceux qui l'entourent; il donna, vers ce temps, une preuve remarquable de cette énergie.

La situation déplorable de l'armée et la pensée de la voir se prolonger indéfiniment avaient fait naturellement craindre à un grand nombre d'officiers, sinon une rébellion ouverte, au moins du découragement chez les soldats affaiblis par des maladies. Plusieurs d'entre eux, y compris Mendoza et les deux Colonna, se rendirent donc auprès du commandant en chef et, après lui avoir exposé franchement leurs craintes, le prièrent de transférer le camp à Capoue, où les Espagnols trouveraient des logements commodes et salubres, jusqu'à ce que le temps se fût adouci; il ne fallait pas, soutenaient-ils, s'attendre d'ici là à un mouvement agressif de la part des Français. Gonsalve comprenait trop bien l'importance d'en venir aux prises avec l'ennemi, avant qu'il fût en

[1] La conquête de Naples fut, on se le rappelle, entreprise exclusivement pour le compte de la couronne d'Aragon, dont les revenus étaient bien inférieurs à ceux de la Castille.

rase campagne, pour avoir confiance dans une affirmation aussi hypothétique; il craignait, en outre, de décourager encore plus l'armée par cette retraite. Il avait pris une détermination, après y avoir mûrement réfléchi; aussi, après avoir patiemment écouté ses officiers jusqu'au bout, il leur fit cette courte et mémorable réponse : « Le salut de l'État exige que nous gardions notre position, et, soyez-en bien convaincus, je ferais plutôt deux pas en avant, dussent-ils me conduire au tombeau, que d'en faire un seul en arrière, pour vivre encore cent ans. » Le ton décidé dont il prononça ces mots le délivra de nouvelles importunités.

Il n'y a pas un acte de la vie du Grand Capitaine, qui montre plus complétement sa force de caractère. Voyant autour de lui languir et mourir ses fidèles compagnons, il savait qu'un seul mot de sa bouche pouvait mettre fin à tant de souffrances, et ce mot il refusa de le prononcer; esclave du devoir, il n'hésita pas à assumer sur lui la plus lourde responsabilité, malgré les représentations des officiers dont les talents lui inspiraient le plus de confiance.

Gonsalve espérait que les Espagnols, grâce à leur prudence, à leur sobriété, à leur excellente constitution, pourraient résister aux influences malignes du climat; il comptait aussi sur leur discipline éprouvée, sur l'attachement qu'ils lui portaient, et les croyait prêts à tous les sacrifices qu'il pourrait leur demander. L'expérience qu'il avait acquise au siége de Barletta lui faisait juger tout autrement le caractère de ses adversaires. L'événement justifia ses prévisions.

Les Français, nous l'avons déjà dit, occupaient un terrain plus élevé, plus salubre que leurs rivaux, au delà de la rivière. Ils avaient, en outre, trouvé un abri dans les restes

d'un vaste amphithéâtre et dans quelques autres édifices qui couvraient encore l'emplacement de l'ancienne ville de Minturnes. Néanmoins, ils souffraient beaucoup plus que leurs ennemis des rigueurs de la saison; chaque jour, un grand nombre tombaient malades et mouraient; ils manquaient d'ailleurs de vivres, par la faute des commissaires qui avaient la garde des magasins de Rome et commettaient les concussions les plus scandaleuses. Dans cette situation, le soldat français, toujours impatient et prompt à l'action, se lassa peu à peu d'une guerre où il n'avait à combattre que les éléments et où il se voyait mourir lentement, comme un esclave dans sa prison, sans pouvoir espérer même de trouver une mort honorable sur le champ de bataille.

Ce mécontentement des Français avait encore grandi par suite du peu de succès qu'ils avaient obtenu, dans leurs récentes rencontres avec l'ennemi, et, à la fin, les soldats firent retomber leur ressentiment sur leur commandant en chef, le marquis de Mantoue, qu'ils n'avaient jamais aimé. Ils lui reprochèrent hautement son incapacité, l'accusèrent de s'entendre secrètement avec les Espagnols et l'accablèrent de tous les noms injurieux qu'ils avaient l'habitude de prodiguer aux Italiens. Ils étaient encouragés clandestinement par Ives d'Alègre, Sandricourt et d'autres officiers français, qui avaient toujours vu avec déplaisir l'élévation du marquis; à la fin, celui-ci, s'apercevant qu'il avait perdu toute influence et ne voulant pas garder le commandement, lorsqu'il n'avait plus l'autorité, profita d'une légère maladie dont il était atteint, pour donner sa démission, et se retira brusquement dans ses terres.

Il fut remplacé par le marquis de Saluces, qui était aussi un Italien, étant né dans le Piémont, mais avait longtemps

servi sous les drapeaux français et avait été chargé par Louis XII de commandements très importants. Ce général ne manquait ni d'énergie ni de talent, mais il eût fallu un chef bien plus capable pour rétablir la subordination dans l'armée et ranimer une confiance qui avait entièrement disparu. Les Italiens, indignés de l'affront fait à leur ancien commandant, désertèrent en grand nombre. Les chevaliers français, refusant de rester dans des lieux insalubres, se disséminèrent dans les villes voisines de Fondi, d'Itri et de Gaëte, laissant la tour du Garigliano et les environs à la garde de l'infanterie suisse et allemande. Ainsi, tandis que toute l'armée espagnole campait à un mille de la rivière, sous les yeux de son général, prête à combattre, les Français s'éparpillèrent dans une contrée qui avait plus de dix milles d'étendue et, sans respect pour la discipline militaire, ils cherchèrent à oublier leur vie monotone et triste du camp, au milieu de tous les plaisirs qu'ils pouvaient se procurer dans leurs nouveaux quartiers.

On ne doit pas croire que le repos des deux armées ne fût jamais troublé par le bruit des armes; on vit, au contraire, plus d'une rencontre avec des succès divers, et, comme au siége de Barletta, les chevaliers des deux nations rivalisèrent souvent de bravoure. Les Espagnols firent deux tentatives infructueuses pour brûler le pont de l'ennemi; mais ils réussirent à s'emparer de l'imposante forteresse de la Rocca Guglielma. Entre autres traits d'intrépidité, les écrivains castillans citent surtout avec complaisance un des exploits de leur héros favori, Diego de Paredes, qui s'avança seul sur le pont contre une troupe de chevaliers français, armés de toutes pièces; c'était là une hardiesse digne de don Quichotte, et Paredes eût probablement partagé le sort

habituel de ce personnage fameux, dans de pareilles occasions, si ses compatriotes ne fussent venus à son secours. En revanche, les Français parlent du preux chevalier Bayard, qui, avec un seul bras, défendit le pont contre les Castillans, pendant plus d'une heure.

Ces faits d'armes, sans doute, sont plus facilement accomplis par la plume que par l'épée, mais ce serait faire injure au consciencieux chroniqueur de ce temps, que de supposer qu'il ne croyait pas lui-même aux merveilleux exploits qu'il célébrait. Tous ressentaient l'influence d'une époque romantique, où la chevalerie mourait, mais sans avoir rien perdu de l'enthousiasme, de l'ardeur qu'elle manifestait à l'origine. Un crépuscule incertain voilait tous les objets; chaque jour voyait se produire de telles extravagances, non pas imaginaires, mais réelles, qu'il devenait difficile de fixer les limites de la fiction. Le chroniqueur pouvait quelquefois s'aventurer innocemment dans le champ du poète, et celui-ci puisait souvent le sujet de ses vers dans les pages de l'historien. La muse romantique de l'Italie, alors dans l'éclat de sa gloire, ne faisait que donner une teinte plus brillante aux chimères de la vie réelle; des héros vivants, les Bayard, les Paredes, les La Palice, lui fournissaient les éléments de ces créations idéales, dans lesquelles elle a si bien incarné les perfections de la chevalerie.

CHAPITRE XV.

PAIX AVEC LA FRANCE.

(1503-1504)

Passage du Garigliano par les Espagnols. — Consternation des Français. Combat près de Gaëte. — Acharnement des combattants. — Défaite des Français. — Reddition de Gaëte. — Enthousiasme excité par Gonsalve de Cordoue. — Traité avec la France. — Examen de la conduite militaire de Gonsalve. — Résultats de la campagne.

Il y avait déjà sept semaines que les deux armées en présence s'observaient mutuellement, sans faire ni l'une ni l'autre aucun mouvement décisif. Pendant ce temps, le Grand Capitaine s'était constamment efforcé de se procurer des renforts à Rome, par l'entremise de l'ambassadeur castillan, François de Rojas; il avait surtout recherché l'alliance de la puissante famille des Orsini, ennemis depuis longtemps des Colonna, partisans de l'Espagne. A la fin, une réconciliation fut heureusement opérée entre ces rivaux, et il fut convenu que Barthélemy d'Alviano, comme le chef de la famille des Orsini, se rangerait avec trois mille hommes sous la bannière de Gonsalve. Cet arrangement avait été fait par l'entremise de l'envoyé vénitien à Rome, qui avança

même une forte somme d'argent pour le paiement des nouvelles recrues.

L'arrivée de ces troupes, ayant à leur tête un des plus habiles et plus vaillants capitaines de l'Italie, ranima le courage des Espagnols. Bientôt Alviano pressa vivement Gonsalve d'abandonner son plan d'opérations et d'attaquer l'ennemi dans ses quartiers. Le Grand Capitaine avait décidé de rester sur la défensive, et, comme nous l'avons déjà dit, trop inférieur en forces aux Français, pour les combattre en rase campagne, il s'était solidement retranché dans sa position, avec la ferme résolution d'attendre une attaque. Mais la situation avait bien changé; l'ancienne inégalité avait été considérablement diminuée par l'arrivée des auxiliaires italiens, et était mieux encore compensée par le désordre qui régnait parmi les Français. Gonsalve savait d'ailleurs que, dans les entreprises les plus périlleuses, l'enthousiasme, l'ardeur des assaillants doublent leur vigueur, tandis que leurs adversaires, pris à l'improviste, sont troublés et s'attendent à une défaite, avant même d'avoir engagé la lutte. Aussi écouta-t-il favorablement Alviano, qui lui proposait de passer le Garigliano, en établissant un pont en face de Suzio, petite ville occupée par les Français, sur la rive droite, à quatre milles environ au dessus de leur quartier-général. L'attaque devait avoir lieu le plus tôt possible, après la Noël prochaine, au moment où l'ennemi pourrait être surpris au milieu des réjouissances qui ont lieu à cette occasion.

Ce jour de fête pour la chrétienté entière arriva enfin; il ne ramena guère la gaîté parmi les Espagnols, plongés dans ces tristes marécages, manquant presque de toutes les choses nécessaires à la vie, et ne résistant au climat que grâce à

leur corps de fer et à leur invincible courage. Ils le célébrèrent toutefois avec les solennités religieuses en usage dans l'Église romaine, et ces exercices religieux, rendus plus imposants encore par leur situation présente, servirent à fortifier l'héroïque patience qui les avait soutenus au milieu d'indicibles souffrances.

Sur ces entrefaites, les matériaux nécessaires pour l'entreprise projetée avaient été réunis si rapidement, que, le 28 décembre, tous les préparatifs étaient terminés. Alviano, qui conduisait l'avant-garde, était chargé d'établir le pont; le centre et le gros de l'armée, sous les ordres de Gonsalve, devaient le suivre; enfin, Andrada, commandant l'arrière-garde, devait emporter le vieux pont, en face de la tour du Garigliano.

La nuit était sombre et orageuse. Alviano s'acquitta de sa tâche, avec tant de célérité et de prudence, qu'il n'attira pas l'attention de l'ennemi. Le pont construit, il avança avec l'avant-garde, composée principalement de cavalerie, ayant avec lui Navarro, Paredes et Pizarre, et, tombant sur les défenseurs endormis de Suzio, il massacra tous ceux qui lui opposèrent de la résistance.

Le bruit que les Castillans avaient passé la rivière se répandit rapidement au loin, et le marquis de Saluces, posté près de la tour du Garigliano, reçut bientôt la nouvelle. Il croyait ses adversaires plongés dans la torpeur au milieu des marais, et cet événement l'étourdit comme un coup de foudre. Sans perdre de temps, il réunit comme il put ses troupes dispersées, et envoya en attendant Ives d'Alègre avec un corps de cavalerie pour arrêter les ennemis, jusqu'à ce qu'il se fût retiré dans les murs de Gaëte. Il commença par démolir le pont situé près de son camp et laissa aller

les barques à la dérive; il abandonna les tentes, le bagage et neuf de ses plus lourds canons; il laissa même les malades et les blessés à la merci de l'ennemi, pour n'être pas embarrassé dans sa marche. Il envoya en avant le reste de son artillerie; l'infanterie venait derrière et les gens d'armes, conduits par le marquis lui-même, devaient couvrir la retraite.

Avant qu'Ives d'Alègre fût arrivé à Suzio, toute l'armée espagnole avait passé le Garigliano et s'était formée en ordre de bataille sur la rive droite; ne pouvant tenir tête à des forces si supérieures en nombre, il rebroussa chemin en toute hâte et se joignit au gros de l'armée, qui était déjà en pleine retraite.

Gonsalve, craignant que sa proie ne lui échappât, avait ordonné à Prosper Colonna de prendre les devants avec un corps de cavalerie légère, afin d'inquiéter les Français et de retarder leur marche, jusqu'à ce qu'il fût arrivé. Lui-même, longeant la rive droite avec ses troupes, il traversa rapidement le camp désert de l'ennemi, laissant peu de temps à ses soldats pour ramasser le précieux butin qui s'offrait partout à leur vue. Bientôt il arriva en présence des Français, qui avaient marché très lentement, à cause de la difficulté de traîner leurs canons sur un terrain boueux. Cependant la retraite se faisait en très bon ordre; le chemin étant très étroit, un petit nombre d'hommes seulement pouvaient de part et d'autre en venir aux mains; le succès dépendait donc, en grande partie, de la vigueur et de la bravoure des combattants. L'arrière-garde des Français se composait, comme nous l'avons dit, des gens d'armes, y compris Bayard, Sandricourt, Lafayette et d'autres vaillants chevaliers, qui, armés de toutes pièces, n'eurent pas de peine à repousser la

cavalerie légère qui avait été envoyée contre eux; chaque fois qu'ils rencontraient un pont, un cours d'eau, un passage étroit, ils serraient les rangs et tenaient résolûment tête à leurs adversaires, pour donner du temps à ceux qui les précédaient.

Ainsi, tantôt s'arrêtant, tantôt reculant, toujours aux prises avec l'ennemi, sans grande effusion de sang, les gens d'armes atteiguirent le pont situé devant Mola di Gaeta. Là, quelques fourgons d'artillerie, s'étant enfoncés ou renversés, occasionnèrent des retards considérables et du désordre. L'infanterie, continuant d'avancer, se mêla avec l'artillerie. Le marquis de Saluces voulut profiter de la forte position que lui offrait le pont, pour rétablir l'ordre. Une lutte désespérée s'engagea alors; les chevaliers français, en chargeant intrépidement les Espagnols, arrêtèrent momentanément la poursuite. Bayard, que l'on voyait toujours dans les endroits les plus dangereux, eut trois chevaux tués sous lui, et enfin, emporté par son ardeur au milieu des rangs ennemis, il fut sauvé avec peine par une charge furieuse de son ami Sandricourt.

Les Castillans, étourdis par cette attaque furieuse, parurent hésiter un instant, mais Gonsalve avait eu le temps de faire avancer ses gens d'armes, qui soutinrent les colonnes à demi rompues et recommencèrent le combat dans des conditions plus égales. Il se jeta lui-même au fort de la mêlée et courut, pendant quelques moments, le plus grand danger, son cheval ayant glissé dans la boue et s'étant renversé, heureusement sans faire aucun mal au cavalier; celui-ci se releva aussitôt et continua d'encourager de la voix ses compagnons, auxquels il donnait l'exemple de la bravoure.

La lutte avait déjà duré deux heures. Les Espagnols, mal-

gré leur courage, étaient exténués de fatigue et de faim, ayant fait six lieues de marche, sans avoir mangé depuis la veille. On comprend donc l'anxiété avec laquelle le Grand Capitaine attendait l'arrivée de son arrière-garde, confiée à Andrada; celle-ci, qui avait reçu ordre de passer la rivière plus bas, devait décider du sort de la journée.

A la fin, le spectacle désiré s'offrit aux yeux de Gonsalve. On vit paraître au loin une masse sombre, qui devint de plus en plus distincte en se rapprochant; c'était l'arrière-garde castillane. Andrada avait emporté sans difficulté la redoute ennemie, élevée en deçà du Garigliano, mais il n'était parvenu qu'avec peine et après avoir perdu beaucoup de temps à s'emparer des barques que le marquis de Saluces avait laissé aller çà et là à la dérive. Enfin, ayant rétabli ses communications avec la rive opposée, il s'était avancé rapidement par une route plus directe, à l'est de celle qu'avait suivie le gros de l'armée. Les Français furent saisis de terreur à la vue de ces nouveaux adversaires, que l'on eût dit tombés du ciel sur le champ de bataille; à peine attaqués, ils rompirent les rangs et s'enfuirent dans toutes les directions. Les pièces d'artillerie qui encombraient la route à l'arrière-garde augmentèrent encore le désordre, et les cavaliers, dans leur empressement à sortir d'une position périlleuse, foulèrent impitoyablement les fantassins aux pieds de leurs chevaux. Les chevau-légers espagnols poursuivirent les fuyards; brûlant d'une soif de vengeance longtemps différée, ils firent chèrement expier à ceux-ci les souffrances qu'eux-mêmes avaient endurées dans les marais de Sessa.

A peu de distance du pont, la route se bifurquait; là les vaincus terrifiés se séparèrent, les uns s'enfuyant vers Itri, les autres, en bien plus grand nombre, vers Gaëte. Gonsalve

envoya Navarro et Pedro de la Paz, avec un corps de cavalerie, pour leur barrer le passage, en prenant un chemin de traverse plus court. On en arrêta beaucoup de cette manière, mais la plupart de ceux qui échappèrent au fer ennemi réussirent à se jeter dans Gaëte.

Le Grand Capitaine se logea cette nuit dans le village voisin de Castellone; ses braves soldats, qui s'étaient battus toute la journée à jeûn, malgré une pluie d'orage qui n'avait pas cessé de tomber, avaient besoin de nourriture et de repos. Ainsi finit la bataille, ou, comme on l'appelle généralement, la déroute du Garigliano, la plus importante par ses résultats de toutes les victoires remportées par Gonsalve de Cordoue; elle couronnait glorieusement sa brillante carrière militaire. Les Français perdirent de trois à quatre mille hommes tués sur place, tous leurs bagages, leurs drapeaux et leur magnifique artillerie. Les Espagnols souffrirent beaucoup, sans doute, dans la lutte acharnée qui s'engagea sur le pont, mais aucun écrivain, castillan ou étranger, ne donne une estimation de leurs pertes. On remarqua que cette bataille avait été livrée un vendredi, ce même jour qui avait été si souvent heureux pour l'Espagne, sous ce règne.

L'inégalité des forces engagées dans l'action n'était probablement pas grande, car les Français, dispersés sur une vaste étendue de pays, ne purent tous arriver à temps pour prendre part au combat. C'est ainsi que plusieurs corps de troupes, accourant à la fin de la bataille, furent saisis d'une panique soudaine et déposèrent les armes, sans tenter aucune résistance. L'admirable artillerie dans laquelle les vaincus avaient placé leur confiance, non seulement ne leur rendit pas de services, mais fut, en grande partie, comme on l'a vu, la cause de leur perte. L'attaque fut soutenue

presque exclusivement par la chevalerie française, qui se montra digne, pendant toute cette journée, de son ancienne réputation de bravoure, et ne lâcha pied qu'au moment critique où l'arrivée de l'arrière-garde castillane fit pencher décidément la balance du côté de l'ennemi.

Le lendemain matin, de bonne heure, Gonsalve se prépara à emporter le mont Orlando, qui domine la ville de Gaëte; mais les défenseurs de cette forte position, qui, peu de mois auparavant, avait bravé tous les efforts des Espagnols, étaient complétement découragés, et ils se rendirent sans coup férir. La garnison de Gaëte n'était pas moins abattue et, avant que Navarro eût fait tourner les batteries du mont Orlando vers la ville, un parlementaire fut envoyé par le marquis de Saluces avec des offres de capitulation.

C'était plus que le Grand Capitaine avait pu espérer : les Français étaient très nombreux, et les fortifications, en bon état; la place était bien pourvue d'artillerie et de munitions de guerre, elle avait des vivres pour dix jours au moins et la flotte, qui mouillait dans le port, pouvait la ravitailler, en allant chercher des provisions à Livourne, à Gênes et dans d'autres cités maritimes favorables à la France. Mais les Français avaient perdu tout courage, ils étaient affaiblis par des maladies, leur insolente confiance en eux-mêmes avait disparu; cette série de revers qui s'étaient succédé sans interruption, depuis l'ouverture de la campagne jusqu'à la récente déroute du Garigliano, les avait jetés dans le plus profond abattement. Les éléments même semblaient s'être ligués contre eux; il leur paraissait inutile de lutter davantage contre la destinée, et ils aspiraient au jour où, disant un éternel adieu à cette terre maudite, ils pourraient rentrer dans leur pays natal.

Le Grand Capitaine accorda sans difficulté aux vaincus des conditions qui, tout en lui donnant une apparence de générosité, lui assuraient les fruits les plus précieux de la victoire; il était trop prudent pour réduire ses ennemis au désespoir; il n'était pas d'ailleurs, malgré tous ses succès, assez fort pour n'avoir rien à craindre. Il manquait d'argent, devait comme toujours des arriérés considérables à ses troupes et, selon un historien italien, il y avait à peine une ration de pain pour celles-ci, dans tout son camp.

Aux termes de la capitulation, signée le 1er janvier 1504, les Français devaient évacuer immédiatement la place et la livrer aux vainqueurs, avec l'artillerie, les munitions et tout le matériel de guerre. Les prisonniers, y compris ceux de la campagne précédente, seraient restitués de part et d'autre, arrangement qui était tout à l'avantage des Français. La garnison de Gaëte pourrait rentrer librement en France, par mer ou par terre, à son choix.

Du moment où les hostilités eurent cessé, le Grand Capitaine déploya envers ses anciens ennemis une générosité, une humanité, plus honorables pour lui que ses victoires; il veilla scrupuleusement à la fidèle exécution du traité et punit sévèrement toutes les offenses faites aux vaincus par ses soldats. Sa douceur, sa courtoisie, qui offraient un contraste saisissant avec l'idée qu'ils s'étaient faite de lui, dans leur terreur, provoquèrent chez les Français une admiration enthousiaste, qu'ils manifestèrent en l'appelant « gentil capitaine et gentil chevalier. »

La nouvelle de la déroute du Garigliano et de la reddition de Gaëte répandit la tristesse et la consternation dans toute la France; il y avait à peine une famille de rang, dit un écrivain de ce pays, qui n'eût un de ses membres enveloppé

dans la catastrophe. La cour prit le deuil; le roi, humilié de voir tous ses projets ambitieux défaits par un ennemi qu'il méprisait, s'enferma dans son palais, refusant de voir personne, et ses tourments d'esprit amenèrent une maladie qui faillit lui devenir fatale.

Louis XII fit retomber sa colère sur les malheureux défenseurs de Gaëte, qui avaient lâchement déserté leur poste pour rentrer en France; il leur ordonna d'hiverner en Italie, leur défendant de repasser les Alpes, sans avoir reçu son autorisation. Il condamna Sandricourt et d'Alègre au bannissement, pour insubordination envers leur commandant en chef, et plus particulièrement le second de ces officiers, pour sa conduite avant la bataille de Cérignole. Enfin, il fit pendre les commissaires des armées, qui avaient principalement causé la perte de celles-ci par leurs vols scandaleux.

Mais la coupe amère que les soldats français devaient vider jusqu'à la lie, n'avait pas besoin pour déborder de l'impuissante fureur du monarque. Un grand nombre de ceux qui s'embarquèrent pour Gênes succombèrent aux maladies qu'ils avaient contractées pendant leur long séjour dans les marais de Minturnes; les autres rentrèrent en France, sourds dans leur désespoir aux ordres de leur maître. Ceux qui prirent la voie de terre furent cruellement maltraités par les paysans italiens, qui leur firent chèrement expier les actes de cruauté dont ils s'étaient rendus coupables; on les voyait, mourants de faim et de froid, errer comme des spectres sur les grandes routes et dans les rues des principales villes de la péninsule; tous les hôpitaux de Rome étaient encombrés de malades; les écuries, les hangars, étaient pleins de malheureux vagabonds, cherchant quelque réduit obscur pour y mourir en paix.

Les chefs de l'expédition ne furent pas plus heureux ; entre autres, le marquis de Saluces, à peine débarqué à Gênes, succomba à une fièvre causée par ses chagrins. Sandricourt, trop fier pour supporter une disgrâce, mit violemment fin à ses jours. D'Alègre, plus coupable, mais plus courageux, survécut pour se réconcilier avec son souverain et pour trouver la mort du soldat sur un champ de bataille.

C'est sous ces sombres couleurs que les historiens français dépeignent la dernière lutte engagée par Louis XII pour la conquête du royaume de Naples. Peu d'expéditions militaires ont été entreprises sous des auspices plus brillants et plus heureux ; peu ont été conduites avec une inhabileté aussi constante et nulle n'a abouti à une catastrophe plus complète et plus terrible.

Le 3 janvier 1504, Gonsalve fit son entrée à Gaëte, et des salves d'artillerie annoncèrent au loin que cette forte position, la clef du royaume de Naples, avait passé dans les mains du roi d'Aragon. Après s'être arrêté quelques jours dans cette ville, pour laisser reposer ses troupes, il revint dans la capitale; mais, au milieu des fêtes qui saluèrent son retour, il fut attaqué d'une fièvre, causée par des fatigues incessantes et par une trop forte contention d'esprit, durant quatre mois. Il souffrit beaucoup et pendant quelque temps courut le plus grand danger. Les Napolitains, en cette occasion, se montrèrent en proie à une extrême agitation ; les manières populaires du général lui avaient concilié l'affection de ce peuple inconstant, dont l'amitié était aussi changeante que la fidélité; des prières, des vœux furent faits dans toutes les églises, dans tous les couvents de la ville, pour le rétablissement de la santé de l'illustre malade. A la

fin, celui-ci sortit de cette crise, grâce à son excellente constitution. Aussitôt que cette heureuse nouvelle fut connue, la population entière, se jetant dans un autre extrême, se livra à des transports de folle joie, et, lorsque Gonsalve fut assez bien rétabli pour pouvoir donner audience, tous, sans acception de rang, accoururent au Castel Nuovo pour lui offrir leurs félicitations et pour voir le héros qui revenait, pour la troisième fois, au milieu d'eux, le front couronné de lauriers. Chacun, dit l'enthousiaste biographe de Gonsalve, l'admirait bruyamment; les uns vantant sa noble attitude et sa belle physionomie; les autres, ses manières aimables et gracieuses; tous s'extasiant sur une munificence qui eût convenu à un roi même. »

Les vertus du Grand Capitaine furent célébrées, avec plus ou moins de talent, par maint poète, qui chercha à s'inspirer de ce glorieux sujet, espérant, sans doute, que le généreux Castillan récompenserait ses flatteurs bien au delà de leur mérite. Dans ce concert général d'adulations, la voix de Sannazar, plus éloquente que toutes les autres, ne se fit pas entendre, car le vainqueur s'était élevé sur les ruines de la maison royale où Sannazar avait longtemps trouvé un abri; ce silence, au milieu des cris d'admiration poussés par tant d'autres, fait plus d'honneur à la mémoire du poète que ses plus beaux vers.

Gonsalve commença par réunir les différents ordres de l'État, qui prêtèrent entre ses mains serment de fidélité à Ferdinand le Catholique; il s'occupa ensuite de prendre les arrangements nécessaires pour réorganiser le gouvernement et réformer surtout plusieurs abus qui s'étaient glissés dans l'administration de la justice. Lorsqu'il essaya de rétablir l'ordre, il dut réprimer l'insubordination de la soldatesque,

qui réclamait à grands cris le paiement de ses arriérés; les mécontents finirent par se mutiner et s'emparèrent de deux places fortes, comme garantie. Le général châtia cette insolence, en licenciant plusieurs compagnies qui faisaient le plus de résistance et les renvoya en Espagne. Il chercha à les payer au moyen de contributions imposées sur les Napolitains; mais les soldats voulurent se payer eux-mêmes et ils maltraitèrent les habitants chez lesquels ils étaient logés, au point de leur faire presque regretter le temps où ils étaient exposés à toutes les horreurs de la guerre [1]. Ainsi commença, d'après Guichardin, ce système d'exactions militaires en pleine paix, qui devint plus tard si commun en Italie et grossit douloureusement la liste des maux sans nombre qui affligeaient ce malheureux pays.

Au milieu de ses nombreuses occupations, Gonsalve n'oublia pas les braves officiers qui avaient porté avec lui le fardeau de la guerre, et il les récompensa avec une munificence princière, même, comme on le vit plus tard, à son détriment. Parmi eux se trouvaient Navarro, Mendoza, Andrada, Benavides, Leyva, l'Italien Alviano et les deux Colonna, dont la plupart vécurent assez longtemps pour se montrer plus tard, sur un plus vaste théâtre, dans les guerres de Charles-Quint, les dignes élèves du Grand Capitaine; il leur donna, d'après l'importance de leurs services, des villes, des forteresses, de vastes domaines, fiefs qu'ils tenaient de la couronne. Il avait préalablement obtenu à cet effet l'autorisation de son royal maître; mais celui-ci, avec son esprit de parcimonie, n'ap-

[1] Les Italiens commencèrent, dès cette époque, à éprouver les vives souffrances qui, un siècle et demi plus tard, inspirèrent à Filicaja de belles lamentations, qui ont perdu une partie de leurs grâces touchantes, même sous la plume de lord Byron.

pronvait guère ces largesses, et on l'entendit s'écrier avec dépit : « Il m'importe peu que Gonsalve de Cordone ait gagné un royaume pour moi, s'il distribue tout aux autres avant que j'aie rien touché ! » On commença à comprendre à la cour que le général était devenu un sujet trop puissant pour ne pas causer d'ombrage à son souverain.

Pendant ce temps, Louis XII était tourmenté des plus vives appréhensions au sujet de ses possessions dans le nord de l'Italie. Ses anciens alliés, l'empereur Maximilien et la république de Venise, surtout celle-ci, non seulement lui témoignaient de la froideur, mais paraissaient s'entendre secrètement avec son rival, Ferdinand. Le belliqueux pontife, Jules II, rêvait des projets tout à fait étrangers à ceux de la France. Les républiques de Pise et de Gênes étaient entrées en correspondance avec Gonsalve et avaient réclamé sa protection, tandis qu'un grand nombre de Milanais mécontents s'engageaient à le soutenir vigoureusement, s'il arrivait avec des forces snffisantes pour renverser le gouvernement existant. Non seulement la France, mais l'Europe entière s'attendait à voir le général espagnol profiter de ses succès pour porter ses armes victorieuses dans le nord de l'Italie, révolutionner en passant la Toscane, reprendre Milan aux Français et chasser ceux-ci, découragés par leurs derniers revers, au delà des Alpes.

Mais Gonsalve était déjà assez occupé de rétablir l'ordre dans le royaume de Naples. Son souverain, bien qne les écrivains français l'aient absurdement accusé d'avoir nourri des rêves de conquête universelle, ne se souciait nullement d'acquérir plus d'États qu'il n'en pouvait garder. Le trésor royal n'était jamais dans une situation très prospère, et Ferdinand, déjà embarrassé de faire face aux dépenses de la

dernière guerre, ne devait pas être disposé à s'engager dans une nouvelle entreprise et à réveiller des ennemis qui semblaient vouloir se reposer des fatigues d'une longue lutte. Aussi n'y a-t-il pas de motif de croire qu'il eut jamais sérieusement cette idée pendant un seul instant [1].

Mais Louis XII le craignait, et pour cette raison il se prépara à régler ses différends avec son rival par la voie des négociations; c'était tout ce que Ferdinand désirait avec le plus d'ardeur. En effet, deux ambassadeurs espagnols avaient résidé, pendant la plus grande partie de la guerre, à la cour de France, dans le but de faciliter les premières ouvertures qui pourraient être faites à ce sujet, et par leur entremise fut conclu un traité qui garantissait à l'Aragon la possession paisible de ses conquêtes pendant ce laps de temps. Les principaux articles stipulaient la cessation immédiate des hostilités et le rétablissement complet des relations commerciales, sauf dans le royaume de Naples d'où les Français étaient exclus. Le roi d'Aragon avait plein pouvoir pour réduire toutes les villes napolitaines qui lui résistaient encore. Enfin, les souverains contractants s'engageaient solennellement, chacun de son côté, à n'assister en aucune manière, ni secrètement ni ouvertement, les ennemis de l'autre. Ce traité, qui devait prendre cours à partir du 25 février 1504, fut signé par le roi de France et les plénipotentiaires espagnols, à Lyon, le 11 de ce mois, et ratifié par Ferdinand et Isabelle, au couvent de Santa-Maria de la Mejorada, le 31 mars suivant.

Il y avait encore, au cœur du royaume de Naples, un petit

[1] La campagne contre Louis XII avait coûté à l'Espagne 331 *cuentos* ou millions de maravédis; c'était faire à bon marché la conquête d'un royaume. Encore Naples avait-il couvert le cinquième des frais.

territoire, comprenant Venouse et plusieurs villes voisines, où Louis d'Ars et ses braves compagnons continuaient de résister aux soldats du roi d'Aragon. Ce traité ne lui laissant plus d'espoir d'être secouru, l'intrépide chevalier refusa de se rendre; il partit à la tête de sa petite et vaillante troupe de vétérans qui, armés de milieu pièces, dit Brantôme, et la lance au repos, traversèrent, en ordre de bataille, les provinces napolitaines et le milieu de la péninsule. Louis d'Ars, chemin faisant, imposait des contributions aux villes où il passait; c'est ainsi qu'il rentra en France et se présenta devant la cour, à Blois. Le roi et la reine, ravis de sa bravoure, vinrent à sa rencontre et, dit le vieux chroniqueur, le régalèrent bien, ainsi que ses compagnons, qu'ils comblèrent de largesses. Ils promirent en même temps au brave chevalier de lui accorder la faveur qu'il leur demanderait, quelle qu'elle fût; celui-ci se borna à les prier de rappeler de l'exil son ancien frère d'armes, Ives d'Alègre. Ce trait de générosité, dans cette époque de rudesse, surprend agréablement; il prouve, avec d'autres attribués à des gentilshommes français de ce temps, que l'âge de la chevalerie romanesque n'était pas encore entièrement passé.

La pacification de Lyon décida du sort de Naples, et, en faisant cesser les guerres dans ce royaume, mit fin à la carrière militaire de Gonsalve de Cordoue. On ne peut contempler la grandeur des résultats obtenus avec de si faibles ressources et malgré tant d'obstacles formidables, sans être saisi d'une profonde admiration pour le génie de l'homme qui accomplit cette tâche prodigieuse.

Les succès de Gonsalve furent, il est vrai, dus en partie aux fautes manifestes de ses adversaires. La magnifique expédition de Charles VIII n'eut aucun effet durable, à cause

principalement de la précipitation avec laquelle ce monarque s'y était engagé, sans s'être suffisamment concerté avec les puissances italiennes, qui devinrent redoutables en se liguant derrière lui. Ce roi ne mit même pas à profit son séjour à Naples, pour se concilier l'affection de ses nouveaux sujets; loin de se mêler avec eux, il se fit regarder comme un étranger et un ennemi; aussi toute l'Italie s'unit-elle pour le chasser, dès qu'elle fut revenue d'un premier moment de stupeur.

Louis XII profita des fautes de son prédécesseur; il conquit le Milanais pour en faire la base de ses futures opérations; il s'assura, par des négociations et par d'autres moyens, l'alliance des différents gouvernements italiens, qu'il intéressa à sa cause. Ces arrangements préliminaires achevés, il fit des préparatifs en rapport avec la grandeur de son entreprise. Il échoua toutefois, dans la première campagne, parce que, considérant la naissance plutôt que le talent et l'expérience, il choisit un commandant incapable.

Son insuccès, dans les campagnes suivantes, bien qu'en partie dû à lui-même, fut causé plus encore par des circonstances qu'il ne pouvait prévoir. D'abord, le cardinal d'Amboise retint trop longtemps sous les murs de Rome l'armée, qui fut ensuite exposée aux rigueurs d'un hiver exceptionnel. En second lieu, les commissaires commirent toute espèce de vols, mais celui qui les nomma manqua, sans doute, de prudence. Signalons enfin l'absence d'un bon commandant en chef. La Trémouille étant tombé malade et d'Aubigny ayant été fait prisonnier par l'ennemi, il n'y eut plus parmi les Français un officier capable de se mesurer avec le général espagnol. Le marquis de Mantoue, qui avait le défaut

d'être un étranger, était trop timide dans le conseil et trop lent dans l'action, pour s'acquitter convenablement d'une mission aussi difficile.

Mais, si ses adversaires commirent de grandes fautes, Gonsalve, il faut le reconnaître, n'en profita que grâce à son talent. Lorsqu'il entra pour la première fois dans les Calabres, aucune perspective de succès ne s'offrait à sa vue. Les opérations militaires en Espagne, jusqu'à ce temps, avaient été conduites d'après des principes tout différents de ceux qui étaient suivis dans le reste de l'Europe; c'est ainsi que, dans les dernières guerres de Grenade, on avait, suivant l'ancienne tactique, fait principalement usage de la cavalerie légère, à cause de la nature du terrain. C'était dans cette cavalerie que résidait d'ailleurs la force de l'armée, l'infanterie, quoique habituée à un service régulier, étant mal armée et disciplinée. Pendant ce temps, une importante révolution s'était accomplie dans d'autres pays d'Europe; l'infauterie avait repris la supériorité que lui reconnaissaient les Grecs et les Romains. Des expériences, faites sur plus d'un champ de bataille, avaient prouvé que les masses solides des piquiers suisses et allemauds, non seulement ne pouvaient être arrêtées dans leur marche, mais présentaient un mur impénétrable, que les charges les plus désespérées des meilleurs chevau-légers ne pouvaient entamer. C'était contre ces terribles bataillons que le général espagnol devait, pour la première fois, lancer ses Asturiens et ses Galiciens, hardis mais mal armés et comparativement peu exercés.

Gonsalve perdit sa première bataille, qu'il avait, on se le rappelle, livrée malgré lui; il agit par la suite avec la plus grande prudence, habituant peu à peu ses soldats à l'aspect

et aux usages d'un ennemi redouté, avant de les mettre aux prises avec lui. Il s'instruisit lui-même pendant toute cette campagne, observant la tactique, la discipline et les armes nouvelles de ses adversaires, auxquels il emprunta tout ce qu'il put introduire dans l'ancien système espagnol, sans le détruire entièrement; c'est ainsi que, tout en laissant à ses compatriotes l'épée courte et le bouclier, il fit entrer dans les bataillons, à la manière des Allemands, un grand nombre de piquiers. Cet arrangement est vivement approuvé par Machiavel, aux yeux duquel il réunissait les avantages des deux systèmes; car, tandis que la lance longue servait à la résistance ou même à l'attaque dans les plaines, le fantassin, avec son bouclier et son épée courte, pouvait, en s'ouvrant un passage dans les rangs épais des piquiers, engager avec ceux-ci un combat corps à corps, dans lequel leurs armes formidables devenaient inutiles [1].

Tout en introduisant cette innovation dans les armes et dans la tactique de ses compatriotes, Gonsalve s'occupait de former leur caractère, devoir impérieux pour lui dans les circonstances où il avait été placé à Barletta et aux bords du Garigliano. Sans pain, sans vêtements, sans solde, sans espoir même de sortir d'une position désespérée en tentant une sortie contre l'ennemi, le soldat espagnol avait été condamné à l'inaction; on avait donc exigé de lui la patience, l'abstinence, une stricte subordination et une résolution

[1] Machiavel attribue la défaite de d'Aubigny, à Seminara, en grande partie aux armes des Espagnols qui, avec leur épée courte et leur bouclier, se frayant passage dans les rangs serrés des piquiers suisses, engageaient avec ceux-ci un combat corps à corps, dans lequel ils avaient tout l'avantage. La même chose arriva, quelques années plus tard, à la mémorable bataille de Ravenne. — Ubi supra.

bien plus grande que celle qu'il faut pour combattre même les obstacles les plus formidables; car les vigoureux efforts que fait le soldat raniment son ardeur et lui font oublier le danger. Les Espagnols devaient, en un mot, commencer par remporter la plus difficile de toutes les victoires, par se vaincre eux-mêmes.

Gonsalve réussit dans sa tâche; il communiqua à ceux qui l'entouraient une partie de son indomptable énergie; il se fit aimer d'eux pour les exciter à suivre son exemple; il leur inspira une telle confiance dans son génie, qu'au milieu des privations ils furent soutenus par le ferme espoir d'un dénouement heureux. Dans ses manières gracieuses et affables ne perçait jamais cette morgue qui distinguait les grands seigneurs castillans. Il connaissait bien le caractère fier et indépendant de l'Espagnol; aussi, loin d'imposer à celui-ci des entraves inutiles, il lui accordait la plus grande liberté. Mais quelquefois cette douceur faisait place à la sévérité, lorsqu'il avait à punir une insubordination. On se rappellera sa conduite à l'égard de la soldatesque mutinée devant Tarente; c'est, sans doute, grâce à cette fermeté qu'il put maintenir si longtemps dans le devoir ses mercenaires allemands, qui se faisaient remarquer entre tous par leurs habitudes de licence et par leur mépris de l'autorité.

Si Gonsalve comptait sur la forte constitution et la patience de ses compatriotes, il ne comptait pas moins sur l'absence de ces qualités chez ses adversaires, qui, non formés encore au rude apprentissage des guerres ultérieures, ressemblaient aux Gaulois, leurs ancêtres, par la facilité avec laquelle ils se décourageaient devant des obstacles imprévus, et par la difficulté avec laquelle on parvenait à les

rallier après une défaite. Ce n'était pas là un faux calcul. L'infanterie française, composée des milices du pays, réunie en toute hâte et presque aussitôt licenciée, était, ainsi que la noblesse indépendante qui formait la cavalerie, aussi indocile aux règles militaires. Les rudes épreuves, qui avaient endurci le corps et l'âme des Espagnols, avaient affaibli leurs ennemis, introduit la division dans leurs conseils et relâché leur discipline. Gonsalve surveillait ses adversaires et, en attendant l'heure où ceux-ci, fatigués, découragés, pourraient être surpris, il réunissait toutes ses forces pour porter un coup décisif, qui mît fin aux hostilités. Telle fut l'histoire de ces campagnes mémorables qui finirent par les brillantes victoires de Cérignole et du Garigliano.

Dans cet examen de la carrière de Gonsalve, nous ne devons pas oublier sa conduite politique envers les Italiens, si différente de l'insouciance et de l'insolence des Français; il employa les officiers italiens, utilisa leurs connaissances supérieures, leur témoigna une grande déférence et leur confia les missions les plus importantes [1]. Loin de se renfermer dans cette réserve qu'on affecte habituellement vis-à-vis d'étrangers, il se montra exempt de tous les préjugés nationaux et les regarda comme des frères d'armes, faisant cause commune avec lui. Lorsque les Italiens se rencontrèrent avec les Français, sous les murs de Barletta, dans ce tournoi auquel la nation entière attachait tant d'impor-

[1] Parmi ces officiers se faisaient remarquer au premier rang Prosper et Fabrizio Colonna, souvent cités dans cette histoire; ce dernier avait surtout une haute réputation militaire, comme le prouve ce fait que Machiavel le prît pour principal interlocuteur dans ses *Dialogues sur l'art de la guerre*.

tance, parce qu'il devait venger son honneur offensé, le Grand Capitaine leur donna son appui, leur fournit des armes, un champ de bataille, et parut aussi fier qu'eux-mêmes de leur triomphe; ces attentions délicates coûtent moins que des bienfaits réels, mais ont plus de valeur aux yeux de l'homme d'honneur. Gonsalve se concilia la bienveillance des divers États de la péninsule, en leur rendant de grands services; il défendit bravement les possessions vénitiennes dans le Levant, débarrassa les Romains des pirates d'Ostie, et réussit, malgré les excès de sa soldatesque, à captiver à un tel point les volages Napolitains, par ses manières affables et sa magnificence, qu'il parut effacer chez eux tout souvenir du dernier et du plus populaire de leurs princes, l'infortuné Frédéric.

Éloigné de l'Espagne, le Grand Capitaine tira un heureux parti d'une circonstance qui devait, en apparence, le décourager. Ses soldats, séparés de leur pays par la mer et par des montagnes infranchissables qui leur coupaient toute retraite, n'eurent plus d'autre alternative que de vaincre ou de mourir. Restant longtemps en campagne, sans rentrer dans leurs foyers, ils acquirent les qualités d'une armée permanente; d'un autre côté, servant constamment sous la bannière du même chef, ils se familiarisèrent avec une tactique uniforme, et se formèrent mieux qu'ils n'auraient jamais pu le faire sous divers commandants, même tous habiles. C'est ainsi que les troupes espagnoles se façonnèrent peu à peu de la manière déterminée par la volonté de leur illustre général.

Si nous considérons les forces dont disposait Gonsalve, elles nous paraissent si faibles, surtout lorsque nous les comparons aux gigantesques préparatifs des guerres ultérieures,

que nous sommes disposé à nous faire une idée inexacte de la grandeur de la lutte. Mais attachons-nous aux résultats pour mieux juger; nous verrons le royaume de Naples conquis, les meilleurs généraux de la France défaits, les plus belles armées détruites; une innovation importante effectuée dans la science militaire; l'art des mines, sinon inventé, du moins porté à un degré de perfection nouveau; une réforme radicale introduite dans les armes et dans la discipline du soldat espagnol; enfin, l'organisation complète de cette infanterie, qu'un écrivain français déclare irrésistible dans l'attaque, invincible dans la résistance, et qui promena, pendant plus d'un siècle, dans toute l'Europe, les bannières victorieuses de l'Espagne.

TABLE DES MATIÈRES DU TROISIÈME VOLUME.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE Ier.

EXPÉDITION DE CHARLES VIII EN ITALIE.

CHAPITRE II.

EXPULSION DES FRANÇAIS DE NAPLES.

CHAPITRE III.

PAIX AVEC LA FRANCE.

CHAPITRE IV.

LA FAMILLE ROYALE DE CASTILLE.

CHAPITRE V.

LE CARDINAL XIMENÈS.

CHAPITRE VI.

TROUBLES DE GRENADE.

CHAPITRE VII.

INSURRECTION DES ALPUJARRAS.

CHAPITRE VIII.

QUATRIÈME VOYAGE DE CHRISTOPHE COLOMB.

CHAPITRE IX.

POLITIQUE COLONIALE DE L'ESPAGNE.

CHAPITRE X.

PARTAGE DU ROYAUME DE NAPLES.

CHAPITRE XI.

RUPTURE AVEC LA FRANCE.

CHAPITRE XII.

BATAILLE DE CÉRIGNOLE.

CHAPITRE XIII.

INVASION FRANÇAISE EN ESPAGNE.

CHAPITRE XIV.

COMBATS SUR LE GARIGLIANO.

CHAPITRE XV.

PAIX AVEC LA FRANCE.

FIN DU TOME TROISIÈME.

